

مکان العمل



# Le Monde des livres

## Le Monde

15, rue Falguière, 75001 Paris Cedex 15

BOURSE

CINQUANTIÈME ANNÉE - N° 15044 - 7 F.

VENDREDI 11 JUIN 1993

FONDATEUR : HUBERT BEUVE-MÉRY - DIRECTEUR : JACQUES LESOURNE



### Un Conseil de sécurité élargi ?

À deux reprises, en quarante-huit heures, un responsable de l'administration Clinton vient de dire haut et fort ce que les États-Unis souhaitent entendre depuis quelques mois : l'Allemagne et le Japon doivent absolument entrer au Conseil de sécurité de l'ONU en tant que membres permanents.

Représentante des États-Unis au Palais des Nations, à New-York, Madeleine Albright s'est faite, avec insistance, mardi 8 et mercredi 9 juin, l'avocate d'un élargissement du Conseil en ce sens. « Il s'agit, selon elle, d'adapter le Conseil de sécurité aux nouvelles réalités et à [ses] nouvelles responsabilités. » La question de la réforme du Conseil de sécurité devrait donc dominer les débats de l'Assemblée générale de l'ONU au mois de septembre prochain. Elle avait déjà été évoquée à l'automne dernier par le ministre allemand des Affaires étrangères Klaus Kinkel, qui avait, avec quelque précipitation selon Londres et Paris, revendiqué pour son pays un siège permanent au Conseil, aux côtés des États-Unis, de la Russie, de la Chine, de la Grande-Bretagne et de la France.

L'ADMINISTRATION Bush avait marqué un intérêt poli pour cette demande, sans toutefois s'engager plus avant. On préfère, à Washington, l'attitude du Japon, qui, candidat lui-même, prépare son dossier pour 1995. Bill Clinton semble vouloir aller plus vite en besogne, au risque de provoquer, dans une période internationale troublée, un chaos général dans le gracieux des bords de l'East River.

Ce n'est pas chose simple en effet que de prôner la réforme d'une institution mise en place dans l'immédiat après-guerre. La réforme de la Charte de San-Francisco, signée en 1945, ne peut procéder que d'une initiative unanime du Conseil de sécurité, et doit être approuvée par les deux tiers de l'Assemblée générale. Un projet qui ne viserait qu'à l'admission de l'Allemagne et du Japon heurterait les puissances du tiers-monde qui sont également candidates au « directoire » mondial : le Brésil, l'Inde, la Nigéria et quelques autres ont déjà laissé paraître leurs ambitions.

Au cas où le Conseil de sécurité serait élargi, la question du droit de veto dont disposent les cinq « anciens » membres permanents serait posée pour les nouveaux. Cela est-il bien compatible avec le souci d'efficacité des structures onusiennes sur lequel on insiste aussi bien à Paris qu'à Washington ? Que penserait, par exemple, le Pakistan d'un droit de veto indien au Conseil ?

Il n'est cependant pas sûr qu'à long terme des puissances aussi importantes que le Japon et l'Allemagne soient tenues à l'écart de décisions dont elles auront, de toute façon, à assumer les conséquences financières. C'est pourquoi, au lieu d'agir comme aujourd'hui en ordre dispersé, les « cinq » devraient élaborer au plus vite les grandes lignes d'une réforme permettant d'adapter les Nations unies à la nouvelle situation internationale. La mise en œuvre, sans précipitation, d'une telle réforme permettrait, entre autres, à l'Allemagne de sortir enfin du psychodrame politique dans lequel elle se débat en ce moment à propos de son éventuelle participation aux actions militaires engagées sous l'égide de l'ONU.

MO147 - 0611 0 - 7 00 F

### Contestant le résultat des élections

## Six provinces du Cambodge auraient fait sécession

L'ONU a confirmé, jeudi 10 juin, ce que venait de rendre public le premier ministre du Phnom-Penh, Hun Sen : refusant les résultats du récent scrutin, qui avait donné la victoire au Funcinpec, dirigé par un fils du prince Sihanouk, six provinces de l'est du pays se déclarent en sécession. Numéro deux du PPC (néocommuniste) battu aux élections, Hun Sen, a cité les unités administratives de Kompong Cham, Prey Vang (proche de Phnom-Penh) et Svay Reng. Trois autres provinces du Nord-Est avaient aussi fait connaître leur sécession, celles de Mondulkiri, Ratanakiri et Stung Treng.

La nouvelle a été annoncée jeudi matin par le premier ministre aussitôt après la proclamation officielle des résultats des élections de la fin de mai pour une Assemblée constituante devant le Conseil national suprême (CNS). Ces résultats confirmaient la victoire de l'opposition royaliste du Funcinpec, avec 45,47 % des suffrages exprimés, devant le Parti du peuple cambodgien (PPC, néo-communiste) qui forme le gouvernement de Phnom-Penh, lequel en a recueilli 38,22 %. M. Akashi, le « patron » japonais de l'APRONUC (Autorité provisoire des Nations unies au Cam-

bodge), a admis, indiquant les agences de presse, que, dans six provinces - tout l'est du pays, proche du Vietnam, sauf la région de Kratié - des « dissidents » du gouvernement de Phnom-Penh cherchaient à créer des « zones autonomes », en vue de contester les résultats du scrutin. Ce développement était d'autant plus détestable, pour l'ONU, que son représentant sur place venait aussi de confirmer que le scrutin - auquel 90 % des citoyens avaient participé, pour l'essentiel dans le calme - avait été « libre et honnête ».

Lire la suite page 6

### Après le plan de redressement et l'accord sur les oléagineux

## Edouard Balladur se heurte à la grogne de la majorité

L'adhésion de la France à l'accord CEE-États-Unis sur les oléagineux provoque, dans les milieux agricoles, un mécontentement qui n'est pas sans écho dans les rangs de la majorité, tandis que l'opposition communiste, mais aussi socialiste, en fait un thème de polémique contre le gouvernement. Après les reproches adressés aux insuffisances du plan de redressement, début mai, puis à l'improvisation dont paraissait relever l'annonce d'un emprunt, trois semaines plus tard, enfin à la restructuration des armées, confirmée par François Léotard, Edouard Balladur est en butte à un sourd début de fronde dans la majorité.

par Olivier Biffaud

Il y a comme un début de fronde dans les rangs des députés RPR. Intimidés par la nouveauté de la fonction, tenus sous pression par les dirigeants du parti néogaulliste, conviés à ne pas entraver les lents débats du gouvernement et canalisés par un président de groupe qui doit faire marcher au pas deux cent cinquante-sept « compagnons », bon nombre d'apprentis députés, tout frais sortis d'une campagne électorale victorieuse, se disent que le moment est venu de ruer dans les bran-

cards pour se faire entendre. Une rumeur sourde monte du fond des provinces vers l'hôtel Matignon : « Nous voulons exister », dit-elle. Ainsi les parlementaires RPR lancent-ils leur premier avertissement à Edouard Balladur. Ils souhaitent un peu de considération. Pourtant, le chef du gouvernement y avait mis les formes. Dès le début de la législature, il avait invité à déjeuner les députés par petits groupes. Il les avait choqués. Il les voulait témoins ou relais entre l'opinion publique et lui.

Lire la suite

et nos informations page 8

## M. Rafsandsjani, cavalier seul à Téhéran

Le président iranien semble assuré de sa réélection faute de concurrents sérieux

TÉHÉRAN. de notre envoyée spéciale

« C'est quand, déjà, cette élection ? Non, je ne voterai pas. Je ne veux pas faire semblant. Je rêve du jour où nous trans aux urnes avec le sentiment d'un choix réel et libre. »

Elahé, le cinquantaine, une intellectuelle, ne revendique aucune appartenance politique, ni antérieure ni postérieure à la République islamique. « Je n'ai pas joué le jeu des hypocrites sous l'époque du chah, explique-t-elle. Je ne le jouerai pas maintenant. »

All n'appartient pas au même monde. Il a vingt-huit ans à peine, vit encore aux crochets de ses parents, s'interroge sur son avenir et celui de son pays qu'il souhaite bien sûr prospère.

MOUNA NAÏM  
Lire la suite  
et nos informations  
page 5



## Le Muséum a deux cents ans

Créé le 10 juin 1793, le Muséum national d'histoire naturelle est un établissement unique au monde

par Yvonne Rebeyrol

Le 10 juin 1793, « l'an second de la République française », la Convention nationale adoptait un décret « relatif à l'organisation du Jardin national des plantes et du Cabinet d'histoire naturelle, sous le nom de Muséum d'histoire naturelle ». Le Muséum national d'histoire naturelle a donc deux cents ans. Mais, comme le rappelle Yves Lissens, ancien conservateur en chef de la bibliothèque centrale du Muséum et président de la Société des amis du Muséum et du Jardin des plantes, dans le numéro de juin de la revue de cette société, cette naissance ne se fit pas sans difficulté.

En 1635, un édit de Louis XIII avait créé, au faubourg Saint-Victor, le Jardin royal des plantes médicinales (ouvert au public en 1640), dans le but de compléter l'enseignement purement livresque que la faculté de médecine de Paris, alors complètement sclérosée, dispensait aux futurs médecins et apothicaires. Grâce à divers surintendants ou intendants remarquables (en particulier Guy-Crescent Fagon de 1693 à 1718 et Georges Leclerc de Buffon de 1739 à 1788), le Jardin du roi s'est énormément développé. À l'aube de la Révolution, le Jardin royal des plantes,

auquel s'étaient ajoutés les Cabinets d'histoire naturelle, est riche de collections de plantes vivantes et d'herbiers, de « curiosités » venues du monde alors connu, de minéraux, tout comme il s'honore de la collaboration d'anatomistes, de botanistes, de zoologistes, de minéralogistes, de chimistes et de physiologistes éminents. Dès 1790, les « officiers » du Jardin sont soucieux de ne pas laisser perdre un tel capital humain et matériel. Un projet de règlement est adressé à l'Assemblée constituante. En vain. Il est envoyé à l'Assemblée législative puis à la Convention. En vain.

Une décision de la Convention (transporter au Jardin des plantes le cabinet d'histoire naturelle confisqué au château de Chantilly) va débloquent la situation. Joseph Lakanal, scientifique et député à la Convention, vient, le 9 juin 1793, au Jardin des plantes pour voir par lui-même quelles mesures on doit prendre pour faire face à cet apport. Lakanal rencontre non pas Bernardin de Saint-Pierre, l'intendant en titre, mais Daubenton, naturaliste éminent, doyen des professeurs, ancien collaborateur de Buffon, en charge des Cabinets d'histoire naturelle.

Lire la suite page 10

### Les étrangers et la loi

Après avoir approuvé, le mois dernier, la réforme du code de la nationalité, l'Assemblée nationale cammençait, jeudi 10 juin, l'examen du projet de loi renforçant les contrôles d'identité. Elle discutera la semaine prochaine de la législation sur l'entrée et le séjour des étrangers en France. Ces textes, contestés par la gauche, fixent le cadre de la nouvelle politique que le gouvernement Balladur entend mettre en œuvre en matière d'immigration.

pages 8 et 9

### Les privatisations se précisent

Le Sénat devait entreprendre, jeudi 10 juin, l'examen du projet de loi sur les privatisations. Plusieurs groupes industriels et financiers commencent à préciser leurs intentions. L'assureur AXA entend seulement jouer son rôle d'investisseur institutionnel. L'Etat devrait vendre seulement 30 % du capital de la Caisse nationale de prévoyance, qui figure sur la liste des vingt et une sociétés privatisables. Chez Renault, la sortie du secteur public se prépare dans le secret.

page 18

### Berlioz retrouvé

Une œuvre de jeunesse de Berlioz, retrouvée par hasard en 1991, sera jouée au mois d'octobre dans l'église de Vézelay (Yonne). Le secret de cette découverte a été longtemps gardé mais on peut, aujourd'hui, se faire une idée de l'intérêt de la Messe solennelle, composée par Berlioz à vingt et un ans et qu'il disait avoir livrée aux flammes. Cette œuvre, qui a des allures de conte de Noël, contient des motifs qu'on retrouve dans le Requiem, Benvenuto Cellini et le Te Deum.

page 14

A L'ÉTRANGER : Maroc, 5 DH ; Tunisie, 850 m ; Allemagne, 2,60 DM ; Autriche, 25 ATS ; Belgique, 46 FB ; Canada, 2,25 \$ CAN ; Espagne, 486 P CFA ; Danemark, 14 KRD ; Grèce, 180 PTA ; G.R., 55 p. ; Irlande, 1,20 £ ; Italie, 2 400 L ; Luxembourg, 48 FL ; Norvège, 14 KRN ; Pays-Bas, 3 FL ; Portugal, 460 P CFA ; Suède, 15 KRS ; Suisse, 1,80 FB ; USA (NY), 2 \$ ; USA (autres), 2,50 \$.



سكزا من لامل

DÉBATS

Pologne

L'Europe centrale et la Communauté européenne

par Hanna Suchocka

**S**URMONTER les divisions légues par la guerre froide, voici un grand défi pour les nations de l'Europe. C'est une tâche pour les peuples qui doivent se défaire du lourd héritage du communisme. C'est également une tâche pour l'Europe développée, libre, démocratique, et avant tout pour la Communauté européenne.

Nous sommes conscients de la grande difficulté de cette entreprise. Elle exige de nous de nouvelles privations, la transformation radicale de nos économies et de nos lois, la modernisation de nos pays et l'accélération de leur développement. Cela présuppose une politique d'adaptations constantes, même si de nombreux changements se produisent déjà à un rythme accéléré. Il est évident que la réussite de cette grande mutation exige une ouverture de la Communauté vers nos pays.

Un important élément de notre évolution a été la signature des accords d'association qui lient les pays du groupe de Visegrad - la Pologne, la Hongrie, la République tchèque et la Slovaquie - à la Communauté européenne. Ces accords nous ont représenté avant tout une étape importante de notre « retour à l'Europe ».

Nous n'avons pas changé d'avis, même si nos expériences se sont

révélées parfois décevantes. Il semble que la Communauté possède déjà une meilleure connaissance de nos besoins et de nos aspirations, et qu'elle comprenne mieux la nécessité d'accélérer notre marche vers l'adhésion. Cette attitude est exprimée dans le rapport que la Commission de la Communauté européenne a préparé pour le sommet des chefs d'État et de gouvernement de la CE, qui doit se tenir à Copenhague, les 21 et 22 juin. Ce document comporte nombre de conclusions et de suggestions ayant pour objectif d'ouvrir les marchés de la Communauté, ainsi que d'élargir et d'approfondir la coopération sur le plan politique.

Or une tendance opposée à l'esprit de ce rapport se fait sentir dans le fonctionnement quotidien de la Communauté et dans l'attitude de certains États membres. On en retient l'impression que ce n'est pas la vision à long terme des intérêts de l'Europe et de la Communauté qui y prévaut, mais les intérêts ponctuels de groupes, de régions ou même de quelques branches de l'industrie.

Les accords d'association ont déjà exclu environ 40 % de nos exportations de l'accès au marché communautaire, en instituant des restrictions de toutes sortes. Ces mesures ont été dictées par la crainte de la concurrence de nos

produits dans des domaines tels que l'agriculture, le textile, le charbon et l'acier.

Actuellement, nous assistons à un accroissement des tendances protectionnistes dans les pays de la CE, sous la forme de mesures antidumping. Doit-on rappeler aussi l'interdiction des importations de viande et d'animaux d'abattoir à cause de la menace de la fièvre aphteuse, alors que celle-ci n'existe pas dans nos pays ? Ces restrictions touchent des domaines où nous sommes les plus concurrentiels et grâce auxquels nous pourrions accroître notre capacité d'importation, ce qui faciliterait la modernisation de nos pays et aurait des conséquences positives sur les économies de la Communauté européenne, notamment dans le domaine de l'emploi.

Un grand marché potentiel pour la Communauté

Cette politique est contraire au principe du libre-échange, que l'on nous incite par ailleurs à respecter. Elle est ainsi contraire à la logique des accords d'association qui admettent une certaine asymétrie des relations entre la Communauté et les pays de Visegrad, censée favoriser notre développement. Or la balance négative des échanges de nos pays avec la Communauté démontre qu'il s'agit là d'un phéno-

mène opposé aux projets et aux attentes. Les 65 millions de consommateurs des pays de Visegrad constituent un grand marché potentiel pour la Communauté.

Les changements de ces dernières années, malgré les tensions et les difficultés auxquelles nous devons faire face, nous incitent à l'optimisme. La Pologne a été le premier pays postcommuniste à recourir avec la croissance. Si nous réussissons à maintenir et à accélérer la cadence des privatisations et des réformes structurelles, nos pays peuvent devenir rapidement l'une des régions les plus dynamiques du monde, avec des retombées favorables pour la Communauté. Cette perspective ne doit pas être négligée dans la construction des politiques européennes à long terme.

Aucune assistance, même la plus généreuse, ne peut remplacer les mécanismes normaux du marché libre. La politique des échanges commerciaux entre nos pays et la Communauté exige donc une réflexion approfondie et des modifications qui suppriment les déséquilibres flagrants. Tel est l'intérêt commun de nos pays et de la Communauté elle-même.

Nous sommes parfaitement conscients que les conditions ne sont pas encore mûres pour l'entrée de nos pays dans la Communauté européenne. Pour que cela puisse se

réaliser, nous devons bien sûr répondre à plusieurs exigences concernant la structure et le progrès de nos économies, construire des institutions politiques stables et adapter notre droit aux normes de la CE. Mais nous attendons que la Communauté décide, sans équivoque, que l'adhésion des pays signataires des accords européens est également son objectif.

Nous attendons aussi que soient précisés le moment de l'ouverture des négociations, les étapes et les conditions de notre entrée dans la Communauté. Cela permettrait de fixer le cadre de nos efforts, de donner de l'espoir à nos peuples et de mobiliser leurs énergies.

Objets de réflexions et de décisions communes

Le resserrement des liens entre la Communauté et nous, dans la période précédant l'intégration complète, devrait se faire également sur les plans politique et de la sécurité. Dans ce domaine, il n'existe pas d'obstacles objectifs comme ceux qui rendent pour l'instant difficile l'intégration économique.

Nous appelons de nos vœux l'approfondissement et l'institutionnalisation du dialogue politique. Ce qui nous importe surtout, c'est notre participation aux travaux des instances qui prennent les décisions

concernant directement les pays de l'Europe centrale et orientale. L'avenir de l'Europe nous tient à cœur. Les problèmes de la stabilité, de l'intégrité des frontières, de la sécurité européenne, des menaces écologiques ou des migrations de masse devraient faire l'objet de réflexions et de décisions communes.

Il est souvent difficile d'apprécier, à partir de l'Occident, combien sont grands les sacrifices exigés de nos sociétés pour conquérir la liberté, la démocratie et le bien-être. Et combien est important le fait que, malgré toutes les difficultés, nos réformes avancent, la démocratie parlementaire fonctionne, l'économie de marché se développe, la société civile prend forme, les médias assurent le pluralisme, les droits de l'homme et des minorités sont respectés.

Je ne souligne pas ces acquis par excès d'autoconsolation. Je les évoque avec une certaine inquiétude, car je suis conscient qu'ils sont fragiles. Je souhaite donc que nos réalisations, leur coût humain et matériel, les dangers qui les menacent soient un défi non seulement pour nous, mais également pour la Communauté.

Hanna Suchocka est premier ministre de Pologne.

consultations entre les États à Luxembourg et

dispositif militaire français de

Réponses...

...à Solon...

L'exception d'inconstitutionnalité

par Georges Vedel et François Luchaire

**A**INSI pour Solon, le juge qui peut écarter une loi contraire à une convention internationale ne pourrait faire autorité pour la loi contraire à la Constitution. Faut-il alors penser que le juge doit avoir moins de considération pour la Constitution que pour une convention ?

Peut-on croire que les magistrats l'acceptent loyalement encore ? Il a fallu une lente évolution de la jurisprudence pour faire prévaloir le traité sur la loi ; l'objectif est aujourd'hui atteint. Comment ne pas comprendre que cette brèche apportée à l'autorité de la loi s'élargisse nécessairement au jour au profit de la Constitution ? Le juge affirme de plus en plus son indépendance ; celle-ci est soulignée par la réforme constitutionnelle en cours.

Au nom de cette indépendance, les juridictions françaises - comme celles des États-Unis - imposent donc le respect de la hiérarchie des normes. Cela est d'autant plus certain que les vœux des révolutionnaires qui lui interdisaient d'entreprendre sur le pouvoir législatif l'empêchaient aussi de censurer l'administration ; or elles ne s'en privent pas.

Solon objecte qu'il y a dans nos lois beaucoup de dispositions contraires aux droits et libertés de la personne humaine et que permettre au citoyen de les faire censurer créerait un climat d'insécurité juridique. Si cela est vrai, quel avenir ?

Et s'il s'agit de ne pas s'abandonner à des élans iconoclastes, rappelons que le projet de révision constitutionnelle déposé par le président de la République sur l'avis du comité consultatif laisse deux ans au Parlement pour diminuer ces sortes de outre-arsenal juridique et n'essaie pas de persister les citoyens qu'il se

faut pas censurer les dispositions contraires à leurs droits fondamentaux parce qu'il y en a trop. Dans la quasi-totalité des pays qui ont une Constitution (l'Algérie en a pas au sens formel du mot, mais le juge algérien prend beaucoup de liberté avec la loi), l'exception d'inconstitutionnalité peut être soulevée, sans devoir d'importance quel que soit devant une juridiction constitutionnelle. La France ne restera pas à l'écart d'un mouvement aussi universel. Ainsi le problème n'est pas d'instaurer l'exception d'inconstitutionnalité car elle s'imposera nécessairement ;

il est de l'organiser pour éviter les procédures dilatoires ou les procédures rapides ou l'absence du cours de la justice, ce qui pour éviter trop de décisions contradictoires.

Pour cela, il faut que les exceptions d'inconstitutionnalité soient rapidement réglées, sans avoir à suivre toute la hiérarchie des juridictions. Un filtre doit arrêter celles qui sont irrecevables (parce que déjà jugées par exemple) et s'adresser à une seule juridiction, assurant ainsi l'unité de la jurisprudence.

A quelle autre juridiction alors s'adresser si ce n'est au Conseil constitutionnel ? Rien n'empêche d'ailleurs d'installer le filtre auprès de la juridiction constitutionnelle elle-même.

Il faut choisir : les Français ne supporteront pas d'être les seuls sur le continent européen à ne pouvoir défendre contre la loi les droits que la Constitution leur garantit. Dès lors : on bloquerait les droits seraient laissés à l'appréciation de chaque juridiction, ou bien c'est le juge constitutionnel qui assurerait cette protection nécessaire. Mais, à court ou moyen terme, le *statu quo* s'effondrera.

...et à Jacques Rozner

Plus de chômeurs rien que des créateurs

par Jean Cardonnel

**I**l me plaît de dire ma gratitude à M. Jacques Rozner (1). Parce qu'il est l'un des seuls à mettre aussi fortement le doigt sur la plaie d'une société usée, la nôtre. Sous un titre qui n'a pas l'ampleur de son propos, « Pour une révolution programmée », Jacques Rozner écrit d'éloquence poignante l'obligation vitale de correspondre à l'actuelle mutation : « Cette mutation résulte des avancées fulgurantes des sciences applicables en de nombreux domaines comme des innovations technologiques. Elle pose problèmes dans la mesure où se creuse un fossé entre le génie créatif des hommes de recherche et l'insuffisance d'imagination politique des hommes d'État pour en canaliser les retombées et procéder aux transformations que cela implique au sein de la société... »

Tout le problème, ou plutôt le scandale, est là : l'effarante disproportion qui a jusqu'à présent un fossé d'une largeur infranchissable entre le génie créatif des hommes de recherche et - c'est peu de dire l'insuffisance - l'absence radicale d'imagination politique des hommes d'État. Au point que, si l'on voulait donner un défi à l'humanité de l'homme d'État, il faudrait dire ce grand mutilé de l'imagination créatrice. Mais je suis obligé de voir que le retard des hommes d'État se donne à parer avec le personnel politique, diplomatique, les juristes, les économistes, les cadres supérieurs, sans compter les philosophes et les théologiens. On en arrive ainsi à une société hérissée de compétences sectorielles incolore du fondamental.

dos au lieu - comme les génies chercheurs - de l'avoir dans l'orbite à exhorter par amour d'humanité.

Mais j'en viens au fond de l'article à lire et relire de Jacques Rozner. « Ainsi l'homme commence-t-il à subir la plus extraordinaire révolution de tous les temps, celle qui lui fait passer d'un monde placé sous le signe du travail forcé à un monde où tout est loisir forcé. » L'auteur de ces lignes précitées me permettra une légère rectification : pour tout homme et toute femme s'impose le passage non pas du travail forcé au loisir forcé mais du travail d'exécution à l'obligation d'effort devenu tout ce qu'il est, irremplaçable, artiste créateur.

Sinon, à force de tourner le dos aux évidences d'une foule frustrée du besoin élémentaire, du SMIC de l'ère humaine - s'accomplir comme force créatrice à l'image et ressemblance du Créateur, - on finit par avoir l'œil dans le dos d'une insignifiante créature aussi amputée d'imagination qu'un vulgaire homme d'État.

L'heure vient, et elle est là, de tous les problèmes que nous a posés le dénominateur commun à finissons-en avec, au sommet, des chefs d'État ou atrophiés de l'imagination, à mi-hauteur une conception élitiste d'un régime de pénurie, d'État protégé du génie créatif des chercheurs solitaires, du tout sur fond d'une poussière de mortels exécutants sur le marché du travail déguisé en société. Quand les machines se chargent de tous les petits boulots, et même des grands travaux, que se croient-elles obligées d'exécuter les hommes à l'image et ressemblance du Créateur, la solution ne doit pas se chercher dans le fait de multiplier les petits emplois parcelaires.

La chance inouïe que nous avons eue de ne pas le droit de laisser passer sous peine d'avoir l'œil dans le dos, la grâce insigne de la formidable mutation en cours, c'est la sortie d'un régime de rareté du génie créatif des chercheurs afin que la capacité géniale de tout homme vienne au grand jour de la vie publique. Seul ce passage - cette Pique - ce transfert du génie d'une poignée d'individus à tous - peut libérer les hommes et les femmes du chômage et du travail d'exécution et, par surcroît, rendre inutiles les hommes d'État.

La première mesure d'urgence consiste à transformer tous les organismes d'éducation - maternelle, scolaire, universitaire et technique - en centre d'apprentissage du génie créateur de tout un chacun. Donc, plus de chômeurs ni d'exécutants, mais, d'un bout du monde à l'autre, rien que des créateurs.

(1) « Pour une révolution programmée », Le Monde du mercredi 2 juin 1993.

Balladur a présenté le pacte pour la stabilité et la sécurité en Europe

**Le Monde**

Édité par la SARI Le Monde

Durée de la société : cent ans à compter du 10 décembre 1944

Capital social : 620 000 F

Principaux associés de la société : Société civile « Les rédacteurs du Monde », Association Hubert-Beuve-Méry

Société anonyme des lecteurs du Monde

Le Monde-Entreprises, M. Jacques Lesourne, gérant.

Reproduction interdite de tout article, sauf accord avec l'administration

Renseignements sur les microfilms et index du Monde au (1) 40-85-20-33

Commission paritaire des journaux et publications, n° 57 437

ISSN : 0395-2037

PRINTED IN FRANCE

Imprimé au « Monde » 12, r. M.-Gumbourg 94852 IVRY Cedex

**Le Monde PUBLICITE**

Président directeur général : Jacques Lesourne

Directeur général : Michel Guy

Membres du comité de direction : Jacques Guia, Philippe Dupuis, Isabelle Tardieu

15-17, rue du Colonel-Pierre-Aria 75003 PARIS CEDEX 15

Tél. : (1) 46-62-72-72

Téléfax : 46-62-72-71

Société filiale de la SARI Le Monde et de Médias et Régions Europe SA.

**Le Monde TÉLÉMATIQUE**

Compagnie 36-15 - Tappez LEMONDE

ou 36-15 - Tappez LM

**ABONNEMENTS**

PLACEMENT HUBERT-BEUVE-MÉRY 94852 IVRY-SUR-SEINE CEDEX

Tél. : (1) 40-85-20-33

Télécopieur : (1) 40-85-25-99

Tél. : 261.311 F

|        | FRANCE  | ÉTRANGER | ALYTES  |
|--------|---------|----------|---------|
| 1 an   | 536 F   | 572 F    | 700 F   |
| 6 mois | 1 036 F | 1 123 F  | 1 360 F |
| 3 mois | 1 096 F | 1 096 F  | 1 360 F |

ÉTRANGER : par voie aérienne tarif sur demande. Pour vous abonner, renvoyez ce bulletin accompagné de votre règlement à l'adresse ci-dessus

« LE MONDE » (USPS) is published daily for \$34 per year by LE MONDE, 1, place Hubert-Beuve-Méry - 94852 Ivry-sur-Seine, France. Second class postage paid at New York, NY, and at additional mailing offices. POSTMASTER: Send address changes in US of NY to LE MONDE, 1, place Hubert-Beuve-Méry, 94852 Ivry-sur-Seine, France.

INTERNATIONAL MEDIA SERVICE, Inc. 735 Pacific Avenue Suite 414 Virginia Beach, VA 23461 - 203 USA

Changements d'adresse définitifs ou provisoires : nos abonnés sont invités à formuler leur demande deux semaines avant leur départ, en indiquant leur numéro d'abonnement.

**BULLETIN D'ABONNEMENT**

**DURÉE CHOISIE**

3 mois ☐

6 mois ☐

1 an ☐

Nom : \_\_\_\_\_

Prénom : \_\_\_\_\_

Adresse : \_\_\_\_\_

Code postal : \_\_\_\_\_

Localité : \_\_\_\_\_

Pays : \_\_\_\_\_

Envoyer, avec l'abonnement d'envoi tous les numéros parvenus en capital à l'imprimerie, 301 MON 01 PP-Paris RP

240

173

40



مکان العمل

## ÉTRANGER

Le conflit dans l'ex-Yougoslavie

### Consultations entre les Etats-Unis et les Douze à Luxembourg et à Athènes

Le secrétaire général de l'OTAN, Manfred Wörner, a appelé, jeudi 10 juin, les pays membres de l'alliance à adopter une « position claire et cohérente » sur la Bosnie et à contribuer « encore plus » à une solution du conflit bosniaque, lors de l'ouverture de la réunion des seize ministres des affaires étrangères de l'Alliance atlantique à Athènes. Cette réunion suit des consultations américano-européennes, mercredi à Luxembourg, sur la crise yougoslave.

LUXEMBOURG  
(Communautés européennes)  
de notre correspondant

Le front uni formé par la Communauté européenne et les Etats-Unis pour tenter de faire cesser le

conflit dans l'ex-Yougoslavie tient d'abord à la mise en œuvre de la résolution 836 du Conseil de sécurité qui crée six « zones de sécurité » pour les Musulmans en Bosnie-Herzégovine, en assurant la protection aérienne des « casques bleus » qui y seront déployés. Sans donner de détails sur les procédures auxquelles on pense à Washington pour mener à bien cette opération – les ministres des affaires étrangères de l'OTAN devaient en avoir la primeur, jeudi et vendredi, à Athènes – le secrétaire d'Etat a clairement indiqué qu'il s'agissait de protéger la FORPRONU si elle était attaquée, et à

sa demande. Les Etats-Unis seraient, en outre, toujours décidés à envoyer des hommes en Macédoine pour aider les autorités de Skopje à déjouer toute provocation et à rester hors du conflit.

Bref, en dépit des nuances et des réserves mentales qui assurement demeurent, Américains et Européens peuvent proclamer qu'ils sont sur la même ligne, celle définie par l'accord de Washington. Le secrétaire d'Etat a défini sa position en trois points :

1. stopper, ou au moins limiter, les tueries, et, à-t-il convenu, la création de « zones de sécurité » constitue un moyen d'y parvenir ;
2. exercer une pression croissante sur les Serbes afin qu'ils acceptent une solution politique ;
3. prévenir une extension des combats et donc une conflagration d'une plus grande ampleur.

L'administration Clinton soutient le plan Vance-Owen, mais

avec un manque d'enthousiasme évident et parce qu'il n'y en a pas d'autre sur la table. M. Christopher, dont l'analyse ne coïncide pas avec celle des Européens, n'a pas cherché à le dissimuler : il faut tendre à une solution politique et, dans cet esprit, le plan Vance-Owen est un élément clé, mais les Etats-Unis, convaincus qu'un bout du compte on aboutira à un découpage bien différent de celui prévu par les négociateurs de la Communauté et des Nations unies, « sont prêts à soutenir tout plan de paix qui sera accepté par l'ensemble des parties ».

C'est seulement dans l'hypothèse d'un tel accord que les Américains accepteraient de déployer des troupes au sol en Bosnie, afin d'en assurer la mise en œuvre.

PHILIPPE LEMAÎTRE

### Zagreb réagit vivement aux attaques musulmanes contre les Croates en Bosnie centrale

Les affrontements croato-musulmans qui ont éclaté le week-end dernier en Bosnie centrale et qui ont permis aux forces musulmanes de s'emparer du contrôle de Travnik et de sa région, dont des milliers de Croates ont été chassés, ont soulevé une vive émotion à Zagreb. Ainsi, le président Franjo Tudjman a-t-il demandé, mercredi 9 juin, la convocation du Conseil de sécurité de l'ONU sur « l'agression brutale » des Musulmans contre les Croates en Bosnie centrale où les combats ont continué de faire rage.

De son côté, le leader des Croates de Bosnie, Mate Boban, a demandé au président Tudjman d'intervenir par « tous les moyens » pour faire « cesser les exécutions, les massacres et l'exode des Croates de Bosnie centrale », faisant état de « crimes sans précédent et d'un nettoyage ethnique des Croates par les Musulmans sur ordre direct du président bosniaque Alija Izetbegovic ». « Les meurtres, les villages croates incendiés, sont la pire image et la répétition de ce qui s'est déjà passé pendant la guerre en Croatie », ajoute-t-il.

M. Tudjman, qui a interrompu la visite officielle qu'il effectuait à Pékin, a fait parvenir une lettre de protestation au président izetbegovic, exigeant de lui qu'il fasse cesser l'offensive musulmane dans la région de Travnik. Il y accuse les Musulmans d'avoir pratiqué « un nettoyage ethnique ».

Cependant, le nouveau chef de l'armée bosniaque, le colonel Rasim Delic, a ordonné mercredi à ses troupes de cesser immédiatement le combat contre les unités croates en Bosnie centrale. Il a appelé les commandants des forces croates à donner le même ordre à leurs hommes. Il a en outre proposé que la FORPRONU (Force de protection de l'ONU) envoie des observateurs sur place pour contrôler l'application du cessez-le-feu.

Une tentative de négociations directes entre responsables militaires croates et musulmans, sous l'égide du général Philippe Morin, commandant de la FORPRONU en Bosnie, destinée à conclure une trêve dans la région, a échoué. Pour tenter d'arrêter les

combats, qui auraient déjà fait quatre cents morts et cinq cents blessés – civils ou combattants –, selon un bilan de la radio croate, non confirmé de sources indépendantes, et prévenir l'extension du conflit croato-musulman, plusieurs autres rencontres ont été prévues d'urgence, à tous les échelons.

#### Tentatives de négociations

Une réunion croato-musulmane sous l'égide de la FORPRONU doit se tenir à Medjugorje, en Herzégovine, et une autre, dimanche ou lundi à Sarajevo, entre les chefs militaires bosniaques, musulmans, croates et serbes, a-t-on appris auprès de la FORPRONU. Le président izetbegovic et Mate Boban sont, en outre, attendus samedi à Genève pour tenter, une nouvelle fois, d'aplanir des différends qui, plus que jamais, menacent de dégrader en guerre ouverte sur une multitude de fronts, y compris à Sarajevo.

Les combats et les bombardements se sont poursuivis toute la journée dans les environs de Travnik, a précisé un porte-parole de la FORPRONU. Les forces musulmanes, qui ont pris cette cité historique, à 100 km au nord-ouest de la capitale bosniaque, accentuent leur pression sur d'autres localités, comme Novi-Travnik, où réduisent la résistance croate dans des villages voisins.

Mille cinq cents Croates de Travnik, qui avaient fui vers les lignes serbes à la suite des attaques musulmanes, sont parvenus dans la nuit de mercredi à jeudi, totalement épuisés, à Novska, en Croatie, après un long périple à travers le nord de la Bosnie sous contrôle serbe. Le Comité international de la Croix-Rouge (CICR) s'est chargé de cette opération de transfert de population civile. « Il s'agit de sauver des vies, et il n'y avait pas d'autre solution », a souligné M. Jette. Sørensen, un porte-parole du CICR.

Ce convoi de seize camions et d'une soixantaine de voitures était essentiellement composé de femmes, d'enfants et de vieillards, les forces serbes bosniaques, après un tri, ayant interné quelque sept cent cinquante hommes, probablement des combattants, dans le camp de Manjaca, un ensemble d'étables, près de Banja-Luka. Hagarés, les réfugiés ont enfilé leur désarroi après la foudroyante percée musulmane du week-end dernier. « Les Musulmans nous avaient égorgés ; ils nous ont jetés dans les bras des Serbes, qui valent mieux qu'eux », affirme Borislava, une paysanne de cinquante-huit ans, qui a perdu toute trace de son époux. Le convoi, pris en charge par les autorités croates, devait gagner jeudi – sans escale – Split, sur la côte dalmate, ou Mostar, dans une région de l'Herzégovine occidentale où les relations sont explosives entre Croates et Musulmans. (AFP, Reuters).

### Le dispositif militaire français devrait subir des retouches

Avec le vote de la résolution 836 des Nations unies, qui peut supposer le déploiement de 5 000 nouveaux « casques bleus », selon des estimations d'état-major, il n'est pas envisagé d'accroître le dispositif militaire propre à la France qui est, aujourd'hui, de quelque 4 900 hommes, dont près de la moitié en Bosnie. Mais ce texte de l'ONU instaure un durcissement très progressif qui appellera un redéploiement. Il est, dès lors, pas exclu que – en complément des renforts provenant des pays que le secrétaire général de l'ONU, Boutros Boutros-Ghali, a désignés à la tâche de solliciter – soient apportés des changements au dispositif français visant le bataillon de soutien logistique (1 200 hommes) à Zagreb (Croatie) et le bataillon d'infanterie (900 hommes), à Gracac (Krajina du sud).

La résolution 836 donne en principe aux contingents de l'ONU des pouvoirs étendus – autres que la protection des convois de l'aide

humanitaire – dans six zones (Sarajevo, Srebrenica, Tuzla, Bihac, Zepa et Gorazde). Pour autant que les « casques bleus » puissent réellement les exercer, ces pouvoirs concernent le contrôle du cessez-le-feu, le retrait des forces étrangères de la Bosnie, la possibilité de décourager des attaques d'origine armée et l'occupation de points jugés essentiels sur le terrain. En riposte à des actions militaires contre eux, à des incursions armées ou aux obstacles mis à leur libre circulation, les « casques bleus » pourraient prendre les mesures défensives nécessaires, y compris le recours à la force.

Dans cette éventualité, l'emploi de forces aériennes pour des « frappes » défensives ou pour un appui au sol – comme le feraient des moyens d'artillerie dont l'ONU est totalement dépourvue – est lié à la présence de « casques bleus » dans la zone considérée. Ce qui requiert que les contingents « onusiens » aient, outre des armements lourds, des moyens d'observation sur les crêtes

et des équipements au sol de guidage des avions pour les amener sur leurs cibles avec une précision maximale. Ce qui suppose aussi, en cas d'une attaque identifiée au préalable, l'usage – en riposte – des moyens aériens déjà existants en Adriatique, comme les appareils embarqués sur les porte-avions américains, britanniques ou français ou comme les avions qui participent actuellement, depuis l'Italie, au contrôle de la zone d'exclusion aérienne au-dessus de la Bosnie.

#### Une nouvelle « maquette »

La France, dans cette optique, n'accroît aucun de ses moyens déjà sur place. Il est seulement prévu que le porte-avions *Foch* prendra la relève du *Clemenceau*, qui est sur la zone depuis la fin janvier et qui ralliera son port d'attache de Toulon le 21 juin prochain. Quatre jours plus tard, le *Foch* sera remplacé – avec les mêmes avions d'attaque au sol, d'interception et de reconnaissance – afin de continuer, depuis l'Adriatique et avec le transport de chaland de débarquement *Foudre* qui a des hélicoptères, la mission de soutien des forces françaises de la FORPRONU.

C'est à Naples, au siège même des instances de l'OTAN, que se discutent les modalités d'une intervention aérienne tactique des alliés. Sans préjuger de l'attitude finale des Serbes dans la région, qui pourrait aboutir à laisser faire ou à contraindre l'application concertée de telles procédures, c'est à la fois au commandement suprême allié en Europe (SACEUR) et à l'UEO d'écouter, sous le contrôle politique de l'ONU, l'embarco sur le Danube (200 à 300 personnes, dont des gendarmes français, y participent) et devant les ports du Monténégro (grâce à des missions jumelées des deux organismes alliés), la surveillance de l'opération bosniaque et les éventuelles

actions d'appui aérien. Dans cette perspective, des officiers de liaison de l'OTAN serviront à Zagreb, au PC de l'ONU.

Le SACEUR coordonnera l'appui aérien qu'on lui réclamera, par l'intermédiaire du commandement de la 5<sup>e</sup> ATAF, à Naples, sous le contrôle duquel devraient être placés les avions français engagés dans les opérations.

Au sein de cette FORPRONU aménagée en force d'interposition, la France étudie une « maquette » nouvelle de son propre dispositif. Le bataillon de Gracac serait supprimé. Le bataillon logistique de Zagreb serait retiré à la fin de l'année. Il serait remplacé par un contingent étranger. Huit cents hommes rentreraient en France et les 400 autres s'en iraient renforcer les effectifs français regroupés dans les zones protégées de Sarajevo (et son aérodrome) et de Bihac (où il existe un bataillon permanent de quelque 1 300 hommes).

J. I.

### Le dirigeant de l'opposition serbe Vuk Draskovic restera en prison

Malgré les interventions étrangères en sa faveur, notamment françaises et américaines, le dirigeant de l'opposition serbe Vuk Draskovic, arrêté – ainsi que sa femme – le 1<sup>er</sup> juin à Belgrade à la suite de violentes manifestations qui ont fait un mort (un policier) et une trentaine de blessés, restera en prison.

Le président serbe, Slobodan Milosevic, a déclaré, mercredi 9 juin, que le cas de Vuk Draskovic ne relevait pas du domaine politique, mais uniquement de la

justice. Or le parquet de Belgrade vient de rejeter une demande de remise en liberté du président du Mouvement du renouveau serbe (SPO), violemment battu par les policiers. Accusés d'avoir provoqué les incidents du 1<sup>er</sup> juin, Vuk Draskovic et son épouse Danica, qui appartiennent à la direction du SPO, ont été incarcérés et risquent tous les deux au moins dix ans de prison. M. Draskovic, également accusé d'avoir personnellement blessé un policier, risque jusqu'à quinze ans. (AFP).

### Avant le sommet de Copenhague M. Balladur a présenté son « pacte pour la stabilité et la sécurité en Europe »

Le premier ministre français présentera lors du Conseil européen de Copenhague, les 21 et 22 juin, son initiative diplomatique visant à mettre en œuvre un « pacte pour la stabilité et la sécurité en Europe ».

Edouard Balladur, qui avait lancé son initiative de conférence européenne, lors de son discours d'investiture à l'Assemblée nationale, début avril, en a exposé les grandes lignes, en conseil des ministres, mercredi 9 juin. M. Balladur juge indispensable de « tirer les leçons de [la] douloureuse expérience » de l'impasse de l'Europe des Douze et de la Communauté internationale à mettre en œuvre dans l'ex-Yougoslavie « les principes auxquels elles adhèrent ».

En clair, il estime que les Européens doivent se doter des moyens d'éviter à tout prix, à l'avenir, une « seconde Yougoslavie » en Europe centrale ou orientale. Les pays d'Europe de l'Est qui envisagent d'entrer un jour dans la Communauté seront d'ailleurs fermement invités par les Douze à régler « en préalable les problèmes susceptibles de menacer la stabilité européenne ». « La Communauté pourrait subordonner son aide (...) au soin que ces pays mettront à résoudre leurs problèmes de minorités », a insisté le porte-parole du gouvernement, M. Sarkoz, en rapportant les propos du premier ministre.

La France propose donc à ses partenaires un projet de conférence préparatoire à ce futur « pacte européen » qui s'inscrira, par anticipation, dans le droit fil de la « politique étrangère et de sécurité commune » (PESC) prévue par le traité de Maastricht. Les Douze devraient travailler sur un projet de déclaration incluant une liste de questions à régler et de mesures à prendre pour mieux assurer la stabilité du continent. Par la suite, d'autres pays comme les Etats-Unis et le Canada, la Russie, la Biélorussie, l'Ukraine, la Moldavie et les


trois Républiques baltes pourraient joindre leurs efforts à ceux des Douze. « Le principal objet du pacte serait, de façon pragmatique, de décider de mettre en œuvre dans les pays dont les relations ne sont pas encore stabilisées par l'appartenance à l'un des grands ensembles politiques européens les principes déjà définis en matière de frontières et de minorités », a expliqué Nicolas Sarkoz. Le « pacte européen » comprendrait les « accords de bon voisinage » conclus pour régler les problèmes de frontières et de minorités. Ces accords pourraient d'ailleurs conduire à des rectifications mineures de frontières dont l'intangibilité serait ensuite consacrée par la conférence », a souligné M. Sarkoz, en précisant que cette question devait être abordée avec « beaucoup de prudence ».

An quai d'Orsay, on insiste sur le fait que cette initiative française ne tend pas à « marginaliser » la Conférence sur la sécurité et la coopération en Europe (qui regroupe cinquante-trois pays), comme le suggère, par exemple, le *Financial Times* de jeudi, mais « de réserver le dispositif » en faisant participer à ce projet des pays en moins grand nombre mais plus directement concernés par la question.

L'Elysée a fait savoir, de son côté, que François Mitterrand avait apporté son soutien à cette initiative. On s'accorde, de part et d'autre, à souligner la « parfaite coordination » Elysée-Matignon qui a prévalu sur ce dossier. Jean Muscatelli, porte-parole de l'Elysée, a précisé que le chef de l'Etat avait déclaré que « l'un des objectifs majeurs de la politique étrangère de la France devait être l'organisation de la Conférence européenne et en élargissant la Communauté européenne, d'autre part en structurant l'Europe tout entière de façon à ce que chaque peuple d'Europe soit assuré de sa dignité et de sa sécurité », a rappelé M. Mitterrand, qui a estimé que le projet de M. Balladur « répondait à cette nécessité ».

P. S.

# EDGAR MORIN



Edgar Morin  
Anne Brigitte Kern

Terre-Patrie

Seuil

Pour préserver l'horizon, non d'un âge d'or, mais d'un monde moins inhumain, Edgar Morin propose son *Évangile de la perdition*. Ce n'est ni plus ni moins qu'une sorte de religion – au sens originel du terme : relire. Elle n'aurait plus pour fin le salut, mais la fraternité. Ayant accepté la « mauvaise nouvelle » de la perdition, nous serions à même de profiter de la « bonne nouvelle » : nous avons une maison commune, la planète Terre.

Jean-Marie Colombani / Le Monde

Editions du Seuil



هكذا من الإلهام

## EUROPE

### GRANDE-BRETAGNE

## L'ancien chancelier de l'Echiquier Norman Lamont accuse John Major de gouverner à courte vue

L'ancien chancelier de l'Echiquier, Norman Lamont, a été livré, mercredi 9 juin, à la Chambre des Communes, à une vive attaque contre John Major, qui l'avait obligé à abandonner ses fonctions, le 27 mai dernier. Cette mise en cause du premier ministre par un membre de son parti est sans précédent depuis les événements qui ont précipité la chute de Margaret Thatcher.

LONDRES

de notre correspondant

L'histoire se répète-t-elle? Norman Lamont, en juin 1993, porte à John Major un coup aussi fatal que celui infligé en novembre 1990 par Sir Geoffrey Howe à Margaret Thatcher, laquelle, neuf jours après cet appel à la rébellion des conservateurs, avait été forcée d'annoncer sa démission. Telle était la principale interrogation des milieux politiques de Westminster et de la presse britannique après le discours très critique de l'ancien chancelier de l'Echiquier.

En accusant M. Major de se comporter comme s'il était « en fonction, mais non au pouvoir », M. Lamont s'est livré à une attaque en règle contre le premier ministre au moment où celui-ci, comme en attestent les sondages, est le chef de gouvernement le plus impopulaire depuis la seconde guerre mondiale. Cette contestation venue de son propre camp place M. Major au centre de la crise politique la plus grave qu'il ait eu à affronter depuis son arrivée au pouvoir, il y a deux ans et demi. « Il y a quelque chose qui ne va pas dans la façon dont nous prenons nos décisions », a souligné M. Lamont. Le gouvernement écoute trop les spécialistes des sondages et les responsables du parti [conservateur]. (...) Le résultat est trop de décisions à court terme, trop



de réactions et pas assez d'empresse sur les événements. Bien trop de décisions sont prises pour obtenir une publicité de trente-six heures.

En politique, a-t-il poursuivi, « on doit décider de ce qui est nécessaire et ensuite (...) de la présentation, et non pas dans l'ordre inverse. A moins que cette approche ne soit changée, le gouvernement ne survivra pas et ne méritera pas de survivre ».

### Vers un nouveau « complot » ?

Cette diatribe, largement ressentie comme marquée par une volonté de revanche, a été accueillie dans un silence stupéfait par les parlementaires conservateurs. Quant à M. Major, il ne pouvait dissimuler qu'il était durement touché par la charge lancée par celui qui avait été l'un des principaux artisans de son arrivée au pouvoir. La comparaison entre le discours

de M. Lamont et celui de Sir Geoffrey paru fondée, s'agissant de la vigueur de l'attaque et de l'impopularité de la victime désignée, mais les circonstances sont bien différentes. L'ancien chancelier de l'Echiquier et secrétaire au Foreign Office de lady Thatcher était une personnalité unanimement respectée, alors que M. Lamont est un homme politique largement discrédité - pour avoir porté la responsabilité d'une politique économique impopulaire - et isolé au sein du parti Tory. Il a d'ailleurs longuement justifié son action, soulignant implicitement que c'est M. Major, et non lui-même, qui est à l'origine de l'entrée de la livre dans le Système monétaire européen (SME), et qu'il avait proposé que la monnaie sorte du mécanisme de change du SME bien avant le 16 septembre 1992.

Le premier ministre n'a pas réussi à reprendre l'initiative dans sa réponse à M. Lamont, d'autant que la prestation de celui-ci a été suivie d'une intervention caustique de John Smith, le chef du Parti travailliste, qui a longuement rappelé les « promesses trahies » d'un « gouvernement discrédité dirigé par un premier ministre discrédité ». Il faudra attendre quelques jours pour mesurer pleinement l'impact du discours dévastateur de M. Lamont, mais M. Major apparaît dans une situation moins critique que ne l'était M. Thatcher en 1990.

Alors qu'à l'époque, des prétendants comme Michael Heseltine (aujourd'hui ministre de l'Industrie), étaient implicitement candidats à la succession, le premier ministre n'est pas directement menacé. Il dirige cependant un Parti conservateur profondément divisé (M. Lamont vient de rejoindre de facto la droite du parti, incarnée par les « eurosceptiques ») et sans combativité, qui se prépare à essayer une nouvelle défaite à l'occasion de la prochaine élection parlementaire partielle de Christchurch (comté du Dorset). Avant le congrès annuel du Parti conservateur, en octobre prochain, M. Major dispose de plusieurs mois pour redresser ce qui apparaît comme une profonde crise de confiance. Faut-il pour cela n'avoir à faire face à un « complot », comme celui qui avait précipité la chute de son prédécesseur.

LAURENT ZECCHINI

La Chambre des Lords vote en faveur du traité de Maastricht. - La Chambre des lords a voté à l'unanimité, mercredi 9 juin, à Londres, en seconde lecture, le projet autorisant la ratification du traité d'Union européenne. Le texte n'est pas définitivement adopté pour autant et l'ancien premier ministre Margaret Thatcher compte déposer dans les prochains jours un projet d'amendement réclamant un référendum. Le texte doit revenir ensuite, à nouveau, devant la Chambre des communes, qui aura le dernier mot. - (AP)

### ITALIE : nouvelle demande de levée d'immunité parlementaire

## M. Andreotti est accusé par un mafieux repentant d'avoir commandité un meurtre

L'état judiciaire se resserme autour de l'ex-président du conseil Giulio Andreotti. Mercredi soir 9 juin, est arrivée au Sénat, en provenance du parquet de Rome, une nouvelle demande de levée d'immunité parlementaire - la première a été votée le 13 mai (la Manda du 15 mai) - liée cette fois à l'assassinat, le 20 mars 1979 à Rome, du journaliste Carmine « Mino » Pecorelli, directeur de la revue OP, tué de plusieurs coups de revolver. La justice romaine enquête sur l'hypothèse selon laquelle M. Andreotti serait « l'instigateur » de l'assassinat, la banda mafieuse (la banda de la Magliana), tenue pour responsable n'étant qu'un simple exécutoire.

ROME

de notre correspondant

A l'origine de ce nouvel épisode judiciaire les révélations du plus célèbre des repentis, Tommaso Buscetta. Ce dernier avait raconté aux juges de Palerme, il y a déjà plusieurs mois, que l'assassinat de « Mino » Pecorelli n'était pas à proprement parler un « pur crime mafieux » : il se serait agi d'une « faveur personnelle » que les frères Salvo (personnages charnières entre le monde politique palermitain et la Mafia) auraient demandé à l'un des protecteurs de la banda de la Magliana, Pippo Calo, « pour faire plaisir à Giulio Andreotti ».

POLOGNE : Solidarité renonce à ses projets de grève. - Le président Walesa et le dirigeant de Solidarité ont décidé, lors d'une rencontre, mercredi 9 juin, de créer une commission chargée d'étudier les revendications du syndicat, ce qui permet à ce dernier de renoncer discrètement à ses menaces de grève nationale. - (Reuters)

Pourquoi? Selon l'hypothèse envisagée par les juges romains, le journaliste, lui-même un ancien de la loge P2 et très proche de certains services secrets, connaissait beaucoup de choses gênantes sur l'ex-président du conseil.

Entre autres, il aurait eu un moment en sa possession le compte rendu de déclarations et de notes écrites par le démocrate-chrétien Aldo Moro, durant sa captivité aux mains des Brigades rouges. Ces papiers auraient été retrouvés dans une des caches de BR, via Montevosca à Rome, par le général Carlo Alberto Dalla Chiesa, lui-même assassiné plus tard à Palerme.

« Mino » Pecorelli enquêtait également sur des financements occultes (on parle de près de

1,5 milliard de lires, environ 3,5 millions de dollars) payés au cours des années 70 et qui auraient servi dans des sociétés liées à la Mafia.

### Comme « au temps des Borgia »...

Le journaliste a-t-il essayé de « faire chanter » M. Andreotti ou de lui faire payer ponctuellement son silence? Y aurait-il eu plusieurs rencontres secrètes entre le général et M. Andreotti? La demande présentée par le parquet de Rome, même si l'on annonce qu'elle contient de « nouveaux éléments » qui devaient être rendus publics jeudi, a pour but, avant tout, de contraindre les déclarations de l'ancien président du

Conseil à celles de deux importants témoins, le financier Ezio Radacchi et le sénateur démocrate-chrétien Franco Evangelisti, qui, d'après les juges, sont « contradictoires ».

A l'annonce de la nouvelle, M. Andreotti, qui s'est dit « favorable à la levée de l'immunité » pour faire la lumière au plus vite, a une nouvelle fois rejeté les accusations dont il est l'objet, ajoutant : « Le calice est très amer... J'aime les romans policiers mais cette fois je me diverte assez peu. Trop, c'est trop : on se croirait revenu au temps des Borgia... »

MARIE-CLAUDE DECAMPS

### AZERBAÏDJAN : retour en force de la Russie?

## L'ex-chef communiste Gueidar Aliev se voit proposer le poste de premier ministre

Le contrôle ferme assuré par des forces armées rebelles, soutenues par les Russes, sur la seconde ville d'Azerbaïdjan, Gandja, a obligé le président Aboulfaz Elchibey à « inviter » à Bakou l'ex-dirigeant communiste Gueidar Aliev, devenu l'homme le plus populaire du pays (le Monde du 2 mai). Mais les négociations engagées entre M. Elchibey, qui n'a toujours été soutenu par la Turquie, et l'actuel président de la République autonome azerbaidjanaise du Nakhichevan, n'avaient pas encore abouti, jeudi 10 juin.

M. Aliev s'est vu une nouvelle fois - comme lors d'une crise précédente cet hiver - proposer le poste de premier ministre. Mais l'ex-numéro un du pays, qui fut aussi membre du Bureau politique à Moscou, a d'autant moins de raisons d'accepter un poste subalterne qu'il peut s'appuyer maintenant sur les rebelles de Gandja. Ces derniers exigent la démission du président, ou tout au moins une réunion du vieux Parlement - qui n'a

plus été convoqué depuis l'arrivée au pouvoir du Front populaire - où les partisans d'Aliev sont majoritaires.

Les rebelles de Gandja, dont le mouvement gagne des appuis ailleurs dans le pays, sont dirigés par le colonel Snret Guseinov, un directeur d'usine qui avait formé les unités actives sur le front nord du Haut-Karabakh. Démi en février dernier par M. Elchibey, il s'était réfugié auprès de la division de parachutistes russes qui stationnait à Gandja. Celle-ci s'est retirée, fin mai, mais en laissant au colonel des blindés, des avions et des bombes pour s'en occuper. C'est une tentative de Bakou de désarmer les hommes de Guseinov qui a entraîné les affrontements de la semaine dernière qui ont fait soixante-neuf morts.

Mais à Bakou, plusieurs manifestations contradictoires ont eu lieu malgré l'état d'urgence, certaines dénonçant la « tentative de coup d'Etat pro-russe » en cours dans le pays.

Parallèlement, les efforts se sont poursuivis pour faire reprendre les négociations sur le Haut-Karabakh, bloquées depuis mai par le refus arménien du plan du « groupe des trois » (Turquie, Russie, Etats-Unis). Un nouveau plan élaboré, dimanche dernier à Rome, par le « groupe des neuf » de la CEE (les trois plus grands Etats d'Europe dont la France), qui accorde plus de garanties aux Arméniens du Haut-Karabakh, a été néanmoins accepté, mercredi, par Bakou, ainsi que par Erevan. Les négociations pourraient reprendre le 11 mai, si les événements en cours en Azerbaïdjan ne viennent pas compliquer la donne. L'arrivée au pouvoir d'Aliev, qui s'est toujours prononcé pour une solution négociée et la levée des différents blocs, serait à priori bien accueillie par les Arméniens, même si ces derniers craignent que les Russes ne favorisent alors à nouveau un Azerbaïdjan retombé sous leur influence.

S. Sh.

## AMÉRIQUES

### ÉTATS-UNIS

## Un millionnaire conservateur est élu à la mairie de Los Angeles

Richard Riordan, multi-millionnaire conservateur, a remporté, mardi 8 juin, l'élection municipale de Los Angeles (deuxième ville des Etats-Unis). Il a obtenu 54 % des voix, contre 46 % pour le candidat d'origine asiatique Michael Woo, soutenu par le Parti démocrate. M. Riordan succédera à Tom Bradley, qui avait été en 1973 le premier noir élu à la mairie d'une grande ville américaine.

LOS ANGELES

correspondance

D'origine irlandaise, Richard Riordan fume le cigare, vit à Brentwood, l'un des quartiers chics de Los Angeles, et fréquente les clubs les plus sélectifs (envers les Noirs et les Juifs, notamment) de la ville. Pour gagner la mairie, cet homme de soixante-trois ans, plutôt réservé et encore inconnu il y a six mois, a dépensé 6 millions de dollars prélevés sur sa fortune personnelle, estimée à plus de 100 millions de dollars. Cette somme lui a permis d'inonder la ville de brochures le présentant comme un « dur », « assez dur pour changer Los Angeles ». Soutenu par l'ancien président Ronald Reagan, il a aussi attaqué dans ses messages télévisés la gestion de son adversaire d'origine asiatique, Michael Woo, depuis huit ans maire de Hollywood, un arrondissement en voie de dégradation.

« Plus de policiers dans la rue dès que possible », a déclaré M. Riordan peu après l'annonce des résultats, à la grande satisfaction des classes moyennes blanches qui, en grande majorité, ont voté pour lui. Les Blancs ne représentent plus que 37 % de la population de Los Angeles, mais ils constituent encore près de deux tiers des votants.

La sécurité a été le principal thème de la campagne électorale, dans une ville encore traumatisée par les émeutes du printemps 1992 qui avaient fait une cinquantaine de morts : après la décision d'un tribunal dans l'affaire de l'automobiliste noir, Rodney King, roué de coups par la police, la cité avait paru se

fracturer entre riches et pauvres, Blancs et Noirs, « Latinos » et Asiatiques. M. Riordan a promis de recruter trois mille policiers supplémentaires et de privatiser partiellement l'aéroport international de la ville.

La privatisation d'une partie des services municipaux risque de mécontenter les minorités latines (40 % de la population) et noires (13 % de la population) auxquelles appartient nombre d'employés de la ville. L'arrivée de M. Riordan achève une période de vingt années dominée par Tom Bradley, maire noir d'origine modeste, qui a fait entrer les femmes et les minorités à tous les niveaux de l'administration. L'idéal de ville multi-ethnique, défendu par Tom Bradley a été tenu par l'explosion sociale de 1992 et le conflit entre l'ancien maire et le chef de la police, Daryl Gates, ami de M. Riordan.

Le président Clinton était venu soutenir le démocrate Michael Woo qui, lui-même, avait aidé le président lors de sa campagne dans l'état de la Californie. Mais il avait précisé qu'il n'avait rien contre M. Riordan, avec lequel son épouse Hillary avait travaillé dans le passé. M. Clinton tenait à éviter de trop miser sur un candidat démocrate dont la défaite pouvait être interprétée comme le signe supplémentaire d'une baisse de popularité du président. Il cherchait aussi à ne pas s'afficher par avance le maire d'une ville qui préfigure par bien des côtés l'Amérique de demain. Le nouveau maire de Los Angeles a financé aussi bien le Parti démocrate que le Parti républicain.

RÉGIS NAVARRE

Retraite du maire noir d'Atlanta. - Maynard Jackson, l'un des personnalités démocrates noires les plus connues des Etats-Unis, a annoncé, mercredi 9 juin, qu'il ne briguerait pas de quatrième mandat de maire d'Atlanta. M. Jackson (cinquante-cinq ans) a évoqué des raisons de santé ; il a subi un pontage coronarien l'an passé. Le premier maire noir d'Atlanta renonce à ce poste occupé de 1973 à 1997 et depuis 1981, après avoir obtenu que sa ville accueille les Jeux olympiques de 1996. - (Reuters)

### BOLIVIE : après le retrait de Hugo Banzer

## L'élection de Gonzalo Sanchez de Lozada à la présidence est acquise

LA PAZ

de notre envoyé spécial

La Bolivie devrait connaître le 6 août prochain ce qui, dans son histoire politique troublée, est exceptionnel : une transition pacifique, démocratique et légale du pouvoir suprême. Durant les leçons du scrutin du dimanche 6 juin, le général Hugo Banzer a en effet annoncé, mercredi, qu'il se retirait de la compétition et considérait comme acquise l'élection de son adversaire, Gonzalo Sanchez de Lozada, à la présidence de la République.

Le général Banzer était arrivé en deuxième position dimanche avec environ 21 % des suffrages, derrière M. Sanchez de Lozada, qui en avait obtenu 36 %. Selon la Constitution, puisque aucun candidat n'a obtenu plus de 50 % des voix, il appartient au Congrès de trancher le 6 août prochain entre les trois candidats les mieux placés. Le général Banzer, par sa courtoisie et solennelle déclaration de mercredi, qui constitue également ses adieux à toute ambition présidentielle future, met fin à ce qui restait de suspense. Le troisième candidat, Carlos Palencia, se voulant le représentant des communautés indiennes, n'était pas en mesure de s'imposer avec ses 15 % de voix.

Tout était donc pratiquement joué, mais non sans élégance le général Banzer a préféré ne pas se lancer dans les combats d'arrière-garde toujours possibles au

Congrès. Il a lu sa brève déclaration puis est parti sans un mot de plus, n'ayant pas accompli son rêve de reconquérir légalement le pouvoir, qu'il avait exercé par la force de 1971 à 1978.

Le président sortant, Jaime Paz, s'est réjoui que tout ait été réglé en moins de soixante-douze heures et a annoncé qu'il considérerait lui aussi M. Sanchez de Lozada comme le président élu de la Bolivie. Une équipe de transition va travailler pour faciliter le transfert du pouvoir, notamment en matière de politique étrangère. A soixante-trois ans, M. Sanchez de Lozada est donc parvenu au but qu'il n'avait que de peu raté en 1989.

« Goni », comme on l'appelle, fut, de 1985 à 1989, l'artisan du premier plan de rigueur qui a permis à la Bolivie de réduire son inflation et de rétablir sa situation financière internationale, à un fort coût social, notamment pour les mineurs. Le président « dur » ne devrait pas trop se démarquer du président sortant social-démocrate, Jaime Paz Zamora, tout aussi adepte que lui de l'économie de marché et des privatisations. Il ne faut donc pas s'attendre à de grands changements politiques mais l'événement en Bolivie est avant tout que le passage de relais se fasse de manière aussi tranquille et constitutionnelle.

DOMINIQUE DHOMBRES

**ISTH.ES**  
PRÉPAS  
• GRANDES ECOLES  
DE COMMERCE  
• SCIENCES PO  
Paris - Province  
stages annuels et intensifs  
42 24 10 72 - 45 27 10 15  
Boulevard de la République

Dans une grande Université  
**CALIFORNIE  
FLORIDE**  
Stage linguistique ou Etudes  
Départs possibles tous les 2 mois,  
année (8 mois) : 50 000 F env.,  
semestre (4 mois) : 28 000 F env.  
Cours, logement, repas inclus  
University Studies in  
America  
CEPES, 42, av. Bosquet, 75007 PARIS  
(1) 45-60-28-28

han : M. Rafsandjani  
cavalier seul



مکان العمل

AMÉRIQUE

# PROCHE-ORIENT

## Iran : M. Rafsandsjani cavalier seul

Suite de la première page

Mais l'élection présidentielle - la sixième depuis l'instauration de la République islamique en 1979 - a été pour moi, dit-il. Ça ne m'intéresse absolument pas : j'ai mis Rafsandsjani, je ne suis même pas qui sont les candidats.

Elahé et Ali représentent une bonne fraction de l'électorat de Téhéran. Elle aura mieux à faire, vendredi 11 juin, que d'aller déposer son bulletin dans l'urne pour un scrutin dont l'issue est connue d'avance. Il ne fait aucun doute, en effet, que M. Rafsandsjani sera reconduit dans ses fonctions pour un nouveau mandat de quatre ans.

Tout le monde, cependant, ne manifeste pas la même indifférence. Hussien, homme d'affaires, affirme : « Des quatre candidats, voire de toute l'équipe au pouvoir, Rafsandsjani est le seul à avoir une vision des intérêts de l'Iran qui ne se limite pas à ses frontières. Je voterai donc Rafsandsjani. » Il croit dur comme fer que le président-candidat sortira l'Iran de son isolement international. Membre dans un de ces collèges qui font fureur à Paris, Londres ou New-York, son épouse acquiesce. Tout à l'heure, lorsqu'elle sortira faire ses courses, elle se drapera dans un long manteau noir jusqu'aux chevilles et couvrira ses cheveux colorés d'un grand voile sombre. Un *modus vivendi* s'est installé entre les citoyens et les mollahs : chez eux, les premiers vivent comme ils l'entendent, mais, dans la rue, le comportement et la tenue islamiques sont la loi.

Abdallah, employé de banque, est sur la même longueur d'ondes que Hussien : « Rafsandsjani a une expérience politique solide et poursuivra l'ouverture », dit-il. Et devant la motte dubitative de son interlocuteur, il ajoute : « Voyez vous-même. Depuis quelques semaines, vous pouvez utiliser la carte Visa - en fait dans un seul hôtel de Téhéran - et bientôt, ce sera la MasterCard. » Abdallah compte l'élaborer l'ouverture, sur sans leur voix. M. Rafsandsjani l'emportera. Les trois autres candidats servent au mieux de faire-valoir, au pis, de figurants.

### Radicaux hors compétition

Présenté, dit-on, par le bazar - ces riches familles commerçantes qui forment un véritable groupe de pression politique - Ahmad Tavakoli, ancien ministre du travail, n'hésite pas à dire qu'il est « d'accord sur l'essentiel des orientations du gouvernement ». Et lorsque il se prononce pour une meilleure politique des privatisations et qu'il critique certaines dépenses de l'Etat qui, selon lui, aliéneront « l'indépendance politique » du pays, il est difficile d'y voir un véritable programme d'action présidentielle.

Autre candidat, Abdallah Jassbi, président de l'université islamique libre de Téhéran, n'est, aux yeux de tous, que le porte-voix du président candidat - avec déjà, à la clé, la promesse du portefeuille de l'enseignement supérieur dans le futur gouvernement. Il dit tant haut ce que

M. Rafsandsjani ne peut pas encore promettre sans prendre le risque d'ébranler la coalition de courants plus ou moins conservateurs qui le soutient.

Quant au dernier postulant, le député Rajabali Taheri, chacun se demande à quoi il ressemble. Les plus acerbes disent qu'il fait bien que le conseil de surveillance, chargé de déterminer l'éligibilité des candidats, trouve un nom à inscrire dans la quatrième case du bulletin de vote. Les autres, selon ces mêmes sources, espèrent que les religieux radicaux, dans l'opposition depuis les élections législatives du mois de mai 1992, proposeront leur « présidentielle ».

Il n'en a rien été. Les radicaux ont estimé que la bataille ne les concernait pas dans « le climat politique émissimé » régnant dans le pays. Ils ne sont pas les seuls. Le mouvement de libération de l'Iran de l'ex-premier ministre Mehdi Bazargan et le Parti du peuple d'Iran de l'ancien ministre du travail, Daryush Fomouhar, en font de même.

En l'absence de sondages, il est difficile de prendre le pouls de quelque vingt-neuf millions d'électeurs. Le seul élément de référence des résultats du scrutin sera le taux d'abstention que les spécialistes prévoient déjà très élevé dans les grandes villes. Les

petits bazar de province sont, eux, plus facilement contrôlables par les appareils du pouvoir dans un pays où sévit le clientélisme.

Hormis quelques rumeurs étranges, très vite démenties, sur des assassinats au des enlèvements d'enfants, qui ont mis tout Téhéran en émoi, la capitale et le reste du pays n'ont connu aucune fébrilité préélectorale, la campagne des candidats se limitant à quelques affiches et tracts, à de rares interventions télévisées, et de tout aussi rares conférences de presse.

### Briser des tabous

La réélection de M. Rafsandsjani viendra couronner un succès remporté in extremis à la fin du mois de janvier dernier, lorsque le président avait refusé à faire adopter par le Parlement le budget 1993-1994, au terme d'une âpre bataille contre les religieux hostiles à son projet de réformes économiques. Ce succès lui donna une bonne marge de manœuvre qui l'enhardit déjà, même sur des questions qui peuvent paraître dérisoires à l'étranger mais qui, ici, brisent des tabous idéologiques, comme la légalisation de la vidéo, ou un développement des émissions de radio et télé, vecteurs, aux yeux des conservateurs, d'une mentalité occidentale détestée.

M. Rafsandsjani est résolument moderniste, estimant certains diplomates occidentaux. Il veut aller de l'avant en matière de développement économique, en conservant les attributs sociaux essentiels de l'islam, principalement le statut de la femme et la

redistribution de la richesse sociale via les moudarres. A terme, son projet de libéralisation économique et d'ouverture à l'Occident est partiel. Mais, pour gagner la partie, le président devra faire vite, d'une part, parce que ses détracteurs au sein de la nébuleuse au pouvoir demeurent à l'affût du moindre faux pas, et, d'autre part, parce que l'agitation sociale menace.

L'inflation est, en effet, très forte et le pouvoir d'achat des citoyens n'arrête pas de chuter. Ainsi, dans les quartiers pauvres du sud de Téhéran, les ménages n'ont récemment fait que qu'ils n'ont pas appelé la grève de la lessive. Le prix du paquet de lessive étant passé de 100 à 170 rials, et celui du kilo de riz de 150 à 200 rials en l'espace de cinq mois (1). Augmentation considérable lorsque l'on sait que, par exemple, le salaire d'une institutrice est de 7 000 rials. Le taux de change unique flottant, adopté au mois de mars dernier, ayant fait perdre au rial jusqu'à 95 % de sa valeur, certains produits importés ne sont plus à portée de bourse. C'est notamment le cas de certains médicaments.

D'autre part, le nombre d'entreprises en faillite n'a qu'à peine diminué en fin de compte. Même le bazar n'est pas épargné. En raison des difficultés de trésorerie, les articles de paiement de l'Iran à l'égard des principaux partenaires commerciaux dépassent 8 milliards de dollars, auxquels s'ajoute une dette à court et moyen terme de 30 milliards de dollars. Faute d'une réforme de la loi sur les investissements, les capitaux étrangers se

font désirer. L'horizon n'est cependant pas totalement bouché. Les autorités ont l'intention de demander à l'OPEP, au quatrième trimestre de cette année, une augmentation de leur quota pétrolier, de manière à gonfler leurs rentrées en devises. D'autre part, les fournisseurs se faisant plus parcimonieux aussi longtemps qu'ils n'auront pas récupéré une partie de leur dû, les importations ont forcément chuté, d'où une possibilité pour le pouvoir de rééquilibrer la balance des paiements et de commencer à régler ses dettes.

### Surenchères idéologiques

L'ouverture à l'Occident demeure, quant à elle, hypothéquée par deux questions de taille : l'affaire Salman Rushdie - dont on voit mal l'issue étant donné les positions antinommiques de Téhéran et des Occidentaux - et les accusations portées contre l'Iran : soutien au terrorisme et violation de la souveraineté. Une récente déclaration du secrétaire d'Etat américain, Warren Christopher, qualifiant l'Iran de « paria », a exemplifié encore les relations avec les Etats-Unis.

Les autorités démentent haut et fort tout soutien au terrorisme. En réalité, explique un diplomate occidental, Téhéran s'inquiète très sérieusement de la politique de « containment » adoptée par Washington à l'égard de l'Iran, qui risque d'aboutir à l'exclusion de ce dernier de tout projet relatif, non seulement à la région du Golfe et à l'Irak, mais aussi au Caucase et à l'Asie centrale.

An sein de l'équipe au pouvoir,

la surenchère anti-américaine n'est pas absente, de même que se développent des manœuvres pour faire ébaucher tout rapprochement avec les monarchies pétrolières arabes du Golfe, notamment l'Arabie saoudite. Certains attribuent aux « justes » ou « bunnistes » du régime la responsabilité des récentes tensions entre Ryad et Téhéran, lors du pèlerinage de La Mecque, à un moment où l'on évoquait paradoxalement la possibilité d'une rencontre des chefs d'Etat des deux pays.

Si pragmatisme soit-il, et même si l'a réussi, jusqu'à maintenant, à avoir raison de ceux qui le sont moins ou ne le sont pas du tout au sein du régime, M. Rafsandsjani n'est toujours pas seul maître du jeu politique.

MOUANA NAHIM

(1) Un dollar vaut 1 600 rials.

□ Inquiétudes américaines. - Lors de sa rencontre, mercredi 9 juin à Luxembourg, avec ses homologues de la CEE, le secrétaire d'Etat américain Warren Christopher a insisté sur l'inquiétude suscitée Outre-Atlantique par la prolifération dans le tiers-monde des armes nucléaires, des missiles, des armes sophistiquées, et désigné « la plus dangereuse de ces puissances, l'Iran ». « Nous voulons que Téhéran modifie sa politique », a insisté M. Christopher, faisant valoir que, compte tenu du mauvais état économique de la République islamique, des pressions occidentales dans ce sens devraient être efficaces. - (Corresp.)

## La bouderie de Mehdi Bazargan

TÉHÉRAN

de notre envoyée spéciale

Premier chef du gouvernement de la République islamique, du mois de février au mois de novembre 1979, Mehdi Bazargan est déchu. A quatre-vingt-six ans, ayant gagné le goût de la politique, il regrette profondément que toute voix, discordante soit réduite au silence. Son parti, le Mouvement de libération de l'Iran (MLI), n'a jamais obtenu sa légalisation. Ses locaux et ceux de son journal sont occupés.

« Ils [les du régime] ont réussi à étouffer toute opposition réelle et à éliminer toute alternative. Une des raisons de leur pérennité est qu'il n'y a pas de choix possible. Ils contrôlent tous les moyens d'expression du peuple : presse, mosquées et télévision. Ils peuvent donc espérer durer indéfiniment au pouvoir. »

M. Bazargan admet que la président Rafsandsjani, « par comparaison avec d'autres personnalités du régime, est un pragmatique habile, et un libéralisme et capable de comprendre les relations internationales ». Mais il craint qu'il ne s'agisse que d'un « libéralisme de façade ». En tout état de cause, dit-il, le président n'a pas réussi à avoir « une majorité stable et sûre » au sein de l'équipe au pouvoir et, « chaque fois qu'il veut faire un pas vers la communauté internationale, il y a des résistances ».

Le MLI blâme l'élection présidentielle. « Voter est un devoir, à condition que la Constitution soit respectée », note M. Bazargan. Or « il n'y a pas de liberté de regroupement, pas de liberté de création de parti, de réunion, de contact avec le public. Nos membres n'ont aucun droit à toutes sortes d'intimidations. Etre ou être élu n'a plus de sens ».

M. Na.

## DIPLOMATIE

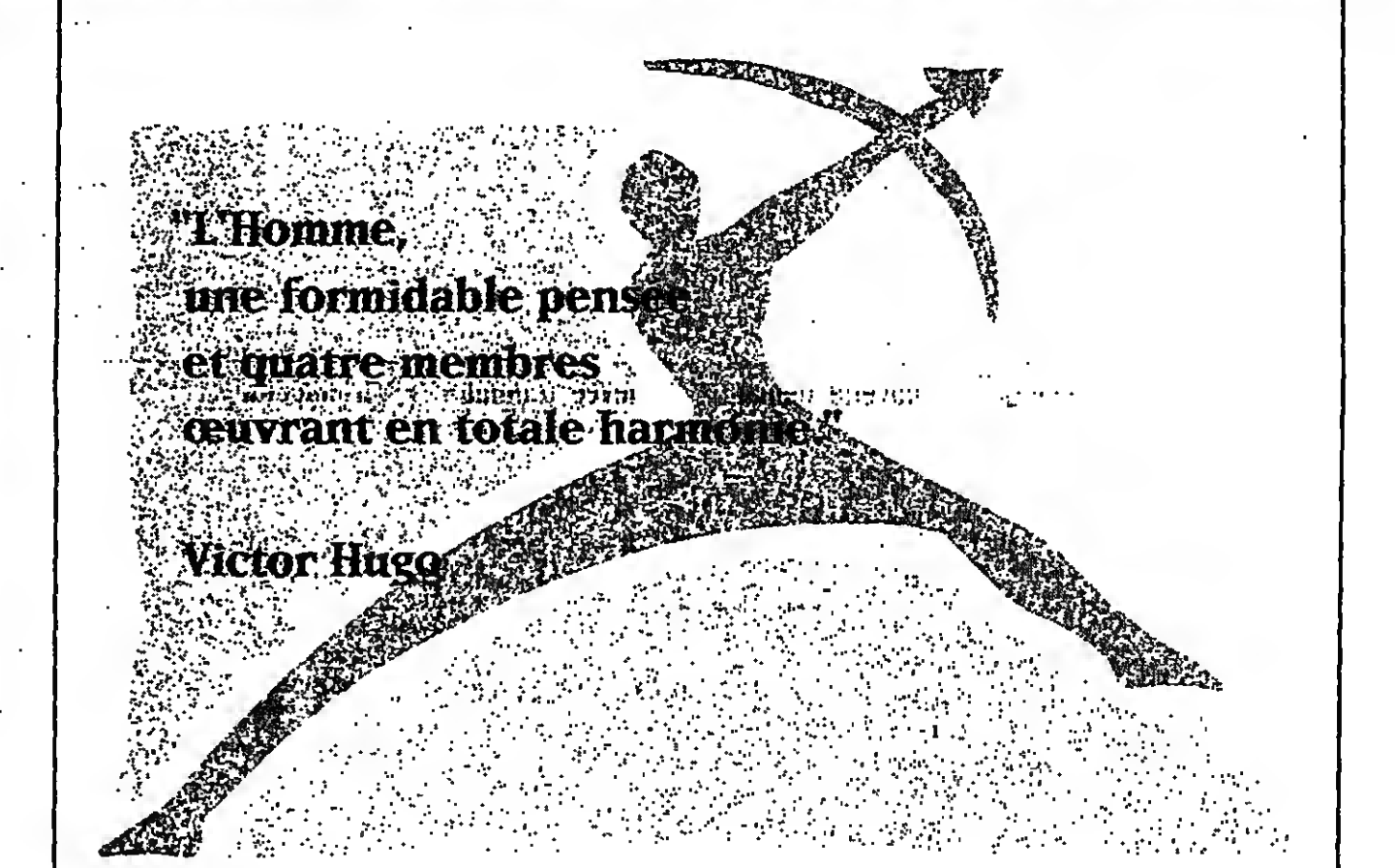
Deux nominations d'ambassadeurs

Jacques Rummelhardt à Bangkok et Thierry Reynard à Kuala-Lumpur

Le ministre des affaires étrangères a annoncé récemment la nomination de deux ambassadeurs : Jacques Rummelhardt en Thaïlande et Thierry Reynard en Malaisie.

[Né en 1941, ancien élève de l'Ecole nationale d'administration, M. Rummelhardt a été notamment en poste à Madrid (1973-1975), à La Haye (1975-1982), adjoint au service de presse et d'information (1982-1987). Il a été ensuite ambassadeur à Panama (1987-1990) et à Sofia depuis avril 1992.]

[Né en 1942, ancien élève de l'Ecole nationale d'administration, M. Reynard a été en poste au ministère des transports (1973-1977), au ministère de l'économie, des finances et du budget (1977-1984), puis détaché auprès du ministère des affaires étrangères (1<sup>er</sup> janvier 1985). Il a été consul général à Aden (1985-1989), et était chef du service des nouvelles et affaires générales à l'administration centrale depuis janvier 1990.]



Demandez donc au président de l'El Fi ce qu'il en pense. A l'image de l'être humain, dont le dynamisme repose sur l'équilibre entre pensées et actions, la force de l'entreprise réside en bonne part dans sa capacité à développer des savoir-faire complémentaires de façon cohérente. Ainsi, en matière de financements de l'entreprise, il est fréquent de devoir associer plusieurs métiers pour constituer un montage spécifique. C'est pour cela que le Groupe Crédit National est structuré en quatre métiers complémentaires de la finance, qui fonctionnent en synergie autour d'un interlocuteur unique : interventions en fonds propres, prêts à long terme, financements immobiliers, ou encore opérations de marchés de capitaux. Grâce à cette organisation nouvelle, le Crédit National a pu, non seulement concevoir le montage du rachat par El Fi de Thomson-Electroménager, mais aussi participer à tous les besoins de financement de l'opération. Pour tout renseignement : Groupe Crédit National, 45 rue Saint-Dominique 75700 Paris.



GROUPE CRÉDIT NATIONAL

Accompagner une entreprise, c'est raisonner comme elle.

ESTHÈS  
GRANDES ÉCOLES  
DE COMMERCE  
SCIENTES PO  
PARIS FRANCE



## AFRIQUE

SOMALIE : avec des renforts américains et français

## Préparatifs d'une opération de l'ONU contre le général Aïdîd

Des renforts français et américains ont été envoyés mercredi 9 juin à Mogadiscio, où la population s'est barricadée dans l'attente d'un affrontement entre les forces de l'ONU et celles du général Mohamed Farah Aïdîd, accusées d'être à l'origine des combats du 5 mai, au cours desquels vingt-trois « casques bleus » pakistais ont été tués. La France, qui n'avait laissé à Mogadiscio qu'une protection militaire autour de son ambassade, a décidé d'envoyer dans la capitale une compagnie de cent cinquante hommes, précédée sur le terrain par un bataillon blindé de la région de Baidoa. C'est la demande des États-Unis que ce déploie-

ment a été organisé, les Américains ayant soutenu que tous les pays représentés en Somalie - sous l'uniforme de l'ONU - détachent un contingent à Mogadiscio. De leur côté, les États-Unis ont mis en mouvement leur force d'intervention rapide, qui est embarquée sur des bâtiments de guerre au large de Mogadiscio. Cette force est en mesure de déployer quatre cents combattants, avec une quarantaine d'hélicoptères d'attaque et de soutien à bord. L'objectif des reids, s'ils devaient être décidés, serait de s'en prendre aux dépôts d'armes des bandes du général Aïdîd.

## MOGADISCIO

de notre envoyé spécial

La ville, assoupie sous un soleil de plomb, dégage un air de normalité engageant, par rapport à l'anarchie des mois précédents. À l'aéroport, des douaniers somaliens en uniforme contrôlent les bagages des voyageurs dans le hall d'arrivée récemment remis en service. La nervosité ne gagne les habitants qu'en fin de matinée, au moment de la livraison quotidienne du kai. Mais là encore, rien que de très normal.

Ce calme apparent contraste avec l'agitation qui règne dans l'enceinte de l'ambassade des États-Unis, où le personnel non évacué de l'opération des Nations unies en Somalie (ONUSOM 2) vient d'installer ses quartiers. À la conférence de presse quotidienne, le porte-parole de l'ONUSOM assure que ce redéploiement, prévu de longue date, a simplement été avancé en raison des circonstances : la tension est vive depuis la mort de vingt-trois « casques bleus » pakistais, tués le 5 mai dans une opération « pré-méditée » - selon les termes de la résolution du Conseil de sécurité de l'ONU - perpétrée par des bandes armées somaliennes, probablement proches du général Aïdîd.

Il est clair que d'impératives raisons de sécurité ont dicté cette « réallocation ». L'ONUSOM a d'ailleurs prévenu les organisations non gouvernementales (ONG) qu'elle n'assurerait plus désormais que la sécurité d'une seule zone de la capitale, à savoir l'ambassade américaine. C'est

paradoxalement le dernier endroit où les ONG souhaiteraient se réfugier puisque en cas d'affrontement il sera le plus exposé.

Pour le représentant spécial de M. Boutros-Ghali en Somalie, l'amiral américain Jonathan Howe, l'ONUSOM « ne veut tuer personne », mais il est indispensable d'appliquer la résolution du Conseil de sécurité, à savoir l'arrestation et le jugement des coupables. Une commission d'enquête s'est déjà mise au travail. Mais elle est formée par des membres de l'ONUSOM, et le général Aïdîd a beau jeu de mettre en cause la version de l'ONU du massacre des soldats pakistais et de réclamer une commission « neutre ».

## «Le calme avant la tempête?»

Mercredi soir, les déclarations des uns et des autres tendaient à l'apaisement. Le général Aïdîd a conclu un communiqué en se disant prêt à coopérer à nouveau avec l'ONU, sur un ton très modéré qui jurait avec la violence des tracts distribués le matin même dans les rues de Mogadiscio. Le texte ordonnait aux Nations unies « néocolonialistes » de quitter immédiatement le pays.

La radio de l'ONUSOM a annoncé que les Pakistais recherchaient toujours un de leurs hommes porté disparu depuis samedi. En ville, les patrouilles de routine ont été supprimées et les militaires sont sur leur garde. Dans l'ouest de la capitale, les troupes marocaines ont procédé mercredi à des fouilles de quartier, essayant de temps à autre

des coups de feu. « Est-ce le calme avant la tempête? », s'interroge un Somalien visiblement inquiet qui estime qu'en cas d'attaque des Nations unies le conflit risque de se rallumer immédiatement, et pour cinq ans, sous forme de guérilla.

## «Nous sommes dans une impasse»

Une colonne d'une vingtaine de véhicules blindés français a traversé Mogadiscio mercredi en fin d'après-midi. Les soldats du contingent français qui participent à un éventuel assaut des Nations unies viennent d'arriver de leur base de Baidoa. À l'ambassade de France, on se prépare à évacuer par crainte de représailles. Plusieurs responsables d'ONG s'irritent d'être tenus à l'écart de tout préparatif militaire. Personne n'arrive à savoir quand l'assaut aura lieu, mais on semble tenir pour certain que les Nations unies sont obligées de réagir si elles veulent garder un quelconque crédit dans les pays où elles ont déployé des « casques bleus ».

« Nous sommes dans une impasse, en partie parce que le désarmement n'a pas été envisagé sérieusement, à l'exception des zones françaises et italiennes », estime un responsable d'ONG. Et de conclure, mi-figue, mi-raïsio, devant l'imminence d'un affrontement : « On risque d'assister à un exemple assez rare d'une guerre créée par les Nations unies. »

JEAN HÉLÈNE

CONGO : devant l'impuissance de la classe politique

## L'armée a proposé sa médiation

Devenue l'incapacité des dirigeants congolais à sortir le pays de la crise, l'armée est intervenue une nouvelle fois, mercredi 9 juin, pour « proposer » sa médiation. Le haut commandement militaire a appelé les responsables des partis « à éviter toute manifestation ou rassemblement de nature à troubler l'ordre public ». Selon un communiqué diffusé à la radio et à la télévision, l'état-major devait rencontrer le président Pascal Lissoube jeudi pour évoquer « les solutions » qui permettraient de débloquer la situation.

## BRAZZAVILLE

de notre envoyé spécial

La capitale était, mercredi soir, sous haute surveillance. Des soldats en armes contrôlaient les carrefours et les grands axes, fouillant les véhicules aux portes de la ville. Dans la journée, le ton s'était singulièrement envenimé entre la Mouvement présidentielle regroupée autour du président Lissoube, et la Coalition de l'opposition, qui avait lancé un ultimatum la veille, menaçant d'organiser une vaste campagne de désobéissance civile si les résultats des élections législatives anticipées n'étaient pas annulés dans les quarante-huit heures (le Monde du 10 juin).

Les propos « va-t-en guerre » des uns et des autres n'ont pas eu l'heure de plaire aux militaires, de plus en plus agacés par le comportement des politiciens. L'armée avait déjà convoqué l'ensemble de la classe politique, le 2 décembre 1992 pour contraindre la Mouvement et la Coalition à trouver un terrain d'entente et sortir d'une crise née de la dissolution de l'As-

semblée nationale, le 17 novembre. Les deux camps étaient tombés d'accord, le lendemain, au terme d'une longue séance de négociations, sur la formation d'un gouvernement et l'organisation d'élections législatives anticipées dont les deux tours ont eu lieu le 2 mai et le 6 juin.

## Les des gesticulations politiques

Le résultat final de ces élections n'est pas encore proclamé, mais la Mouvement présidentielle devrait obtenir la majorité absolue à l'Assemblée nationale, avec 69 sièges sur 125. Confortés par leur victoire, les partisans de Pascal Lissoube souhaitent maintenant presser le pas : officialiser les résultats des élections, nommer un premier ministre, former un gouvernement et appeler les députés à siéger. Autant de préalables à la reprise en main du pays, dont toutes les institutions sont bloquées depuis un an (le Monde du 8 juin).

Cette brusque accélération du processus donnerait au président Lissoube une confortable majorité parlementaire, assortie d'une grande liberté de manœuvre. C'est ce que redoute la Coalition de l'opposition, qui accuse le président de vouloir s'arroger plus de pouvoirs que la Constitution ne lui en confère. Les militaires parviennent-ils, une nouvelle fois, à faire entendre raison aux esprits surchauffés des deux camps? Ils auront, en tous cas, des arguments d'autant plus convaincants qu'un nombre grandissant de Congolais, las des gesticulations politiques, ne voient pas d'un mauvais œil les militaires participer de plus près à la gestion des affaires.

FRÉDÉRIC FRITSCHER

## EN BREF

AFRIQUE DU SUD : sept arrestations après ce « attentat manqué ». - La police a annoncé, mercredi 9 juin, l'arrestation, « en début de semaine », de sept personnes présentées comme des militants de l'Armée de libération du peuple d'Azanie (APLA), organisation outre clandestine, et accusées d'être mêlées à un « attentat manqué » contre un « ministre » de l'un des six bantoustans autonomes sud-africains. Ni le nom de ce « ministre », ni les circonstances, ni la date n'ont été précisés. - (AFP.)

SENEGAL : M. Cissokho élu président de l'Assemblée nationale. - Cheikh Abdoul Khadre Cissokho, du Parti socialiste (du pouvoir), a été élu, mercredi 9 juin, président de l'Assemblée nationale du Sénégal, avec 80 voix, contre 30 à M. Marcel Bassolé, du Parti démocratique sénégalais (PDS). M. Cissokho, agronome de formation, était ministre du développement rural dans le précédent gouvernement. Le Parti socialiste détient la majorité absolue à l'Assemblée nationale, avec 84 sièges sur 120. - (AFP.)

ZAÏRE : l'hôtel Intercontinental de Kinshasa menacé de fermeture. - L'Intercontinental, le plus célèbre hôtel du Zaïre et l'un des plus luxueux d'Afrique, risque de fermer ses portes jeudi 10 juin, faute de pouvoir payer, en espèces, une facture d'un peu plus de 230 millions de zaires (65 000 dollars). Depuis mercredi, la compagnie des eaux a cessé d'approvisionner l'hôtel. La compagnie d'électricité lui réclame quant à elle 300 millions de zaires (88 000 dollars), également en espèces, alors que les billets de banque font cruellement défaut au Zaïre. - (Reuters.)

DEMAIN NOTRE SUPPLÉMENT

Le Monde

sans visa

## ASIE

## Six provinces du Cambodge auraient fait sécession

Suite de la première page

Tout en assurant que les élus du PPC siègeraient à l'Assemblée constituante, dont la réunion était prévue pour le 14 juin, Hun Sen, numéro deux du PPC, n'en avait pas moins, lors de la réunion du CNS, réitéré qu'une « solution satisfaisante » devrait être trouvée à la requête en annulation présentée par son parti à la suite de « grossières irrégularités » qu'il a dénoncées.

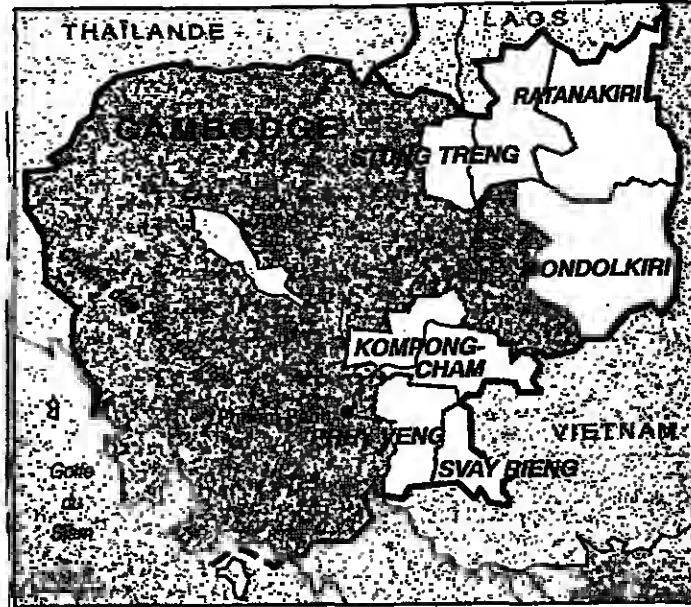
Ces développements, qui démontrent le désarroi du PPC, sont survenus, nous l'avons vu, pendant le débat sur le projet de « gouvernement national ». Le très net échec du PPC, qui avait pourtant l'avantage de s'appuyer sur l'administration et les forces de sécurité, avait particulièrement affecté Hun Sen. Le jeune premier ministre de Phnom-Penh et vice-président du PPC avait été vaincu jusqu'à dans son fief de Kompong Cham, province la plus peuplée du pays (18 sièges, sur les 120 de l'Assemblée constituante).

Si Hun Sen avait emporté à Kompong Cham - où son frère aîné est gouverneur - le scrutin, le PPC se serait retrouvé en position de force à l'Assemblée nationale. Si Hun Sen, qui a été élu à la tête de la liste, n'avait obtenu que le tiers des voix. Quant à Chha Sim, président du PPC et tête de liste dans la capitale, il ne s'en était guère mieux sorti. Le scrutin avait été marqué par une administration intérimaire conjointe. Sihanouk, lui, avait vertement réagi à l'attitude de l'ONU - « dénonçant, dans le style qui lui est familier, qu'on puisse un jour l'accuser de « coup d'État constitutionnel » (formule attribuée à un fonctionnaire anonyme de l'APRONUC) et, le lendemain, lui donner le feu vert... »

Tout indiquait, pourtant, qu'il n'aurait pas renoncé à former un tel gouvernement. Mercredi, il avait, au palais royal, réuni Chha Sim et son fils le prince Ranariddh,

proposé, dès le 3 juin, de former un gouvernement alliant Funcinpec et PPC. Cette solution avait reçu l'appui discret de la France, de l'Australie et du Japon.

Après avoir fraîchement accueilli cette initiative, l'APRONUC avait



donné son aval, le 8 juin, en déclarant que l'ex-monarque était « incontestablement appelé à diriger une administration intérimaire conjointe ». Sihanouk, lui, avait vertement réagi à l'attitude de l'ONU - « dénonçant, dans le style qui lui est familier, qu'on puisse un jour l'accuser de « coup d'État constitutionnel » (formule attribuée à un fonctionnaire anonyme de l'APRONUC) et, le lendemain, lui donner le feu vert... »

Tout indiquait, pourtant, qu'il n'aurait pas renoncé à former un tel gouvernement. Mercredi, il avait, au palais royal, réuni Chha Sim et son fils le prince Ranariddh,

revenu le matin-même de Bangkok sous haute protection. La première réunion de l'Assemblée constituante était, par ailleurs, prévue pour le 14 juin, et Sihanouk devait demander aux constituants d'en dresser son projet - et ce alors que, selon les accords de Paris, l'Assemblée devait rédiger une Constitution avant de désigner un gouvernement. Une conférence internationale à Phnom-Penh, les 17 et 18 juin, avec les cinq Grands, devait entériner cette solu-

tion, en attendant l'adoption, avant le 14 septembre, d'une Constitution.

Il reste désormais à vérifier si la sécession de six des 21 provinces du pays - situées dans la partie proche du Vietnam, « parrain » du gouvernement démocratique, alors que le gouvernement de Phnom-Penh entend faire monter la pression face à une commission internationale chargée d'une enquête pacifique d'un pays ensanglanté par deux décennies de guerre.

## A TRAVERS LE MONDE

## AFGHANISTAN

Le premier ministre entre dans Kaboul

Le centre de Kaboul a essuyé de nouveaux pilonnages alors que le premier ministre Gulbuddin Hekmatyar, chef du parti islamiste Hezbat-e-Islami, faisait, mercredi 9 juin, sa première entrée dans la capitale depuis la chute du communisme en 1992. Ces tirs sont attribués aux partisans de M. Hekmatyar, désigné début mars chef d'un gouvernement de coalition, mais emmené par le président Rabbani et de l'ancien ministre de la défense Ahmad Shah Massoud. M. Hekmatyar, dont le OG se trouve à Charzayab, à 25 kilomètres au sud de la capitale, a visité, dans un quartier méridional de Kaboul, un ancien palais royal repris en janvier par ses forces, et où il espère s'installer.

Cependant, une centaine de médecins et infirmières afghans ont dénoncé mercredi les combats entre factions des trois mois écoulés. Lors d'une réunion transmise à la télévision, le docteur Zulmai a demandé aux pays étrangers d'envoyer des médicaments au lieu d'armes épiques. Des dizaines de milliers de personnes ont été tuées ou blessées lors des quatre « batailles de Kaboul ». M. Zulmai a souligné le courage d'une population frappée de tuberculose, de malaria et de désordres psychologiques liés à cette guerre. - (AFP, Reuters.)

## HAÏTI

L'ONU pourrait décréter un blocus pétrolier

Divisé entre partisans et adversaires du président déchu Jean-Bertrand Aristide, le parlement haïtien apparaît hésitant, mercredi 9 juin, sur la solution politique qui pourrait être trouvée à la crise institutionnelle, déclenchée par la démission du premier ministre de fait, Marc Bazin. Le père Aristide - en exil aux États-Unis depuis son renversement par l'armée en septembre 1991 - a prédit une « explosion sociale » si la démocratie n'est pas rétablie immédiatement dans son pays.

Envoyé spécial de l'ONU et de l'Organisation des États américains (OEA), Dante Caputo a annoncé la convocation des « principales

forces politiques » d'Haïti, en début de semaine prochaine aux États-Unis, pour chercher une solution négociée. De leur côté, les États-Unis, le Canada et le Venezuela, et la France, étudient un projet de résolution de l'ONU qui prévoit notamment un blocus pétrolier contre Haïti, a annoncé, mercredi, le département d'État américain. Imposé pour tenter de ramener au pouvoir le père Aristide, l'embargo décrété fin 1991 par l'OEA - auquel la France ne s'est pas associé - est, pour le moment mal respecté. - (AFP.)

## JAPON

Walter Mondale sera l'ambassadeur des États-Unis à Tokyo

L'ancien vice-président démocrate américain Walter Mondale a accepté la proposition du président Clinton d'être nommé ambassadeur au Japon, a annoncé, mercredi 9 juin à Washington, une source officielle. La nomination devrait être très prochainement rendue publique par le Meison Blanc. Washington souhaite installer son nouvel ambassadeur avant le sommet économique, qui doit se tenir en juillet à Tokyo. M. Mondale, vice-président de M. Carter (1978-1981), a été réélu dans le Minnesota, comme avocat, après son échec à l'élection de 1984 face à M. Reagan.

Cette désignation a été accueillie avec satisfaction dans les milieux gouvernementaux nippons : on y voit la marque du désarroi américain d'intensifier les négociations pour réduire les tensions commerciales entre les deux pays. - (AFP, AP.)

## LIBÉRIA

Le Conseil de sécurité ne désigne aucun coupable

Dans une déclaration élaborée par consensus, mercredi 9 juin, le Conseil de sécurité de l'ONU a vigoureusement condamné l'« épouvantable » massacre qui a eu lieu au Libéria (le Monde du 8 juin), sans désigner les auteurs de troubles. Aucun nom de dirigeant ou de faction ne figure dans

cette déclaration, préparée à l'initiative des États-Unis.

Lors de consultations, mardi, la France s'était opposée à ce que le Front national patriotique (FNPL) soit explicitement désigné comme responsable du massacre, alors que le gouvernement de Monrovia et la force cœsto-africaine déployée au Libéria (ECOMOG) ont nommé un accusé le mouvement de Charles Taylor. Tant « qu'une solution politique ne sera pas en vue au Libéria, il sera très difficile de découvrir les auteurs de ce massacre », a pour sa part déclaré le secrétaire d'État adjoint américain pour les affaires africaines, George Moose, lors d'une audition au Sénat. - (AFP.)

## PAKISTAN

Nouveau revers pour le président Ishaq Khan

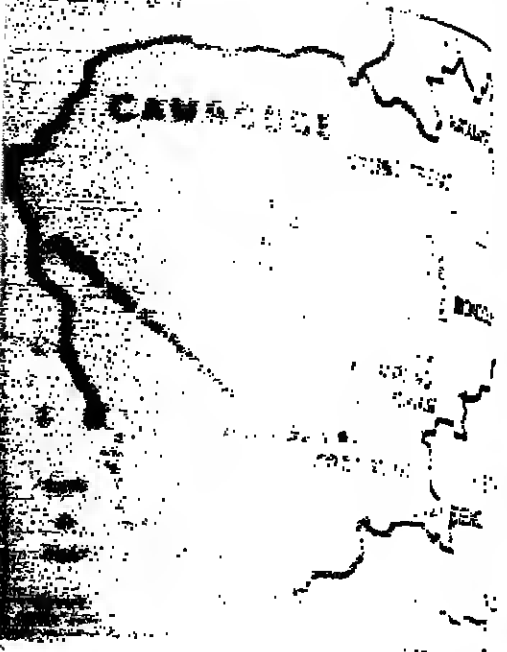
La justice pakistanaise a infligé un nouveau revers au président Ishaq Khan dans l'épreuve de force qui l'oppose à son premier ministre Nawaz Sharif : elle a restauré, mercredi 9 juin, l'Assemblée provinciale du Pendjab, récemment dissoute par des alliés du président qui en avaient pris le contrôle après le féroce, le 18 avril, du chef du gouvernement. La Haute Cour de Lahore a suspendu l'ordre de dissolution donné le 29 mai par le gouverneur du Pendjab, nommé par M. Khan, et provisoirement rétabli dans leurs fonctions le gouvernement et l'Assemblée de cette province - la plus peuplée (60 % de la population), la plus riche et la plus influente du pays.

Le président Ishaq Khan, 78 ans, essuie ainsi un deuxième camouflet en moins d'un mois : le 26 mai, la Cour suprême avait annulé la dissolution de l'assemblée nationale ordonnée par le président et rétabli dans ses fonctions Nawaz Sharif, qui le président avait limogé pour « corruption » et « incompétence ». La lutte ouverte entre les deux piliers de l'exécutif au Pakistan avait commencé en février lorsque M. Sharif a souhaité une réduction des importants pouvoirs que la Constitution attribue au chef de l'État, dont ceux de dissoudre l'Assemblée et de limoger le premier ministre. - (AFP.)



ASIE

Cambridge  
ression



# POLITIQUE

La Monde • Vendredi 11 juin 1993 7

La réunion du bureau exécutif

## Les socialistes dénoncent les textes Pasqua et l'accord sur les oléagineux

Le bureau exécutif du Parti socialiste a été le lieu, mercredi 9 juin, d'une discussion sur la meilleure façon de s'opposer au gouvernement en place. Elle a porté, d'abord, sur l'ensemble des projets gouvernementaux concernant les étrangers, textes contre lesquels le bureau exécutif avait décidé, la semaine précédente, de soutenir la manifestation prévue le 19 juin, mais sans co signer l'appel rédigé par les associations antiracistes ayant pris l'initiative de cette action. Les dirigeants socialistes avaient peu apprécié, en effet, d'être invités à signer ce texte sans pouvoir en discuter. Ils avaient en tête, aussi, le souvenir d'une manifestation organisée le 25 janvier 1992, contre le Front national, par les mêmes associations - SOS-Racisme, notamment - et au cours de laquelle le PS avait été conquis.

Le bureau exécutif avait donc publié son propre appel à la semaine d'action du 12 juin et aux manifestations du 19. Cette attitude a été comprise par certains députés comme traduisant la volonté de se démarquer des associations de défense des droits de l'homme et de lutte contre le racisme, en affichant une position plus « réaliste » face aux projets gouvernementaux. Après une nouvelle discussion, le PS a confirmé, mercredi, son appel à manifester, en précisant qu'à ses yeux « l'im-

migration est une chance pour la France, pour l'Europe » et que « si la maîtrise des flux migratoires est une condition préalable à la réussite de toute politique d'intégration », elle « ne peut en aucun cas être le seul volet » d'une telle politique.

Le débat sur la méthode a rebondi avec la question de l'accord sur les oléagineux (lire page 19), dont Michel Rocard, Gérard Fuchs, Dominique Strauss-Kahn ont dit, devant le bureau, qu'il est, à leurs yeux, le moins mauvais possible pour la France, compte tenu des circonstances et des rapports de forces européens. La plupart des autres membres du bureau, particulièrement Jean Glavany, porte-parole, et Jean Le Garrec, ancien député, ont rétorqué que le droit avait été attaqué sans vergogne le gouvernement Bérégovny sur l'accord GATT et ses annexes, appuyant et encourageant les manifestations paysannes d'alors. Ils ne voient aucune raison de se montrer « raisonnables » face à cette même droite parvenue au pouvoir. « La droite a trompé les agriculteurs », souligne le communiqué adopté à ce sujet par le bureau exécutif, ajoutant que l'accord sur les oléagineux « est une faute qui affaiblit la position française et les intérêts agricoles du pays ».

P. J.

Les débats avant les états généraux du PS

## Michel Charzat met en garde contre la « régression passiste »

Michel Charzat, animateur du groupe Espace socialiste, qui réunit d'anciens partisans de Jean-Pierre Chevènement au sein du PS, a rendu public, mardi 8 juin, une contribution aux débats des états généraux des socialistes, qui doivent se réunir à Lyon au début du mois prochain.

Approuvant le « lancement d'un processus de reconstruction », l'ancien député de Paris, auteur du « Projet socialiste » fin 1991, met en garde les socialistes contre « la régression passiste, et la fuite en avant moderniste », deux « tentations » dont le rejet est, selon lui, « la condition d'un nouveau départ ».

« Les valeurs du socialisme demeurent, les moyens ont changé », affirme Michel Charzat. Il estime qu'à partir de 1982-1983, « la gauche s'est largement confondue avec la fraction moderniste de la société, incarnant davantage la France optimiste et satisfaite que la France meurtrie et inquiète ». L'ancien député s'affirme partisan d'une part de scrutin majoritaire dans l'élection des instances du parti, à la place de la représentation proportionnelle actuelle.

La préparation du 28<sup>e</sup> congrès du PCF

## Les refondateurs communistes ne veulent pas d'un congrès « préparé à l'ancienne »

Une semaine avant la réunion du comité central qui doit ouvrir la phase de préparation du 28<sup>e</sup> congrès du PCF, les refondateurs communistes ont annoncé, mercredi 9 juin à Pantin (Seine-Saint-Denis), l'organisation, à l'automne prochain, d'une rencontre nationale destinée à « faire émerger une force renouvelée de transformation sociale ». « Je vois mal ce qu'un prochain congrès du PCF, préparé à l'ancienne, pourrait apporter de réellement significatif », a déclaré Charles Fiterman.

L'objectif annoncé est de contribuer à faire apparaître « une force politique neuve de transformation sociale, attachée à dépasser le capitalisme, bien ancrée à gauche, porteuse d'un ambitieux projet de civilisation, offrant des structures d'organisation et des règles de vie profondément renouvelées par rapport à celles qui prévalent dans les partis politiques datant de la première phase de la société industrielle ». Les partenaires potentiels vont des Verts et de l'extrême gauche au Parti socialiste, selon un responsable du mouvement Refondations. Charles Fiterman lui-même ne s'interdit pas de participer à des états généraux de l'ensemble des forces intéressées par la transformation sociale, tels qu'ils ont été envisagés par Michel Rocard, du moins s'il ne s'agit « ni d'un ralliement ni d'une satellisation autour d'un pôle préexistant ».

J.-L. S.

## Le communiqué du conseil des ministres

Le conseil des ministres s'est réuni, mercredi 9 juin, au palais de l'Élysée, sous la présidence de François Mitterrand. Au terme des travaux, le service de presse du premier ministre a publié un communiqué dont voici des extraits :

- Pacte pour la sécurité et la stabilité en Europe (Lire page 3.)
- Restructurations des armées.

Le ministre d'État, ministre de la défense, a présenté une communication sur les restructurations au sein des armées. Pour moderniser notre défense et l'adapter au nouveau contexte stratégique, certaines restructurations sont nécessaires au sein des armées.

La réduction du nombre des unités permettra, dans de nombreux cas, d'améliorer leur équipement et leur efficacité. Par exemple, le nombre des blindés sera porté de 54 à 60 dans les régiments de chars ; celui des avions de combat passera de 15 à 20 dans les escadrons de chasse ; la marine regroupera ses bâtiments dans deux ports. Dans le même temps, l'organisation de la formation et celle des soutiens continueront d'être rationalisées. Une attention particulière sera portée à la pérennité des traditions des unités regroupées.

Mais ces restructurations impliquent la fermeture de certains sites militaires comme une réduction du nombre des personnels. Des mesures d'accompagnement ont été prises en conséquence :

1. - La réduction des effectifs ne donnera lieu à aucun licenciement ; un programme social de formation, d'encadrement et de mobilité et d'aide à la reconversion facilitera le reclassement des personnels ;
2. - Pour atténuer les conséquences locales des décisions prises, les moyens du fonds pour les restructurations de la défense ont été doublés et portés à 240 millions de francs pour l'année.

La délégation aux restructurations du ministère de la défense coordonnera, en étroite liaison avec les préfets, la mise en œuvre des mesures d'accompagnement. Pour les sites affectés par les opérations les plus importantes, des chargés de mission ont en outre été désignés par le premier ministre. Ceux-ci conduiront les opérations de reconversion nécessaires, en faisant appel aux moyens propres du ministère de la défense comme aux instruments de la politique d'aménagement du territoire. Une commission interministérielle veillera à ce que tous les services de l'État prennent leur part des actions nécessaires.

L'examen de la loi de finances rectificative

## Le Sénat a adopté le collectif budgétaire

Le Sénat a adopté, après l'avoir amendé, jeudi 10 juin à 7 heures, la loi de finances rectificative pour 1993 (« collectif budgétaire »), par 228 voix (RPR-UDF) contre 86 (PS-PC). Plusieurs amendements ont accentué l'effort fait en faveur du logement. En outre, le Sénat a plafonné l'impôt de Bourse, revenant ainsi sur un amendement que l'Assemblée nationale avait adopté, puis repoussé en seconde délibération.

Il aura fallu vingt-cinq heures de débat en Sénat, dont une nuit blanche de mercredi à jeudi, pour venir à bout des vingt et un articles du projet de loi de finances rectificative pour 1993 et des quelque deux cents amendements qu'il avait suscités. La multiplication des scrutins publics demandés par les communistes et les socialistes a conduit le gouvernement à recourir, sur la requête de Roger Romani, ministre délégué chargé des relations avec le Sénat, à la procédure du vote bloqué pour la fin de la discussion. Le texte amendé a été adopté le 10 juin au matin par 228 voix contre 86.

Les sénateurs n'ont repris à leur compte, avec plus de succès qu'à l'Assemblée nationale, une disposition, contenue dans l'amendement déposé par Philippe Marini (RPR, Oise) visant à plafonner l'impôt de Bourse à 4000 francs par opération à partir du 26 juillet. À l'Assemblée, cet amendement, déposé par Gilbert

Gantier (UDF, Paris) n'avait eu que quelques heures d'existence, les députés l'ayant supprimé en seconde lecture. A l'époque, Jacques Barrot (UDF, Haute-Loire), président de la commission des finances de l'Assemblée, et Philippe Auberger (RPR, Yonne), le rapporteur général, n'avaient pas caché leur opposition à cette mesure, justifiée selon ses promoteurs par le fait que l'impôt de Bourse détournait de Paris les grosses transactions. L'argument de la « délocalisation », très en vogue actuellement, ne convainc pas Jacques Barrot, qui pestait mercredi soir contre la décision des sénateurs, qu'il jugeait « inopportune, insuffisante à elle seule à donner un coup de fouet à la Bourse, mal comprise par l'opinion publique et faisant porter sur les opérateurs moyens l'essentiel de la fiscalité ». Cette réaction laisse présager une divergence de vues lors de la commission mixte paritaire prévue entre députés et sénateurs et qui pourrait se traduire par un retour au texte initial du gouvernement, adopté par l'Assemblée nationale.

Les autres dispositions adoptées

au Sénat ne devraient pas recevoir un tel accueil. Quelques-uns portent, comme le souhaitait Jean Arthuis (UC, Mayenne), rapporteur général de la commission des finances, sur une accentuation des efforts en faveur du logement, secteur considéré comme moteur dans la relance de l'activité économique.

Les sénateurs n'ont d'autre part adopté deux amendements visant à demander à l'État la compensation pour les collectivités locales des exonérations de recettes décidées dans le collectif budgétaire (exonérations relatives aux droits de mutation sur les fonds de commerce et sur les constructions neuves). Cette sollicitude envers les collectivités locales, classique chez les sénateurs, leur a valu une réplique sévère de Nicolas Sarkozy, ministre du budget : « Au nom de quoi les collectivités locales s'exonèrent-elles de tout effort national ? a-t-il déclaré. Il faudra bien poser la question des rapports financiers entre l'État et ces collectivités, et je compte bien le faire dès le budget pour 1994. Le débat sera passionnant et mettra à mal bien des idées reçues ».

Enfin, les modifications apportées par les sénateurs ont conduit le gouvernement à fixer le déficit budgétaire à 317,5 milliards de francs en 1993, soit un dérapage de 45 millions de francs par rapport au texte voté en première lecture par l'Assemblée nationale.

CLAIRE BLANDIN

► Lire également page 18 le billet de Dominique Gallois.

## Le sida contre la toxicomanie

Le gouvernement a repris à son compte, au titre de l'article 7 sur les dépenses ordinaires, une augmentation de 8 millions de francs des crédits pour l'Agence du médicament. Le sénateur Claude Huriet (UC, Meurthe-et-Moselle), qui avait déposé un amendement dans ce sens l'a donc retiré en se félicitant de cette décision gouvernementale. Il considérait en effet que l'agence, dans le Sénat, a été à l'origine de la création, ne pouvait assurer ses missions avec la subvention initiale de 9 millions qui lui avait été accordée.

M. Huriet a profité de son intervention, dans la nuit du 9 au 10 juin, pour exprimer par ailleurs « sa satisfaction mitigée » sur les crédits affectés à la lutte contre le sida et le dépistage, conformément à l'annonce faite par Philippe Douste-Blazy, ministre délégué chargé de la Santé, le 3 mai dernier. M. Huriet a en effet relevé que « les 40 millions prévus à cet effet sont prélevés, en partie, sur les crédits de lutte contre la toxicomanie ». « C'est regrettable quand on connaît les liens entre toxicomanie et sida », a-t-il conclu.

C. B.



\* Exercice de méditation zen.

Demandez donc à la direction financière d'Elf Atochem ce

qu'elle en pense. Plus on multiplie les interlocuteurs, plus les problèmes se compliquent,

plus les décisions sont lentes. Résultat, la connaissance d'un dossier se dilue. Quand on parle

financièrement, il vaut mieux être sûr de pouvoir s'adresser à une seule personne ; celle qui vous

connaît depuis toujours, vous, votre secteur, et votre région. C'est pour cela que, quel que soit

votre problème de financement, au Crédit National vous trouverez un interlocuteur unique,

capable de décider avec vous. Comme cela s'est passé entre Elf Atochem et le Crédit National

lors de l'établissement du prêt destiné à financer la croissance de ce grand chimiste mondial.

Pour tout renseignement : Groupe Crédit National, 45 rue Saint-Dominique 75700 Paris.



GROUPE CRÉDIT NATIONAL

Accompagner une entreprise, c'est raisonner comme elle.



## POLITIQUE

A l'Assemblée nationale

## Les députés RPR « anti-Maastricht » ont exprimé leurs réserves sur la réforme de la Banque de France

Les députés ont poursuivi, dans la nuit de mercredi 9 au jeudi 10 juin, l'examen du projet de loi réformant les statuts de la Banque de France, présenté par Edmond Alphandéry, ministre de l'économie. Après la bataille de procédure engagée mardi par les députés socialistes, c'est la minorité des députés RPR hostiles au traité de Maastricht qui s'est, cette fois, manifestée.

L'imprévisibilité reste une des vertus secrètes de la vie parlementaire. On croit un débat bûlé, présidé. Et puis, dans le creux d'une séance de nuit, c'est le frisson du scénario qui se dégage. Voilà, par exemple, un groupe de députés que l'on imaginait assoupis ou résignés qui se réveillent brutalement et s'en vont porter de rudes coups aux avocats d'un projet. Ce débat sur la réforme de la Banque de France vient d'en asséner la preuve éclatante : le gouvernement devra en permanence se méfier de ses propres amis.

Dès le début, l'hôte Matignon a cherché à dépassionner la discussion autour de ce projet. Si l'indépendance de la Banque de France était inscrite en toutes lettres dans les plates-formes UDF-RPR de 1986 puis de 1993, la connotation « maastrichtienne » d'une telle réforme avait conduit le gouvernement à faire preuve d'une grande prudence afin d'éviter de rouvrir des plaies non encore cicatrisées. La semaine dernière, les députés de la majorité de la commission des finances — où les « anti-Maastricht » sont quasi inexistantes — avaient retenu des couleurs « europhobes » à la mouture du gouvernement. Ainsi rééquilibré, ce texte, dont certaines dispositions fléchissent bon à la « motion de synthèse du Forum radical », selon la formule de Philippe Auberger (RPR), rapporteur du projet, devait en principe avoir ramené la paix dans la famille majoritaire. « Si certains ont des états

d'âme, il n'en donneront pas une extrême publicité », avait annoncé M. Auberger.

Imprudente prédiction. En réalité, après avoir laissé les socialistes instruire avec fureur, mardi, le procès du « dogmatisme libéral » du gouvernement, cette frange sceptique du RPR s'est manifestée, mercredi, avec une certaine « publicité ». De même que l'on avait vu, la veille, Pierre Mazeaud et Jean de Gaulle applaudir au discours de Jean-Pierre Chevènement (le Monde du 10 juin), on a aperçu, cette fois, le député (app. PS) du Territoire de Belfort renvoyer la politesse à François Guillaume quand celui-ci s'est exclamé : « Une indépendance totale (de la Banque de France) serait dangereuse, puisqu'elle serait des juges et non de services vigilants du bien public ». « Ils risquent, a ajouté l'ancien ministre de l'Agriculture, de s'enfermer dans la pure rigueur monétaire en oubliant les nécessités sociales qu'il appartient aux hommes politiques d'apprécier. »

## La démonstration de M. Giscard d'Estaing

« Dans ce pays, on a tendance à multiplier les institutions « indépendantes », c'est-à-dire à retirer des décisions ou pouvoirs politiques pour les confier à des instances quelque peu technocratiques », a ensuite déploré Daniel Guérin (RPR, Dordogne), tandis que Michel Hannoun (RPR, Isère) a mis en garde contre « le risque de voir une institution, par ailleurs respectable, définir la politique monétaire en dehors de toute légitimité et de tout contrôle démocratique ».

Mais au-delà de ce procès du technocratie, ce sont les échos de la controverse sur le traité de Maastricht qui n'ont cessé de résonner dans l'hémicycle tout au long de la discussion. Ce projet est-il inscrit ou non dans la logique du traité de Maastricht ? Si M. Alphandéry a insisté sur la présence de longue date d'une telle réforme dans les plates-

formes RPR-UDF, l'exposé des motifs du projet de loi n'a pas moins que « la Banque de France sera ainsi à même, le moment venu, de participer à la réalisation de l'Union économique et monétaire (UEM) ». Valéry Giscard d'Estaing n'a d'ailleurs pas cherché à dissuader une telle empreinte européenne en soulignant que l'article premier du texte — qui prévoit notamment que « la Banque de France (...) ne peut ni solliciter ni recevoir des instructions du gouvernement ou de toute autre personne » — « reprend les termes de l'article 107 du traité de Maastricht, lequel stipule, a rappelé le président de l'UDF, que « la Banque centrale européenne ne peut solliciter ou accepter les instructions des gouvernements des États membres ou de tout autre organisme ».

## L'inquiétude de M. Barrot

L'analogie étant parfaite, M. Giscard d'Estaing a considéré d'instinct « incohérente » la position de ceux qui, à l'instar des socialistes, sont « pour Maastricht et contre l'indépendance de la Banque de France ». Ce baveux de « cohérence » n'a pu empêcher les députés RPR anti-Maastricht, rassemblés autour du bouillonnant Pierre Mazeaud, à redoubler d'ardeur tout au long de la soirée. « Qu'advient-il, a lancé M. Mazeaud, si le traité de Maastricht n'est pas ratifié ? Comment justifieriez-vous devant le Parlement d'avoir contourné l'article 20 de la Constitution (1) en vertu d'un traité inapplicable ? Vous n'auriez fait finalement que nier par la circonstance une disposition capitale de la Constitution, et cela serait une faute particulièrement grave ».

Le spectacle était assez insolite : sur les bancs du RPR, Jean-François

Manceau (Oise), partisan du projet, était bien seul à opposer un contre-poids aux amis de M. Mazeaud (Robert Pandraud, Eric Raoult, Daniel Garrigue, Michel Hannoun, Gabriel Kasperet...), présents en force. L'offensive était si résolue qu'un amendement de M. Garrigue, précisant que la Banque de France « accomplit sa mission dans le cadre des orientations qui lui sont données par le gouvernement » (au lieu de : « dans le cadre de la politique générale du gouvernement »), a même failli être adopté avec le soutien des voix de gauche.

Consignant le pire, Jacques Barrot, président de la commission des finances, a dû battre le rappel des députés UDF qui ont progressivement reconquis les bancs de la majorité abandonnés, quelques heures, aux députés anti-Maastricht du RPR. Les « europhobes » ont donc repris l'avantage en fin de soirée, même s'ils ont dû renoncer — mais parce que M. Alphandéry y était opposé au nom du gouvernement — à la référence « au respect des traités internationaux » que la commission des finances avait introduite. M. Barrot devait admettre en fin de séance que cet épisode avait prouvé « la fragilité actuelle des positions européennes » et, surtout, soulevait le problème « de la cohésion et de l'organisation de la majorité ».

FRÉDÉRIC BOBIN

(1) L'article 20 de la Constitution stipule dans son premier alinéa que « le gouvernement détermine et conduit la politique de la nation ».

Précision. — Bernadette Isaac-Sibille (UDF) a rectifié son vote sur l'exception d'irrévocabilité soulevée par Jean-Pierre Chevènement (app. PS), mardi 9 juin, dans le débat sur la réforme de la Banque de France. M. Isaac-Sibille entendait voter contre la motion de M. Chevènement alors qu'elle avait été enregistrée comme ayant voté « pour ».

## La commission des lois veut mieux protéger les étrangers contre les expulsions

La commission des lois de l'Assemblée nationale a adopté le projet de loi relatif à l'immigration dans la nuit de mercredi 9 juin au jeudi 10 juin, après de longues heures de délibération. Les amendements adoptés ont sensiblement infléchi le texte initial, notamment en ce qui concerne les mineurs étrangers.

Sur proposition du rapporteur, Jean-Pierre Philibert (UDF, Loire), la commission a adopté un amendement modifiant l'article 11 régissant les interdictions du territoire français : il s'agit de protéger contre toute expulsion les mineurs ainsi que les étrangers résidant habituellement en France depuis l'âge de dix ans ou depuis plus de quinze ans. Dans le même sens, la commission a accepté un amendement de Claude Malhuret (UDF, Allier) assouplissant le texte, en prévoyant que les mineurs étrangers en situation irrégulière ont le droit aux soins, afin que ceux-ci aient un suivi médical et accès aux vaccinations.

## Les amendements d'Alain Marsaud

La commission a également voté un amendement rétablissant la commission départementale de séjour des étrangers, supprimée par le projet du gouvernement, mais en limitant ses pouvoirs : elle ne sera plus compétente dans le renouvellement des cartes de séjour temporaire et ne pourra plus donner d'avis favorable liant le préfet. M. Philibert a d'autre part fait voter la suppression de l'article 8 interdisant l'attribution d'une carte de résident à un polygame. Les polygames pourront acquiescer cette carte à condition de ne pas pratiquer la polygamie en France.

Après ces mesures d'assouplissement, la commission des lois a, dans un curieux mouvement de balancier, adopté plusieurs dispositions « aggravant le texte », selon Jean-Pierre Philibert. Contre l'avis du rapporteur, les députés ont en effet voté un amendement d'Alain Marsaud (RPR, Haute-Vienne) donnant la possibilité au maire de « subordonner » la célébration d'un mariage à « la régularité de l'entrée et du séjour du demandeur ». M. Philibert, dans l'espoir de voir la commission revenir sur son vote, a demandé une seconde délibération. En vain. Les députés ont confirmé l'adoption de l'amendement.

Après une longue discussion, la commission a renvoyé, pour nouvel examen, un autre amendement de M. Marsaud concernant la délivrance des certificats d'hébergement. L'amendement de M. Marsaud visait à donner au maire des moyens de contrôler les conditions d'hébergement et de vérifier la réalité du départ. L'amendement doit être rediscuté sous sa nouvelle version en commission mardi 15 juin.

Deux autres amendements, visant à renforcer le contrôle de la régularité du séjour par les services de la Sécurité sociale et l'ANPE lors de l'inscription des salariés, ont été adoptés à la demande de Claude Gosselin. La commission a par ailleurs restreint les conditions d'attribution de la carte de séjour, qui peut être retirée à l'étranger dont la présence constitue une « menace pour l'ordre public ».

S. Z.

► Lire également page 8 notre dossier sur « Les étrangers et la loi ».

## M. Balladur et la grogne de la majorité

Suite de la première page

Certains d'entre eux ont fait part de l'impatience de l'électorat, dans les premières semaines, face à l'attente de l'équipe gouvernementale. Ils laissent filtrer sans doute, pour une part, leurs propres inquiétudes, au lendemain d'une campagne électorale qui avait été parsemée de promesses éloignées du sang et des larmes qu'annonçaient des dirigeants du RPR se comptant sur les doigts d'une main. Du discours balladurien, on retenait alors plus facilement l'espoir de la restauration de la confiance, avec son aspect magique, que l'annonce d'un sinistre économique sans précédent depuis la guerre.

Plus libres de leurs mouvements à l'égard du gouvernement et moins concis face à leurs dirigeants, les députés UDF ont été les premiers à prendre leur indépendance. Un de leur ministres a bien tenté de jouer de sa férule façon RPR, mais il s'y est cassé les dents. On raconte même que Nicolas Sarkozy, ministre du budget, quelque peu rudoyé, un jour récent, dans une réunion du groupe UDF, a lancé, en substance, qu'on ne lui avait jamais parlé sur ce ton et que ce n'était pas maintenant que cela allait commencer. Sa remarque a jeté un froid... et une bonne moitié des députés en dehors de la salle.

Les dirigeants du RPR ont une

tendance naturelle à voir, dans tous les mouvements d'humeur de leur partenaire, des manigances giscardiennes mêlées de noires arrière-pensées. Rares sont ceux qui admettent que les distances prises par les représentants de la confédération libérale traduisent, avec précocité, ce qu'un dirigeant néogaulliste appelle « le sentiment diffus que les annonces de Balladur ne sont pas à la hauteur de la situation ».

## L'obligé de Jacques Chirac

Bernard Pons, président du groupe RPR de l'Assemblée, a eu beau se féliciter de l'emprunt de 40 milliards de francs, qui était, selon lui, « un élément important du redémarrage de la croissance », plusieurs députés ont eu quelques difficultés à comprendre pourquoi on augmentait le déficit budgétaire très peu de temps après avoir pris des mesures de rigueur pour tenter de le réduire. M. Balladur a désorienté son monde. Aux mieux, on le soupçonnait d'un manque de préparation ; au pis, on s'interrogeait d'une absence de ligne. « Cet homme ne pédale-t-il pas dans le moule ? », s'est alors interrogé — feux naïfs, mais vrai anonyme — un cacique du RPR. La remarque tombait à pic au moment où le chef du gouvernement demandait aux patrons de ne pas licencier, tout en laissant planer la menace de réductions d'effectifs dans la fonction publique par non-remplacement des départs en retraite.

Les interrogations des députés chiraquiens, encore confinées aux réunions du groupe, se sont accentuées avec la publicité faite autour de la poursuite du plan Armées 2000 de restructuration du dispositif militaire. Combinant la rapidité avec l'excès, pour donner satisfaction à ses troupes en les empêchant, parallèlement, de se mobiliser elles-mêmes, M. Pons a pris François Léotard, ministre de la défense, dans sa ligne de mire. S'agissait-il, alors, de donner un signal à M. Balladur, afin de lui faire toucher du doigt le mécontentement des députés de base, affectés, si l'on

peut dire, par des réductions d'effectifs ou d'activités militaires ? Et tout état de cause, il est apparu très vite que le premier ministre risquait d'être la victime des missiles de M. Pons. Pour mettre un terme à la mutinerie, Jacques Chirac est intervenu, en personne, et publiquement, en indiquant qu'il faisait « doublement confiance » au premier ministre et à son gouvernement, donc à M. Léotard, pour mener à bien le plan de reorganisation des armées. Rompez !

Le maire de Paris, qui « joue les pompiers avec une secrète satisfaction », selon un des ses « compagnons », fait en sorte que M. Balladur soit « son obligé ». Il choisit ses causes, du reste, avec soin. Prompt à réagir dans l'affaire militaire, il se fait beaucoup plus discret, pour le moment, dans celle du GATT, qui, avec son volet sur les oligopoles, vient une nouvelle fois de mettre le feu aux poudres. Tout au plus, le président du RPR s'est-il exprimé devant les députés néogaullistes, le 8 juin, pour mettre en évidence « les concessions très importantes » faites par les partenaires de la France. La réunion a été difficile.

Selon Pierre Lellouche, un proche du maire de Paris, elle a même été « houleuse » (le Monde du 10 juin), ce qui n'est pas l'avis

de M. Pons. Le président du groupe reconnaît, toutefois, une montée de température qui n'est pas seulement due à la météo. La journée du mercredi 9 juin, de fait, a montré que M. Chirac n'avait pas totalement réussi à vaincre les réticences des nombreux élus ruraux qui, le week-end prochain, vont devoir affronter les remontrances de leurs amis et le mécontentement de leurs agriculteurs.

## Effort d'explication insuffisant

Selon l'un de ces députés, la situation d'aujourd'hui trouve ses origines dans « les ambiguïtés » de la campagne électorale. « A nos partions, dit-il, réforme de la PAC, modification des accords du GATT, veto français, et les agriculteurs entendaient : remise en cause totale, aucune concession à nos partenaires. Nous mettions l'accent sur la concertation avec les agriculteurs, les entendait : alignement sur leurs positions. » Face à des organisations agricoles qui font de la surenchère pour ne pas se faire « doubler » par la Coordination rurale et face à un monde paysan qui reproche son parisianisme au gouvernement, le pouvoir affronte la première crise sérieuse depuis plus de deux mois

## Le bureau politique du RPR se penche sur le calendrier électoral

A l'exception, notamment, de Jacques Chaban-Delmas, Pierre Messmer, Jacques Toubon et Nicolas Sarkozy, les membres du bureau politique du RPR ont participé, mercredi 9 juin, à la première réunion de cette instance depuis son renouvellement, le 27 avril dernier. Placée sous la présidence de Jacques Chirac, en présence d'Edouard Balladur, la séance a été rapide.

Aucun débat de fond n'a eu lieu. En une heure, le bureau politique a engagé une discussion, dite « préparatoire », sur une éventuelle réforme du mode de scrutin pour les élections régionales et sur le calendrier électoral de 1995, année des consultations présidentielles, municipales et sénatoriales.

Alain Juppé, secrétaire général du mouvement et ministre des affaires étrangères, a précisé que, pour les régionales, « l'idée générale est qu'il faut s'inspirer

de la loi électorale municipale », afin de décaler la majorité tout en assurant la représentation des minorités. A propos du calendrier électoral de 1995, M. Juppé a rappelé que la « tradition républicaine » veut que les municipales, fixées au mars, aient lieu après la présidentielle, prévue en mai.

Le RPR souhaite donc que les municipales soient renvoyées à septembre, les sénatoriales, prévues six mois-là, étant alors repoussées d'un trimestre pour permettre aux nouveaux conseils municipaux d'élire les grands électeurs sénatoriaux. La prolongation du mandat sénatorial nécessiterait le vote d'une loi organique. L'idée d'un regroupement des élections cantonales (deux tours) avec les élections européennes (un tour) en juin 1994 a aussi été évoquée.

La parti néogaulliste a réaffirmé « son plein et entier sou-

tien » à Claude Barats, membre du bureau politique et député des Pyrénées-Orientales, qui conduit la liste RPR-UDF arrivée en tête (29,41 %) la 6 juin au premier tour de l'élection municipale partielle de Perpignan. A la demande du bureau politique, Philippa Séguin, membre, lui aussi, de cette instance et président de l'Assemblée nationale, devait tenir, jeudi 10 juin à Perpignan, une réunion publique de soutien à M. Barats.

Enfin, une augmentation des adhésions a été annoncée, et il a été précisé que M. Balladur assistera, début septembre, à l'université d'été des jeunes du parti, où seront organisés des forums sur les grands thèmes de société.

O. B.

ment inné pour tous les nouveaux, qui n'en ont pas connu d'autre. Alors que le premier ministre entre dans une zone de turbulences dont il est impossible de dire si elle sera durable ou passagère, il a un interlocuteur parlementaire qui n'a pas encore récupéré sa culture majoritaire.

Entre ces deux états, le RPR balance, oscillant entre le désir de donner des coups de gueule et la volonté de ne pas compliquer la tâche d'un gouvernement dont le chef est de la maison sans être, de toute évidence, de la famille. C'est bien là, en toile de fond, que se situe l'ultime problème du parti, que personne ne veut regarder en face.

OLIVIER BIFFAUD

Edmond Balladur est « présidentiable » pour une majorité de Français. — Une enquête de BVA effectuée les 4 et 5 juin auprès de 946 personnes et publiée dans le numéro de Paris-Match daté du 10 juin indique que 61 % des Français (53 % chez les sympathisants RPR et 78 % à l'UDF) souhaitent qu'Edmond Balladur soit candidat à l'élection présidentielle s'il « obtient des résultats significatifs en tant que premier ministre », alors que 24 % (39 % chez les sympathisants RPR et 15 % à l'UDF) souhaitent qu'il soutienne Jacques Chirac. Une majorité de personnes interrogées (56 %) pensent que M. Balladur réussira à rétablir la situation économique, mais une autre majorité (53 %) juge que le gouvernement ne « répartit pas équitablement les efforts entre tous les Français ».

**MEDECINE PHARMACIE**

Stage de pré-rentree  
Encadrement  
scientifique annuel  
complet ou par matière

**ipesup**

18, rue du Cloître Notre-Dame  
75004 Paris • 43.25.63.50

## Trois projets contestés

## Les modalités d'entrée et de séjour beaucoup plus restrictives



# POINT / LES ÉTRANGERS ET LA LOI

## Trois projets contestés

Nationalité, contrôles d'identité, immigration. Moins de trois mois après le retour de la droite au pouvoir, trois projets de loi touchant les étrangers sont en passe d'être adoptés. Le texte le plus avancé est la réforme du code de la nationalité. Déjà approuvée par le Sénat en 1990 et par l'Assemblée nationale le 13 mai dernier, la réforme reviendra, mardi 15 juin, devant le Sénat.

Le projet de loi sur les contrôles d'identité, dont le texte a été d'abord par la commission des lois de l'Assemblée nationale, sera discuté, en première lecture, par les députés jeudi 10 et vendredi 11 juin.

Quant au projet de loi sur l'entrée et le

séjour des étrangers en France, il sera défendu par Charles Pasqua devant les députés dès la semaine prochaine. La précipitation du gouvernement dans cette matière hautement sensible est conforme aux promesses de la campagne des élections législatives. En engageant cette réforme, le gouvernement entend interdire certaines fraudes (mariages de complaisance) et mettre fin à des pratiques qui choquent les Français, comme la polygamie. Hantée par ses projets avortés de la période 1986-1988 sur l'immigration et la nationalité, la majorité veut profiter de l'état de grâce de M. Balladur et de la paralysie dans laquelle se trouve la gauche.

Les textes en discussion sont, en réalité, très ambitieux puisqu'ils modifient l'ensemble des lois régissant la vie des étrangers. De nombreuses associations les accusent de fragiliser les immigrés et d'encourager la xénophobie.

Les contrôles d'identité préventifs, les restrictions au regroupement familial et au droit d'asile, les procédures accélérées d'expulsion et les nouvelles règles d'obtention de la nationalité pourraient entrer en application dès cet été, si le gouvernement tient son calendrier et si les textes ne sont pas contestés par le Conseil constitutionnel.

## Des modalités d'entrée et de séjour beaucoup plus restrictives

Le projet de loi « relatif à la maîtrise de l'immigration et aux conditions d'entrée, d'accueil et de séjour des étrangers en France », adopté par le conseil des ministres le 2 juin, doit être débattu à l'Assemblée nationale entre le 15 et le 18 juin. Saisi à la fin mai, le Conseil d'Etat avait critiqué certaines dispositions du texte jugées trop restrictives. Son avis n'a été que partiellement suivi par le gouvernement.

Ce projet de loi vise à limiter les trois principaux flux d'immigration : le regroupement familial, le mariage et l'asile, « et à faciliter les expulsions et les reconduites à la frontière ».

Le texte réforme l'ordonnance du 2 novembre 1945 à propos des conditions de délivrance de la carte de résident de dix ans et des modalités de reconduite à la frontière et d'expulsion. Il ajoute aussi à cette ordonnance des dispositions sur le regroupement familial et sur le droit d'asile, qui relèvent jusqu'à présent de textes réglementaires. Enfin, le texte modifie plusieurs lois de portée générale : le code civil sur le mariage, le code pénal et le code de procédure pénale à propos de l'interdiction du territoire et du placement en rétention judiciaire, les codes de la Sécurité sociale, du travail, de la famille et de l'aide sociale sont aussi concernés à propos des mesures qui touchent les étrangers en situation irrégulière du bénéfice des prestations sociales.

Les demandes d'asile seront davantage filtrées par le ministère de l'Intérieur. Les demandes d'asile présentées sur le territoire seront filtrées par les préfets qui pourront refuser l'admission au séjour, notamment s'ils considèrent que la demande repose sur une « fraude délibérée » ou si le demandeur est passé auparavant par un autre pays européen signataire des accords de Schengen ou si il postule pour un autre pays de la zone Schengen. Le ministre de l'Intérieur pourra, en outre, refuser l'admission en France d'un demandeur d'asile se présentant à la frontière (une faible minorité), s'il estime sa demande « manifestement infondée ». Ces nouveaux obstacles devraient empêcher certains demandeurs d'asile de déposer un dossier à l'organisme compétent, l'Office français de protection des réfugiés et apatrides (OFPRA).

Les étrangers auront davantage de difficultés pour faire valoir conjoint et enfants. Pour obtenir le regroupement familial, un étranger devra avoir séjourné régulièrement en France depuis deux ans au lieu d'un et disposer de ressources suffisantes. Pour le calcul de ces dernières, il ne pourra plus tenir compte des allocations familiales prévisibles. Son conjoint et ses enfants ne devront pas se trouver déjà en France. L'étranger ne pourra plus faire venir ses enfants en plusieurs fois sauf « motif tenant à l'intérêt des enfants ». Le préfet autorisera le regroupement qu'après avis du maire de la commune de résidence. Le regroupement sera intensifié aux étudiants et, en cas de polygamie, aux coépouses et à leurs enfants. En cas de séparation du couple, la carte de résident pourra être retirée à la femme qui avait rejoint son époux.

La protection sociale sera supprimée aux étrangers en situation irrégulière, même s'ils travaillent. Les étrangers en situation irrégulière, s'ils ne peuvent prétendre aujourd'hui aux allocations familiales, peuvent, dans certains cas, bénéficier de l'assurance maladie s'ils ont un emploi. Le projet de loi vise à supprimer cette possibilité en exigeant des caisses de Sécurité sociale une vérification périodique de la régularité de leurs affiliés étrangers. Dans ce but, la Sécurité sociale aura accès au fichier des étrangers de la police, afin de radier ceux dont la situation est

irrégulière. D'autre part, les aides sociales et médicales seront supprimées aux étrangers illégaux (sauf décision spéciale du ministre des affaires sociales) à l'exception de l'aide médicale hospitalière et de l'admission dans un centre d'hébergement.

La carte de résident sera plus difficile à obtenir. Les étrangers en situation irrégulière mariés à un ressortissant français ou parents d'enfants français ne pourront plus obtenir de plein droit une carte de dix ans. Les enfants étrangers entrés en France avant l'âge de dix ans hors regroupement familial n'obtiendront plus de plein droit, à leur majorité, une carte de dix ans, pas plus que les enfants recueillis mais non adoptés. Les étudiants étrangers ne pourront plus transférer leur carte temporaire en carte de résident au bout de dix années de séjour. L'étranger polygame qui fait venir en France une deuxième femme ne pourra plus obtenir une carte de résident, et pourra se voir retirer une carte déjà délivrée.

L'intervention des juges en cas de refus de délivrance ou de renouvellement d'un titre de séjour sera supprimée avec la disparition des « commissions du séjour des étrangers » instituées par la loi Joxe de 1989. L'administration pourra toujours refuser un titre de séjour en cas de « mariage suspect », d'ordre public.

Les maires pourront suspendre la célébration d'un mariage « suspect » avec un étranger. En cas de mariage entre un ressortissant français et un étranger, le maire pourra différer pendant huit jours la célébration d'un mariage suspect « en cas d'urgence », et demander au procureur de la République de saisir le tribunal pendant trois mois « s'il existe des indices sérieux laissant présumer que le mariage n'est envisagé qu'en vue d'atteindre un résultat étranger à l'union matrimoniale ».

Le conjoint étranger de Français n'obtiendra sa carte de dix ans qu'un an après le mariage, sauf si l'administration apporte la preuve que la « communauté de vie effective » a cessé. Pendant l'année suivant le mariage, il se sera pas protégé contre la reconduite à la frontière.

L'étranger reconduit à la frontière sera plus facilement placé en rétention. En attendant son rapatriement forcé, l'étranger en situation irrégulière sera placé dans un centre de rétention « s'il y a nécessité » (au lieu de « nécessité absolue » aujourd'hui) pendant sept jours, et même pendant dix jours s'il ne présente aucune possibilité d'identité. S'il refuse toujours de déclarer son identité, l'étranger pourra être placé pendant trois mois en rétention par le tribunal correctionnel.

Il restera possible de former un recours suspensif contre un arrêté préfectoral de reconduite à la frontière. Mais toute possibilité de recours disparaît si l'étranger est passé par un pays de la CEE avant d'entrer irrégulièrement en France. Il pourra alors être « remis aux autorités compétentes de l'Etat » européen en question. En outre, une reconduite à la frontière sera systématiquement assortie d'une interdiction du territoire d'un an.

Les étrangers non ressortissants de la CEE peuvent, en principe, quitter le territoire à leur guise. Cependant, si cela apparaît nécessaire « à la sécurité nationale », ils pourront être tenus de déclarer leur intention de le faire.

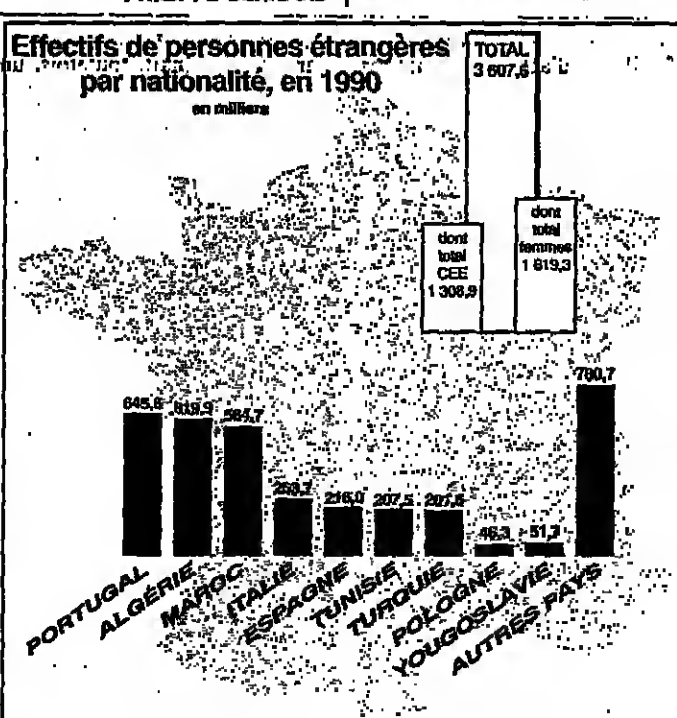
Les expulsions. Certaines des protections dont bénéficient les étrangers installés depuis longtemps en France seront supprimées. Pourront ainsi être expulsés un étudiant résidant régulièrement depuis dix ans, un étranger marié depuis moins d'un an, un enfant vivant en France depuis l'âge de dix ans mais non entré par une

procédure de regroupement familial. En cas de condamnation à cinq ans de prison ferme, la plupart des protections « sauteront ». Elle disparaîtront totalement si l'expulsion constitue « une nécessité impérieuse pour la sûreté de l'Etat ou la sécurité publique ».

L'étranger en instance d'expulsion continuera de pouvoir exercer un recours devant les magistrats de la commission d'expulsion. Cependant, ces derniers n'auront plus qu'un rôle consultatif, et ne seront plus consultés en cas d'urgence absolue.

D'autre part, un étranger normalement protégé (parent d'enfant français, conjoint de Français) pourra être interdit du territoire s'il est condamné par « décision spécialement motivée au regard de la gravité des faits ». Les parents étrangers d'un enfant français condamné pour trafic de drogue pourront aussi être systématiquement interdits du territoire français (sauf simple condamnation pour consommation personnelle) et ne pourront plus demander à être « relevés » de cette interdiction s'ils se trouvent en France.

PHILIPPE BERNARD



## Des contrôles d'identité renforcés

Dès son arrivée place Beauvau, Charles Pasqua avait annoncé sa volonté de modifier les textes qui régissent les contrôles d'identité. Dénonçant les limites qui « entravent » selon lui l'action de la police, le ministre de l'Intérieur avait alors promis à sa majorité un « dispositif juridique renforcé ».

De nouvelles possibilités de contrôle en matière de police judiciaire. Ces contrôles, qui ont été encadrés par une loi de 1983 adoptée à l'initiative de Gaston Defferre, sont aujourd'hui assouplis si un indice révèle qu'une personne « a commis ou tenté de commettre une infraction, se prépare à commettre un crime ou un délit, est susceptible de fournir des renseignements utiles à l'enquête en cas de crime ou délit, ou fait l'objet de recherches ordonnées par une autorité judiciaire ». Le projet de loi du gouvernement ne modifie pas ce texte, mais il y ajoute une nouvelle possibilité de contrôle : sur instruction du procureur de la République, toute personne pourra être contrôlée par la police dans des lieux et pour une durée définis par le magistrat. Ce système s'ins-

pire des dispositions qui permettent actuellement aux parquets de lancer de vastes opérations de contrôles d'identité sans qu'aucune infraction n'ait été constatée.

Une extension des contrôles de police administrative. Ces contrôles dits « préventifs » qui interviennent avant même qu'une infraction ait été commise ont été réglementés par la loi « Sécurité et libertés » adoptée en 1981 à l'initiative d'Alain Peyrefitte. Les pouvoirs des officiers de police judiciaire, qui pouvaient effectuer des contrôles d'identité afin de « prévenir une atteinte à l'ordre public, notamment une atteinte à la sécurité des personnes et des biens », ont ensuite été légèrement réduits en 1983 : présentés par Gaston Defferre, le nouveau texte exigeait que ces contrôles aient lieu en cas de « menace immédiate pour la sûreté des personnes et des biens » et « dans des lieux déterminés ». Dès son retour au gouvernement, en 1986, la droite décidait toutefois de revenir au texte initial de la loi « Sécurité et libertés », qui n'a jamais été modifié depuis.

En dénonçant les « entraves » qui

empêchent selon lui les policiers de faire leur travail, le ministre de l'Intérieur ne songe pas au texte même de la loi mais à l'évolution de la jurisprudence. Les magistrats de la Cour de cassation ont en effet posé quelques garde-fous en exigeant dans un arrêt du 19 novembre 1992 que l'atteinte à l'ordre public soit « directement rattachable au comportement » de l'intéressé. Le simple « contexte » ou la perception d'un « sentiment » d'insécurité ne saurait donc justifier les contrôles d'identité envers de paisibles passants.

Pour contraindre cette jurisprudence, le gouvernement a décidé de prendre la Cour de cassation à son compte. Le projet de loi présenté par le garde des sceaux, Pierre Méhaignerie, prévoit que ces contrôles effectués « afin de prévenir une atteinte à l'ordre public, notamment une atteinte à la sécurité des personnes et des biens », pourront désormais avoir lieu « quel que soit le comportement » de la personne contrôlée. La commission des lois de l'Assemblée nationale, qui souhaite que la nouvelle rédaction ne donne

pas prise à de nouvelles interprétations, a encore élargi les possibilités de contrôle en choisissant de les autoriser « en toutes circonstances ».

Des dispositions destinées à compenser l'entrée en vigueur de la convention de Schengen. L'entrée en vigueur de la convention de Schengen, qui instaure des mesures de sécurité accompagnant l'ouverture des frontières intérieures de la Communauté, a été reportée sine die par le gouvernement. Le texte de Pierre Méhaignerie y fait toutefois clairement référence : si le texte est adopté en l'état, après l'entrée en vigueur de la convention, toute personne pourra être contrôlée si elle se trouve à moins de 30 kilomètres d'une frontière ou dans un port, un aéroport, ou un gare routière ou ferroviaire ouverte au trafic international. Là encore, la commission des lois a élargi les possibilités de contrôles : en plus de ces zones, la commission souhaite qu'ils puissent avoir lieu dans tous les départements comportant une frontière terrestre ou maritime.

ANNE CHEMIN

Ph. Be.



## SOCIÉTÉ

## MÉDECINE

A la conférence internationale de Berlin

## Le professeur Montagnier propose un nouveau traitement contre le sida

Le professeur Luc Montagnier (Institut Pasteur de Paris) a présenté, jeudi 10 juin à la conférence internationale de Berlin sur le sida, les derniers résultats dont il dispose en vue d'une nouvelle forme de prise en charge thérapeutique de la maladie. Elle se fonde sur un concept physiopathologique quelque peu différent de celui qui est communément admis, selon lequel le virus de l'immunodéficience humaine est la cause nécessaire, unique et suffisante du sida.

BERLIN

de notre envoyé spécial

Sans rejoindre, comme certains l'ont prétendu, les théories extrêmes et marginales de ceux pour qui le virus n'est pas vraiment nécessaire au développement de la maladie, le professeur Montagnier développe l'idée, depuis plusieurs années déjà, selon laquelle cette maladie immunitaire complexe résulte de l'infection virale, mais aussi de l'infection concomitante par d'autres micro-organismes, aux premiers rangs desquels les mycoplasmes. Ces derniers sont des bactéries d'un genre particulier, encore

mal connues, situées le plus souvent à la surface des cellules qu'ils infectent. Ils sont d'abord des membranes, mais dotées du matériel génétique nécessaire à leur production d'énergie.

Cette théorie est confortée par le fait que certaines cellules du système immunitaire des personnes infectées meurent au terme d'un processus particulier, connu sous le nom d'apoptose, qui correspond schématiquement à une mort par « suicide programmé » de l'entité cellulaire. Tenu pour originale, ignoré ou contesté dans le monde des spécialistes du sida (1), cette perception de la physiopathologie est-elle sur le point d'être tenue pour crédible ? Est-elle surtout à même de déboucher sur des propositions thérapeutiques efficaces ?

Le professeur Montagnier a fourni, mercredi 10 juin à Berlin, une série de données qui justifient sa théorie. Elles le contredisent aussi sur certains points, mais lui permettent de proposer un nouveau schéma de thérapeutique médicamenteuse. Il a d'abord fait état d'une série d'observations biologiques effectuées sur les séropositifs dans son laboratoire par Marie-Lise Gougeon. Elles permettent de penser qu'un contact microbien préalable au contact avec le VIH facilite l'infection des cellules immunitaires par ce dernier. « Il

s'agit, selon moi, d'une donnée très importante, passée jusqu'à présent, et qui plaide en faveur de l'existence de cofacteurs ou de facteurs d'amplification de l'infection par le VIH, nous a expliqué le professeur Montagnier. Nous allons sur ce sujet adresser très prochainement une communication au Lancet. »

## Une « loupe » génétique

La seconde catégorie des nouvelles données présentées à Berlin concerne l'épidémiologie moléculaire. Elle est d'abord moins convaincante : les travaux menés à partir de cette fantastique « loupe génétique » qui est le technique de la PCR (qui permet d'amplifier la présence de fragments de génome dans les cellules) n'ont permis de retrouver la trace de mycoplasmes dans les lymphocytes chez 10 % des personnes examinées séropositives, mais aussi chez des séronégatives. Comment comprendre dès lors que l'on postule que les mycoplasmes sont indispensables au développement de la maladie ? Sont-ils d'espèce différente ? Se situent-ils dans des zones encore non examinées ?

L'expérience thérapeutique est, quant à elle, plus enthousiasmante. L'équipe de l'Institut Pasteur a repris l'expérience qui avait permis l'isolement du virus il y a dix ans.

Elle montre que dans des cultures de lymphocytes infectés par le VIH en présence de certains antibiotiques, la production virale se trouve bloquée. Sans parvenir encore à des conclusions claires, ces éléments conduisent le professeur Montagnier à proposer un traitement « polychimiothérapie, intelligent et à la carte » : il s'agit d'associer un antibiotique (dont le type ne peut être déterminé qu'après avoir étudié son activité sur des cultures cellulaires *in vitro*), la sensibilité variant selon les individus) un antiviral et un antioxydant (afin de bloquer les phénomènes d'apoptose).

Les premiers essais entrepris fournissent, semble-t-il, des résultats encourageants. Il reste néanmoins à poursuivre ce travail. La démonstration de l'efficacité d'une telle méthode impose encore de longs travaux, ne serait-ce que parce qu'elle s'écarte de sentiers par trop battus et se fonde sur une nouvelle approche physiopathologique de ce mystère médical que demeure, à de multiples égards, le sida.

JEAN-YVES NAU

(1) A noter la publication dans le dernier numéro de l'épidémiologie américaine de l'article « Apoptosis in AIDS » de Marie-Lise Gougeon et Luc Montagnier (Science, date du 28 mai).

## Une action musclée d'Act-Up Paris

BERLIN

de notre envoyé spécial

Une action musclée de l'association Act-Up Paris (1) a trouble, mercredi 9 juin à Berlin, la conférence sur le sida. Elle a eu lieu au stand de l'« Espace France », qui groupe, sous l'égide de l'Agence française de lutte contre le sida (AFLS), une quarantaine d'associations spécialisées.

Quelques dizaines de militants d'Act-Up — deux-shirts noirs, triangles roses — ont harcelé et harcelé verbalisent les membres de l'AFLS. Rapprochant à l'agence gouvernementale de ne pas prendre l'exacte mesure de la gravité de l'épidémie, ils ont distribué des effluves reproduisant les photos de Jean du Savigny, directeur de l'AFLS, et de François Verat, directrice adjointe. « Ils ont tué mon ami, expliquaient les affiches. Ils doivent démissionner. »

Act-Up réclame « une réorientation complète du politique de prévention du sida en France ». « Depuis quatre ans, explique

Christophe Marlet, vice-président d'Act-Up Paris, l'Agence française obéit à toutes les pressions moralisatrices. Les homosexuels, les toxicomanes et les immigrés sont les grands exclus de ses campagnes en direction du grand public. »

Les actions d'Act-Up ont été condamnées par les associations présentes (Aldas, Arcat-Side, Médecins du monde, France-Liberté, MAJAN, SCIPS, etc.). François Verat a qualifié ces méthodes de « fascistes ». Elle rejettent néanmoins les critiques venant la faiblesse des crédits dont dispose l'agence et espère que le budget 1994 de 251 millions de francs, accepté par le cabinet de Simone Veil, ne sera pas demain remis en cause.

J.-Y. N.

(1) Emulation de Act-Up New York. Act-Up Paris, créée en 1989, revendique environ trois cents adhérents, contaminés ou non, homosexuels ou non. D'autres associations équivalentes ont été créées à Toulouse, Nice, Lyon et Lille.

## Jean-Louis Langlais nommé délégué général à la lutte contre la drogue et la toxicomanie

Jean-Louis Langlais, cinquante-quatre ans, inspecteur général de l'administration au ministère de l'Intérieur depuis 1987, a été nommé, mercredi 9 juin au conseil des ministres, délégué général à la lutte contre la drogue et la toxicomanie. M. Langlais remplace à ce poste Georgina Dufour, qui avait annoncé sa démission le 6 mai dernier (le Monde du 11 mai).

(Né le 24 mai 1939 à Argentan (Corrèze), Jean-Louis Langlais est licencié en droit, diplômé de l'Institut d'études politiques de Paris et ancien élève de l'école nationale d'administration publique (ENAP). Nommé sous-préfet en 1967, il occupe successivement les postes de directeur de cabinet des préfets de l'Aube et de l'Eure. Chef de cabinet du ministre chargé des départements et territoires d'outre-mer de janvier 1971 à juillet 1972, il est nommé conseiller technique au cabinet de Pierre Mazeaud, secrétaire d'Etat à la jeunesse et aux sports de 1973 à 1976, puis au cabinet de Jean Lecanuet, ministre d'Etat chargé de la politique de l'enseignement du territoire de janvier à juin 1977. Il est alors appelé comme chargé de mission au cabinet de Raymond Barre à Matignon. Directeur de la jeunesse et des loisirs à partir de février 1979, M. Langlais est nommé en juin 1984 chargé de mission à l'Inspection générale de l'administration au ministère de l'Intérieur et de la décentralisation. Trois ans plus tard, il est nommé inspecteur général.)

J.-Y. N.

SCIENCES  
Le Muséum  
à deux cents ans

Suite de la première page

Ce dernier explique au visiteur « les Projets de règlements » transmis en haut lieu depuis trois ans sans aucun résultat.

Lakanal comprend tout de suite l'importance du document, en extrait l'essentiel séance tenante « sous la forme d'un projet de décret en quatre titres et vingt-quatre articles ». Dès le lendemain 10 juin, d'accord avec ses collègues du Comité d'instruction publique, il présente le projet à la Convention, qui a pourtant à s'occuper de la guerre aux frontières et en Vendée, des émeutes qui ont éclaté dans plusieurs villes de province en réponse à la proscription des Girondins, etc. « On se demande comment, dans un tel contexte, Lakanal parvient à lire son projet de décret. Celui-ci, passant complètement inaperçu, est voté sans difficulté aucune. Ainsi se trouve réglée en un quart d'heure une réforme que des années d'efforts n'avaient pu mettre en œuvre. »

Né « à la sanquette », pourrions-nous dire, mais bientôt enrichi de collections confiées au roi, aux nobles et aux communautés religieuses, le nouveau Muséum, auquel un autre décret adopté par la Convention le 11 décembre 1794 s'ajoute une ménagerie promise à un grand développement, est dirigé par l'assemblée des douze professeurs-administrateurs, chacun responsable d'un des douze « cours » dont certains remontent à la création du Jardin du roi. Ces douze cours concernent la minéralogie, la chimie générale, les arts « chimiques », la botanique dans le Muséum, la culture, trois aspects de la zoologie, l'anatomie de l'homme, l'anatomie des animaux et la géologie. A tout cela s'ajoute un cours d'icongraphie naturelle.

## Un triple rôle

Au fil de ces deux siècles d'existence, ou certain nombre des douze cours originaux, vite devenus des chaires-laboratoires, seront transformés, divisés ou supprimés. D'autres en seront créés pour répondre aux nouveaux besoins et aux nouvelles sciences. Dans le même temps, des laboratoires seront agrandis ou construits, et les galeries de minéralogie et de géologie seront ouvertes au public avec un grand succès.

Actuellement, le Muséum est fait d'une mosaïque de vingt-six laboratoires, dont le plus part dans le Jardin des plantes ou dans son voisinage immédiat. Mais l'anthropologie biologique, l'éthnologie et la préhistoire sont logées au Musée de l'Homme. Tout comme le parc zoologique

de Vincennes, ouvert en 1934, abrite l'essentiel du laboratoire de conservation des espèces animales. Il y a aussi des implantations extérieures telles que les laboratoires d'écologie générale de Bruyères (Essonne), l'Arboretum de Chèvroloup (Rocquencourt, Yvelines), l'Harmas de Fabre à Sérignan (Vaucluse), le jardin botanique exotique de Menton, le parc ornithologique de Clères (Seine-Maritime), le domaine de la Haute-Touche à Azay-le-Ferron, Indre, où vivent de très nombreux cervidés, etc.

Le décret de la Convention attribue au Muséum un triple rôle qui le différencie fortement des universités et qui en fait un organisme unique en France et même dans le monde : recherche fondamentale et appliquée ; conservation et enrichissement des collections (voir l'encadré) ; diffusion des connaissances à tous les publics. Au cours de ces deux cents ans, ces trois nobles fonctions du Muséum ont toujours été confirmées. Mais le ministère de l'éducation nationale qui en a la tutelle (partagée depuis peu avec le ministère de l'environnement) a toujours été d'une avarice mesquine avec ses musées (Muséum, Musée de l'homme (1), Musée national des techniques, Palais de la découverte) qui n'ont jamais eu de quoi se moderniser, ni même entretenir leurs extraordinaires patrimoines.

Ainsi, la grande Galerie de zoologie, inaugurée en 1889, a dû être fermée au public en 1965 pour état de délabrement avancé et dangereux. Elle est — enfin — en cours de complète transformation et devrait rouvrir à la fin de cette année sous le nom de Galerie de l'évolution. Depuis quelques années, dans le cadre des Grands Travaux, le Muséum, en effet, bénéficie de crédits très importants dont tout le monde espère que la dureté des temps — et le changement de majorité — ne lui aura pas fait perdre.

Comme on souhaite que la réforme des statuts du Muséum, bloquée depuis quelques semaines par le nouveau ministre de l'enseignement supérieur et de la recherche François Fillon, soit enfin menée à bien de façon que l'établissement puisse jouer pleinement sa triple fonction et retrouver son rayonnement séculaire au lieu de s'épuiser en querelles intestines. Les statuts n'ayant que peu changé en deux siècles, procéder à leur réforme ne semble pas vraiment extravagant.

YVONNE REBEYROL

(1) Partie intégrante du Muséum, le Musée de l'homme est pourtant toujours compté comme musée indépendant.

## Des collections inestimables

Plus de 100 millions d'insectes, 8,5 millions de plantes dans les herbiers, 2 millions d'invertébrés marins, 1,8 million d'invertébrés fossiles, 1 million de poissons, 500 000 rochers, minéraux et objets divers, 300 000 oiseaux, 300 000 vertébrés fossiles, 120 000 mammifères, 90 000 reptiles et amphibiens, 65 000 crustacés, 50 000 coquilles. Les collections du Muséum sont parmi les plus riches du monde. En outre, beaucoup de ces spécimens sont des « types », c'est-à-dire les références qu'il faut pour les spécialistes de tous pays, sont les bases indispensables à l'identification des échantillons récoltés ici ou là. Ils ont donc une valeur irremplaçable pour de nombreuses branches des sciences naturelles.

A ces millions de « choses », s'ajoutent le million d'« objets » très divers réunis dans les collections du Musée de l'Homme, les 50 000 végétaux précieux et

rares du Jardin des plantes (notamment les 2 000 espèces qui prospèrent au Jardin alpin) et de l'Arboretum de Chèvroloup, les 20 000 animaux vivants du zoo de Vincennes, de la ménagerie du Jardin des plantes, des parcs de Clères et d'Azay-le-Ferron. Plantes et animaux, rares pour nombre d'entre eux, sont autant de banques génétiques indispensables à maintenir la biodiversité dont l'espèce humaine a et aura tant besoin.

Il ne faut pas oublier non plus les 800 000 livres de la Bibliothèque centrale du Muséum qui compte aussi, parmi ses trésors, l'extraordinaire collection, commencée par Gaston d'Orléans (1808-1860), des 8 000 vélins. Ces vélins, qui représentent des plantes ou des animaux, sont tout autant des œuvres d'art que des documents scientifiques.

Y. R.

## RELIGIONS

L'Institut musulman de la Mosquée de Paris formera des imams à la rentrée d'octobre. — M. Daïl Boubakeur, recteur de l'Institut musulman de la Mosquée de Paris, a coiffé, mardi 8 juin, son intention d'ouvrir, à partir du 1<sup>er</sup> octobre, un cycle d'études destiné à former des imams. Les étudiants seront choisis parmi des musulmans vivant en France. Le

développement de la religion islamique entraîne l'ouverture de lieux de culte de plus en plus nombreux. Or, explique M. Boubakeur, « il existe des carences dans les formations ou l'information du personnel religieux en France, ainsi que des difficultés à faire venir des imams de pays hors de France, par exemple au moment du Ramadan. »

120 000 exe

JA



مركز الفكر

• Le Monde • Vendredi 11 juin 1993 11

**120 000 exemplaires en un mois**

**JACQUES  
ATTALI**

**Verbatim**

**I  
1981—1986**

**Fayard**

966 p.  
195 F

**FAYARD**



## JUSTICE

L'affaire du sang contaminé devant la cour d'appel de Paris

## Le dossier du professeur Netter

Selon la chronologie insolite en usage devant la cour, c'est la défense du docteur Jean-Pierre Allain - premier à faire appel du jugement - qui s'est exprimée en priorité, suivie par les avocats des plaignants et par le procureur général. Depuis mercredi 9 juin, devant la cour d'appel de Paris, la parole est à nouveau à la défense avec les plaidoiries des avocats des professeurs Robert Netter et Jacques Roux, qui devaient être suivies jeudi par celles des défenseurs du docteur Gerretta, alors que le conseil du docteur Allain exercera son droit de réplique.

Le bâtonnier Gérard Cahn est perplexe. Son client, le professeur Robert Netter, directeur du Laboratoire national de la santé, a été relaxé par le tribunal des poursuites engagées pour «non-assistance à personne en danger» et n'avait pas réagi, jusqu'au moment où le docteur Allain a fait appel du jugement le condamnant à quatre ans de prison, dont deux avec sursis. Or l'avocat général a demandé la confirmation du jugement pour tous les prévenus, sauf à l'égard du professeur Netter, réclamant une peine d'un an de prison avec sursis contre un prévenu qui n'apparaissait pas directement concerné par l'appel du parquet.

Alors, le bâtonnier Cahn ne comprend pas le démerche de l'accusation et s'étonne : «Les premiers juges auraient parfaitement jugé trois prévenus et auraient fait un mauvais jugement pour le professeur Netter? J'aurais préféré que l'on explique clairement à la cour pourquoi l'appel

général a été diligent au lieu de s'engouffrer dans un trou de souris, après avoir demandé la confirmation pour tout le monde.»

La question convenait très bien au bâtonnier qui commence par le justifier en utilisant un argument révélateur du changement de ton entre le procès correctionnel et l'audience de la cour d'appel : «Rappelez-vous, il y avait en 1992, lors du premier procès, une opinion publique et une pression médiatique très fortes. Si le professeur Netter a été relaxé, c'est que le dossier est bien vide et bien inconsistant en ce qui le concerne.»

Il faut cependant plaider le fond, et l'avocat s'attache à démontrer que les juges correctionnels avaient bien eu raison de constater, pour prononcer la relaxe, que son client avait transmis au directeur général de la santé une correspondance du docteur Gerretta lui révélant le degré de contamination des produits sanguins, courrier qu'il avait également transmis au docteur Weissberg, conseiller technique du secrétariat d'Etat à la santé. «Weissberg n'a pas transmis au ministre, il s'est dit : c'est une querelle d'experts, je classe!»

## Erreur commune et responsabilité individuelle

Après une argumentation juridique sur la non-assistance à personne en danger, le bâtonnier exploite un argument fourni récemment par les juridictions administratives. Dans son arrêt du 9 avril 1993, le Conseil d'Etat a estimé que l'administration était informée des risques de contamination et de l'efficacité du chauffage des produits sanguins à partir du 22 novembre 1984, et qu'il lui appartenait donc d'interdire la distribution des produits contaminés par arrêté ministériel. «Comment me dire à moi qu'il faut que j'alerte, en mars 1985, quelqu'un qui est au courant depuis novembre 1984?», s'exclame le bâtonnier, en risquant cette métaphore : «C'est comme si on me disait qu'il faut que j'appelle les pompiers alors qu'il y a longtemps qu'ils sont sur les lieux.»

Méthodique, le bâtonnier évoque aussi le contexte général d'une affaire qu'il résume en déclarant : «Tout le monde s'est trompé. Tout le monde a fait le mauvais choix. Un mauvais choix résultant d'une erreur commune. Mais est-ce que cette erreur commune permet de faire glisser vers des responsabilités individuelles?» Le bâtonnier Cahn comprend la douleur des victimes et la colère de l'opinion publique. Mais il rappelle : «La justice juge. Elle ne donne pas une opinion. Elle ne peut pas le faire plaisir à l'opinion. Nous sommes dans la sérénité, loin des bruits de foule et d'une opinion souvent versatile.»

Sa voix résonne encore quand M. Evelyn Meyer commence la défense du professeur Jacques Roux, directeur général de la santé. Avec rigueur, elle tente de briser les certitudes de l'avocat général en soulignant, pour chaque étape du dossier, le doute des scientifiques. Doute sur le sida, à son début, doute sur la contamination, doute sur l'efficacité du chauffage, et doute sur la surcontamination. Mais elle évoque aussi le climat qui entourait cette affaire : «Les parties civiles ont demandé que le procès soit enregistré pour figurer parmi les archives nationales. L'histoire fera bonne justice. Quand le bruit, le fureur seront apaisés, on pourra faire la part du drame et la part du scandale.»

MAURICE PEYROT

Au procès des initiés de l'opération Pechiney-Triangle

## L'ombre de Roger-Patrice Pelat

La 11<sup>e</sup> chambre correctionnelle du tribunal de Paris s'est intéressée, mercredi 9 juin, aux achats de l'action Triangle par Roger-Patrice Pelat, qui ont généré en novembre 1988 une plus-value frauduleuse de 6,5 millions de francs. L'ami du président de la République est décédé en mars 1989.

Même Bertrand Godbille n'avait jamais entendu parler du titre Triangle Industries. Dirigeant de la banque Hottinguer, il gérait pourtant le portefeuille de quelques centaines de millions. Mais il le dit tout net au tribunal : «C'est le genre de valeur dont on ne rêve pas la nuit.»

Bertrand Godbille, quarante-neuf ans, se rappelle parfaitement de ce 16 novembre 1988 où, le soir, lorsque son ami et voisin d'immeuble Roger-Patrice Pelat lui téléphona pour passer un ordre d'achat du titre Triangle Industries, sur le marché hors cote de New-York, «Habituellement, m'appelaient et me disaient : "Achetez-moi du Saint-Gobain, de la Générale des eaux". Ce jour-là, il m'a dit d'acheter du Triangle... J'en ai acheté en fonction de la qualité de la valeur.»

— Que saviez-vous de cette qualité? demande la présidente Claude Nocquet.

— Rien, répond le banquier.

— Comment savez-vous alors qu'il avait des relations?

— Je n'ai acheté que dix mille titres.

Soit environ 600 000 francs. Côté court, un placement de père de famille, à hauteur de 1 % du portefeuille d'actions de la famille Pelat. Côté jardin, un achat d'initié qui ne pouvait échapper à la direction de la banque Hottinguer. «Nous avions

déconseillé cet achat à M. Pelat qui nous a dit avoir des informations.»

C'est ce que Bertrand Godbille, parfait dans son rôle, appelle un «ordre d'achat insolite». Suffisant pour déclencher une légère alarme et mériter une réunion des responsables de la banque. Même si, quelques mois plus tard, devant le juge d'instruction, Jean-Philippe Hottinguer tentait vaillamment de disculper son client, allant jusqu'à parler d'un «vieux monsieur qui ne comprenait pas qu'il s'apprêtait à faire quelque chose d'illégal».

## L'étrange société Elco

Un vieux monsieur tout de même assez vert et dont la banque Hottinguer connaissait parfaitement les bonnes fréquentations : «Il déjeunait tous les deux jours avec... je ne sais pas qui...» La présidente interroge : «Il avait des relations?»

— Oui.

Un vieux monsieur plus audacieux avec une autre des «benques», la société suisse Experta Trouhand, Car le lendemain de son appel à la banque Hottinguer, il joint l'établissement et lui demande d'acheter 20 000 titres. Le ministère public note alors que, «à l'inverse de son absence d'intérêt sur les conditions d'exécution des instructions qu'il avait données à Bertrand Godbille», Roger-Patrice Pelat suit régulièrement l'évolution de son coup de Bourse.

Plus étrange, une société de droit panaméen répondant au nom d'Elco abritara, dès le 16 novembre, l'opération réalisée par l'initié. «Il semble que cette société ait survécu à la rafale qui a touché la banque Hottinguer. Nous avions

d'achats et peut-être le bénéficiaire, avance la présidente Claude Nocquet. Mais cela, nous ne le saurons jamais!»

Nous savons en revanche qu'il s'agissait au même moment à Isabelle Piaru, une amie, de n'insister au titre Triangle, ce qu'elle fit. «Je note que les dernières lettres de son prénom et de son nom correspondent à celui de la société panaméenne», relève la présidente. Mais c'est pour ajouter aussitôt : «On ne peut rien en déduire.» Ainsi passe l'ombre de Roger-Patrice Pelat.

Lasé par l'audience, Samir Traboulsi consulte dans son coin les cours des devises étrangères sur un terminal finissant de la taille d'une carte de crédit. Brusquement, Claude Nocquet s'inquiète : «Vous enregistrez les débats?»

— Non, non, madame la présidente. C'est mon écran, répond le financier. Les cours de la Bourse n'attendent pas : Samir Traboulsi confesse qu'il perd.

LAURENT GRELSAMER

Alain Boublil remplacé au conseil d'administration d'Usinor-Sacilor. — Alain Boublil, ancien directeur du cabinet de Pierre Bérégovoy en 1988 et inculpé dans l'affaire des défits d'inités liés au rachat de Triangle par Pechiney, est évincé du conseil d'administration d'Usinor-Sacilor où il avait été nommé en 1991. Un décret du 1<sup>er</sup> juin, publié au Journal officiel du 4 juin, a annoncé son remplacement par Philippe Gallin, PDG de Garrett SA (groupe Allied-Sigale). M. Boublil demeure directeur général adjoint de Frimatom, poste auquel il avait été nommé en juin 1991.

Après les affirmations du centre Simon-Wiesenthal

## L'avocat de Paul Touvier assure que son client est toujours en France

Paul Touvier est-il toujours sur le territoire français? Le centre Simon-Wiesenthal de Jérusalem, spécialisé dans le «traque» des anciens nazis, affirmait, mercredi 9 juin, que l'ancien chef de la milice lyonnaise s'était enfui au Canada au mois de mai. Cette affirmation a été aussitôt démentie par l'avocat de Paul Touvier, M. Jacques Trémolet de Villers.

Interrogé par le Monde, jeudi 10 juin, M. Trémolet de Villers a vivement réagi à ce qu'il qualifie de «désinformation systématique» qui, selon lui, «confine à l'odieux et au ridicule». «M. Touvier est en France, plus précisément en région parisienne», assure le défenseur de l'ancien chef de la milice de Lyon avant de préciser : «Paul Touvier est un vieux monsieur malade. Je ne vois pas comment il aurait pu partir au Canada. N'importe qui lance une rumeur et tout le monde la reprend. C'est affrayant. Dans ce pays, il n'est plus possible de juger quelqu'un sereinement.»

Philippe Bidart de nouveau condamné à la réclusion criminelle à perpétuité. — Le chef de l'organisation clandestine basque Iparretarrak, Philippe Bidart, a été condamné, mercredi 9 juin, à la réclusion criminelle à perpétuité par la cour d'appel de Paris, pour le meurtre du gendarme Roger Buschmann, le 25 août 1987 à Biscarosse (Landes). Philippe Bidart, âgé de quarante ans, avait déjà été condamné à la même peine en novembre 1992 pour le meurtre de deux CRS à Saint-Etienne-de-Baigorry (Pyrénées-Atlantiques). Sa compagne, Lucienne Fourcade, vingt-neuf ans, a été condamnée à cinq ans de prison dont quatre avec sursis, pour complicité du vol avec arme de la voiture de touristes allemands avec laquelle le couple avait pris la fuite à Biscarosse. La jeune femme ne retournera pas en prison, sa peine ayant été confondue avec celle de quatre ans dont trois avec sursis, déjà exécutée, que lui avait infligé, en mars 1991, le tribunal correctionnel de Paris pour association de malfaiteurs.

L'assassin présumé de René Bouquet mis en examen et placé sous mandat de dépôt provisoire. — Christian Didier, l'homme qui s'est lui-même accusé du meurtre de l'ancien secrétaire général de la police du régime de Vichy, René Bouquet (le Monde du 10 juin), a été mis en examen et placé sous mandat de dépôt provisoire pour deux jours, mercredi 9 juin, par M<sup>me</sup> Chantal Perdrix, juge d'instruction au tribunal de Paris. Christian Didier, quarante-neuf ans, doit comparaître, vendredi 11 juin, devant un juge délégué qui décidera de son éventuelle mise en détention.

Rectificatif. — Contrairement à ce qu'indiquait notre récit de la «conférence de presse» tenue par Christian Didier dans un hôtel des Lilas (le Monde du 10 juin), nos confrères de Libération sont arrivés peu avant midi et demi, et non peu avant treize heures, dans la chambre d'hôtel où s'exprimait l'assassin présumé de René Bouquet et où ils ont pu alors recueillir l'essentiel de ses «aveux». Christian Didier a en effet repris ses explications avant d'être interpellé, mardi 8 juin vers 13 h 15, par les policiers.

## ENVIRONNEMENT

Chef de file des opposants au tunnel du Somport

## Eric Petetin est condamné à 9 mois de prison ferme

Il ne fait pas bon s'opposer à la construction du tunnel du Somport : condamné le 1<sup>er</sup> juin par le tribunal correctionnel de Pau à un mois de prison ferme, Eric Petetin, le chef de file des opposants au tunnel du Somport, a du coup perdu le bénéfice du sursis dont il bénéficiait pour des condamnations antérieures. Au total, ce sont donc neuf mois de détention que le militant anti-tunnel devra purger à la maison d'arrêt de Périgord (Dordogne), où il a été incarcéré le 8 juin.

Neuf mois de prison pour quel délit? Eric Petetin s'est seulement

accumulé les fautes. D'abord, il s'agit d'un délit : guidé de randonnée et berge à ses heures, il habitait - avant qu'on y mette fin - dans un wagon de chemin de fer. Et il se promenait parfois avec des plumes d'indien dans les cheveux. Ensuite, il s'est débattu lorsque la marée haussée a voulu le faire déloger du site du chantier, ce qui a occasionné un bris de lunettes et un bris de glace de fourgon de gendarmerie. Enfin, nullement découragé par ses séjours en prison, il a escaladé une clôture pour planter des arbres sur le chantier du tunnel, avec l'aide de tous

les protecteurs de l'ours des Pyrénées.

En était-ce trop, dans un département qui a fourni quatre ministres à l'actuel gouvernement (M<sup>me</sup> Alliot-Marie, M<sup>me</sup> Bayrou, Douste-Blazy et Lamassouire), tous partisans du tunnel au nom de la liaison entre Pau et Saragosse? Eric Petetin a-t-il le tort de lutter presque seul contre tous, à un moment où, en outre, l'écologie politique est considérée comme hors jeu? Il est donc en prison pour des maux, comme un dangereux délinquant.

ROGER CANS

Une menace pour les feuilles des arbres

## Pullulation de chenilles en Corse et dans le Haut-Rhin

Les communes de Pino en Corse (sur la côte nord-ouest du cap Corse, une soixantaine de kilomètres au nord-ouest de Bastia) et de Liepvre (dans la vallée de Sainte-Marie-aux-Mines, Haut-Rhin) sont envahies par des chenilles. Il s'agit des larves d'un papillon de nuit, *Porterhio dispar*, communément appelé bombyx dispar, ou disparite, ou zigzag (en Suisse), ou bombyx spongieux, qui dévorent allégrement les feuilles des arbres, en particulier, celles des chênes verts.

Le mâle est très différent de la femelle. Le premier est brun foncé avec des dessins noirs en zigzag et il n'a que 35 millimètres d'envergure. Il ne vole que le jour recherchant la femelle cachée dans les feuillages mais émettant des phénomènes attractifs. La seconde est blanc crème avec les mêmes zigzags bruns noires; elle est sensiblement plus grande (55 mm d'envergure); elle porte à l'extrémité de l'abdomen une bourre de poils mous et doux et elle recouvre ses ailes bien rangées en plaquettes faisant penser à de minuscules éponges ou à de la feutrine. Elle ne vole que la nuit pour pondre.

La chenille, qui est longue de 4 à 5 centimètres, porte des touffes de poils assez longs et son corps est agrémenté de taches (les spécialistes parlent de verrues) rouges et

bleues. Pendant sa vie d'un mois, la chenille de bombyx dispar se nourrit avec beaucoup de voracité de feuilles d'arbres avec une prédilection pour les feuilles de tous les chênes. Au contraire, les adultes (les papillons) ne mangent pas pendant leurs quinze jours de vie et n'ont même pas d'organes buccaux : ils vivent sur les réserves accumulées lorsqu'ils étaient au stade de chenilles.

Les pullulations de chenilles des bombyx disparates sont cycliques, se produisant à peu près tous les dix ans et sont probablement liées à des facteurs météorologiques et aux cycles particuliers de ses prédateurs et parasites, entre autres. Le remède traditionnel et inoffensif pour l'environnement était l'échenillage, c'est-à-dire la collecte des chenilles par chenille faite à la main. L'échenillage était obligatoire au moins jusqu'au siècle dernier. Mais il représentait un gros travail et semble être tombé en désuétude.

Y. R.

Alerte à la pollution à Rome. — Le vice-commissaire de Rome, Giovanni Balsano, a lancé, mercredi 9 juin, un appel à la population pour que les enfants et les vieillards ne sortent pas entre 13 heures et 16 heures en raison de la pollution. Avec la chaleur et l'humidité qui règnent sur la capitale italienne, l'oxyde d'azote de la pollution automobile se transforme en ozone, ce qui pourrait incommoder les personnes sensibles. Les taux de pollution, toutefois, n'ont pas atteint le seuil de dangerosité nécessitant des limitations à la circulation automobile. — (AFP)

Accident dans une centrale nucléaire américaine. — Cinq

employés de la centrale à eau bouillante de Quad Cities, située près de Cordova dans l'Illinois, ont été brûlés par de la vapeur radioactive. L'accident, qui survint le 9 juin dans l'un des bâtiments du réacteur N1, serait dû à l'explosion d'un système de sécurité faisant l'objet d'un essai mensuel. L'un des employés de la centrale aurait été brûlé à 30 %, les quatre autres seraient dans un état satisfaisant. Cet accident, qui n'a pas affecté le fonctionnement de la centrale, n'a, selon la direction de la centrale, donné lieu à aucun relâchement de radioactivité dans l'environnement. — (AFP)

## Bernard Prévost nouveau directeur de l'administration pénitentiaire

Bernard Prévost, actuel préfet de la Nièvre, devait être nommé en conseil des ministres, mercredi 9 juin, directeur de l'administration pénitentiaire. Il succèdera à ce poste à Jean-Claude Karamant, inspecteur général de l'administration qui avait été nommé directeur de l'administration pénitentiaire en octobre 1990.

[Né le 15 mars 1943 à Lille (Nord), Bernard Prévost, ancien élève de l'école spéciale militaire de Saint-Cyr, est titulaire d'un certificat d'études littéraires générales et d'un diplôme d'état-major. Officier de l'armée active en 1964, Bernard Prévost est devenu en 1975 aide de camp du ministre de la défense, Yvon Bourges, avant d'être détaché en qualité de sous-préfet en 1978. Directeur de cabinet du préfet du Finistère de 1978 à 1979, sous-préfet de Saint-Martin-Saint-Barthémy (Guadeloupe) en 1980-1981, secrétaire général de préfecture de la Haute-Marne en 1981 et secrétaire général de la préfecture des Pyrénées-Orientales en 1982, Bernard Prévost a été conseiller à la mission française de coopération en Soudan de 1984 à 1986. Secrétaire général de la préfecture de Seine-Saint-Denis de 1986 à 1988 avant d'être nommé sous-préfet de Dunkerque en 1989. M. Prévost était devenu préfet de la Nièvre en novembre 1992.]

## SPORTS

FOOTBALL : le site définitif du Grand Stade sera choisi fin juillet. — La décision définitive concernant le site du Grand Stade pour la Coupe du monde de football 1998 en France sera prise fin juillet par le gouvernement, a déclaré mercredi 9 juin à Paris Jozo Havranek, président de la Fédération internationale de football (FIFA), deux jours après une rencontre avec Edouard Balladur. Le choix intervient une vingtaine de jours après la fin de l'appel d'offres auprès des quatre candidats investisseurs pour Sémart (le Monde du 14 mai). Par ailleurs, Fernand Sastre, coprésident avec Michel Platini du comité d'organisation de la Coupe du monde, a confirmé que neuf ou dix stades (le Grand Stade, le Parc des Princes, Marseille et six ou sept autres) à choisir parmi celles de Lens, Nantes, Bordeaux, Toulouse, Montpellier, Lyon, Saint-Etienne, Strasbourg, d'une capacité minimale de 40 000 places chacune, seraient retenus pour accueillir les cinquante-deux matches de la phase finale.



SOCIÉTÉ

# La France qui planche

## II. - La machinerie du bac

Plus de trois millions de jeunes sont mobilisés, cette année encore, par les examens et les concours (le Monde du 10 juin). Parmi eux, les aspirants-bacheliers forment le plus gros des bataillons et ouvrent les épreuves écrites, vendredi 11 juin, avec la philosophie.

« C'est un miracle ! » Nul n'ignore la joie du bachelier reçu, coiffé en main. Mais connaît-on celle de l'organisateur, une fois les épreuves terminées ? Du chef d'établissement au ministre, l'anticipation est la même. « C'est un miracle ! » Le dieu du bac les bénisse. Chaque année, sans cesse remanant leur ouvrage, les Sisyphes anonymes de la grande machine ressortent de l'épreuve comme des minuscules.

Le bac est ainsi. Moment à reconstruire tous les ans, à l'identique ou presque, sauf en cas de ravalement ministériel. Ainsi, vendredi 11 juin, 561 815 candidats aux baccalauréats généraux et technologiques ouvriront le bal des épreuves écrites de la session 1993 par la philosophie (1). Mais on a déjà eu la composition des commissions d'élaboration des sujets de 1994.

### Les professeurs cobayes

À la pré-examen américain, avec ses banques de sujets et ses batteries de questionnaires à choix multiples (QCM), la France préfère la confection artisanale. Le bac made in France commence par le choix des faiseurs de sujets, qui travailleront en commissions pour ce « devoir national » (et bénévole). Faire un sujet du bac, c'est comme la Légion d'honneur, ça ne se demande pas, mais ça se refuse pas. « Ça nous tombe un jour dessus, sans prévenir », explique un professeur de lettres grenoblois. On s'étonne, puis on se met au travail. Quatre ou cinq réunions le mercredi après-midi. À deviser, à discuter, à retoucher, à peaufiner. On diminue. Certains, manifestement, n'ont fait que compiler les annales. Cela prend l'automne.

Puis vient l'hiver. Le temps des filtrages successifs, pour garder la crème. Certaines académies (2) testent la qualité des produits en utilisant des cobayes : professeurs chargés de plancher, dans les meilleurs délais, l'opinion du jury. Si le sujet est le cobaye met trop de temps, l'élève, explique un recteur. C'est à lui que revient le privilège de trans-

cher. De garder le sujet, d'en prévoir un « de secours », puis un autre pour la session de septembre. Un inspecteur général veille au grain. « L'adéquation au programme ». Les inspecteurs, le recteur, le chef du service des examens, sont les seuls initiés. Dans les imprimeries des rectorats, à l'imprimerie du Service interacadémique des examens et concours d'Arcueil pour l'Île-de-France (SIEC), à l'imprimerie nationale, on a l'habitude de garder le secret. « Pensez ! On en voit tellement... »

Imprimé en mars ou en avril, les sujets dormiront au coffre-fort du rectorat. Entre-temps, il sera fallu organiser, planifier, gérer le temps et les espaces. En 1992, dans une fictive hypocrisie, Guy Bourgeois, actuel directeur de cabinet du ministre de l'Éducation nationale, prédisait : « Le baccalauréat 1992 n'aura pas lieu (3). »

### Le vivier des surveillants

Le pronostic était bien vu : début avril, à deux mois de l'examen, on manquait de tables pour 13 000 candidats d'Île-de-France. Les responsables du SIEC, qui jonglent avec les calendriers, se souviennent de nuits à n'en plus finir pour tenter de s'organiser. Comme un malheur n'arrive jamais seul, le premier ministre d'alors, Édouard Cresson, avait exigé que l'on reporte les dates du bac et qu'on laisse les collèges achever normalement leur troisième trimestre. Il fallut donc la dernière semaine de l'année scolaire pour organiser les concours aux établissements privés sous contrat (qui ne pouvaient jusqu'alors « héberger » les épreuves) et accorder aux professeurs de l'enseignement privé sous contrat, dans la foulée, la possibilité de corriger les épreuves. Crime de lèse-majesté pour certains, allait-on désormais composer sous un crucifix.

Cette année, les cent vingt personnes mobilisées en permanence, pour le seul baccalauréat, au SIEC d'Arcueil « gèrent » 118 601 candidats dans 1 045 centres d'examen (dont 26 privés), où collaboreront postcoitamment 16 000 enseignants-examineurs et des milliers d'agents, parmi lesquels les surveillants. Le SIEC a son vivier. Des enseignants retraités, instituteurs automatiquement contactés à leur départ, mais aussi des habitués, d'anciens policiers, et une filière de cheminots.

Pour organiser le puzzle des 684 jours, il a fallu intégrer les options, notamment les langues rares... soit 56 choix possibles, dont l'albanais, le swahili ou l'ar-



ménio ! D'où ces inévitables regroupements de candidats qui font rager plus d'un lycéen, obligé, après examen approfondi de sa convocation et de la carte routière, de traverser deux départements et de changer quatre fois d'autobus. D'où ces colères d'enseignants de langues rares également, convoqués le même jour à des examens différents. Dans la même veine, on ne compte plus les problèmes d'organisation posés par les bacs passés à l'étranger, où chacun veut « son » sujet, on encoure les bacs sur mesure, pour sportif de haut niveau, par exemple.

### Angoisse de l'erreur

La correction, en soi, est un véritable casse-tête. Dans un jury de bac (examinant environ deux cents candidats), il faut au minimum un correcteur en philosophie. Or en Île-de-France par exemple, on pouvait, en 1992, tout juste compter sur une petite « réserve » d'une trentaine de correcteurs. Une peau de chagrin qui n'a pas manqué de réagir à l'approche des dates fatidiques, les enseignants succombant à la tentation de l'absentéisme. Un correcteur sur sept, en moyenne,

mais un sur quatre dans telle discipline, préfère se faire porter pâle plutôt que de risquer l'indigestion de copies. Il ne restait donc plus, aux dates prévues, que cinq ou six correcteurs « de secours » pour la philo.

Mais c'est en jour J que les dei ex machina du baccalauréat retiennent le plus leur souffle, lignes téléphoniques en éveil. Tout le monde sur le pont aux ordres. Les sujets ont été distribués généralement dans les centres d'examen deux ou trois jours auparavant. Ils sont répartis le matin dans les salles.

Angoisse de l'erreur, comme l'an passé, dans un lycée de Saint-Etienne, où l'oeuf le meilleur d'ouvrir, dans une salle, le sujet de

latin qui n'était prévu que pour le lendemain. Le temps de se rendre compte de la bévue, il était déjà trop tard pour reprendre les sujets. Les sujets de latin étant valables pour toute la France, on risquait une fuite nationale. Que faire ? On se concentra langoureusement, au lycée d'abord, puis au rectorat, avant d'appeler dans la soirée, en désespoir de cause, le cabinet du ministre. Fallait-il imprimer à la hâte, dans la nuit, le sujet de secours ? Et passer la consigne dans toutes les académies ? Après plus d'une heure de réflexion, rue de Grenelle, les conseillers décidèrent finalement de n'utiliser le sujet de secours que dans l'académie de Lyon.

Mais ce ne sont ni la fuite - assez rare - ni la fraude - qui se traite pénalmente - qui déclenchent les plus fortes poussées d'adrénaline. Ce sont les erreurs matérielles : ici, une carte mal imprimée, là une formule de maths illisible. Pour lutter contre le sujet « infaisable », en raison d'une erreur typographique, certains enseignants, « banalisés », planchent aux côtés des élèves. En cas de problème, un inspecteur général est de garde, prêt à inventer la solution qui permettra d'éviter l'annulation de l'épreuve. « On a déjà vu des inspecteurs généraux résoudre des problèmes de maths en un temps record », confie-t-on à la direction des lycées et collèges du ministère.

Au chapitre de la fraude, les cas avérés restent exceptionnels. Mais on a tout de même compté, l'an dernier, une petite dizaine de cas présumés de tromperie sur l'identité. Le SIEC évoque, par exemple, ce candidat dont au moins trois copies présentaient des écritures radicalement différentes. Ou cet autre dont un surveillant s'étonnait qu'il se portât pas un bémol sous le même oeil deux jours consécutifs.

Chaque ouvrier en du bac apporte ainsi son lot de surprises et son pesant de copies à conserver

pendant une année, pour d'éventuelles réclamations. Virginité tonne de papier, par exemple au SIEC d'Arcueil, qu'il faut passer rituellement au pilon (un échantillon étant conservé aux Archives nationales). Car la grande machine, pour mieux recommencer, doit tout effacer. Tant, sauf les souvenirs, qui rappellent souvent que le bac ne tient qu'à un fil : comme le souvenir de ce paquet de copies introuvables, égaré dans un taxi par un correcteur écorché et ramené in extremis au ministère, grâce à la bienveillance d'une botteuse de l'air.

JEAN-MICHEL DUMAY

(1) En comptant les 76 082 candidats aux baccalauréats professionnels (en hausse de 20 % par rapport à 1992), ce sont donc 637 897 aspirants au titre de bacheliers qui plancheront, à l'écrit et à l'oral, d'ici au début de juillet. Sans oublier les 509 287 élèves de première qui composeront, le 23 juin, en français.

(2) Pour le bac, les académies sont réunies en cinq groupes, disposant chacune de moyens différents.

(3) Le baccalauréat n'aura pas lieu, Guy Bourgeois, Puyot, 1989.

FIN

Depuis 1894  
DE LA SIMPLE RETOUCHE  
AU PLUS BEAU VÊTEMENT  
avec la garantie  
d'un grand maître tailleur  
A qualité égale, nos prix sont les plus bas.  
**LEGRAND Tailleur**  
Hommes et dames  
27, rue du 4-Septembre, Paris - Opéra  
Téléphone : 47-42-70-61.  
Du lundi au samedi de 10 h à 18 h

DEMAIN NOTRE SUPPLÉMENT  
**Le Monde SANS VISA**

## L'oral « au vert »

CHAMBORD (Eure)  
de notre envoyé spécial

Un chemin de pierres au bout d'une départementale du pays d'Ouche. Un gîte d'étape en plein bocage. Un feu de bois pour préparer le dîner du soir et le calme de la forêt alentour. Le lieu-dit La Huguette, près de Chambord, prête mieux à la rêverie qu'au baccalauréat. Les vingt-quatre élèves de première F4 (génie civil) et F9 (énergie et équipement) du lycée Blaise-Pascal de Rouen sont pourtant bien là pour « hacher », deux semaines avant les épreuves du bac de français.

Sur une idée de Laurence Darnay, leur professeur de lettres, Thierry, Victor, Christophe, Fabrice et les autres se préparent ainsi, « au vert », à l'oral du bac. Le stage de cinq jours est intensif, entrecoupé de pauses ludiques. Pour quitter Vulture ou Vian, on joue aux boules, on vole, on écoute de la musique. Le professeur d'éducation physique s'est d'ailleurs associé au projet et y participe activement.

Le triple objectif du stage est limpide : redonner « confiance en soi », travailler « la prise de parole », apprendre à gérer son temps. Car pour ces élèves originaires d'Evreux ou de Rouen, l'oral de français est d'abord une épreuve, dans les deux sens du terme. Anciens élèves de lycées professionnels, titulaires chacun d'un brevet d'études professionnelles (BEP), ils se sont tous réorientés vers le cycle long menant aux bacs technologiques. Aujourd'hui, à dix-huit ou vingt ans, ils ont connu jadis l'orientation par l'échec et rêvent pour demain de brevets de technicien supérieur (BTS). Pour certains, qui n'ont

connu que le contrôle continu, le bac est le premier véritable examen.

« J'ai l'impression d'avoir appris ici en trois jours ce que j'aurais pu apprendre en neuf mois au lycée », avouent enthousiaste, Christophe, dix-huit ans, en première F9. « On a plus confiance en nous. Avant, on était fouillis, on manquait d'ordre », poursuit l'un de ses camarades.

### Dominer les mots

Plongés dans *Candide* de Voltaire au *Parole de Prévert*, ils ont tout d'abord appris à dire un texte. Un comédien est venu spécialement leur en réciter, les mettre en voix. Les élèves avaient de grosses difficultés d'expression. Certains ne parlaient jamais en classe, explique Laurence Darnay. Certains même, avant le stage, arrivaient à peine à dire bonjour, par timidité. Aujourd'hui, ils ont compris qu'ils pouvaient s'exprimer, à l'oral, à l'écrit, à l'oral. Ils ont appris à s'exprimer, à travailler la voix, la respiration, à poser le regard aussi. Message reçu : « Ici, j'ai compris ce qu'on pouvait faire passer par l'intonation », explique ainsi Fabrice, en F4.

Apprendre à dominer les mots, par l'expression mais aussi par la compréhension de leur signification. Car, bien entendu, on travaille aussi le sens des textes. Analyses, préparation des questions, qui fixeront la trame des dix minutes d'entretien avec l'examineur. Avec en tête qu'il faut toujours aller à l'essentiel, structurer son exposé, suivre une idée directrice. « Le français en classe de BEP, ce n'était ni plus

ni moins que de la lecture, explique Stéphane, le seul fils du groupe. Cette année, en première, il a donc fallu apprendre les techniques de la contraction et du commentaire de texte, de la dissertation.

Des oraux blancs ont donc été organisés un matin. Un professeur d'anglais, une enseignante de technologie, un ecologiste, venus en renfort, ont joué les examinateurs. Tirage au sort des sujets dans la file des textes et passage en temps réel. Puis auto-critique. « J'ai été trop vite, je n'ai pas tenu dix minutes », s'excuse un élève. « J'aurais voulu un autre sujet », mon développement était creux », s'excuse un autre. Trois d'entre eux ont vaincu leur timidité et ont même accepté d'être filmés, pour mieux voir chacun ses défauts.

Cette situation d'examen, leur a expliqué Jean-Pierre Devers, le sociologue, vous la rencontrerez souvent dans votre vie : chez le médecin, avec votre patron, voire avec votre conjoint. Dans un examen, il faudra que vous sachiez non seulement répondre aux questions, mais aussi que vous vous utilisiez par rapport à votre examinateur. Car un examen est avant tout un rapport humain, presque affectif : avec un homme, avec une femme (très), qui pourra vous déstabiliser par son comportement. Et d'ajouter en aparté au visiteur : « On met bien les cadres au vert pour les former et leur expliquer cela, pourquoi cela ne serait-il pas possible avec des élèves qui ont connu l'échec scolaire ? »

J. - M. Dy.

## LA NOUVELLE PIECE DE 100 F. EN ARGENT CELEBRE LE BICENTENAIRE DU MUSEE DU LOUVRE...\*



\*... et pourquoi pas aussi la naissance de Camille, l'anniversaire de Pierre, la fête de Julie, la première dent de Bernard...

LA NOUVELLE PIECE DE 100 F. EN ARGENT  
C'EST UNE IDEE DE CADEAU EN OR.

Disponible dans les Banques, les bureaux de La Poste et au Trésor Public.

MONNAIE DE PARIS



## MUSIQUES

## Premiers échos d'une messe perdue

Une œuvre de jeunesse de Berlioz dont la partition passait pour disparue, va être exécutée

La redécouverte, en 1991, du manuscrit complet d'une messe solennelle (le Monde 24 novembre 1992), œuvre de jeunesse que Berlioz disait, dans ses Mémoires avoir livrée aux flammes, a des allures de conte de Noël à l'usage de musiciens blasés. Un argentin belge, Frans Moors, qui voulait tout simplement examiner une copie de la messe du couronnement de Mozart aperçue quelques années plus tôt à la tribune de l'orgue de l'église Saint-Charles-Borromée, eut le regard attiré par un volume vert dont le titre manuscrit intriguait : *Messe solennelle*, par H. Berlioz.

La chose ne lui parut pas, ressemblant à un manuscrit, mais, renseignements pris, il découvrit que l'œuvre était perdue. S'agissant d'un manuscrit autographe de la grande partition d'orchestre, la moindre des choses

était d'en référer aux éditions Bärenreiter qui réalisent précisément l'édition critique monumentale de Berlioz.

Frans Moors prit donc copie de l'œuvre, qu'il envoya à Kassel pour la faire authentifier. On imagine la stupeur et l'émotion du professeur Hugh MacDonald, chargé de diriger cette édition critique, quand il put toucher les feuillets inédits à l'automne 1924 par un compositeur de vingt ans avec l'amour du premier grand ouvrage.

Cette messe devait être créée en l'église Saint-Roch le 10 juillet 1825. Dix ans plus tard, Berlioz en fit don au violoniste belge Antoine Bessems (1809-1868), et s'il brûla une partition, c'est peut-être celle qu'il réalisa en vue de la seconde exécution, à Saint-Eustache, le 22 novembre 1827, et dont il sauvegarda seulement le *Resurrexi*.

Une découverte de cette envergure ne manque pas de soulever des questions de propriété et de droit international assez délicates à négocier pour sauvegarder les intérêts des uns et des autres. Le secret fut donc bien gardé pendant un an. Jusqu'à la création française (le 7 octobre prochain dans l'église de Vézelay, par le chœur et l'orchestre de la Philharmonie de Cracovie, sous la direction de Jean-Paul Penin), la partition est tenue soigneusement hors des regards indiscrets.

Mais, à travers les déclarations de Hugh MacDonald, on peut déjà se faire une idée de l'intérêt et du contenu de l'ouvrage. Quatorze mouvements, une heure et demie de musique et la présence, dans la partition, de motifs qui se retrouvent dans la *Symphonie fantastique*, le *Requiem*, *Benvenuto Cellini* et le *Te Deum*.

On pourrait craindre que la

reconnaissance de ces fragments déjà entrecroisés dans un autre contexte empêche d'apprécier la messe pour ses qualités intrinsèques. Pourtant, Jean-Paul Penin, chef permanent de la Philharmonie de Cracovie, est formel : « Les emprunts ultérieurs de Berlioz à cette œuvre de jeunesse ne représentent qu'une partie limitée de la partition et, à côté de cela, on trouve des pages magnifiques, parfaitement abouties et originales. L'écriture vocale et orchestrale est parfaitement maîtrisée, adaptée à l'acoustique particulière des églises. Non seulement cela doit bien sonner, mais ce devrait être flatter et séduire pour l'auditeur. »

## Talent exceptionnel

Si l'on en juge par extrait du *Credo* et du *Resurrexi*, publiés en 1902, et dont le *Tubo Mirum* du *Requiem* est directement issu, on par la maîtrise dont Berlioz fait preuve dans la *Scène de la révolution grecque*, postérieure de quelques mois à cette messe solennelle, on peut être tenté à tort de le rassurer, non seulement sur l'originalité de l'invention, mais encore sur les qualités professionnelles du compositeur.

Il n'avait pourtant reçu à cette époque que quelques leçons, en privé, de Le Sueur et d'un de ses élèves, Hyacinthe Gerone, mais il avait aussi beaucoup fréquenté l'Opéra et la bibliothèque du Conservatoire. Surmont, il avait été mis en demeure par ses parents de faire la preuve de ses capacités musicales dans les plus brefs délais. En outre, la composition d'une messe était pour lui l'occasion idéale de montrer que la carrière artistique ne menait pas à la damnation éternelle dont sa mère voulait le préserver en s'opposant à sa vocation.

La proposition était venue du maître de chapelle de Saint-Roch : il s'engageait à faire copier l'ouvrage par ses enfants de chœur qui l'exécuteraient le jour de la fête des Saints-Innocents. Il fut plus difficile de recruter des instrumentistes, et la répétition tourna court, en décembre 1824. Après avoir sollicité un prêt de Chateaubriand, qui s'excessa, Berlioz accepta qu'un de ses camarades lui avancât 1 200 francs pour payer l'orchestre.

La création, à Saint-Roch, sous la direction du chef d'orchestre de l'Opéra, Henri Valentin, convainquit non seulement Le Sueur du talent exceptionnel de son protégé, mais encore attira l'attention de Cherubini, directeur du Conservatoire, où Berlioz n'était pas encore officiellement inscrit. C'est lui qui l'engagea à le faire. Mais l'engagement le plus mémorable lui vint d'une cantatrice, Mme Lebrun, qui s'exclama, en lui serrant la main, dans la langue du marquis de Sade : « F..., mon cher enfant, voilà un O salutaris qui n'est point piqué des vers, et je défie tous ces petits b... des classes de contrepoint du Conservatoire d'écrire un morceau aussi bien ficelé et aussi ornementé religieusement. »

GÉRARD CONDÉ

► Une présentation commentée, à deux plans, de la messe solennelle de Berlioz a eu lieu le 10 juin à Paris, à 11 heures, dans les églises de la Salle Gaveau. La création publique aura lieu le 7 octobre, à l'église de Vézelay, dans le cadre de l'association Opéra d'automne, festival de ville, BP 48, 21140 Samur-aux-Auxois, tél. : 80-97-01-11, fax : 80-97-08-26.

## L'ascension de Cesaria

La chanteuse cap-verdienne est à l'Olympia. Une réussite exemplaire

CESARIA EVORA A l'Olympia

Il y a encore un an, Cesaria Evora n'avait, a priori, aucune chance d'évoluer sur le marché discographique français : le regard de travers, la démarche de guingois, elle débarquait de l'île de São Vicente avec, comme bagage, son criolo portugais, ses fous rires et sa cinquantaine bien vécue. Il n'avait pas de quoi accrocher un programme radio. Mais elle arrivait aussi avec des *mornas*, des chants d'une nostalgie à vous couper le souffle, une voix à fendre l'âme, un humour simple et ravageur, un usage joyeux de la cigarette et du cognac.

Avec *Miss Perfumado*, l'album sorti en novembre 1992 dont on aura beaucoup entendu le titre-phare, *Sodade*, elle s'achemine aujourd'hui vers le disque d'or (100 000 exemplaires vendus). Une performance tout à fait exceptionnelle pour une Africaine, mais aussi pour une maison de disques, le label indépendant Celluloid/Mélodie. Pour l'heure, Cesaria est en tournée et pour deux jours à l'Olympia. Une consécration. Elle essaie de se familiariser avec nos usages (les rappels, l'humour constant, les applaudissements), s'étant de notre goût pour elle, et s'apprête enfin à acquiescer une maison à elle au Cap-Vert.

Sorti en France en 1988 dans la collection « Musique du monde » de Buda Records, un premier album, *Voix du Cap-Vert*, Cesaria Evora, la diva aux pieds nus, distribuée par Mélodie, s'était vendue à environ 1 500 exemplaires. Lors d'un voyage au Cap-Vert organisé autour du groupe Finapop, qu'ils cherchaient à lancer en France, des membres de l'équipe Celluloid/Mélodie découvrent Cesaria Evora, qui vit dans le plus grand dénuement à Mindelo, malgré le respect qu'elle inspire aux Cap-Verdiens.

Si *Distinto di Bilite* (Luso-Africa/Mélodie) est encore marqué du sceau du marché cap-verdien (synthétiseurs, boîtes à rythme, rythmes « zombas »), l'album suivant, *Mor Azul*, produit par Celluloid/Mélodie, est résolument acoustique. Et la mayonnaise prend, d'abord mise en route par la presse écrite, relayée par les radios périphériques. Le titre *Mor Azul*, accompagné par un clip fait de bric et de broc, qui aura coûté la somme dérisoire de 40 000 francs, fait son entrée dans la cour des grands. Encore plus acoustique, encore plus sensuelle, *Miss Perfumado*, enregistré à Paris, se glisse dans son sillage.

Europe 1, Europe 2, Nostalgie, RTL, réputés difficiles, s'avèrent aux *blues* et la personnalité de Cesaria. Ses clips, dont le prix monte, passent régulièrement sur le petit écran. *Sodade* (200 000 francs) atteint sur M6 un taux de rotations maximal (six passages par semaine) pendant quatre mois. *Angola* (345 000 francs), une *coladeira* enlevée, dont une version remixée et musclée vient de sortir en CD single s'affiche chaque jour à l'écran. Le mensuel *Actuel*, qui fait sa couverture de juin sur la chanteuse, qualifie le titre « abusivement, tant la qualité en est supérieure à celle de l'album de l'été 93 ».

Et pendant ce temps, le bouche à oreille continue. Et un accord signé avec la société Arcade, spécialisée dans la distribution dans les grandes surfaces, va permettre à *Miss Perfumado* d'aborder les étagères des supermarchés dans les semaines qui viennent. Si l'opération marche, Cesaria Evora et son label français auront prouvé qu'il est possible d'atteindre au succès sans multinationales et sans FM formatées.

VERONIQUE MORTAIGNE

► Les 11 et 12 juin à 20 h 30. Olympia, 28, bd des Capucines, Paris (9<sup>e</sup>). Tél. : 47-42-25-49. Album : *Miss Perfumado*, 1 CD Celluloid/Mélodie.

## ARTS

## Tout nouveau, tout frais

Une exposition de groupe d'un genre inédit pour amateurs de pêche aux talents

JOURS TRANQUILLES A Clichy

au 40, rue de Rochechouart

C'est une exposition qui ne se tient ni dans un musée, ni dans un centre culturel, ni dans une galerie — mais dans un appartement, au troisième étage d'un immeuble banalement bourgeois. C'est une exposition qui n'est organisée ni par un conservateur, ni par un commissaire, ni par un marchand — mais par des artistes. Pourquoi ? Parce que le principe des expositions de groupe — un artiste, une œuvre — n'est plus guère à l'honneur alors que ces rassemblements favorisent découvertes et comparaisons, alors que l'histoire de l'art depuis le siècle dernier compte nombre de ces manifestations militantes, décidées quand le système officiel se révèle timoré ou indifférent.

Que voit-on à « Jours tranquilles à Clichy » ? Une cinquantaine de peintures, sculptures, photographies et vidéos signées par autant d'artistes français, américains, allemands ou japonais. Leurs points communs ? N'être d'aucune école, d'aucun mouvement d'art et déjà établi. La jeunesse encore — hors quelques « grand anciens » invités, Aurélie Nemours, Eugène Leroy ou Etienne Martin. Quelques-uns jouissent déjà d'une notoriété peu douteuse : ainsi Philippe Favier, Helmut Domer, Joel Fisher, Vladimir Skoda, Jonathan Lasker, Camille Saint-Jacques et Alain Kirili, ce dernier étant le maître d'œuvre de l'exposition.

D'autres la méritent désormais, si l'on en juge d'après la pièce qu'ils ont choisie de présenter. Tel est le cas d'Anne Rochette, auteur d'une fort belle et puissante sculpture de sel et de pierre grise. Tel est encore celui de peintres new-yorkais que les amateurs parisiens n'ont guère eu jusqu'ici l'occasion d'apprécier. Ils se nomment Melissa Kretschmer, David Row ou Paul Bloodgood et, comme disent jadis les guides touristiques, ils valent vraiment le détour.

PHILIPPE DAGEN

► Jours tranquilles à Clichy, 40, rue de Rochechouart, asc. A, 3<sup>e</sup> étage, 75008 Paris. Tél. : 48-78-57-86. Jusqu'au 27 juin.

► Installations Vidéo, danse et cinéma au Palais de Tokyo. — Les 12 et 13 juin, au Palais de Tokyo, l'association Arts 3 000 organise une rencontre autour des multiples courants d'expression de l'installation vidéo. Trente-deux artistes présentent leurs œuvres de lang d'une manière aménagée dans une douzaine d'espaces. Complétant ce panorama de l'image en scène, le chorégraphe Jean-Marc Mats et sa compagnie K-Dance présenteront en soirée *Jo*, un spectacle alliant la danse et l'image.

► Imagen en scène. Palais de Tokyo, 13, avenue du Président-Wilson, Paris XVI<sup>e</sup>. Tél. : 47-04-24-24. Renseignements sur le 36-15 Arts 3000.

## CINÉMA

## Impressionnante maîtrise

L'ODEUR DE LA PAPAYE VERTE de Tran Anh Hung

Cela ne se passe pas au Vietnam, pays d'origine du réalisateur, des interprètes, des personnages, des accessoires. Cela ne se passe pas en France, pays de résidence du réalisateur, où est né le studio dans lequel le film a été tourné, où il a été produit, et récompensé le mois dernier d'une Caméra d'or (prix attribué au meilleur premier film lors du Festival de Cannes). Cela se passe au pays des images, des sons et du temps, c'est-à-dire au pays du cinéma.

Qu'est-ce qui s'y passe ? L'histoire très simple de Mui l'enfant

fournis, des meubles. Une liturgie de postures, de farces de gamins et de douleurs secrètes, de repas servis et mangés, de gens qui jouent de la musique. Rien de compliqué dans cette icône successive d'images, ni fétichisme ni exotisme de pacotille, mais un travail d'une impressionnante maîtrise, à l'effort de la part d'un débutant. Un travail qui s'apparente peut-être plus à celui d'un sculpteur qu'à celui d'un cinéaste. Le réalisateur s'est inventé une manière à lui, faite de durée et d'objets, qu'il taille de sa caméra précise pour lui donner les contours de son récit.

L'odeur de la papaye verte est sans conteste un film réussi, au sens où il atteint pleinement les



Lu Men San, dans l'« Odeur de la papaye verte »

servante, employée d'une riche famille saïgonnaise en 1951, puis dix ans plus tard envoyée au service d'un jeune bourgeois esthète qu'elle séduira et épousera. Ce conte de la condition indochinoise est « réécrit » en plans lents et calmes, centrés sur les objets et les gestes quotidiens, tissés de liens traditionnels et de métissage accepté avec les « ajouts » coloniaux. A peine si, sur la bande-son, le discret passage d'un avion au début de chaque époque signale que les jets américains ont, en 1961, remplacé les Dakotas français. A peine s'il est question d'un couvre-feu, là-bas, dehors, à l'extérieur des deux maisons et de la cour où pratiquement tout se passe.

Et il se passe beaucoup de choses : des conflits, des révélations, des drames intimes, des petites et des grandes jalousies. Tran Anh Hung montre des légumes, des

buts qu'il s'assigne. C'est aussi un film à la limite de l'étouffement. Parce que l'emprise absolue du maître en scène est toujours un exercice du pouvoir, sur le film, sur les personnages, sur les spectateurs. On n'est pas certain d'avoir envie d'habiter un « pays du cinéma » soumis à ce régime. Et aussi parce que l'« autre pays », ce Vietnam qui occupe une place si importante et si singulière dans l'histoire et dans notre imaginaire, réside tout de même aux alentours de l'écran.

Tran Anh Hung revendique le droit de tourner le dos à ce Vietnam-là, à cette réalité datée et située. Mais son film court des lors le risque de ressembler au végétal ambigu du titre, légume quand il est vert, fruit quand il est mûr, et des blessures duquel ne s'échappe qu'un sang blanc.

JEAN-MICHEL FRODON

## Ciné-adultère

Une comédie enjouée de Claude Lelouch portée par les bons et les mauvais démons d'un cinéaste qui se met tout entier dans ses films

TOUT ÇA... POUR ÇA ! de Claude Lelouch

On pourrait raconter le trentième film de Claude Lelouch comme ceci : les aventures de deux groupes de personnages, qui vont finir par se croiser. Le premier groupe comprend essentiellement des gens de justice. Les époux, Fabrice Luchini et Marie-Sophie L., sont avocats. Francis Huster est juge, marié à l'ancienne danseuse, Alessandra Martines, et amant de Marie-Sophie L. Les amants, ne se décidant ni l'un ni l'autre à briser eux-mêmes leur couple légitime, organisent un week-end à quatre, à la montagne, au cours duquel ils comptent jeter dans les bras l'un de l'autre leur conjoint respectif.

Le second groupe est composé de trois hommes sans femme : le comédien Jacques Gamblin, en l'occurrence, dont le rôle est d'être un taxi, Gérard Darmon, est maître, Vincent Lindon, le garçon de café trop joueur, a lassé la sienne. Et Evelyn Bonin, épouse adulée du petit comédien Jacques Gamblin, préfère le passe-doble dans les bras d'un crooner de station thermale. Réniss par hasard, le barman, le fagot et le taxi pratiquent avec entrain et imagination l'escroquerie à la petite semaine, à Paris puis dans le Midi. Au terme du récit alterné des tribulations de ces deux bandes, le juge Huster dirigera le procès des « Pieds nickelés », défendus par Luchini et Marie-Sophie L.

On retrouve les constructions centrées chères à Lelouch-le-vitruvien, la direction complice des acteurs, son penchant, toujours aussi vif, pour les grands mouvements de caméra. Et les habitudes rituelles. S'y ajoute, et c'est moins courant chez l'auteur d'*Un homme et une femme*, un sens de la comédie, du geste burlesque et du mot d'humour, d'une légèreté qui fait heureusement contrepoint aux imposantes ambitions de son précédent opus, la *Belle Histoire*.

Mais *Tout ça... pour ça !* pourrait

La liste des suites parisiennes ou autres projets des films sortis le mercredi 9 juin figure page 16, sous deux autres éditions Rhône-Alpes.

également se raconter ainsi : les aventures de deux types de personnages qui vont finir par se mêler. Ceux du premier type appartiennent au théâtre. Parce que le rituel judiciaire, dont ils sont les servants, rappelle, par sa disposition spatiale, ses costumes, ses mots codés, celui de la scène. Et parce que leur comportement matrimonial se situe explicitement entre Marivaux et Feytaud, avec d'un côté ajouté à l'opérette, lors d'une scène de ménage.

## Entre théâtre et réalisme

Du théâtre donc, même si Claude Lelouch, qui a toujours, pour le meilleur et pour le pire, un côté « Monsieur Plus » du cinéma, ne saurait filmer cette comédie des fans-semblants ailleurs que dans des paysages grandioses sur des cimes enneigées du mont Blanc, en l'occurrence (dont, c'est inhabituel de sa part, il ne semble pas bien savoir quel faire, comme si l'ampleur de l'espace était trop étrangère à la situation dramaturgique). Autre adjutant : l'emploi insisté d'un vocabulaire salace, en particulier par Fabrice Luchini — « clou » du film pris dans la tenaille qui lui fait désormais réussir, à chaque apparition à l'écran, des numéros d'acteur de plus en plus éblouissants, mais où il semble de plus en plus seul, détaché de ses partenaires.

Les personnages du deuxième type, les trois célibataires, sortent, eux, de la vie, de la réalité. Leurs métiers (le taxi, le maître, le garçon de café), leurs humeurs, leurs tracasseries, leur solitude alimentent un cinéma du quotidien, un cinéma né dans les pages faits-divers de la presse populaire, qui eut jadis son heure de gloire sous le label du « réalisme poétique ». Lelouch y fit déjà des incursions, notamment avec *Smic, Smac, Smoc*, dont Lindon, Darmon et Gamblin rappellent les protagonistes. *Tout ça... pour ça* devient ainsi une illustration explicite du cinéma selon Lelouch, comme lien de télescopage entre théâtre et réalisme, entre conventions du spectacle et mouvement imprévisible de la vie.

Si l'idée n'est pas très originale, la particularité et l'intérêt de Claude Lelouch, « l'homme-cinéma », a toujours été d'en être pas-

sionnement, parfois follement habité. Le « ça » du titre, plus que la gaudriole évoquée par l'affiche, c'est bien le cinéma, dans lequel il investit tout, au point qu'il ne semble plus distinguer la vie du film. D'un l'un des aspects les plus déplaçants du dit film, pas nouveau chez le réalisateur, mais ici poussé à l'extrême : sa manière d'habiller ses personnages sa dernière trouvaille féminine, Alessandra Martines bénéficie des atouts d'un grand couturier quand les autres femmes ont droit à des nappes de sobrettes, le scénario prévoit de la demander à moult reprises pour faire advenir la piastrique, d'ailleurs fort avenante, de la dame.

Cette confusion, cette absence de distance, sont également responsables du final-catastrophe d'un film qui avait jusqu'ici dansé avec adresse d'un côté à l'autre de la ligne de démarcation. Prêtant l'oreille à ses mauvais démons, Claude Lelouch (qui sentait en cela le contraire d'un Jacques Rivette, grand explorateur de la frontière entre la scène et le monde à la lumière d'une éthique rigoureuse), intervient soudain les rôles, mélange le théâtre, le cinéma et la vie en un bruissement d'ailes et, sous prétexte de bonnet final, sacrifie sur l'autel d'un pirandellisme mi-potache mi-prétentieux ses belles arabesques.

JEAN-MICHEL FRODON

► Mort de l'actrice américaine Alexis Smith. — L'actrice américaine Alexis Smith, l'une des vedettes du cinéma hollywoodien des années 40 et 50, est morte à Los Angeles (Californie) le 9 juin des suites d'un cancer. Elle était âgée de soixante-deux ans. Originaire de Colombie-Britannique (Canada), Alexis Smith avait obtenu son premier grand rôle en 1940 dans *Gentleman Jim*, de Raoul Walsh. Elle a eu pour partenaire Humphrey Bogart dans *La mort n'est pas un rendez-vous* (1947), de Curtis Bernhardt. Joseph Losey devait lui donner ses meilleurs rôles avec *Quand la bête s'éveille* (1954) et, après une longue éclipse, la *Truite* (1982).

## Un burlesque

## La façon de voir le monde

## Le Monde



# CULTURE

## THÉÂTRE

### Un burlesque de l'enfer

La mise en scène abrupte d'Alain Milianti sauvegarde secrètement le rire noir de Strindberg

LE PÉLICAN  
à l'Odéon

Un modèle de famille : la mère, le père, deux enfants - une fille et un garçon. La voisine d'August Strindberg : la mère hait le père, elle lui vole l'argent de la nourriture, du chauffage, des vêtements. Le peu d'aliments convenables qui atteignent la cuisine, elle les dévore seule. Les deux enfants, sous-alimentés, sous-chauffés, sont malades (la fille est claudicante dans sa chambre). La mère rejoint, dans des chambres d'hôtel, des hommes, jusqu'à un jour où elle s'attache à l'un d'eux. Elle part vivre avec lui, emmenant sa fille. Le mari passant à l'action, elle oblige l'homme à épouser sa fille. Le soir du mariage, ce gendre particulier roue sa jeune femme de coups.

Le père meurt, laissant à son fils une lettre disant que sa femme l'a assassiné. L'ami-gendre se met à traquer la mère-veuve comme une chienne : elle se tue en se jetant par une fenêtre. Le frère met le feu à la maison de famille : il s'y laisse brûler, avec sa sœur, et il dit, avant de mourir : « Maintenant commencent les vacances d'été. » Cette pièce, *Le Pélican*, est, comme toute pièce de Strindberg, construite « à sec », sans enlaidir entre les pierres. La parole va droit au but. *« Crapule ! »*, dit la mère à son gendre et amant.

« La ferme, vieille pécore ! », lui répond-il (la traduction nouvelle de Michel Vitez est de toute confiance). Ce sont les deux jeunes, la sœur et le frère, Gerda et Fredrik, qui disent le fin fond de l'œuvre. Gerda : « Les gens disent qu'on est méchant dès qu'on dit ce qui est vrai, alors j'ai appris à me taire, j'ai appris à dire ce que je ne pensais pas, alors j'étais prête à entrer dans la vie. » Et Fredrik, plus ferme : « Mon mépris pour la vie, l'humanité, la société et moi-même est à ce point infini que je ne veux même plus me donner la peine de vivre. »

Alain Milianti, qui met en scène le *Pélican*, présente la soirée comme un « jeu de massacre... Une mère, c'est sacré ? Allez, feu ! La famille, tabernacle de la religion sociale ? Encore, feu ! ». Et il est vrai que, pour Strindberg, l'épouse n'a jamais pu être autre chose que l'ennemi. Toute page de Strindberg exprime une douleur et une fureur. Mais un « jeu de massacre », c'est trop simple. Strindberg sait que le couple de la femme et de l'homme, de la mère et de l'enfant, jamais ne disparaît que ce soit chez la ménagère, l'épouse, ou l'homme.

Strindberg est un souffrant. Il souffre de ce qu'un rien suscite, entre amants et entre parents, la haine, le mépris, un instinct de meurtre. Mais sa douleur obsessionnelle n'est pas déterminée par l'in-

terdit social et familial de harceler, d'insulter, de coïsser, de tuer, et par l'incofort de l'hypocrisie. C'est plutôt que la haine et le meurtre ne cessent pas pour autant de pointer, de relancer. Ils sont là, il faut faire avec. Et tout un chacun ne dispose pas, comme Strindberg, d'assassins de relais : les pièces de théâtre.

Il y a, dans la violence brute, une touche de grotesque. Même un homme aussi retenu que Franz Kafka frôle le grotesque quand, pour avoir lu une phrase de Strindberg, il « se jette à toute vitesse d'un mur à l'autre de sa chambre », comme il nous le dit par écrit (mais il n'y avait personne, dans la chambre). Ce grotesque est, la plupart du temps, évité. Chez Alain Milianti, sans bien sûr déclencher des rires, il n'est jamais loin, tapi, tendu, en particulier dans l'interprétation de Gerda, la fille, qui semble s'inspirer des bandes dessinées de Claire Bretecher, de ses manières hanches.

Superbe décor fait de deux grands murs courbes, rouge sang, percés de baies noires donnant sur un vide, sur un infini. C'est l'*« Inferno »* cher à l'auteur, le val accendé théâtral de l'irréalisme direct. Christiane Cohendy sculpte très finement, très sensiblement, les signes voilés, tremblés, du Mal, le Mal de la mère dont Strindberg ne dit pas le pourquoi, ni l'origine, et elle donne très bien cette névralgie, ce cancer tenu

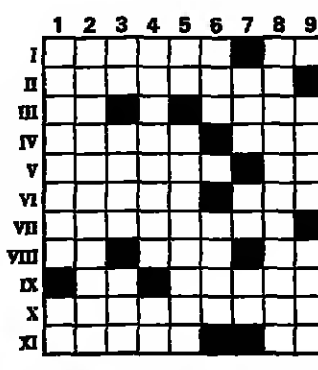
secret, qui file vers le saut par la fenêtre. Jean-Paul Bordes (Fredrik, le frère), ici comme dans chacun de ses rôles, fait presque toucher du doigt tous les accidents d'un paysage humain, arbres et maisons d'une vie, et cela en toute retenue, comme s'il passait juste, ou comme si l'ange de l'expression « un ange passe » était plus pervers qu'on ne croit.

Agnès Dewitte sait interpréter Gerda, la sœur, avec cette maîtrise du « burlesque à fleur d'eau » que nous disions. Didier Mahieu est le très méchant gendre-amant, il traverse l'enfer avec un gourdin au poing, lui ne cache pas son jeu, il est là pour ça. La domestique traitée par la mère comme une bête est jouée par la grande Isabelle Sadoyan-Bonise, et c'est peut-être là le coup de cœur du spectacle, parce qu'il suffit qu'Isabelle Sadoyan apparaisse, de loin, en cheveux gris et robe noire, pour qu'un mystère poignant, l'art magique de l'acteur, soit là, nous saute au visage, - lumière calme, partage, simplicité souveraine, et le souvenir de toute l'histoire si belle du Villendanne de Planchon jeune... autrefois.

MICHEL COURNOT  
► Odéon Théâtre de l'Europe, place de l'Odéon, 75006 Paris, du mardi au samedi à 20 h 30. Dimanche, 15h. Jusqu'au 2 juillet. Tél. : 44-41-36-36.

# MOTS CROISÉS

PROBLÈME N° 6059



Emanation de l'être. - 7. Il est malaisé d'en venir à bout. Cours ébréché. Article. - 8. Moments d'abandons. - 9. Le théâtre de la première chute. Nappe.

Solution du problème n° 6058

Horizontalement  
I. Imbuvable. - II. Narration. - III. Cruauté. - IV. Or. Envi. - V. Monnaie. En. - VI. Pneu. Tard. - VII. Es. Maître. - VIII. Aveux. - IX. Epée. Elée. - X. Narcose. - XI. Trou. Sus.

HORIZONTALEMENT

1. Chanter. Coupe la poire en deux. - 2. Donne un certain panache. - 3. Abréviation. Ne se trouve qu'à certains rayons. - 4. Une manière de faire des signes pour prendre le parole. Pièces. - 5. Vous en êtes un autre ! Préposition. - 6. N'est donc pas uni. Cale de nevre. - 7. A donc été répété. - 8. Article étranger. Tombe plus d'une fois des nues. Point répété. - 9. En hiver. Rougit quand on tire deessus. - 10. Anciennes pièces romaines. - 11. Peut être assimilée à une chaîne. Désigne un chef d'Etat.

VERTICALEMENT

1. Retient le plus dur. D'un auxiliaire. - 2. Parfaite exactitude. - 3. Pour certains, c'est de l'argent. Terme de loi. File ventre à terre. - 4. Pique avec des pointes. Jalon. - 5. Terme musical. Permet donc d'intervenir. - 6. Englobe le menu fretin.

DU 9 AU 19 JUIN  
**La Leçon de Composition**  
Luc Ferrari  
Henry Dutilleul  
Un concert-spectacle de la Muse en Circuit  
THÉÂTRE PARIS-VILLETTE

## La façon de voir le monde

La Biennale Jeunes Publics de Lyon a ouvert ses portes

LYON

de notre bureau régional

En dix jours, sont attendus près de treize mille spectateurs et plus de trois mille professionnels, venus de marchés en colloque, rencontres et spectacles, prendre le pouls de ce théâtre sorti de son ghetto infantile-scolaire. Créée en 1977 par les directeurs du Théâtre des Jeunes Auteurs (TJA), Maurice Yaudet et Michel Dieudonné, la Biennale Jeunes Publics de Lyon offre, entre créations, premières visions ou reprises, vingt-trois spectacles.

Dans la petite salle du théâtre des Ateliers, un homme jongle avec des mobiles comme s'il s'agissait de trappes. Ce court spectacle est hommage à Calder et est proposé par l'Américaine Mary Hall Surface, et interprété, trop prosaïquement peut-être, par Kevin Reese. S'adressant à l'imaginaire des enfants, il pose joliment et simplement les problèmes des rapports entre l'art et la réalité à travers le mouvement.

D'autres artistes cherchent davantage à dépasser le cadre « jeune public ». Encore faut-il ne pas se transformer en un médiocre théâtre pour adultes, comme le fait la compagnie lyonnaise Cœur d'Artichaut dans sa nouvelle création, *Le Pont*, sur un texte de François Chénal : deux hommes se retrouvent de part et d'autre d'une rivière, en attendant un moyen de traverser. Le thème (la difficulté de communiquer) n'est pas nouveau, la situation est convenue, le ressort théâtral mine.

Emmanuel Demarcy-Mots s'est choisi de monter *l'Histoire du soldat* : il a rajouté quelques fragments du conte original au texte de Rimski et retranché la musique de Stravinski. L'œuvre y perd son ton aigre et grinçant, écrit à la pointe sèche. Reste un espace scénique assez bien maîtrisé, mais une absence d'invention un peu décevante chez un jeune homme de vingt-deux ans, qui signe sa pre-

mière mise en scène. Charlie Degotte (*L'Atelier Sainte-Anne* de Bruxelles) a fait le pari, dans *Yz, tout Shakespeare*, de traiter trente-six pièces du dramaturge anglais en une heure vingt.

La gageure est à moitié tenue, dans un montage qui navigue entre Beany Hill et les Moody Python. C'est moins pérorant que ne le laisse supposer en début le livre explosant entre les mains des acteurs, mais ce type de spectacle, sur la lancée du rasoir, dépend beaucoup des réactions de la salle. Nulle réaction chez les enfants avec *La Vie intime de Luna*, un texte de Clarice Lispector adapté et mis en scène, à l'invitation du TJA, par José Caldas.

La musique, le chant se mêlent à la comédie pour dire l'inquiétude, la peur, l'atmosphère de celui qui vient d'ailleurs. A cette gravité légère à la brésilienne, s'oppose la robustesse belge : les baladins du Miroir, étonnante troupe foraine dirigée par Nela Paxinn, donnent avec *Commedia*, adaptation de *l'Amour des trois oranges*, une leçon d'engagement collectif qui séduit, et conquiert. Le public, enfants comme parents, a de la peine à s'arracher au chapiteau et aux roulettes qui transportent le théâtre de porte en porte.

Tout Festival réussi engendre son « off ». A la Croix-Rousse, la salle des Clochards oïstes accueille plusieurs compagnies. A Villeurbanne, Christiane Vericel met les enfants sur la scène. Son dernier spectacle, où la musique de Louis Sclavis joue à Satie et à Debussy, s'inspire des impressionnistes : une merveille de tendresse et de drôlerie, qui parle d'amour, de jalousie, de pouvoir. Les jeunes comédiens du *Moindre regard* ont bien retenu la leçon de Mary Hall Surface dans *Perfect Balance* : « Il faut capturer la façon dont on voit le monde. »

PIERRE MOUINIER  
► Jusqu'au 14 juin. Renseignements et réservations : 72-07-93-94.

## DANS UN MONDE OÙ PRIME LA PERFORMANCE, LE GROUPE SNECMA FAIT GAGNER AIRBUS, LE RAFALE... ET LES FORMULE 1.

Quatre milliards de francs

investis en recherche, développement et industrialisation... Plus de 25 % du chiffre d'affaires !

Pour figurer dans le groupe de tête des spécialistes mondiaux de la propulsion aéronautique, l'innovation est une nécessité.

Snecma maîtrise l'ensemble des technologies de la propulsion, mais la compétition est telle que l'effort doit être continu tirant profit des compétences complémentaires des différentes composantes du groupe, ouvrant parfois au sein de partenariats internationaux, les équipes de R&D Snecma font évoluer en permanence les programmes civils et militaires existants pour toujours mieux répondre aux besoins des constructeurs, des compagnies et des forces armées.

29 avril 1993, ciel clair en Méditerranée. Quelques part au large de Toulon, le Rafale M01 effectue une approche impeccable et apporte pour la première fois sur le Foch. Les deux moteurs M88 qui propulsent sont équipés de calculateurs à pleine autorité qui permettent au pilote de pratiquement "oublier" ses moteurs pour se consacrer entièrement à sa mission. Dernier né des moteurs militaires et entièrement conçu et fabriqué par Snecma, le M88 met en oeuvre quelques-unes des technologies de pointe développées par le

Groupe : le disque de turbine est réalisé en métallurgie des poudres, les aubes de turbines sont à structure monocristalline refroidies, les volets froide de tuyère et le canal aux trois trol du moteur sont en matériaux composites...

Les matériaux composites, justement : la SEP, une société du groupe Snecma - qui assure la propulsion des fusées Ariane, a inventé un matériau nouveau : le SEPCARB. Ce composite carbone-carbone, aussi léger que résistant, est utilisé pour les freins qui équipent les Airbus de même que les volants de Formule 1.

Imaginer les bonnes réponses. Quand Snecma progresse, c'est toujours au bénéfice des utilisateurs. Grâce au concept de "familles" de moteurs, les compagnies aériennes

optimisent le nombre de pièces communes sur l'ensemble de leur flotte donc simplifient leur maintenance. Progressivement aussi, de nouveaux développements permettent chaque fois une consommation un peu plus réduite.

L'innovation, c'est un état d'esprit. De nombreuses entreprises ont engagé avec plus ou moins de succès, des démarches "créativité". Mais quand 780 dossiers sont déposés par le personnel en 1992 dans le cadre du "Prix de la Créativité", cela permet d'être très confiant dans la capacité d'innovation de l'entreprise. Un exemple : en collaboration avec l'Université Paris VII-ESPC, des ingénieurs de Snecma ont eu l'idée de transposer le technique de fragmentation des calculs

réseaux par ultrasons à la détection des défauts rencontrés sur les pièces tournantes en titane, ce qui renforcera encore la sécurité des moteurs. Snecma anime aussi de nombreux partenariats avec les scientifiques, les universitaires, les industriels pour participer activement à quelques-uns des grands programmes de recherche européens, dont Brite-Euram et Euclid... Au cœur de la recherche française, l'innovation Snecma est un état d'esprit qui se partage.

Disques de frein en SEPCARB : un matériau nouveau, métallique et résistant.

La rafale M01 propulsée par deux moteurs M88.

snecma

LES MOTEURS DU CIEL

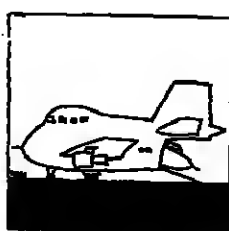
**Le Monde**  
Edité par la SARL Le Monde  
Comité de direction :  
Jacques Lesourne, président directeur de la publication  
Bruno Fraquet, directeur de la rédaction  
Jacques Gully, directeur de la gestion  
Manuel Lucbert, secrétaire général  
Rédacteurs en chef :  
Jean-Marie Colombani, Robert Solé  
(adjoints au directeur de la rédaction)  
Yves Agnès, Thomas Ferenzi,  
Philippe Herremann, Jacques-François Simon  
Daniel Vermet  
(directeur des relations internationales)  
Anciens directeurs :  
Hubert Beuve-Méry (1944-1989), Jacques Fauvet (1989-1992)  
André Laurens (1982-1985), André Fontaine (1985-1991)  
RÉDACTION ET SIÈGE SOCIAL :  
15, RUE FAUGUÈRE 75001 PARIS CEDEX 15  
Tél. : (1) 40-65-25-25  
Télécopieur : 40-65-25-99  
ADMINISTRATION :  
1, PLACE HUBERT-BEUVE-MÉRY 94852 IVRY-SUR-SEINE CEDEX  
Tél. : (1) 40-65-25-25  
Télécopieur : 49-80-30-10



# L'irrésistible industrie aéronautique

2





# LE 40<sup>e</sup> SALON INTERNATIONAL DU BOURGET

## L'irrésistible « déprime » de l'industrie aéronautique et spatiale

Le pire est-il encore à venir ou le danger est-il déjà passé ? A la veille du 40<sup>e</sup> Salon international du Bourget (Seine-Saint-Denis), que François Mitterrand devait inaugurer jeudi matin 10 juin et qui restera ensuite ouvert, tant aux professionnels qu'aux « fous » de l'aviation, jusqu'au dimanche 20 juin, le dilemme se présente dans ces termes. L'industrie aéronautique et spatiale dans le monde - qu'elle produise pour le client civil ou qu'elle travaille au bénéfice des militaires - connaît, depuis deux ans, une « déprime » de ses activités qui n'en finit pas de creuser le trésorier des sociétés, de décimer les effectifs, de solliciter l'assistance des Etats et de contraindre chaque « décideur » à des restructurations, si complexes que nul ne peut dire aujourd'hui jusqu'où le déclin ira et quand il cessera.

C'est un signe des temps. Mais, par rapport à l'exposition de 1991, les organisateurs du Bourget enregistrent, avec moins de mille cinq cent soixante-dix participants et une provenance de trente-huit pays différents, un recul de 10 % des exposants. Le commissaire général du salon, Serge Dassel, le PDG du groupe édité par son père, feint de ne pas attacher d'importance à cette dégradation. Optimiste de nature, il se contente de dire que, en temps normal, le monde aéronautique est suffisamment dynamique et déterminé pour « surmonter une période difficile ».

En réalité, le 40<sup>e</sup> Salon du Bourget est - davantage encore que les précédents - tourné vers les activités commerciales et vers l'espace. C'est probablement ce qui peut faire illusion.

Par rapport à l'exposition d'il y a deux ans, la discrétion des constructeurs militaires est, en effet, une nouveauté en 1993, à ce détail près, cependant, que les groupes d'armement n'ont pas cessé d'être de matériels d'occasion modernisés pour la circonstance - c'est-à-dire des équipements dits de « seconde main », complets ou en

kit avant même d'être assemblés - à des clients de plus en plus impécunieux. Mais, si le salon de 1991 avait été exceptionnel sur ce point, on le devait en partie à la volonté des Etats, impliqués dans la guerre du Golfe, de faire une démonstration de force de leurs matériels militaires et à celle de la Russie de reconstruire les pays occidentaux.

Aujourd'hui, la situation internationale a beaucoup évolué. Les marchés de défense marquent le pas, à l'exception de la zone Asie-Pacifique, et, contrairement aux craintes excessives des fournisseurs de l'Ouest qui aiment à crier au loup pour gagner le soutien de leurs gouvernements, le Russie, même en pratiquant des prix défiant toute orthodoxie financière, a du mal à convaincre la clientèle : qui peut prendre le risque de s'en remettre, pour ses propres besoins et pour le service après-vente, à des industriels russes qui ne sont pas assurés de tenir parole dans le contexte politico-économique du pays ?

### Un jeu de Meccano

Et si le secteur militaire s'avère si peu florissant pour au moins quelques années encore, d'ici à 1995 au plus tôt, que dire des marchés commerciaux ou spatiaux aussi peu porteurs ? Comment croire qu'ils puissent prendre le relais ?

Les compagnies aériennes sont exsangues : elles ne seraient plus sur le point d'annuler ou de reporter leurs commandes. Les Etats, qui financent l'espace et qui savent d'expérience combien cela leur coûte, ont d'autres investissements en tête, qui - en période de récession - ont la priorité budgétaire. Boeing, pour ne prendre que ce seul exemple, d'ici à 1994, d'un tiers, sa production civile. Les industriels en cause sont en surcapacité. Outre-Atlantique, ils licencient. Ils ferment des ateliers. Pris dans le même engrenage, les groupes français prévoient des diminutions d'effectifs qu'ils situent, pour les trois ans à venir, entre 30 000 et 50 000.

Devant des marchés en crise, face à des reconversions pour le moins délicates - qui demanderont du temps et des aides à la fois - et avec le risque de devenir délocaliser pour rester dans la compétition internationale, les constructeurs se sont lancés dans une politique de

restructuration tous azimuts. On doit à la vérité d'observer que le mouvement est, pour l'heure, assez désordonné et qu'il s'apparenterait plutôt à un jeu de Meccano ou de poupées gigognes.

Comme l'admet un PDG français, « tout le monde discute avec tout le monde », de part et d'autre de l'Atlantique, entre Européens de l'Ouest et de l'Est au-delà de ce qui fut jadis le « rideau de fer », entre Européens et pays d'Asie, et entre industriels relevant d'un même gouvernement national. L'objectif est de parvenir à mettre en commun - outre des marchés potentiels - des moyens d'études et de recherche, des équipes de techniciens et des technologies qui ne sont plus à la portée financière d'une seule entreprise ou d'un seul Etat, fût-il le plus puissant.

« Sinon, croit pouvoir prédire un industriel anglo-saxon, c'est un processus de sélection naturelle qui s'imposera et dont dépend la survie ou la mort de nombreuses entreprises ».

On comprend mieux, dès lors, pourquoi, entre Washington, c'est-à-dire essentiellement le Pentagone et le ministère du Commerce, d'une part, et Bruxelles, agissant au nom de la Communauté européenne, d'autre part, les couteaux sont tirés. L'Airbus, qui mène la suprématie de Boeing, y est un peu pour quelque chose. Mais, le blocage opposé par les Etats-Unis à toute tentative d'un groupe français - Aérospatiale ou Thomson - de détenir une société américaine, en est une autre illustration. Il serait pour le moins incohérent, en retour, que la France, partisan de privatiser certains groupes de ce même secteur, laisse, dans ces conditions, des investisseurs étrangers prendre le contrôle d'entreprises qui contribuent à la sécurité nationale et à l'indépendance de sa défense.

On saisit mieux, aussi, pourquoi, à l'exportation, c'est une lutte acharnée au point que, parfois, les chefs d'Etat ou les chefs de gouvernement sont transformés en « voyageurs de commerce », par les industriels, pour aider à placer leurs produits. En déclinant le Salon du Bourget, accusé d'être un rendez-vous d'expansions françaises, les Etats-Unis ont, de toute évidence, voulu discrediter des alliés devenus encombrants.

JACQUES ISNARD

## PHILATÉLIE

### Martyrs et héros de la Résistance

La Poste mettra en vente générale, lundi 21 juin, un diptyque comprenant deux timbres à 2,50 F et 4,20 F dédiés aux martyrs et héros de la Résistance. Ils représentent des bas-reliefs en terre cuite réalisés par Georges Jeanclos.



Ce thème a fait, par le passé, l'objet de nombreuses émissions. Ainsi, est paru, en 1945, un timbre marquant l'anniversaire de la destruction d'Oradour-sur-Glane. Et, surmuni, plusieurs séries se sont succédées en 1957, 1958, 1959, 1960 et 1961, reproduisant l'effigie de héros de la Résistance (Jean Moulin, d'Estienne d'Orves, Cavaillès, Riposte, etc.).

Les timbres, au format vertical 22 x 36 mm, mis en page par Michel Durand-Mégret, sont imprimés en héliogravure en feuilles de vingt-cinq.

► Vente anticipée à Suresnes (Hauts-de-Seine), les 18 et 19 juin, de 9 heures à 18 heures, au bureau temporaire « premier jour » ouvert au bureau de poste de Suresnes principal, 1, rue Sizéau.

► Vente anticipée à Lyon, les 18, 19 et 20 juin, de 9 heures à 18 heures, au bureau temporaire « premier jour » ouvert au bureau de poste de Lyon BP.

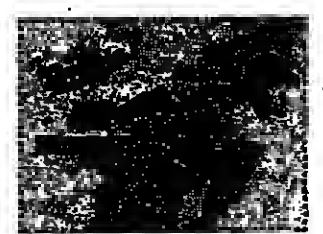
► Souvenirs philatéliques. - Le ministère des anciens combattants et victimes de guerre met en vente deux souvenirs « premier jour » illustrés par Georges Jeanclos : enveloppe sur soie, 20 F ; encart, 40 F (renseignements au (1) 48-76-11-35, poste 21-58).

► Une carte postale illustrée représentant la maquette du diptyque est en vente au prix de 2 F dans tous les « Points-philatélie » et par correspondance auprès du Service philatélique de La Poste, 18, rue François-Bonvin, 75758 Paris Cedex 15.

► Rubrique réalisée par la rédaction du mensuel Le Monde des philatélistes, téléphone : (1) 49-60-33-28. Spécimen récent sur demande contre 15 F en timbres.

### En filigrane

► Ronald Reagan en joueur de baseball. - L'ancien président des Etats-Unis Ronald Reagan apparaît sur un bloc-feuillet



émis le 25 mars par la Gambie dans une série consacrée aux grands classiques du cinéma ayant le baseball pour sujet. Il est représenté incarnant le champion Grover Cleveland Alexander dans un film de 1952 intitulé *The Winning Team*.

► Vente. - Vente à prix nets La Poste du Village (A. Reboulot

à Rennes, tél. : (161) 99-79-27-02. Au catalogue, plus de mille lots où les marques postales tiennent la vedette. Egalement, cachets d'essai de février 1928, rubriques poste maritime, franchises et contre-seings, ballons montés.

► Entiers postaux et philatélie thématique. - Un ouvrage intitulé *L'utilisation des entiers postaux et apparentés dans la philatélie thématique* vient de paraître sous la signature de J. A. Desimpelaere. Tout au long des 310 pages illustrées en noir et blanc de cette véritable encyclopédie, l'auteur permet aux néophytes de se familiariser avec des termes tels que « échocards », « aérigraphes » et de faire la différence entre carte-lettre publicitaire, timbré sur commande, entier postal éditée, etc. (en vente, 1 400 francs belges, auprès de l'auteur, J. A. Desimpelaere, Eff Novembriaan, 18-B-8830 Rekken, Belgique).

Le Monde SANS VISA

## Deux cents avions et hélicoptères exposés

Plus de deux cents avions et hélicoptères - dont soixante-dix présentés en vol - seront exposés au Bourget où le public n'est admis que les vendredi 11, samedi 12 et dimanche 13 juin, et les samedi 19 et dimanche 20 juin entre 9 h 30 et 18 heures (pour un prix d'entrée de 45 francs).

En dépit des conseils de la CIA les mettant en garde contre des risques d'espionnage, plus de trois cent cinquante sociétés américaines sont présentes, c'est-à-dire deux fois moins que les Français mais trois fois plus que les Anglais.

Face à un F-16 américain, au Rafale français et aux nouveaux Airbus européens A-321, A-330 et A-340, les Russes arrivent en

force, avec les avions civils TU-204 et IL-96 (une cellule russe et une motorisation) anglaise ou américaine, le Yak-58 (en coopération avec la Géorgie), les hélicoptères KA-50 et Mi-28, et des avions de combat MIG-28 et SU-27.

Dans le domaine de l'espace, l'Agence spatiale européenne a installé une piscine où évoluent des hommes en combinaison spatiale pour simuler les conditions d'espace pour l'équipage du module habitable européen Columbus rencontrant au cours de la mission qui l'amènera à se greffer sur le futur station spatiale américaine Freedom. Le Centre national des études spatiales joue à l'exploration planétaire, avec la présentation en vraie grandeur du robot Marsokhod développé pour la mission franco-russe à destination de Mars en 1996.



**VENTES PAR ADJUDICATION**  
Régisseur O.S.P. - 64, rue La Boétie-PARIS  
TEL. : 40.75.45.45 - FAX. : 45.63.89.01  
MINITEL 36.15 Code A3T puis OSP

Vente au Palais de Justice de PARIS, le JEUDI 24 JUIN 1993, à 14 h 30  
**LOGEMENT**  
au 1<sup>er</sup> étage, entrée, pièce principale, salle d'eau et w.c.  
**PARIS-20<sup>e</sup>**  
MISE A PRIX : 50 000 F  
S'adresser à la SCP G. KRIEF, KRIEF-GORDON, avocats au barreau de PARIS, 18, avenue Kléber, 75116 PARIS. Tél. 45-01-71-40  
Sur les lieux pour visiter le MARDI 22 JUIN 1993, de 14 h à 15 h.

Vente au Palais de Justice de PARIS, le JEUDI 24 JUIN 1993, à 14 h 30  
**CHAMBRE**  
à gauche, 1<sup>er</sup> porte à gauche  
**PARIS-9<sup>e</sup> - 6, place Clichy**  
MISE A PRIX : 25 000 F  
S'adresser à la SCP G. KRIEF, KRIEF-GORDON, avocats au barreau de PARIS, 18, avenue Kléber, 75116 PARIS. Tél. 45-01-71-40  
Sur les lieux pour visiter le VENDREDI 18 JUIN 1993, de 12 h 30 à 13 h 30.

Vente au Palais de Justice de PARIS, le JEDI 24 JUIN 1993 à 14 h, EN UN LOT  
**UN APPARTEMENT A PARIS-13<sup>e</sup>**  
70-74, boulevard de l'Hôpital 3 PP  
MISE A PRIX : 70 000 F  
Renseignements : s'adresser à M<sup>re</sup> CAHNASSIA, avocate, 35, avenue d'Eylau, 75016 - Tél. : 45-53-45-13 et au Greffe du TGI de PARIS.

VENTE au Palais de Justice de PARIS, le JEDI 24 JUIN 1993, à 14 h, en un lot  
**5 LOCAUX commerciaux à PARIS 13<sup>e</sup>**  
17-21, avenue d'Italie - et un parking  
Mise à prix : 600 000 F  
Renseignements : s'adresser à Maître CAHNASSIA, avocate, 35, avenue d'Eylau, 75016 PARIS - Tél. : 45-53-45-13 et au Greffe du TGI de Paris.

VENTE sur saisie immobilière au Palais de Justice de PARIS, le JEDI 24 JUIN 1993, à 14 h 30, en 1 lot  
**APPARTEMENT A PARIS 9<sup>e</sup>**  
71, rue Camartin  
Bâtiment en façade, escalier B, 5<sup>e</sup> étage gauche comp. entrée, cuisine, séjour, chambre et deux WC communs du 1<sup>er</sup> étage inférieur  
Mise à prix : 250 000 F  
S'adr. la SCP CONSTANSOUX-MOCCAFICO, avocats à PARIS 7<sup>e</sup>, 4, avenue Sully-Prudhomme - Tél. : 46-18-00-13. A la saisie près TGI de PARIS. Pour visiter s'adresser à M<sup>re</sup> PINOT, huissier à PARIS - Tél. : 42-25-03-33

Vente sur saisie immobilière au Palais de Justice de BOBIGNY, le mardi 29 juin 1993, à 13 h 30  
**MAISON A CLICHY-SOUS-BOIS**  
(Seine-St-Denis), 38, allée Maurice-Huron  
et 1, sente des Ecoles  
Maison d'hab. élevée - sous-sol avec garage et un rez-de-ch. de 4 PP  
Crevinot au-dessus - le tout sur un terrain d'une superficie de 528 m<sup>2</sup>  
Mise à prix : 500 000 F  
Renseignements : M<sup>re</sup> PIETRUSZYNSKI, avocat au barreau de Seine-St-Denis, demeurent, 28, rue Scandoci à Paris. Tél. : 48-43-75-32  
Au Greffe du TOI de Bobigny, sur les lieux pour visiter en s'adr. à l'avocat.

Vente sur saisie immobilière au Palais de Justice de PARIS, le JEUDI 24 JUIN 1993, à 14 h 30, EN DEUX LOTS :  
**1<sup>er</sup> lot APPARTEMENT 2 PP**  
au 6<sup>e</sup> étage, comprenant : entrée, salle de séjour, chambre, cuisine, salle de bains, w.c. dégrèvement, placards et balcon - Au sous-sol CAVES.  
**2<sup>e</sup> lot APPARTEMENT 2 PP**  
au 7<sup>e</sup> étage, comprenant : entrée, salle de séjour, chambre, cuisine, salle de bains, w.c., dégrèvement, placards et balcon - Au sous-sol CAVES, PARKING.  
à PARIS-16<sup>e</sup> - 19, rue FRANÇOIS-GÉRARD  
Mise à prix : 1<sup>er</sup> lot : 800 000 F - 2<sup>e</sup> lot : 850 000 F  
S'adr. SCP CHAIGNE & ASS., avocats, 22, rue Boissière, 75116 PARIS. Tél. : 47-53-83-82 - Au Greffe du TGI de PARIS, sur les lieux pour visiter.

Vente sur saisie immobilière au Palais de Justice de PARIS, le JEUDI 24 JUIN 1993, à 14 h 30, EN UN LOT :  
**HOTEL PARTICULIER**  
5 Villa Saïd  
à PARIS-16<sup>e</sup>  
comprend 10 pièces principales, élevé sur sous-sol, d'un rez-de-chaussée et de 3 étages sur un terrain de 168 m<sup>2</sup> environ  
**MISE A PRIX : 30 000 000 F**  
Pour tous renseignements :  
S'adresser à la SCP COURTEAULT, LECOQ, RIBEAUD-DUMAS, avocats à Paris-16<sup>e</sup> - 17, avenue de Lamballe. Tél. : 45-24-46-40  
Au Greffe du tribunal de grande instance de Paris où le cahier des charges est déposé et sur les lieux pour visiter en s'adressant à l'avocat poursuivant.

**DROUOT RICHELIEU**  
9, RUE DROUOT, 75009 PARIS  
Tél. 48-00-20-20 - Téléc. DROUOT 642 260  
Informations téléphoniques permanentes  
en français et en anglais au : 48-00-20-17  
Compagnie des commissaires-priseurs de Paris

*Seul indications particulières, les expositions auront lieu le vendredi 11 juin, de 11 h à 18 h. \* Exposition le mardi de la vente Régisseur G.S.P., 64, rue La Boétie, 75008 PARIS. 40-75-45-45.*

**LUNDI 14 JUIN**

- S. 1 et 7 - 15 h. Importants tableaux et sculptures des XIX<sup>e</sup> et XX<sup>e</sup> siècles. - M<sup>re</sup> PICARD.
- S. 2 - Autographes. Livres. - M<sup>re</sup> BINOCHÉ, GODEAU.
- S. 4 - 14 h 15. Bx meubles. Objets mobiliers. M<sup>re</sup> ADER, TAJAN. (Expo. le 12-06, 11 h/18 h).
- S. 5 et 6 - 14 h 15. Art nouveau. Art déco. M<sup>re</sup> ADER, TAJAN. Expert : Cabinet CAMARD, responsable de la vente : M. J.-M. CAMARD, T. (1) 42-46-33-74. - Fax. (1) 40-22-05-70. (Expo. le 12-06, 11 h/18 h). (Veuillez contacter François TAJAN au (1) 42-61-80-07, poste 426 - Fax (1) 42-61-39-57).
- S. 9 - Atelier ROCHEGROSSE - M<sup>re</sup> LAURIN, GUILLOUX, BUFFETAUD, TAILLEUR.
- S. 15 - Tableaux modernes. - M<sup>re</sup> ROGEON.
- S. 16 - Beau mobilier ancien et de style. - M<sup>re</sup> OGER, DUMONT.

**MERCREDI 16 JUIN**

- S. 10 - 14 h 15. Estampes anciennes et modernes. - M<sup>re</sup> ADER, TAJAN. Expert : M<sup>re</sup> O. ROUSSEAU. (Expo. le 15-06, 11 h/18 h). (Veuillez contacter Florence GRASSIGNOUX au (1) 42-61-80-07, poste 446 - Fax (1) 42-61-39-57).

**VENDREDI 18 JUIN**

- S. 7 - Tableaux, bibelots, mobilier. - M<sup>re</sup> BOSCHER, STUDER, FROMENTIN.
- S. 5 - 14 h. Art islamique. Tableaux orientaux. Art russe, arménien et philhellénique. - M<sup>re</sup> ADER, TAJAN. Expert : Lucien ARCAÏCHE. (Expo. le 17-06, 11 h/18 h).
- S. 6 - 14 h 15. Objets d'art et de bel ameublement des XVIII<sup>e</sup> et XIX<sup>e</sup> siècles. - M<sup>re</sup> ADER, TAJAN. Expert : M. J. SAINT-BRIS, MM. O. LE FUEL et R. de L'ESPÉE. (Expo. le 17-06, 11 h/18 h).
- S. 18 - Succession de M. PETITHORY. Dessins et tableaux anciens. Importants sculptures. Objets d'art et de curiosité. - M<sup>re</sup> AUDAP, SOLANET, SCP GODEAU-VELLIER.
- S. 14 - 14 h 30. Bibliothèque d'un amateur. - M<sup>re</sup> PICARD, M. CHRETIEN, expert.

ADER, TAJAN, 12, rue Favart (75002), 42-61-80-07.  
AUDAP, SOLANET, SCP GODEAU-VELLIER, 32, rue Drouot (75009), 47-70-67-68.  
BINOCHÉ, GODEAU, 5, rue La Boétie (75008), 47-42-78-01.  
BOSCHER, STUDER, FROMENTIN, 3, rue d'Amboise (75002), 42-60-47-37.  
LAURIN, GUILLOUX, BUFFETAUD, TAILLEUR (anciennement RHEIMS-LAURIN), 12, rue Drouot (75009), 42-46-61-16.  
OGER, DUMONT, 22, rue Drouot (75009), 42-46-96-95.  
PICARD, 5, rue Drouot (75009), 47-70-77-22.  
ROGEON, 16, rue Milton (75009), 48-78-81-06.



## ÉCONOMIE

## BILLET

## L'impôt de Bourse perdure

« Cette mesure va dans le bon sens, mais elle est insuffisante. » La décision des sénateurs, mercredi 9 juin, de plafonner l'impôt de Bourse à 4 000 francs a entraîné une satisfaction mitigée tant des boursiers que des autorités du marché. « Pourvu qu'on ne fasse pas, au bout du compte, de la Bourse un sujet de contestation comme la taxe sur le chiffre d'affaires », a-t-on dit. Chacun a son niveau de responsabilité et d'influence y va de son incantation pour tenter de faire disparaître cette « gabelle d'un autre âge ». La décision ne semble pas aisée puisque cette taxe rapporte annuellement entre 1 et 2 milliards de francs à l'Etat. Un montant certes modeste comparé au record de 2,975 milliards atteint en 1987 grâce aux privatisations, mais important en ces périodes de vaches maigres financières. Relancer le marché boursier en allégeant les charges — l'impôt de Bourse rapportant moitié moins — ou même les caisses de l'Etat, tel est l'un des aspects du débat qui oppose les députés aux sénateurs. Quelle que soit leur décision, elle sera approuvée par le ministre du budget. Une mesure d'ores et déjà adoptée par le Parlement, les députés ont, depuis le 24 mai, lorsque le montant d'une transaction est inférieur à 50 000 francs, elle n'est plus soumise à l'impôt grâce à un abattement de 150 francs. Ce droit proportionnel détermine donc à partir de 50 000 francs. Jusqu'à 1 million de francs, il représente 0,30 % de la transaction et, au-delà du million, 0,15 %. La plafonnement à 4 000 francs, s'il était adopté, s'appliquerait dès le 28 juillet aux transactions supérieures à 1,78 million de francs.

D'un côté, il s'agit de favoriser les petits ordres afin d'inciter les Français à s'investir dans les privatisations. A l'opposé, la planification a permis d'attirer de nombreux investisseurs, négociant d'importants blocs d'actions françaises, pour les inciter à revenir vers la Bourse de Paris. Ces derniers, pour réduire leurs coûts et affronter la concurrence, préfèrent acquérir ou vendre des titres sur le marché londonien, exonéré de droits de timbre. Le flux détourné quotidiennement de l'autre côté de la Manche oscillerait entre 20 % et 40 % et concernerait une quarantaine des plus grosses valeurs françaises. Mis à part, l'impôt de Bourse semble encore faire preuve d'une grande résistance malgré les pressions et quelques modifications : il n'a pas été appliqué aux transactions en fonds d'Etat et en obligations, et pas sur les échanges d'actions inscrites dans les Bourses de provinces. Signe de son enracinement profond, même l'harmonisation européenne n'en est toujours pas venue à bout.

DOMINIQUE GALLOIS

La Cour des comptes européenne juge les aides communautaires à la pêche peu efficaces. Les aides à la reconstruction et à la modernisation de la flotte de pêche communautaire, pour réduire sa capacité, n'ont pas eu l'impact escompté, souligne la Cour des comptes européenne, dans un rapport publié mercredi 9 juin. La surcapacité de la flotte communautaire est estimée à 40 % par rapport aux ressources en poissons connues. (AFP)

## L'Etat va vendre 30 % du capital de la Caisse nationale de prévoyance

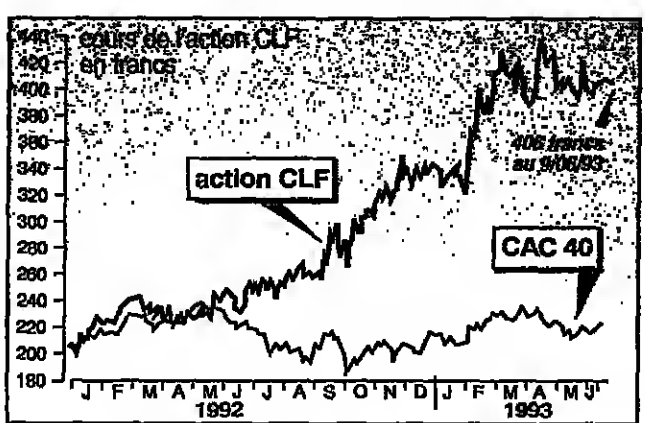
La privatisation partielle de la Caisse nationale de prévoyance (CNP), numéro un en France de l'assurance-vie, « devrait intervenir à la fin de l'année ou au début de 1994 », a annoncé, mercredi 9 juin, son président, Pierre Darnis. Mais, à l'image de la vente par étapes successives de l'autre grande filiale de la Caisse des dépôts, le Crédit local de France (voir notre encadré ci-joint), il ne s'agit pas d'une opération de « grand style ». Si la CNP figure bien sur la liste des vingt et une sociétés privatisables, seulement 30 % de son capital va être mis sur le marché boursier. « L'Etat cède une partie de sa participation mais devrait rester à un niveau relativement substantiel (de l'ordre de 10 % à 15 %), explique M. Darnis. Voilà qui pourrait rassurer le personnel, qui appartient pour les deux tiers (sur 2 200 salariés) à la fonction publique. Les syndicats de la CNP n'en appellent pas moins à une grève jeudi 10 juin.

## Bénéfice net en hausse

Depuis sa transformation en société anonyme, en décembre 1992, la Caisse nationale de prévoyance est détenue à 30 % par la Caisse des dépôts, 10 % par les caisses d'épargne, 17,5 % par la Poste et 42,5 % directement par l'Etat. En parallèle avec le dégroupement de l'Etat, la CNP devrait faire entrer dans son tour de table de nouveaux partenaires, notamment les Caisse d'épargne italienne Cariplo et belge CGER. La commission d'évaluation des entreprises publiques devrait fixer, au moment de l'introduction en Bourse, un prix de l'action CNP à légèrement supérieur à celui établi en décembre 1992.

## Le programme de privatisations du gouvernement

## Comment le Crédit local de France sera mis sur le marché



La Banque Paribas, qui sera le coordinateur de la première opération de privatisation du nouveau gouvernement, celle de 30 % du capital du Crédit local de France, a annoncé la cession de 6,5 millions d'actions en France et de 4,4 millions de titres à l'étranger. Comme c'est l'usage en matière de privatisation, ce montant pourra être réduit de 15 % en cas de succès de la tranche française. La date de l'opération et le prix de l'action seront annoncés par le ministre de l'économie. Une fois le prix fixé, la période d'offre s'étendra sur quatre jours de Bourse et le résultat de l'offre publique de vente, ainsi que les allocations sur la tranche internationale, seront communiqués au plus tard le 16 juillet.

## Le deuxième âge de Renault

Fermeture de Billancourt, rapprochement avec Volvo, la Régie, qui ne compte plus que 49 % d'ouvriers, est entrée dans une autre époque. Elle envisage sereinement son passage au privé

Deux semaines après l'annonce de la privatisation prochaine de Renault, le calme règne dans les bureaux, les agences et les usines. Le sujet est loin de déchaîner les passions. « On en a parlé deux jours, et c'est tout », témoigne cet agent de maintenance. Sur les chaînes, les gens sont inquiets, mais ce sont les diminutions d'effectifs et l'absence de « reprise » économique qui préoccupent cet ouvrier de Flins, entré à la Régie en 1970. La CGT, qui ne voit « rien de bon » dans cette nouvelle et estime qu'une privatisation va faire « empirer la situation dans le domaine de l'emploi et des acquis sociaux », ne semble guère parvenir à remuer les foules. Certes, cette secrétaire de direction s'alarme bien encore une fois « passer au travers » (de la privatisation). Cela la rassure. Elle n'aimait pas qu'un « acheteur net des bâtiments dans les routes » de cette entreprise dont elle a « le logo dans le cœur ». Mais elle confirme que ce n'est pas un sujet de conversation avec ses collègues.

## « Risque social nul »

Abel Cardoso, secrétaire CFDT du comité central d'entreprise, s'avoue « favorable » au projet parce qu'il facilitera le rapprochement avec Volvo. « En étant privatisée, ajoutait-il, on sera moins soumis aux aléas politiques. Lors des changements de gouvernement, personne n'était tranquille dans cette maison. La privatisation nous amènera plus de stabilité. » Dans cette succursale Renault de Saint-Quentin-en-Yvelines, « on en a aussi très peu parlé ». « Je trouve ça bien. Les clients ne nous diront plus « Renault c'est nous », alors que sur le terrain, on fonctionne comme une boîte privée. Ça ne change rien, car le salaire, c'est nous qui le faisons », explique ce chef des ventes.

« Le risque social est nul », résume Henri Vacquin, consultant très écouté au Point-du-Jour. Entre 1986 et 1988, avant le changement de statut de ce qui était encore la Régie, une étude interne avait déjà

montré que si ce changement était mené sans commettre d'erreur politique, il entraînerait pas de tension sociale. Lorsque ce projet devint réalité, en avril 1990, les faits confirmèrent cette thèse. Aujourd'hui, pour la privatisation, il n'a même pas été jugé nécessaire de mettre une étude en chantier. « C'est un non-débat », constate Patrick Bessis, responsable des relations presse du groupe ; « un scénario sans surprise », poursuit Hervé Hauvespre, coordinateur Renault-Volvo.

Comment cette entreprise, nationale par excellence, symbole des luttes ouvrières, en est-elle arrivée là ? Pour mesurer le changement, parcourons un réseau en arrière l'imposant. Pour Pierre Dreyfus, à la tête de la Régie de 1955 à 1975, « l'objectif était non le profit pour lui-même mais l'enrichissement de la nation » (1). La Régie devait « servir de banc d'essai à toute initiative en matière de progrès social... être à l'avant-garde de la condition ouvrière française ». Dans cette période de l'immédiat après-guerre, Renault, dirigé par d'anciens résistants, devait être une locomotive de l'industrie française. Vitrine sociale, la Régie se devait aussi d'aider l'Etat en matière d'aménagement du territoire. Elle pouvait également à l'occasion de la visite de chefs d'Etat ou de têtes couronnées (la reine d'Angleterre en l'occurrence) jouer « aux yeux des fonctionnaires du Quai d'Orsay, un rôle d'ambassadeur de l'industrie et du commerce français ».

Aujourd'hui, aucun argument ne justifie plus son maintien dans le secteur nationalisé. Renault est resté dans le rang. Primo, à la différence d'autres firmes comme Thomson, l'Adco, la constructeur d'ordinateurs Bull ou le pétrolier Elf-Aquitaine, nationales au nom de la défense du territoire, de la maîtrise de technologies vitales ou de l'indépendance énergétique, Renault n'est pas une entreprise stratégique, au sens classique du terme. Constructeur d'automobiles, sa privatisation ne peut être attaquée au principe qu'elle affaiblirait la défense nationale. Nationalisée le 16 janvier 1945, l'entreprise avait été réquisitionnée à la fin de la guerre, sous propriété et dirigeant,

Louis Renault, ayant été accusé de collaboration (Le Monde du 14 novembre 1990).

## Vitrine de productivité

Secundo, le fleuron de l'industrie française, la vitrine sociale chargée de montrer l'exemple dans l'immédiat après-guerre, a vu en 1990, à une dizaine d'années, lorsque Renault accumula les pertes, culminant en 1984, avec un déficit de 12,5 milliards de francs. « Ce choc nous a obligés à réagir. Cette période nous a montré l'inefficacité de l'entreprise, critiquée parce qu'elle perdait l'argent de l'Etat, du contribuable. L'Etat actionnaire a compris que l'entreprise ne pouvait être un outil pour mener d'autres volontés ; qu'elle

## Les sénateurs communistes dénoncent l'absence de concertation avec les personnels concernés

Après avoir rencontré les organisations syndicales des vingt et une entreprises privatisables, les sénateurs communistes s'apprêtent à mener l'offensive lors de l'examen, en première lecture, par le Sénat, du projet de loi de privatisation, qui devait commencer jeudi 10 juin. M. Hélène Luc, présidente du groupe, défendra l'exception d'irréversibilité et M. Paulette Fort, sénateur de Seine-Saint-Denis, une motion de renvoi en commission, tandis que le groupe a déjà préparé une centaine d'amendements. Lors d'une conférence de presse, mercredi 9 juin, M. Luc a jugé ce projet « d'une extrême gravité pour l'avenir économique et social de notre pays » et dénoncé les condi-

## AXA veut seulement jouer son rôle d'investisseur institutionnel...

Au contraire de bon nombre d'investisseurs privés qui piaffent d'impatience à l'approche des privatisations et semblent avoir déjà fait leur choix, AXA et son président, Claude Bébér, sont d'une grande prudence. « Nous allons participer aux prochaines privatisations en jouant notre rôle d'investisseur institutionnel dans la mesure où le prix des actions mises sur le marché nous paraîtra intéressant », a déclaré M. Bébér, mercredi 9 juin, lors de l'assemblée générale de la compagnie.

Les dirigeants d'AXA affirment même ne pas avoir l'intention de prendre des positions majeures dans des groupes d'assurances publiques (UAP, AGF, GAN). Ils ne sont pas intéressés par des parts de marché en France et arrivent juste en terme d'une longue restructuration de leur pro-

pre réseau national après une fusion délicate de plusieurs sociétés. AXA ne manque pourtant pas de moyens. Son « trésor de guerre » théorique approche les 30 milliards de francs à raison de 14 milliards rapidement disponibles et le reste sous forme de capacité d'endettement.

Par ailleurs, AXA se porte bien, et Claude Bébér pronostique une amélioration de ses résultats en 1993. Après plusieurs années de pertes, la filiale américaine Equitable Life devrait redevenir profitable dans ses activités d'assurances. Sa contribution aux bénéfices du groupe pourrait passer de 440 à 600 millions de francs. Enfin, AXA espère améliorer ses résultats techniques de 600 millions de francs en France et 250 millions à l'étranger.

E. L.

## ...et Lyonnaise des eaux-Dumez n'est pas prêt à participer aux opérations de financement

Décidé à se « concentrer » sur ses métiers, le groupe Lyonnaise des eaux-Dumez ne participera pas aux prochaines privatisations, a déclaré son PDG, Jérôme Monod, mercredi 9 juin, lors de l'assemblée générale des actionnaires : « Nous ne sommes pas faits pour être des partenaires financiers. Nous ne participons pas aux opérations de privatisation en France. Ni dans la banque, ni dans l'assurance, ni dans la communication, ni dans des sociétés industrielles ».

En revanche, M. Monod a rappelé que son groupe contractait « de plus en plus d'alliances avec

de grands partenaires pour partager les risques et les succès » des métiers dans lesquels il est déjà engagé : alliances avec Total dans l'énergie, avec Rhône-Poulenc dans le retraitement des déchets, etc. « Il n'y a pas de réussite en solitaire », a-t-il souligné en rappelant que son « premier métier, l'eau » est aussi celui dans lequel le groupe se développe le plus. Après les déconvenues de 1992 (le Monde du 16 avril), M. Monod table sur une « sensible progression » de son résultat net en 1993 et un véritable « redémarrage » en 1994.

## Le gouvernement pourrait décider l'assurance-chômage par décret

Le gouvernement pourrait décider l'assurance-chômage par décret. Cette mesure, qui vise à simplifier le régime de l'assurance-chômage, a été annoncée par le ministre du Travail, Jean-Pierre Fourcade, lors d'une conférence de presse mercredi 9 juin. Le décret, qui sera publié dans les prochains jours, permettra de modifier le régime de l'assurance-chômage sans avoir à passer par le Parlement. Cette mesure est considérée comme une avancée majeure dans la réforme de l'assurance-chômage, qui vise à améliorer la protection sociale des travailleurs. Le décret permettra également de simplifier les procédures de versement des indemnités et de renforcer la lutte contre le chômage. Cette mesure est saluée par les syndicats et les associations de travailleurs, qui considèrent qu'elle est une étape importante vers la création d'un véritable droit à l'emploi.

## L'armée de l'armement a supprimé cinq mille emplois en 1992

L'armée de l'armement a supprimé cinq mille emplois en 1992. Cette mesure, qui vise à réduire les coûts de l'armement, a été annoncée par le ministre de l'Armement, Jean-Louis Rossignol, lors d'une conférence de presse mercredi 9 juin. Le décret, qui sera publié dans les prochains jours, permettra de modifier le régime de l'armement sans avoir à passer par le Parlement. Cette mesure est considérée comme une avancée majeure dans la réforme de l'armement, qui vise à améliorer la compétitivité de l'industrie de l'armement. Le décret permettra également de simplifier les procédures de versement des indemnités et de renforcer la lutte contre le chômage. Cette mesure est saluée par les syndicats et les associations de travailleurs, qui considèrent qu'elle est une étape importante vers la création d'un véritable droit à l'emploi.

## M. Rossignol veut accroître la mobilité des fonctionnaires

M. Rossignol veut accroître la mobilité des fonctionnaires. Cette mesure, qui vise à améliorer la gestion des ressources humaines, a été annoncée par le ministre de l'Armement, Jean-Louis Rossignol, lors d'une conférence de presse mercredi 9 juin. Le décret, qui sera publié dans les prochains jours, permettra de modifier le régime de l'armement sans avoir à passer par le Parlement. Cette mesure est considérée comme une avancée majeure dans la réforme de l'armement, qui vise à améliorer la compétitivité de l'industrie de l'armement. Le décret permettra également de simplifier les procédures de versement des indemnités et de renforcer la lutte contre le chômage. Cette mesure est saluée par les syndicats et les associations de travailleurs, qui considèrent qu'elle est une étape importante vers la création d'un véritable droit à l'emploi.

ANNIE KAHN

(1) Une nationalisation réussie. Renault, de Pierre Dreyfus, Fayard, 1981 (épilogue)



## ÉCONOMIE

### SOCIAL

Les négociations sur le sauvetage financier de l'UNEDIC

## Le gouvernement pourrait décider de l'assurance-chômage par décret

Sanf à croire que l'Etat puisse jouer les Pères Noirs - mais il n'a pas les moyens, - et sauver financièrement l'UNEDIC, la rencontre prévue vendredi 11 juin entre les partenaires sociaux, gestionnaires du régime d'assurance-chômage, et le ministre du travail, Michel Giraud, risque de conduire à une impasse. Face à un déficit dont l'estimation ne cesse de grossir d'une semaine à l'autre (38 milliards de francs à la fin de l'année en cumulé, 20 à 24 milliards de plus en 1994), l'hypothèse d'une intervention autoritaire du gouvernement devient désormais plausible.

Comme en novembre 1982, où Pierre Bérégovoy utilisa un décret pour se substituer au patronat et aux syndicats, défilants, M. Giraud pourrait s'emparer temporairement des rênes de l'UNEDIC pour lui imposer les décisions qu'elle est incapable de prendre. Invité d'Europe 1, jeudi 10 juin, le ministre du travail a d'ailleurs évoqué cette éventualité, tout en faisant observer que cela constituerait un échec pour le patronat.

Une telle issue ne pouvait pas être écartée à l'issue de la séance de négociation qui s'est tenue, mercredi 9 juin. Bien que le CNPF continue de préconiser son attachement à l'institution paritaire et se défende de jouer la politique du pire, elle s'inscrit dans la suite logique de l'attitude adoptée par la délégation patronale.

Jean Domange, président de la commission sociale du CNPF, a en effet lâché, en guise de simple « geste pour désigner », le gel des cotisations « jusqu'à la fin des négociations », qui est apparu insuffisant à toutes les organisations syndicales. Actuellement de 5,7 %, le taux global (employeurs et salariés) devait baisser au 1<sup>er</sup> juillet et avait déjà été bloqué en janvier. Certains se sont en outre émus d'entendre le négociateur patronal ajouter qu'il ne demandait pas, par une contrepartie des représentants de salariés, « une compensation » à ce qu'il considère comme un effort.

De leur côté, les syndicats ont énergiquement repoussé toute idée d'économie qui aboutirait à réduire le niveau d'indemnisation des chômeurs. Ils estiment qu'ils sont allés au maximum des concessions possibles lors de la conclusion de l'accord de juillet 1992. En revanche, mais avec des nuances, la plupart sont disposés à envisager une augmentation des cotisations. En l'état, les discussions entre les partenaires sociaux sont donc très éloignées des conditions qu'espéreraient le gouvernement pour que celui-ci, à son tour, se saisisse du dossier, après avoir apporté une aide en trésorerie. Il est question de nommer un « médiateur » que M. Giraud appelle « facilitateur » et le CNPF « médiateur ».

A. Ls.

Touchant surtout les cinq mille PME du secteur

## L'industrie de l'armement a supprimé vingt mille emplois en 1992

L'industrie française de l'armement a perdu, en 1992, près de 20 000 emplois - dans un secteur qui occupe quelque 285 000 personnes - et les perspectives pour les années qui viennent ne sont pas favorables. C'est ce qu'a annoncé, mardi 8 juin, le ministre de la défense, François Léotard, devant les auditeurs du Centre des hautes études de l'armement (CHREAR). Selon le ministre d'Etat, pour qui c'est un sujet de préoccupation importante, ce sont les cinq mille petites et moyennes entreprises qui vont souffrir le plus.

« Dans tous les pays, a expliqué M. Léotard, l'ensemble des entreprises du secteur de l'armement doit faire face à un réajustement des marchés intérieurs (...) A ces difficultés s'ajoutent, notamment pour certaines entreprises publiques, une relative sous-capitalisation et cela pèse sur leur

activité à un moment où l'augmentation est de plus en plus sollicitée et où les baisses progressives des taux d'intérêt n'ont pas produit tous leurs effets (...) Enfin, les quelque cinq mille PME travaillent pour le secteur de la défense souffrent du rapatriement de la sous-traitance par les donneurs d'ordres ».

Le ministre de la défense a alors indiqué que son souci constant, dans les contacts qu'il noue avec ses interlocuteurs étrangers, est de créer l'environnement le plus propice au développement de l'exportation, par où passe « l'avenir de notre industrie de défense ». M. Léotard a noté que, depuis quelques années, « les entreprises françaises ont subi une baisse de leur chiffre d'affaires à l'exportation, qui, en moyenne, représente aujourd'hui 25 %, au lieu de 33 % en 1988 ».

Afin d'améliorer l'efficacité des services publics

## M. Rossinot veut accroître la mobilité des fonctionnaires

« Confrontée à des missions difficiles, dans une conjoncture délicate, l'administration française doit trouver les moyens de se mobiliser au service du redressement tout en remplissant son rôle de médiateur social. » Tel était le sens du message qu'André Rossinot a souhaité délivrer, mercredi 9 juin, aux membres du Conseil supérieur de la fonction publique. Le ministre de la fonction publique a insisté sur la nécessité d'améliorer la qualité et l'efficacité des services publics dans les quartiers difficiles et les zones rurales fragiles. Au moment où les effectifs de l'Etat sont censés diminuer de 1,5 % en 1994, la réalisation de cet objectif passe notamment, selon M. Rossinot, par « une relance vigoureuse de la politique de déconcentration » et une incitation à la mobilité des fonctionnaires.

En matière de déconcentration des administrations, le ministre a ainsi l'intention d'inviter les administrations centrales et services déconcentrés de chaque ministère à négocier un « programme stratégique pluriannuel » intégrant un redéploiement des moyens humains et financiers. La haute fonction publique devra, de son côté, « s'adapter » pour remplir sa mission tant au niveau central que dans les services extérieurs de l'Etat. M. Rossinot a précisé qu'un comité interministériel devrait se tenir « en vue de l'été » pour entériner ces principes. Il a également fait part de son intention de « revoir le système d'avancement accéléré », mis en place en 1991 pour accroître le nombre d'agents « formés et motivés » dans les quartiers difficiles.

« La même attention sera portée aux incitations à la mobilité géographique des fonctionnaires », a précisé le ministre de l'Intérieur.

Pour le ministre, cette mobilisation des agents passe aussi par une « relance de la pratique contractuelle ». M. Rossinot a confirmé qu'il proposerait l'ouverture, dès la rentrée, de négociations salariales portant sur les deux exercices de 1994 et 1995. Il souhaite aussi « la tenue rapide » de négociations susceptibles de déboucher sur « un accord-cadre » dans le domaine de l'hygiène, de la sécurité et de l'extension de la médecine de prévention dans les administrations.

V. D.

Grève à Air Inter lundi 14 et mardi 15 juin. - Les syndicats de pilotes d'Air Inter (SPIT, SPAC, SNOMAC, SNPI), qui représentent 60 % des effectifs navigants, ont appelé à une grève de quarante-huit heures, lundi 14 et mardi 15 juin, pour protester contre le recours aux affectations d'avions auprès d'autres compagnies. Selon les syndicats, le niveau actuel d'affectation représente « trois fois le niveau maximal prévu par un accord conclu en 1985 », alors que « depuis trois ans les effectifs diminuent ». La direction d'Air Inter justifie les affectations supplémentaires par la couverture d'« reports » qui présentent des caractéristiques particulières (piste trop courte) ou qui ont un volume de trafic inférieur à la capacité des avions exploités à l'heure actuelle par Air Inter.

Le partage du travail et ses conséquences sur la baisse des rémunérations

## Un « réflexe de solidarité » aux cristalleries Daum

Michel Giraud, ministre du travail, a confirmé, mercredi 9 juin à l'issue du conseil des ministres, que le gouvernement renouait « pour l'instant » à la mesure visant à verser une prime financière par l'Etat aux salariés acceptant une baisse de salaire afin d'éviter des licenciements. Cette décision a été favorablement accueillie par les syndicats.

VANNES-LE-CHATEL

de notre envoyé spécial

Le partage du travail, les trois cent quatre-vingt salariés de la cristallerie Daum de Vannes-le-Châtel (Morbihan-et-Moselle) le revendiquent. Mais ils ne le portent pas comme une fleur à la boutonnière. Négociée avec la CFDT et la CFE-CGC sur les sites de Vannes-le-Châtel et de Nancy, cette solution est apparue spontanément comme un « réflexe de solidarité » à la litanie des plans sociaux et à la roulette russe des licenciements. Reste que, depuis février, chacun ici sait que le partage du travail passe d'abord par le partage des salaires, et donc une baisse des rémunérations : 3 % jusqu'à 7 200 F mensuels et 6 % au-delà. C'est à ce prix que 60 suppressions d'emplois ont pu être évitées. Les vertueux lorrains en sont plutôt fiers, mais les leodonnais sont trop incertains pour qu'ils le créent sur les toits.

Dans le sud rural de la Lorraine qui n'a suivi que d'assez loin les transformations liées à la crise de la sidérurgie mais n'en connaît pas moins la grisaille du chômage, personne n'a songé à réclamer l'organisation d'un référendum pour vérifier l'adhésion du personnel. Ce n'était pas nécessaire ; en mai, lors des élections professionnelles de Vannes-le-Châtel, les élus CFDT signataires de l'accord ont été reconduits avec un taux de participation en progression de 16 points.

« On ne pouvait pas continuer comme avant », résume Gilbert Delinger, directeur général de CFC Daum, une société qui, après un dépôt de bilan en 1982, a été rachetée par le groupe de la CFC Daum, une société qui, après un dépôt de bilan en 1982, a été rachetée par le groupe de la CFC Daum, une société qui, après un dépôt de bilan en 1982, a été rachetée par le groupe de la CFC Daum.

« Licencié, c'était facile. Mais nous avons préféré regarder à plus long terme, quitte à maintenir des surcoûts ».

pacité. Pour une activité de main-d'œuvre à haut savoir-faire, se séparer du personnel c'était ruiner ses chances lorsque sonnerait l'heure de la reprise. « Les salariés, qui risquaient de tout perdre, ont fait preuve de solidarité et d'un certain courage mais ils n'avaient pas le choix, souligne pour sa part Jean-Louis Detraye, délégué syndical CFDT. La direction non plus : si elle a préservé l'emploi, c'est aussi qu'elle ne disposait sans doute pas d'une trésorerie suffisante pour financer un plan social. Et puis, chez nous on ne peut pas remplacer les souffleurs de verre par des robots ».

### Répartir les efforts

Direction et syndicats se sont donc mis en quête de solutions nouvelles excluant « les effets pervers » du chômage partiel. « Les gens s'entraident sur les intentions réelles de l'entreprise et, surtout, se disent que plus ils mettaient de cœur à l'ouvrage, plus ils risquaient de voir augmenter les

journées non travaillées », assure Alain Prébay, directeur de l'usine. « Nous étions démobilisés, renchérit Eliane, la quarantaine. On ne se voyait plus, on perdait le rythme et le goût de venir au travail. C'était franchement malsain. Aujourd'hui, on se serre les coudes. Le partage du travail, c'est une bouée de sauvetage. Nous n'avons plus l'impression de laisser l'entreprise mourir à petit feu ».

Appliqué depuis février, l'accord signé entre la direction et les syndicats s'efforce de répartir équitablement les efforts. Les 468 salariés de Vannes-le-Châtel, de Nancy et du siège social parisien ont subi une diminution de salaire, mais leur temps de travail hebdomadaire, modulé sur l'année en fonction des besoins, est passé de trente-neuf à trente-six heures, sauf pour les cadres. L'entreprise, de son côté, a renoncé aux licenciements et lancé un plan de formation comportant, pendant le temps de travail, des séances d'initiation à la macro et à la micro-économie ou à la qualité.

« Lorsque l'on nous a mis le marché en main, je n'ai pas hésité une seconde », se souvient René Zimmermann, qui s'active autour de son pressoir à des cylindres de verre en fusion se transformant en précieux vases de cristal. Au milieu de la halle, les fours humides et la chaleur du jour empêchant les ventilateurs de faire baisser la température ambiante en-deçà de 40 degrés. Comme tous les salariés (à l'exception de trois d'entre eux qui, assure-t-on, souhaitent être licenciés), il a signé un avenant à son contrat de travail entraînant l'amputation de son salaire (7 000 F). « La confiance en l'avenir, dit-il, on s'y accroche. En dehors de cette usine, la compétence de verrier n'a aucune valeur et, à quarante ans, où voulez-vous que je retrouve du travail ? ».

L'accord ayant été signé pour un an, que se passera-t-il en 1994 ? « Je suis d'accord pour continuer, même si ce n'est pas de gaieté de cœur », répond M. Zimmermann. Pourtant, dirigeants et syndicalistes répugnent encore à évoquer le sujet. Si les performances de l'usine se sont améliorées (la productivité est en hausse de 7 points en 1993), l'absence de reprise risque d'amplifier certains comportements des consommateurs (« Les jeunes mariés préfèrent souvent un voyage aux antipodes à un service en cristal », soupire M. Prébay). Plus élevé à court terme, le prix à payer pour des licenciements classiques risque de finir par s'imposer. La belle unanimité du personnel pourrait en souffrir, notamment chez les administratifs qui, l'an dernier, furent épargnés par le chômage partiel. « Franchement, je préfère un plan de licenciement à la baisse des salaires. Moi, je suis sûr que mon emploi ne sera pas supprimé », avoue un secrétaire, dont le mari travaille également chez Daum.

Direction et syndicalistes entendent pourtant maintenir le cap tout en refusant énergiquement de se poser en exemple. « Intéressé » par la mesure de compensation salariale qu'avait un moment envisagé le gouvernement (« cela aurait arrangé les salariés », le directeur général se méfie d'une « banalisation de certaines procédures ». « Il ne faut pas mettre le partage du travail entre toutes les mains. S'il n'y a pas un vrai débat, si les rapports sociaux ne reposent pas sur une réelle sincérité, alors on risque vite le dérapage ».

JEAN-MICHEL NORMAND

### COMMERCE INTERNATIONAL

Alors que M. Balladur explique à Bruxelles son mémorandum sur le GATT

## Alain Juppé affirme que l'accord sur les oléagineux « n'est pas mauvais » pour la France

Alors qu'Edouard Balladur devait lui-même expliquer, jeudi 10 juin, devant la Commission européenne, le mémorandum français sur le GATT, l'aval donné par le France à l'accord CEE-Etats-Unis sur les oléagineux n'a pas provoqué d'embrasement dans les campagnes, mais il a donné lieu, ici ou là, à des manifestations. Les penneances de plusieurs hommes politiques de

la majorité ont été barbouillées de peinture jaune. Le MODEF (Confédération nationale des syndicats d'exploitants familiaux), proche du Parti communiste, a dénoncé « la capitulation gouvernementale sur les oléagineux et la trahison de la FNSEA ». Le président de l'Assemblée permanente des chambres d'agriculture (APCA), Pierre Cormorèche, a déclaré : « Cet accord sur les

oléagineux n'était pas souhaité par la profession agricole, mais il fallait que le gouvernement donne des gages à nos partenaires. L'intérêt majeur de la France et de ses agriculteurs était qu'elle reprenne des initiatives au plan international. Nous sommes très satisfaits des conditions qu'a pu faire valoir Paris pour donner son aval ».

gouvernement en volet agricole de l'Uruguay Raund. « Si nous n'étions pas entendus, nous irions à la crise », a-t-il prévenu.

A propos des dispositions adoptées sur les oléagineux, M. Juppé a souligné que la France avait obtenu « satisfaction » sur de nombreux points. « C'est sur cette base que nous avons considéré (que l'accord) n'était pas mauvais pour la France (...) C'est d'ailleurs ce que nous reconnaissons quand on leur parle entre quatre yeux les vrais responsables de l'agriculture », a-t-il affirmé. « Nous rendons des marges de manœuvre à l'agriculture française », a ajouté M. Fuch.

Les explications du gouvernement n'ont pas, loin s'en faut, désarmé les députés de l'opposition. « Vous faites le contraire de ce que vous avez dit il y a deux mois », a déclaré Jean-Yves Le Déant (PS, Meurthe-et-Moselle), alors que Jean Tardito (PC, Bouches-du-Rhône) dénonçait la « capitulation » du gouvernement français. De même, les applaudissements nourris venus des bancs RPR et UDF pour saluer les interventions de M. Fuch et de M. Juppé n'ont pas masqué au sein de la majorité

les craintes exprimées d'ailleurs sans détours par Paul Chollet (UDF, Lot-et-Garonne). « Alors que le monde paysan oscille entre le désespoir et la révolte, les élus ruraux ne voudraient pas finir avec vous, la corde au cou, en bourgeois de Calais de notre agriculture », a-t-il indiqué.

Philippe Anherger (RPR, Yonne), rapporteur général pour le budget, a, lui aussi, fait part de son appréhension. « Personne ne conteste que la tâche à laquelle vous

devez faire face est extrêmement difficile. Personne ne conteste que vous avez obtenu des progrès significatifs, [mais] nos agriculteurs ont besoin d'être éclairés, et rassurés », a-t-il souligné. M. Aubergier parlait d'or. Première « victime » de l'accord oléagineux, il avait vu, le matin même, sa permanence électorale mise à sac par des agriculteurs en colère.

GILLES PARIS

Le Front national estime que le gouvernement « capitule face aux exigences américaines ». - Jean-Marie Le Pen a estimé, mercredi 9 juin, que le gouvernement trahit « ses promesses électorales » et « capitule face aux exigences américaines sur le volet oléagineux du GATT ». Selon le président du Front national, « il prouve ainsi qu'il poursuit la désastreuse politique agricole des socialistes ».

Peter Sutherland a été nommé directeur général du GATT. - Ancien commissaire européen chargé de la concurrence, l'Irlandais Peter Sutherland, 47 ans, a été nommé, mercredi 9 juin, directeur général du GATT

(Accord général sur les tarifs douaniers et le commerce) à l'unanimité des cent onze parties contractantes (le Monde du 9 juin). Il remplacera, à compter du 1<sup>er</sup> juillet, le Suisse Arthur Dunkel. M. Sutherland était resté seul en lice après le retrait, à la dernière minute, des deux autres candidats, le Colombien Luis Fernando Jaramillo et l'Uruguayen Julio Lacarte-Muro. Au cours de son mandat de deux ans, éventuellement renouvelable pour quatre années supplémentaires, il aura pour première tâche de mener à bien les négociations de l'Uruguay Round.







## MARCHÉS FINANCIERS

## BOURSE DE PARIS DU 10 JUIN

**Cours relevés à 11 h 15**

| Compagnie | VALEURS          |              |            |      | Compagnie | VALEURS            |              |            |      | Compagnie | VALEURS         |              |            |      | Compagnie | VALEURS         |              |            |              |      |      |       |       |
|-----------|------------------|--------------|------------|------|-----------|--------------------|--------------|------------|------|-----------|-----------------|--------------|------------|------|-----------|-----------------|--------------|------------|--------------|------|------|-------|-------|
|           | Cours précédent  | Cours actuel | Différence | %    |           | Cours précédent    | Cours actuel | Différence | %    |           | Cours précédent | Cours actuel | Différence | %    |           | Cours précédent | Cours actuel | Différence | %            |      |      |       |       |
| 5572      | C.A.E.S.N.       | 6500         | 6500       | 6500 | 0.00      | Orléans Lf. France | 408          | 413        | 412  | -0.14     | 255             | Lafont       | 255        | 220  | 200       | +3.0            | 520          | Sina       | 515          | 515  | 512  | -0.58 |       |
| 810       | B.N.P.           | 1076         | 1076       | 1072 | -0.37     | 400                | C. Luyon/L.  | 633        | 610  | 660       | +0.48           | 425          | Lugnet     | 4250 | 4270      | 4270            | +0.05        | 640        | S. Rougemont | 1080 | 1078 | 1079  | -0.09 |
| 1010      | C. Luyon, T.P.   | 820          | 820        | 820  | 0.00      | 400                | C. Luyon/L.  | 1246       | 1250 | 1246      | -0.03           | 2400         | Lugnet (P) | 2537 | 2510      | 2510            | -1.06        | 1010       | S. Rougemont | 1080 | 1078 | 1079  | -0.09 |
| 1087      | C. Luyon, T.P.   | 1087         | 1087       | 1087 | 0.00      | 400                | C. Luyon/L.  | 1246       | 1250 | 1246      | -0.03           | 2400         | Lugnet (P) | 2537 | 2510      | 2510            | -1.06        | 1010       | S. Rougemont | 1080 | 1078 | 1079  | -0.09 |
| 1910      | Rhone-Poul. T.P. | 1910         | 1910       | 1910 | 0.00      | 400                | C. Luyon/L.  | 1246       | 1250 | 1246      | -0.03           | 2400         | Lugnet (P) | 2537 | 2510      | 2510            | -1.06        | 1010       | S. Rougemont | 1080 | 1078 | 1079  | -0.09 |
| 1134      | St. Gobain T.P.  | 1134         | 1134       | 1134 | 0.00      | 400                | C. Luyon/L.  | 1246       | 1250 | 1246      | -0.03           | 2400         | Lugnet (P) | 2537 | 2510      | 2510            | -1.06        | 1010       | S. Rougemont | 1080 | 1078 | 1079  | -0.09 |
| 811       | Thomson T.P.     | 811          | 811        | 811  | 0.00      | 400                | C. Luyon/L.  | 1246       | 1250 | 1246      | -0.03           | 2400         | Lugnet (P) | 2537 | 2510      | 2510            | -1.06        | 1010       | S. Rougemont | 1080 | 1078 | 1079  | -0.09 |
| 705       | Thomson T.P.     | 705          | 705        | 705  | 0.00      | 400                | C. Luyon/L.  | 1246       | 1250 | 1246      | -0.03           | 2400         | Lugnet (P) | 2537 | 2510      | 2510            | -1.06        | 1010       | S. Rougemont | 1080 | 1078 | 1079  | -0.09 |
| 41        | A.L. Luyon       | 41           | 41         | 41   | 0.00      | 400                | C. Luyon/L.  | 1246       | 1250 | 1246      | -0.03           | 2400         | Lugnet (P) | 2537 | 2510      | 2510            | -1.06        | 1010       | S. Rougemont | 1080 | 1078 | 1079  | -0.09 |
| 520       | Alfred-Albion    | 520          | 520        | 520  | 0.00      | 400                | C. Luyon/L.  | 1246       | 1250 | 1246      | -0.03           | 2400         | Lugnet (P) | 2537 | 2510      | 2510            | -1.06        | 1010       | S. Rougemont | 1080 | 1078 | 1079  | -0.09 |
| 250       | Alfred-Albion    | 250          | 250        | 250  | 0.00      | 400                | C. Luyon/L.  | 1246       | 1250 | 1246      | -0.03           | 2400         | Lugnet (P) | 2537 | 2510      | 2510            | -1.06        | 1010       | S. Rougemont | 1080 | 1078 | 1079  | -0.09 |
| 389       | Alfred-Albion    | 389          | 389        | 389  | 0.00      | 400                | C. Luyon/L.  | 1246       | 1250 | 1246      | -0.03           | 2400         | Lugnet (P) | 2537 | 2510      | 2510            | -1.06        | 1010       | S. Rougemont | 1080 | 1078 | 1079  | -0.09 |
| 500       | Alfred-Albion    | 500          | 500        | 500  | 0.00      | 400                | C. Luyon/L.  | 1246       | 1250 | 1246      | -0.03           | 2400         | Lugnet (P) | 2537 | 2510      | 2510            | -1.06        | 1010       | S. Rougemont | 1080 | 1078 | 1079  | -0.09 |
| 1260      | Alfred-Albion    | 1260         | 1260       | 1260 | 0.00      | 400                | C. Luyon/L.  | 1246       | 1250 | 1246      | -0.03           | 2400         | Lugnet (P) | 2537 | 2510      | 2510            | -1.06        | 1010       | S. Rougemont | 1080 | 1078 | 1079  | -0.09 |
| 1260      | Alfred-Albion    | 1260         | 1260       | 1260 | 0.00      | 400                | C. Luyon/L.  | 1246       | 1250 | 1246      | -0.03           | 2400         | Lugnet (P) | 2537 | 2510      | 2510            | -1.06        | 1010       | S. Rougemont | 1080 | 1078 | 1079  | -0.09 |
| 1260      | Alfred-Albion    | 1260         | 1260       | 1260 | 0.00      | 400                | C. Luyon/L.  | 1246       | 1250 | 1246      | -0.03           | 2400         | Lugnet (P) | 2537 | 2510      | 2510            | -1.06        | 1010       | S. Rougemont | 1080 | 1078 | 1079  | -0.09 |
| 1260      | Alfred-Albion    | 1260         | 1260       | 1260 | 0.00      | 400                | C. Luyon/L.  | 1246       | 1250 | 1246      | -0.03           | 2400         | Lugnet (P) | 2537 | 2510      | 2510            | -1.06        | 1010       | S. Rougemont | 1080 | 1078 | 1079  | -0.09 |
| 1260      | Alfred-Albion    | 1260         | 1260       | 1260 | 0.00      | 400                | C. Luyon/L.  | 1246       | 1250 | 1246      | -0.03           | 2400         | Lugnet (P) | 2537 | 2510      | 2510            | -1.06        | 1010       | S. Rougemont | 1080 | 1078 | 1079  | -0.09 |
| 1260      | Alfred-Albion    | 1260         | 1260       | 1260 | 0.00      | 400                | C. Luyon/L.  | 1246       | 1250 | 1246      | -0.03           | 2400         | Lugnet (P) | 2537 | 2510      | 2510            | -1.06        | 1010       | S. Rougemont | 1080 | 1078 | 1079  | -0.09 |
| 1260      | Alfred-Albion    | 1260         | 1260       | 1260 | 0.00      | 400                | C. Luyon/L.  | 1246       | 1250 | 1246      | -0.03           | 2400         | Lugnet (P) | 2537 | 2510      | 2510            | -1.06        | 1010       | S. Rougemont | 1080 | 1078 | 1079  | -0.09 |
| 1260      | Alfred-Albion    | 1260         | 1260       | 1260 | 0.00      | 400                | C. Luyon/L.  | 1246       | 1250 | 1246      | -0.03           | 2400         | Lugnet (P) | 2537 | 2510      | 2510            | -1.06        | 1010       | S. Rougemont | 1080 | 1078 | 1079  | -0.09 |
| 1260      | Alfred-Albion    | 1260         | 1260       | 1260 | 0.00      | 400                | C. Luyon/L.  | 1246       | 1250 | 1246      | -0.03           | 2400         | Lugnet (P) | 2537 | 2510      | 2510            | -1.06        | 1010       | S. Rougemont | 1080 | 1078 | 1079  | -0.09 |
| 1260      | Alfred-Albion    | 1260         | 1260       | 1260 | 0.00      | 400                | C. Luyon/L.  | 1246       | 1250 | 1246      | -0.03           | 2400         | Lugnet (P) | 2537 | 2510      | 2510            | -1.06        | 1010       | S. Rougemont | 1080 | 1078 | 1079  | -0.09 |
| 1260      | Alfred-Albion    | 1260         | 1260       | 1260 | 0.00      | 400                | C. Luyon/L.  | 1246       | 1250 | 1246      | -0.03           | 2400         | Lugnet (P) | 2537 | 2510      | 2510            | -1.06        | 1010       | S. Rougemont | 1080 | 1078 | 1079  | -0.09 |
| 1260      | Alfred-Albion    | 1260         | 1260       | 1260 | 0.00      | 400                | C. Luyon/L.  | 1246       | 1250 | 1246      | -0.03           | 2400         | Lugnet (P) | 2537 | 2510      | 2510            | -1.06        | 1010       | S. Rougemont | 1080 | 1078 | 1079  | -0.09 |
| 1260      | Alfred-Albion    | 1260         | 1260       | 1260 | 0.00      | 400                | C. Luyon/L.  | 1246       | 1250 | 1246      | -0.03           | 2400         | Lugnet (P) | 2537 | 2510      | 2510            | -1.06        | 1010       | S. Rougemont | 1080 | 1078 | 1079  | -0.09 |
| 1260      | Alfred-Albion    | 1260         | 1260       | 1260 | 0.00      | 400                | C. Luyon/L.  | 1246       | 1250 | 1246      | -0.03           | 2400         | Lugnet (P) | 2537 | 2510      | 2510            | -1.06        | 1010       | S. Rougemont | 1080 | 1078 | 1079  | -0.09 |
| 1260      | Alfred-Albion    | 1260         | 1260       | 1260 | 0.00      | 400                | C. Luyon/L.  | 1246       | 1250 | 1246      | -0.03           | 2400         | Lugnet (P) | 2537 | 2510      | 2510            | -1.06        | 1010       | S. Rougemont | 1080 | 1078 | 1079  | -0.09 |
| 1260      | Alfred-Albion    | 1260         | 1260       | 1260 | 0.00      | 400                | C. Luyon/L.  | 1246       | 1250 | 1246      | -0.03           | 2400         | Lugnet (P) | 2537 | 2510      | 2510            | -1.06        | 1010       | S. Rougemont | 1080 | 1078 | 1079  | -0.09 |
| 1260      | Alfred-Albion    | 1260         | 1260       | 1260 | 0.00      | 400                | C. Luyon/L.  | 1246       | 1250 | 1246      | -0.03           | 2400         | Lugnet (P) | 2537 | 2510      | 2510            | -1.06        | 1010       | S. Rougemont | 1080 | 1078 | 1079  | -0.09 |
| 1260      | Alfred-Albion    | 1260         | 1260       | 1260 | 0.00      | 400                | C. Luyon/L.  | 1246       | 1250 | 1246      | -0.03           | 2400         | Lugnet (P) | 2537 | 2510      | 2510            | -1.06        | 1010       | S. Rougemont | 1080 | 1078 | 1079  | -0.09 |
| 1260      | Alfred-Albion    | 1260         | 1260       | 1260 | 0.00      | 400                | C. Luyon/L.  | 1246       | 1250 | 1246      | -0.03           | 2400         | Lugnet (P) | 2537 | 2510      | 2510            | -1.06        | 1010       | S. Rougemont | 1080 | 1078 | 1079  | -0.09 |
| 1260      | Alfred-Albion    | 1260         | 1260       | 1260 | 0.00      | 400                | C. Luyon/L.  | 1246       | 1250 | 1246      | -0.03           | 2400         | Lugnet (P) | 2537 | 2510      | 2510            | -1.06        | 1010       | S. Rougemont | 1080 | 1078 | 1079  | -0.09 |
| 1260      | Alfred-Albion    | 1260         | 1260       | 1260 | 0.00      | 400                | C. Luyon/L.  | 1246       | 1250 | 1246      | -0.03           | 2400         | Lugnet (P) | 2537 | 2510      | 2510            | -1.06        | 1010       | S. Rougemont | 1080 | 1078 | 1079  | -0.09 |
| 1260      | Alfred-Albion    | 1260         | 1260       | 1260 | 0.00      | 400                | C. Luyon/L.  | 1246       | 1250 | 1246      | -0.03           | 2400         | Lugnet (P) | 2537 | 2510      | 2510            | -1.06        | 1010       | S. Rougemont | 1080 | 1078 | 1079  | -0.09 |
| 1260      | Alfred-Albion    | 1260         | 1260       | 1260 | 0.00      | 400                | C. Luyon/L.  | 1246       | 1250 | 1246      | -0.03           | 2400         | Lugnet (P) | 2537 | 2510      | 2510            | -1.06        | 1010       | S. Rougemont | 1080 | 1078 | 1079  | -0.09 |
| 1260      | Alfred-Albion    | 1260         | 1260       | 1260 | 0.00      | 400                | C. Luyon/L.  | 1246       | 1250 | 1246      | -0.03           | 2400         | Lugnet (P) | 2537 | 2510      | 2510            | -1.06        | 1010       | S. Rougemont | 1080 | 1078 | 1079  | -0.09 |
| 1260      | Alfred-Albion    | 1260         | 1260       | 1260 | 0.00      | 400                | C. Luyon/L.  | 1246       | 1250 | 1246      | -0.03           | 2400         | Lugnet (P) | 2537 | 2510      | 2510            | -1.06        | 1010       | S. Rougemont | 1080 | 1078 | 1079  | -0.09 |
| 1260      | Alfred-Albion    | 1260         | 1260       | 1260 | 0.00      | 400                | C. Luyon/L.  | 1246       | 1250 | 1246      | -0.03           | 2400         | Lugnet (P) | 2537 | 2510      | 2510            | -1.06        | 1010       | S. Rougemont | 1080 | 1078 | 1079  | -0.09 |
| 1260      | Alfred-Albion    | 1260         | 1260       | 1260 | 0.00      | 400                | C. Luyon/L.  | 1246       | 1250 | 1246      | -0.03           | 2400         | Lugnet (P) | 2537 | 2510      | 2510            | -1.06        | 1010       | S. Rougemont | 1080 | 1078 | 1079  | -0.09 |
| 1260      | Alfred-Albion    | 1260         | 1260       | 1260 | 0.00      | 400                | C. Luyon/L.  | 1246       | 1250 | 1246      | -0.03           | 2400         | Lugnet (P) | 2537 | 2510      | 2510            | -1.06        | 1010       | S. Rougemont | 1080 | 1078 | 1079  | -0.09 |
| 1260      | Alfred-Albion    | 1260         | 1260       | 1260 | 0.00      | 400                | C. Luyon/L.  | 1246       | 1250 | 1246      | -0.03           | 2400         | Lugnet (P) | 2537 | 2510      | 2510            | -1.06        | 1010       | S. Rougemont | 1080 | 1078 | 1079  | -0.09 |
| 1260      | Alfred-Albion    | 1260         | 1260       | 1260 | 0.00      | 400                | C. Luyon/L.  | 1246       | 1250 | 1246      | -0.03           | 2400         | Lugnet (P) | 2537 | 2510      | 2510            | -1.06        | 1010       | S. Rougemont | 1080 | 1078 | 1079  | -0.09 |
| 1260      | Alfred-Albion    | 1260         | 1260       | 1260 | 0.00      | 400                | C. Luyon/L.  | 1246       | 1250 | 1246      | -0.03           | 2400         | Lugnet (P) | 2537 | 2510      | 2510            | -1.06        | 1010       | S. Rougemont | 1080 | 1078 | 1079  | -0.09 |
| 1260      | Alfred-Albion    | 1260         | 1260       | 1260 | 0.00      | 400                | C. Luyon/L.  | 1246       | 1250 | 1246      | -0.03           | 2400         | Lugnet (P) | 2537 | 2510      | 2510            | -1.06        | 1010       | S. Rougemont | 1080 | 1078 | 1079  | -0.09 |
| 1260      | Alfred-Albion    | 1260         | 1260       | 1260 | 0.00      | 400                | C. Luyon/L.  | 1246       | 1250 | 1246      | -0.03           | 2400         | Lugnet (P) | 2537 | 2510      | 2510            | -1.06        | 1010       | S. Rougemont | 1080 | 1078 | 1079  | -0.09 |
| 1260      | Alfred-Albion    | 1260         | 1260       | 1260 | 0.00      | 400                | C. Luyon/L.  | 1246       | 1250 | 1246      | -0.03           | 2400         | Lugnet (P) | 2537 | 2510      | 2510            | -1.06        | 1010       | S. Rougemont | 1080 | 1078 | 1079  | -0.09 |
| 1260      | Alfred-Albion    | 1260         | 1260       | 1260 | 0.00      | 400                | C. Luyon/L.  | 1246       | 1250 | 1246      | -0.03           | 2400         | Lugnet (P) | 2537 | 2510      | 2510            | -1.06        | 1010       | S. Rougemont | 1080 | 1078 | 1079  | -0.09 |
| 1260      | Alfred-Albion    | 1260         | 1260       | 1260 | 0.00      | 400                | C. Luyon/L.  | 1246       | 1250 | 1246      | -0.03           | 2400         | Lugnet (P) | 2537 | 2510      | 2510            | -1.06        | 1010       | S. Rougemont | 1080 | 1078 | 1079  | -0.09 |
| 1260      | Alfred-Albion    | 1260         | 1260       | 1260 | 0.00      | 400                | C. Luyon/L.  | 1246       | 1250 | 1246      | -0.03           | 2400         | Lugnet (P) | 2537 | 2510      | 2510            | -1.06        | 1010       | S. Rougemont | 1080 | 1078 | 1079  | -0.09 |
| 1260      | Alfred-Albion    | 1260         | 1260       | 1260 | 0.00      | 400                | C. Luyon/L.  | 1246       | 1250 | 1246      | -0.03           | 2400         | Lugnet (P) | 2537 | 2510      | 2510            | -1.06        | 1010       | S. Rougemont | 1080 | 1078 | 1079  | -0.09 |
| 1260      | Alfred-Albion    | 1260         | 1260       | 1260 | 0.00      | 400                | C. Luyon/L.  | 1246       | 1250 | 1246      | -0.03           | 2400         | Lugnet (P) | 2537 | 2510      | 2510            | -1.06        | 1010       | S. Rougemont | 1080 | 1078 | 1079  | -0.09 |
| 1260      | Alfred-Albion    | 1260         | 1260       | 1260 | 0.00      | 400                | C. Luyon/L.  | 1246       | 1250 | 1246      | -0.03           | 2400         | Lugnet (P) | 2537 | 2510      | 2510            | -1.06        | 1010       | S. Rougemont | 1080 | 1078 | 1079  | -0.09 |
| 1260      | Alfred-Albion    | 1260         | 1260       | 1260 | 0.00      | 400                | C. Luyon/L.  | 1246       | 1250 | 1246      | -0.03           | 2400         | Lugnet (P) | 2537 | 2510      | 2510            | -1.06        | 1010       | S. Rougemont | 1080 | 1078 | 1079  | -0.09 |
| 1260      | Alfred-Albion    | 1260         | 1260       | 1260 | 0.00      | 400                | C. Luyon/L.  | 1246       | 1250 | 1246      | -0.03           | 2400         | Lugnet (P) | 2537 | 2510      | 2510            | -1.06        | 1010       | S. Rougemont | 1080 | 1078 | 1079  | -0.09 |
| 1260      | Alfred-Albion    | 1260         | 1260       | 1260 | 0.00      | 400                | C. Luyon/L.  | 1246       | 1    |           |                 |              |            |      |           |                 |              |            |              |      |      |       |       |

Comptant

(selection)

SICAV

(selection)

9/6

| VALEURS             | % du portefeuille | % des gains/pertes | VALEURS            | Cours préf. | Dernier cours | VALEURS               | Cours préf. | Dernier cours | VALEURS                | Emission/ Faits soc. | Rechat net | VALEURS                 | Emission/ Faits soc. | Rechat net | VALEURS                      | Emission/ Faits soc. | Rechat net |
|---------------------|-------------------|--------------------|--------------------|-------------|---------------|-----------------------|-------------|---------------|------------------------|----------------------|------------|-------------------------|----------------------|------------|------------------------------|----------------------|------------|
| Obligations         |                   |                    |                    |             |               | Etrangeres            |             |               |                        |                      |            | Hors-cote               |                      |            |                              |                      |            |
| Emp.Em 9,5% 78/...  | ...               | 8,94               | F.I.P.P. ....      | 102         | ....          | Rochemo NV .....      | 183 80      | 183           | Accion .....           | 231 74               | 225 54     | Faces General .....     | 272 55               | 272 01     | Pauline Capitalisation ..... | 1749 75              | 1715 27    |
| 10,80% 79/94 .....  | ...               | 8,25               | F.I.A.C. ....      | 2250        | ....          | Polina .....          | 324 70      | 326 90        | Accomplish C & D ..... | 31438 71             | 31438 71   | Fines Obligations ..... | 476 76               | 474 02     | Palmer Opportunities .....   | 133 28               | 129 40     |
| Emp.Em 12,4% 85/... | 105 07            | 9,12               | Foncia (L&L) ..... | 305         | ....          | Shipco .....          | 5 05        | ....          | Ameri-gas .....        | 7965 56              | 7274 56    | France .....            | 482 44               | 468 38     | Parques Patrimoine .....     | 918 54               | 800 52     |
| 10,25% ann 85/...   | 105 11            | 8,63               | Foncia (L&L) ..... | 424         | ....          | Sims Group .....      | 22 50       | ....          | Ampelco .....          | 780 85               | 800 85     | France Financ .....     | 110 77               | 112 40     | Parques Patrimoine .....     | 249 28               | 244 37     |
| 10,25% ann 85/...   | 105 11            | 8,63               | Foncia (L&L) ..... | 1630        | 1650          | S&P Advertising ..... | 58          | ....          | Ampelco Indus. .....   | 7191 40              | 7124 40    | France Financ .....     | 115 85               | 112 40     | Parques Patrimoine .....     | 614 32               | 622 27     |
| 10,25% ann 85/...   | 105 11            | 8,63               | Foncia (L&L) ..... | 2050        | ....          | Amstar .....          | 255 30      | ....          | Amstar Indus. .....    | 7981 40              | 7981 40    | France Financ .....     | 38 88                | 38 88      | Parques Patrimoine .....     | 1247 03              | 1247 03    |
| 10,25% ann 85/...   | 105 11            | 8,63               | Foncia (L&L) ..... | 546         | ....          | Amstar .....          | 255 30      | ....          | Amstar Indus. .....    | 7981 40              | 7981 40    | France Financ .....     | 38 88                | 38 88      | Parques Patrimoine .....     | 1247 03              | 1247 03    |
| 10,25% ann 85/...   | 105 11            | 8,63               | Foncia (L&L) ..... | 320         | 320           | Amstar .....          | 255 30      | ....          | Amstar Indus. .....    | 7981 40              | 7981 40    | France Financ .....     | 38 88                | 38 88      | Parques Patrimoine .....     | 1247 03              | 1247 03    |
| 10,25% ann 85/...   | 105 11            | 8,63               | Foncia (L&L) ..... | 416         | ....          | Amstar .....          | 255 30      | ....          | Amstar Indus. .....    | 7981 40              | 7981 40    | France Financ .....     | 38 88                | 38 88      | Parques Patrimoine .....     | 1247 03              | 1247 03    |
| 10,25% ann 85/...   | 105 07            | 9,01               | G.E.F. ....        | 301         | ....          | Amstar Indus. ....    | 89 20       | ....          | Amstar Indus. ....     | 1041 91              | 1141 91    | France Financ .....     | 248 27               | 244 60     | Parques Patrimoine .....     | 631 73               | 602 85     |
| 10,25% ann 85/...   | 105 08            | 5,44               | B.I.P.E. ....      | 148         | 410           | Bank of America Corp. | 130 80      | ....          | Amstar Indus. ....     | 1470 72              | 1470 72    | France Financ .....     | 198 31               | 197 82     | Parques Patrimoine .....     | 7275 88              | 7275 88    |
| 10,25% ann 85/...   | 105 08            | 5,44               | B.I.P.E. ....      | 148         | 410           | B.I.P.E. ....         | 26800       | ....          | Amstar Indus. ....     | 1470 72              | 1470 72    | France Financ .....     | 198 31               | 197 82     | Parques Patrimoine .....     | 10021 93             | 10012 02   |
| 10,25% ann 85/...   | 105 08            | 5,44               | B.I.P.E. ....      | 148         | 410           | B.I.P.E. ....         | 26800       | ....          | Amstar Indus. ....     | 1470 72              | 1470 72    | France Financ .....     | 198 31               | 197 82     | Parques Patrimoine .....     | 10021 93             | 10012 02   |
| 10,25% ann 85/...   | 105 08            | 5,44               | B.I.P.E. ....      | 148         | 410           | B.I.P.E. ....         | 26800       | ....          | Amstar Indus. ....     | 1470 72              | 1470 72    | France Financ .....     | 198 31               | 197 82     | Parques Patrimoine .....     | 10021 93             | 10012 02   |
| 10,25% ann 85/...   | 105 08            | 5,44               | B.I.P.E. ....      | 148         | 410           | B.I.P.E. ....         | 26800       | ....          | Amstar Indus. ....     | 1470 72              | 1470 72    | France Financ .....     | 198 31               | 197 82     | Parques Patrimoine .....     | 10021 93             | 10012 02   |
| 10,25% ann 85/...   | 105 08            | 5,44               | B.I.P.E. ....      | 148         | 410           | B.I.P.E. ....         | 26800       | ....          | Amstar Indus. ....     | 1470 72              | 1470 72    | France Financ .....     | 198 31               | 197 82     | Parques Patrimoine .....     | 10021 93             | 10012 02   |
| 10,25% ann 85/...   | 105 08            | 5,44               | B.I.P.E. ....      | 148         | 410           | B.I.P.E. ....         | 26800       | ....          | Amstar Indus. ....     | 1470 72              | 1470 72    | France Financ .....     | 198 31               | 197 82     | Parques Patrimoine .....     | 10021 93             | 10012 02   |
| 10,25% ann 85/...   | 105 08            | 5,44               | B.I.P.E. ....      | 148         | 410           | B.I.P.E. ....         | 26800       | ....          | Amstar Indus. ....     | 1470 72              | 1470 72    | France Financ .....     | 198 31               | 197 82     | Parques Patrimoine .....     | 10021 93             | 10012 02   |
| 10,25% ann 85/...   | 105 08            | 5,44               | B.I.P.E. ....      | 148         | 410           | B.I.P.E. ....         | 26800       | ....          | Amstar Indus. ....     | 1470 72              | 1470 72    | France Financ .....     | 198 31               | 197 82     | Parques Patrimoine .....     | 10021 93             | 10012 02   |
| 10,25% ann 85/...   | 105 08            | 5,44               | B.I.P.E. ....      | 148         | 410           | B.I.P.E. ....         | 26800       | ....          | Amstar Indus. ....     | 1470 72              | 1470 72    | France Financ .....     | 198 31               | 197 82     | Parques Patrimoine .....     | 10021 93             | 10012 02   |
| 10,25% ann 85/...   | 105 08            | 5,44               | B.I.P.E. ....      | 148         | 410           | B.I.P.E. ....         | 26800       | ....          | Amstar Indus. ....     | 1470 72              | 1470 72    | France Financ .....     | 198 31               | 197 82     | Parques Patrimoine .....     | 10021 93             | 10012 02   |
| 10,25% ann 85/...   | 105 08            | 5,44               | B.I.P.E. ....      | 148         | 410           | B.I.P.E. ....         | 26800       | ....          | Amstar Indus. ....     | 1470 72              | 1470 72    | France Financ .....     | 198 31               | 197 82     | Parques Patrimoine .....     | 10021 93             | 10012 02   |
| 10,25% ann 85/...   | 105 08            | 5,44               | B.I.P.E. ....      | 148         | 410           | B.I.P.E. ....         | 26800       | ....          | Amstar Indus. ....     | 1470 72              | 1470 72    | France Financ .....     | 198 31               | 197 82     | Parques Patrimoine .....     | 10021 93             | 10012 02   |
| 10,25% ann 85/...   | 105 08            | 5,44               | B.I.P.E. ....      | 148         | 410           | B.I.P.E. ....         | 26800       | ....          | Amstar Indus. ....     | 1470 72              | 1470 72    | France Financ .....     | 198 31               | 197 82     | Parques Patrimoine .....     | 10021 93             | 10012 02   |
| 10,25% ann 85/...   | 105 08            | 5,44               | B.I.P.E. ....      | 148         | 410           | B.I.P.E. ....         | 26800       | ....          | Amstar Indus. ....     | 1470 72              | 1470 72    | France Financ .....     | 198 31               | 197 82     | Parques Patrimoine .....     | 10021 93             | 10012 02   |
| 10,25% ann 85/...   | 105 08            | 5,44               | B.I.P.E. ....      | 148         | 410           | B.I.P.E. ....         | 26800       | ....          | Amstar Indus. ....     | 1470 72              | 1470 72    | France Financ .....     | 198 31               | 197 82     | Parques Patrimoine .....     | 10021 93             | 10012 02   |
| 10,25% ann 85/...   | 105 08            | 5,44               | B.I.P.E. ....      | 148         | 410           | B.I.P.E. ....         | 26800       | ....          | Amstar Indus. ....     | 1470 72              | 1470 72    | France Financ .....     | 198 31               | 197 82     | Parques Patrimoine .....     | 10021 93             | 10012 02   |
| 10,25% ann 85/...   | 105 08            | 5,44               | B.I.P.E. ....      | 148         | 410           | B.I.P.E. ....         | 26800       | ....          | Amstar Indus. ....     | 1470 72              | 1470 72    | France Financ .....     | 198 31               | 197 82     | Parques Patrimoine .....     | 10021 93             | 10012 02   |
| 10,25% ann 85/...   | 105 08            | 5,44               | B.I.P.E. ....      | 148         | 410           | B.I.P.E. ....         | 26800       | ....          | Amstar Indus. ....     | 1470 72              | 1470 72    | France Financ .....     | 198 31               | 197 82     | Parques Patrimoine .....     | 10021 93             | 10012 02   |
| 10,25% ann 85/...   | 105 08            | 5,44               | B.I.P.E. ....      | 148         | 410           | B.I.P.E. ....         | 26800       | ....          | Amstar Indus. ....     | 1470 72              | 1470 72    | France Financ .....     | 198 31               | 197 82     | Parques Patrimoine .....     | 10021 93             | 10012 02   |
| 10,25% ann 85/...   | 105 08            | 5,44               | B.I.P.E. ....      | 148         | 410           | B.I.P.E. ....         | 26800       | ....          | Amstar Indus. ....     | 1470 72              | 1470 72    | France Financ .....     | 198 31               | 197 82     | Parques Patrimoine .....     | 10021 93             | 10012 02   |
| 10,25% ann 85/...   | 105 08            | 5,44               | B.I.P.E. ....      | 148         | 410           | B.I.P.E. ....         | 26800       | ....          | Amstar Indus. ....     | 1470 72              | 1470 72    | France Financ .....     | 198 31               | 197 82     | Parques Patrimoine .....     | 10021 93             | 10012 02   |
| 10,25% ann 85/...   | 105 08            | 5,44               | B.I.P.E. ....      | 148         | 410           | B.I.P.E. ....         | 26800       | ....          | Amstar Indus. ....     | 1470 72              | 1470 72    | France Financ .....     | 198 31               | 197 82     | Parques Patrimoine .....     | 10021 93             | 10012 02   |
| 10,25% ann 85/...   | 105 08            | 5,44               | B.I.P.E. ....      | 148         | 410           | B.I.P.E. ....         | 26800       | ....          | Amstar Indus. ....     | 1470 72              | 1470 72    | France Financ .....     | 198 31               | 197 82     | Parques Patrimoine .....     | 10021 93             | 10012 02   |
| 10,25% ann 85/...   | 105 08            | 5,44               | B.I.P.E. ....      | 148         | 410           | B.I.P.E. ....         | 26800       | ....          | Amstar Indus. ....     | 1470 72              | 1470 72    | France Financ .....     | 198 31               | 197 82     | Parques Patrimoine .....     | 10021 93             | 10012 02   |
| 10,25% ann 85/...   | 105 08            | 5,44               | B.I.P.E. ....      | 148         | 410           | B.I.P.E. ....         | 26800       | ....          | Amstar Indus. ....     | 1470 72              | 1470 72    | France Financ .....     | 198 31               | 197 82     | Parques Patrimoine .....     | 10021 93             | 10012 02   |
| 10,25% ann 85/...   | 105 08            | 5,44               | B.I.P.E. ....      | 148         | 410           | B.I.P.E. ....         | 26800       | ....          | Amstar Indus. ....     | 1470 72              | 1470 72    | France Financ .....     | 198 31               | 197 82     | Parques Patrimoine .....     | 10021 93             | 10012 02   |
| 10,25% ann 85/...   | 105 08            | 5,44               | B.I.P.E. ....      | 148         | 410           | B.I.P.E. ....         | 26800       | ....          | Amstar Indus. ....     | 1470 72              | 1470 72    | France Financ .....     | 198 31               | 197 82     | Parques Patrimoine .....     | 10021 93             | 10012 02   |
| 10,25% ann 85/...   | 105 08            | 5,44               | B.I.P.E. ....      | 148         | 410           | B.I.P.E. ....         | 26800       | ....          | Amstar Indus. ....     | 1470 72              | 1470 72    | France Financ .....     | 198 31               | 197 82     | Parques Patrimoine .....     | 10021 93             | 10012 02   |
| 10,25% ann 85/...   | 105 08            | 5,44               | B.I.P.E. ....      | 148         | 410           | B.I.P.E. ....         | 26800       | ....          | Amstar Indus. ....     | 1470 72              | 1470 72    | France Financ .....     | 198 31               | 197 82     | Parques Patrimoine .....     | 10021 93             | 10012 02   |
| 10,25% ann 85/...   | 105 08            | 5,44               | B.I.P.E. ....      | 148         | 410           | B.I.P.E. ....         | 26800       | ....          | Amstar Indus. ....     | 1470 72              | 1470 72    | France Financ .....     | 198 31               | 197 82     | Parques Patrimoine .....     | 10021 93             | 10012 02   |
| 10,25% ann 85/...   | 105 08            | 5,44               | B.I.P.E. ....      | 148         | 410           | B.I.P.E. ....         | 26800       | ....          | Amstar Indus. ....     | 1470 72              | 1470 72    | France Financ .....     | 198 31               | 197 82     | Parques Patrimoine .....     | 10021 93             | 10012 02   |
| 10,25% ann 85/...   | 105 08            | 5,44               | B.I.P.E. ....      | 148         | 410           | B.I.P.E. ....         | 26800       | ....          | Amstar Indus. ....     | 1470 72              | 1470 72    | France Financ .....     | 198 31               | 197 82     | Parques Patrimoine .....     | 10021 93             | 10012 02   |
| 10,25% ann 85/...   | 105 08            | 5,44               | B.I.P.E. ....      | 148         | 410           | B.I.P.E. ....         | 26800       | ....          | Amstar Indus. ....     | 1470 72              | 1470 72    | France Financ .....     | 198 31               | 197 82     | Parques Patrimoine .....     | 10021 93             | 10012 02   |
| 10,25% ann 85/...   | 105 08            | 5,44               | B.I.P.E. ....      | 148         | 410           | B.I.P.E. ....         | 26800       | ....          | Amstar Indus. ....     | 1470 72              | 1470 72    | France Financ .....     | 198 31               | 197 82     | Parques Patrimoine .....     | 10021 93             | 10012 02   |
| 10,25% ann 85/...   | 105 08            | 5,44               | B.I.P.E. ....      | 148         | 410           | B.I.P.E. ....         | 26800       | ....          | Amstar Indus. ....     | 1470 72              | 1470 72    | France Financ .....     | 198 31               | 197 82     | Parques Patrimoine .....     | 10021 93             | 10012 02   |
| 10,25% ann 85/...   | 105 08            | 5,44               | B.I.P.E. ....      | 148         | 410           | B.I.P.E. ....         | 26800       | ....          | Amstar Indus. ....     | 1470 72              | 1470 72    | France Financ .....     | 198 31               | 197 82     | Parques Patrimoine .....     | 10021 93             | 10012 02   |
| 10,25% ann 85/...   | 105 08            | 5,44               | B.I.P.E. ....      | 148         | 410           | B.I.P.E. ....         | 26800       | ....          | Amstar Indus. ....     | 1470 72              | 1470 72    | France Financ .....     | 198 31               | 197 82     | Parques Patrimoine .....     | 10021 93             | 10012 02   |
| 10,25% ann 85/...   | 105 08            | 5,44               | B.I.P.E. ....      | 148         | 410           | B.I.P.E. ....         | 26800       | ....          | Amstar Indus. ....     | 1470 72              | 1470 72    | France Financ .....     | 198 31               | 197 82     | Parques Patrimoine .....     | 10021 93             | 10012 02   |
| 10,25% ann 85/...   | 105 08            | 5,44               | B.I.P.E. ....      | 148         | 410           | B.I.P.E. ....         | 26800       | ....          | Amstar Indus. ....     | 1470 72              | 1470 72    | France Financ .....     | 198 31               | 197 82     | Parques Patrimoine .....     | 10021 93             | 10012 02   |
| 10,25% ann 85/...   | 105 08            | 5,44               | B.I.P.E. ....      | 148         | 410           | B.I.P.E. ....         | 26800       | ....          | Amstar Indus. ....     | 1470 72              | 1470 72    | France Financ .....     | 198 31               | 197 82     | Parques Patrimoine .....     | 10021 93             | 10012 02   |
| 10,25% ann 85/...   | 105 08            | 5,44               | B.I.P.E. ....      | 148         | 410           | B.I.P.E. ....         | 26800       | ....          | Amstar Indus. ....     | 1470 72              | 1470 72    | France Financ .....     | 198 31               | 197 82     | Parques Patrimoine .....     | 10021 93             | 10012 02   |
| 10,25% ann 85/...   | 105 08            | 5,44               | B.I.P.E. ....      | 148         | 410           | B.I.P.E. ....         | 26800       | ....          | Amstar Indus. ....     | 1470 72              | 1470 72    | France Financ .....     | 198 31               | 197 82     | Parques Patrimoine .....     | 10021 93             | 10012 02   |
| 10,25% ann 85/...   | 105 08            | 5,44               | B.I.P.E. ....      | 148         | 410           | B.I.P.E. ....         | 26800       | ....          | Amstar Indus. ....     | 1470 72              | 1470 72    | France Financ .....     | 198 31               | 197 82     | Parques Patrimoine .....     | 10021 93             | 10012 02   |
| 10,25% ann 85/...   | 105 08            | 5,44               | B.I.P.E. ....      | 148         | 410           | B.I.P.E. ....         | 26800       | ....          | Amstar Indus. ....     | 1470 72              | 1470 72    | France Financ .....     | 198 31               | 197 82     | Parques Patrimoine .....     | 10021 93             | 10012 02   |
| 10,25% ann 85/...   | 105 08            | 5,44               | B.I.P.E. ....      | 148         | 410           | B.I.P.E. ....         | 26800       | ....          | Amstar Indus. ....     | 1470 72              | 1470 72    | France Financ .....     | 198 31               | 197 82     | Parques Patrimoine .....     | 10021 93             | 10012 02   |
| 10,25% ann 85/...   | 105 08            | 5,44               | B.I.P.E. ....      | 148         | 410           | B.I.P.E. ....         | 26800       | ....          | Amstar Indus. ....     | 1470 72              | 1470 72    | France Financ .....     | 198 31               | 197 82     | Parques Patrimoine .....     | 10021 93             | 10012 02   |
| 10,25% ann 85/...   | 105 08            | 5,44               | B.I.P.E. ....      | 148         | 410           | B.I.P.E. ....         | 26800       | ....          | Amstar Indus. ....     | 1470 72              | 1470 72    | France Financ .....     | 198 31               | 197 82     | Parques Patrimoine .....     | 10021 93             | 10012 02   |
| 10,25% ann 85/...   | 105 08            | 5,44               | B.I.P.E. ....      | 148         | 410           | B.I.P.E. ....         | 26800       | ....          | Amstar Indus. ....     | 1470 72              | 1470 72    | France Financ .....     | 198 31               | 197 82     | Parques Patrimoine .....     | 10021 93             | 10012 02   |
| 10,25% ann 85/...   | 105 08            | 5,44               | B.I.P.E. ....      | 148         | 410           | B.I.P.E. ....         | 26800       | ....          | Amstar Indus. ....     | 1470 72              | 1470 72    | France Financ .....     | 198 31               | 197 82     | Parques Patrimoine .....     | 10021 93             | 10012 02   |
| 10,25% ann 85/...   | 105 08            | 5,44               | B.I.P.E. ....      | 148         | 410           | B.I.P.E. ....         | 26800       | ....          | Amstar Indus. ....     | 1470 72              | 1470 72    | France Financ .....     | 198 31               | 197 82     | Parques Patrimoine .....     | 10021 93             | 10012 02   |
| 10,25% ann 85/...   | 105 08            | 5,44               | B.I.P.E. ....      | 148         | 410           | B.I.P.E. ....         | 26800       | ....          | Amstar Indus. ....     | 1470 72              | 1470 72    | France Financ .....     | 198 31               | 197 82     | Parques Patrimoine .....     | 10021 93             | 10012 02   |
| 10,25% ann 85/...   | 105 08            | 5,44               | B.I.P.E. ....      | 148         | 410           | B.I.P.E. ....         | 26800</     |               |                        |                      |            |                         |                      |            |                              |                      |            |

[illegible]

| Marché des Changes |                |              |                   |       | Marché libre de l'or   |                |              | LA BOURSE SUR MINITEL               |                                      | Marché à terme international de France MATIF  |          |         |               |        |            |         |  |
|--------------------|----------------|--------------|-------------------|-------|------------------------|----------------|--------------|-------------------------------------|--------------------------------------|---|----------|---------|---------------|--------|------------|---------|--|
| COURS INDICATIFS   | COURS<br>préc. | COURS<br>9/6 | COURS DES BILLETS |       | MONNAIES<br>ET DEVISES | COURS<br>préc. | COURS<br>9/6 | <div>36-15<br/>TAPEZ LE MONDE</div> | NOTIONNEL 10 %                       |   |          |         | CAC40 A TERME |        |            |         |  |
|                    |                |              | achat             | vente |                        |                |              |                                     | Nombre de contrats estimés : 245 380 |   |          |         | Volume : NT   |        |            |         |  |
|                    |                |              |                   |       |                        |                |              |                                     | COURS                                | Jun 93  | Sept. 93 | Déc. 93 | COURS         | Jun 93 | Juillet 93 | Août 93 |  |
|                    |                |              |                   |       |                        |                |              |                                     | Dernier                              | 118   | 117,30   | 117,20  | Dernier       | NC     | NC         | NC      |  |
|                    |                |              |                   |       |                        |                |              |                                     | Précédent                            | 117,72  | 117,50   | 116,98  | Précédent     | NC     | NC         | NC      |  |
|                    |                |              |                   |       |                        |                |              | Renseignements :                    |                                      | c : coupon détaché - o : offert - * : droit détaché - d : demandé - e : prix précédent - m : marché continu |          |         |               |        |            |         |  |
|                    |                |              |                   |       |                        |                |              | 46-62-72-67                         |                                      |   |          |         |               |        |            |         |  |



## COMMUNICATION

Directeur délégué du « Figaro »

## Jean Miot élu président de la Fédération nationale de la presse française

Jean Miot, directeur délégué du Figaro et président démissionnaire du Syndicat de la presse parisienne (SPP), a été élu le mercredi 9 juin président de la Fédération nationale de la presse française (FNPF). M. Miot a obtenu dès le premier tour 166 voix favorables sur 230 voix. Il y a eu 54 bulletins blancs, 9 nuls et une abstention.

Georges Montaron, directeur de l'hebdomadaire *Témoignage chrétien* et président du Syndicat de la presse hebdomadaire parisienne (SPHP), avait facilité l'élection de M. Miot en annonçant, juste avant le scrutin, le retrait de sa candidature à la fin d'un discours-programme d'une vingtaine de minutes. M. Montaron a justifié son geste par le souci de « l'unité de toutes les formes de presse, qui traverse une crise grave ». Les présidents des syndicats membres de la fédération s'étaient ensuite prononcés en faveur du directeur du Figaro, entérinant ainsi l'appel à

l'unité lancé la veille de l'élection par Claude Puhl, directeur général du quotidien de Metz le *Républicain lorrain* et président de la FNPF, dans les colonnes du Figaro.

Peu connue du grand public, la FNPF est issue de la Fédération de la presse clandestine. Fondée en 1944, elle fut d'abord présidée par le professeur Albert Bayet jusqu'en 1961 puis par différents patrons de presse : Pierre-René Wolf de Paris-Normandie, Emilian Amaury du Parisien libéré, Raymond Dubreuil de la Haute-Marne libérée, André-Louis Dubois de Paris-Match, Maurice Bayon du Midi libre et, depuis 1987, par Claude Puhl qui a été nommé mercredi 9 juin, président d'honneur.

La FNPF est une union de sept syndicats, allant du Syndicat de la presse parisienne (SPP) à la Fédération nationale de la presse d'information spécialisée (FNPS) qui regroupe divers syndicats de la presse médicale, de la presse des entreprises, de la presse économique, etc., en passant par le puissant Syndicat de la presse quotidienne régionale (SPQR). Elle fédère quelques 2 362 titres, qu'elle est censée

défendre et représenter dans les domaines législatif, juridique et social.

L'élection de M. Miot, qui ne constitue pas une surprise, devait, selon l'un de ses proches, aider à « dépasser » la FNPF. Depuis une dizaine d'années, Jean Miot, cinquante-trois ans, est devenu incontournable. Ce Berriehon a gravi tous les échelons du groupe Hersant, de Centre-Press à Poitiers, où il est journaliste, au Figaro dont il devient le directeur en 1980, en passant par Paris-Normandie dont il fut rédacteur en chef et le *Berry républicain* dont il fut directeur-gérant.

Bras droit de Robert Hersant dont il est le plus habile des ministres, M. Miot cumule diverses fonctions. Il les a en grande partie héritées de André Audinot, un des proches de M. Hersant, décedé brutalement en 1986. Et plus de la présidence de Diffusion-Contrôle (nouvelle appellation de l'Office de régulation de la diffusion, OIR). M. Miot est notamment vice-président du conseil supérieur des Nouvelles messageries de la presse parisienne (NMPP), et président du SPP depuis 1986. Ces différentes

fonctions en ont fait un interlocuteur de choix lors des conflits entre le Livre CGT et l'imprimeur Jean Didier, en 1988, et lors de la grève des NMPP en 1989 lancée par le Livre CGT, dues à sa volonté consensuelle et à sa connaissance des arcanes et des dirigeants du Livre.

Mais cette concentration de pouvoirs suscite aussi des critiques. Plusieurs éditeurs s'inquiétant de voir un représentant éminent du groupe Hersant « truster » les présidences des instances de la presse. Les bulletins blancs comptabilisés lors de son élection en témoignent.

M. Miot a indiqué, après son élection, qu'il abandonnait la présidence du SPP, qui se réunira prochainement pour désigner son successeur, le 22 juin. En outre, le nouveau président de la FNPF a défini ses priorités : « Gagner la bataille du taux zéro de la TVA pour la presse, remettre à l'étude la grille tarifaire postale, adapter la loi Bichet sur la distribution, s'ouvrir à l'Europe et installer la Fédération dans des bureaux neufs », dans le quartier de Bercy à Paris.

YVES-MARIE LABÉ

## Les pouvoirs ambigus de l'image

Alors qu'une polémique naît après les aveux télévisés du meurtrier de René Bousquet un colloque à l'Arche de la Défense analyse certaines dérives médiatiques

« Devions-nous détourner le regard de la confession télévisée de l'assassin (de René Bousquet) ? » A cette question qu'il posait lui-même, mardi 9 juin, lors d'un colloque organisé à l'Arche de la Défense, sur « Télévision : pouvoir et ambiguïté de l'image » (1), Paul Virilio répond vigoureusement. Car l'ubiquité et l'omniprésence de la vitesse cain, bientôt l'assassin

ne passe à l'écran sans crime ; que « l'industrialisation de la vision » qui succède à « l'artisanat du regard » aboutisse à une « surexposition du visible », nous transforme en « handicapés du regard ».

Il craint pour le futur qu'un « dressage des réflexes oculaires », à travers des nouvelles technologies, ne nous amène, tentation totalitaire, du « pacemaking cardiaque à la prophétie émotionnelle ». Avec son sens aigu de la formule, Paul Virilio dissèque une « logique de la statistique qui n'est pas celle de la démocratie », une « accélération des représentations qui nous fait perdre la profondeur de champ ».

Pour Virilio, le meurtre et la confession télévisée relèvent d'un « effet live », d'une culture de l'instantané, du direct, qui aboutit à une justice « live », expéditive, la même qui fut appliquée au preneur d'otages de Neuilly-sur-Seine. Et il oppose cet « effet live » au livre, qui fonde l'Université et l'Europe. Pour le sociologue Jean Duviols, qui refuse de répondre sans « le temps de penser, car ça prend du temps », le problème général de la télévision vient de ce qu'elle mêle fiction et réalité, alors que le cathartisme du théâtre fonctionne « parce qu'on paie pour voir ce qui se passe ». Et le code de réalité que « toute époque définit » (Pierre Francastel, sociologue de l'art), s'efface quand s'étend l'idée que « la rapidité de transmission fonde la vérité ».

« Le problème est bien celui de la fusion de la conversion de la réalité en temps réel », note Jean-Louis Missika, ancien chef du service d'information et de diffusion du premier ministre. Et cette fusion, à l'œuvre en politique depuis longtemps, s'élargit à d'autres champs comme le fait divers, « au risque de la confusion ». Mais il ne juge pas la seule télévision responsable du problème du meurtre, cette « soif de notoriété, de sortie de l'anonymat ».

## « Brouillage des repères »

Producteur d'émissions comme « Les marches de la gloire », Philip Plaisance défend le reality-show, ou du moins sa définition d'un

genre éclaté, c'est-à-dire une télévision proche des gens, qui raconte des histoires basées sur le réel en mêlant des éléments de fiction et des actes positifs : « C'est le brouillage qui doit être combattu, mais pas une convention [de narration] si elle est clairement annoncée, si on dit bien que c'est une reconstitution ». Est-ce si clair ? « Tout le problème des reality-shows est là, dans le brouillage des repères par mélange », se méfie le sociologue Dominique Wolton.

Le pacifiste Mouna Agulqui, dont la barbe s'était transportée à l'Arche, est plus direct : « Les mass media rendent la masse médiocre : vive la bonne télévision ! »

Pour le futur, l'ambiguïté des pouvoirs de l'image n'est pas près de disparaître, si leur ubiquité croît. Car Philippe Queau, chercheur à l'Institut national de l'audiovisuel, analyse « l'ère du virtuel, qui s'ouvre après celle du réel ». Navigation, interaction en temps réel, immersion dans l'image sont autant de fonctions nouvelles de cette image « numérique, synchrone et virtuelle » qui vient « abolir trois coupures traditionnelles, entre image et langage, image et modèle, image et espace ».

Car cette image de jadis, qui n'était qu'une image, un simulacre, un signe, une symphonie, une trace du réel, est aujourd'hui fusionnée avec son modèle informatique ou physique, permet de créer des univers avant tout éphémères, devient un lieu où l'on peut se déplacer, rencontrer d'autres

personnes. « Mais attention au vertige de la confusion, car on peut mélanger dans une même image plusieurs niveaux de réalité », prévient Philippe Queau, en citant l'exemple des publicités d'un stade de foot qu'on peut manipuler électriquement et « changer » selon le pays de diffusion, en cours de retransmission télévisée.

Dominique Wolton tempère cet enthousiasme technologique par le rappel de l'incertitude des sociétés, des usages, des lois.

Jean-Louis Missika table sur le sens critique du spectateur, en annonçant l'entrée prochaine dans « une période de fin de l'ère naïve de l'image », il s'oppose alors à l'acquiescement de Paul Virilio d'un « darwinisme de l'image » qui érige certaines images en « supérieures » comme on légitimerait des surhommes. Jean Duviols fait preuve d'un optimisme modéré, qui note que la simulation a toujours fait partie de la création, et surtout que « l'image n'est jamais perdue comme le croit l'émetteur ».

MICHEL COLONNA D'ISTRIA

(1) La Fondation Arche de la Fraternité accueille, à la grande Arche de la Défense, jusqu'au 31 décembre, l'exposition « Médias et démocratie ». Avec la revue *Médias Pouvons*, et d'autres journaux, elle organise une série de débats. Les prochains sont consacrés à « l'impact du fait religieux par les médias », le 17 juin, à « l'impact de l'opinion et de la démocratie », le 29 juin et à la « déontologie dans les médias à travers les expériences européennes », le 1<sup>er</sup> juillet.

## La controverse sur le rôle de la télévision

Quelles limites la télévision doit-elle se fixer dans le traitement journalistique des meurtres ou des prises d'otages ? Le directeur de la rédaction de TF1, Gérard Carreyrou, estime « urgent » un débat ait lieu sur ce thème, réunissant sociologues, psychologues, hommes politiques, etc., sous l'égide du Conseil supérieur de l'audiovisuel. Il faut, selon lui, éviter cette « diabolique alternative », qu'un « trieste héros de notre société prenne des otages et, sous la menace de les tuer, exige de passer en direct à l'antenne ».

En revanche, sur les choix éditoriaux de sa chaîne, le 8 juin après l'assassinat de René Bousquet, mis en cause dans de nombreux journaux, « il n'y a pas à débattre » selon Gérard Carreyrou : « TF1 a diffusé les images à 13 heures après mille réflexions [...] ». Elle a consacré dans son journal de 20 heures, trente minutes à l'affaire, dont quinze aux déclarations de l'assassin Christian Didier. Gérard

Carreyrou « ne pense pas qu'il y ait eu déséquilibre, il fallait essayer de comprendre quels étaient les motifs de l'assassin ». D'ailleurs, la concurrence pressait : « Les télévisions européennes et américaines ont téléphoné pour avoir les images... ».

Le PDG de France Télévision, Hervé Bourges, est au contraire vigoureusement hostile à la diffusion de déclarations d'assassins. « Si France Télévision avait disposé de ces images, et dans la mesure où l'assassin a annoncé et revendiqué son crime, nous ne les aurions pas diffusées », affirme M. Bourges. Où va-t-on sur cette voie ? Faudra-t-il la prochaine fois interroger la fureur meurtrière avant même le meurtre ? Il ne peut être question de prêter le flanc à la possibilité d'être pris en otage dans une affaire [comme celle de Neuilly]. Là-dessus, aucune faiblesse ne peut être légitimée ou excusée... »

## CARNET DU Monde

## Naissances

Estelle et Olivier CHARREAU ont la joie d'annoncer la naissance de Florian, le 2 juin 1993, à Argenteuil.

48, rue Pasteur, 95410 Groussy.

Gérard et Valérie PELISSIER, née Levy-Soussan, sont heureux d'annoncer la naissance de leur fils

Hadrien, le 4 juin 1993, à Paris.

3, rue Gazan, 75014 Paris.

Pierre et Michèle LEVY-SOUSSAN, née Zittora, ont la joie d'annoncer la naissance de

Hana, le 6 juin 1993, à Paris.

3, avenue Champagnat, 75015 Paris.

Nadine LE FOUILLE-GLICKSTEIN et

Gilles Glickstein ont la joie d'annoncer la naissance de

Milena, le samedi 5 juin 1993.

5, rue Marie-Davy, 75014 Paris.

## Mariages

Evelynne MICHEL et Olivier LONGUEVAL

sont heureux d'annoncer leur mariage, qui aura lieu dans l'intimité, le samedi 12 juin 1993.

Les familles POURCIN et CHEVALIER ont le plaisir d'annoncer le mariage de

Laure et Eric, le samedi 12 juin à Paris.

Claude et Michèle MARTIN, née Coudreau,

ont la joie de faire part de mariage de leur fille

Nathalie Salvatori COTTA, qui est en lieu, dans l'intimité familiale, le 5 juin 1993.

Rosine RIVALLAIN et Yves RAVEZ

ont le plaisir d'annoncer leur mariage, qui a eu lieu dans l'intimité, le 5 juin 1993.

46, rue des Binelles, 92310 Sèvres.

## Décès

Université de Reims-Champagne-Ardenne.

L'UFR des lettres et sciences humaines.

Le département de psychologie.

Le centre interdisciplinaire de recherche en linguistique et psychologie cognitive.

ont la grande tristesse de faire part du décès de

Serge BAUDET, professeur de psychologie cognitive,

survécu à Reims, le 7 juin 1993.

L'inhumation aura lieu au centre funéraire de Châlons-sur-Marne, le vendredi 11 juin, à 14 heures.

Nous avons appris le décès de notre ancien collaborateur,

Maurice MAGNOUX, survenu le 5 juin 1993.

Ses obsèques ont eu lieu le jeudi 10 juin, à 11 h 30, à Saint-Bonnet-Enchaux (Cortez).

[Maurice Magnoux est entré au Monde, au service des abonnements, le 23 janvier 1981, où sa collaboration s'est poursuivie jusqu'en 31 décembre 1992. La direction et le personnel du Monde présentent à sa famille leurs sincères condoléances.]

Nos abonnés et nos actionnaires, bénéficiant d'une réduction sur les insertions du « Carnet du Monde », sont priés de bien vouloir nous communiquer leur numéro de référence.

## Pompes Funèbres

## Marbrerie

CAHEN & C<sup>ie</sup>

43-20-74-52

MINITEL par le 11

M<sup>me</sup> Paul Morlon, son épouse, Constance et Michel Hebert, Pierre et Carmela Morlon, Thérèse et Loys Sargnon, Michel et Marie-Jeanne Morlon, ses enfants, Ses petits-enfants et son arrière-petit-fils.

Sa famille, Et ses amis, font part du rappel à Dieu, le 3 juin 1993, dans sa quatre-vingt-unième année, du

colonel (H) Paul MORLON, commandeur de la Légion d'honneur, compagnon de la Libération, croix de guerre 1939-1945, Distinguished Service Cross.

Les obsèques ont été célébrées à l'église d'Arches (Haute-Savoie), le 6 juin.

(Né le 6 décembre 1912 à Baugy (Cher) et ancien élève de Polytechnique, Paul Morlon sert, au Tchad, comme lieutenant d'artillerie coloniale en 1938. Il participe au soulèvement des troupes de l'Armée française d'Indochine (Tché, Sargnon, Moyon-Congo et Ouhangui-Chari) à la France libre. Avec le 1<sup>er</sup> régiment d'artillerie coloniale (RAC), qui relève de la 1<sup>re</sup> division française libre (DFL), il va, dès lors, participer à tous les combats de cette unité, notamment en Egypte, en Libye (durant la campagne de Bir-Hacheim, en 1942), contre les troupes allemandes du maréchal Erwin Rommel, en Crète, en Tunisie, en Italie (où il est fait prisonnier à Monte Cassino, en 1944), avant de débarquer en Provence avec les forces alliées. Il est fait compagnon de la Libération, le 20 novembre 1944, comme capitaine au 1<sup>er</sup> RAC. Il combat à Salento, puis, en août 1945, dans la poche de Brest, sur l'Alsace, où il s'illustre, récipiendaire des troupes allemandes. Après la fin de la seconde guerre mondiale, Paul Morlon reste dans l'armée. Il est en Indochine, il s'illustre dans la 1<sup>re</sup> division française libre, où il est promu colonel en 1954 et il devient commandant des troupes nées à la direction de la RAFP.)

M<sup>me</sup> Aline Rozenberg, M<sup>me</sup> et M<sup>me</sup> Gildon Kreisel, M<sup>me</sup> et M<sup>me</sup> Paul Rozenberg, M<sup>me</sup> Daniel Rozenberg, ses enfants, Clara, Jonathan, Pauline, Odine, ses petits-enfants, ont la douleur de faire part du décès de

M. Abram ROZENBERG.

L'inhumation aura lieu au cimetière de Bagneux, vendredi 11 juin 1993, à 16 heures.

Sans fleurs ni couronnes.

Cet avis tient lieu de faire-part.

Pierre Toussy, son fils, François Labes, sa belle-fille, font part du décès de

M<sup>me</sup> et M<sup>me</sup> TOUSSY, officier d'administration, chevalier de la Légion d'honneur, AET Bilton 1926.

11-15, rue de Foetabie, 75020 Paris.

M<sup>me</sup> Toni Vey, M<sup>me</sup> et M<sup>me</sup> Michel Vey, M<sup>me</sup> Bernard Volker, M<sup>me</sup> Brigitte Volker, M<sup>me</sup> Camille Volker, Eugénine et Frédéric, ont la grande tristesse de faire part du décès de

M. Henry VEY, conseiller pédagogique, cinéaste, journaliste à l'Echo d'Alger,

survécu le 5 juin 1993, à l'âge de quatre-vingts ans.

L'inhumation a eu lieu dans l'intimité.

Messes anniversaires

Il y a six ans,

M<sup>me</sup> Jacques FURET, née Jeanne Vilmaux, professeur de lettres classiques,

rappelle tragiquement à Dieu, nous quitte.

Ceux qui l'ont connue voudront bien avoir une pensée pour elle en union avec la messe qui sera célébrée à son intention, le samedi 12 juin 1993, à 18 h 45, en l'église de Saint-Gervais-la-Forêt (Loire-et-Cher).

Son mari, ses enfants et petits-enfants.

« Elle a trop pensé aux autres pour qu'elle soit jamais oubliée. »

Saint-Augustin.

Communications diverses

Le comité de Paris de la Ligue nationale contre le cancer convoque ses adhérents à l'assemblée générale extraordinaire, pour la seconde fois - en raison de l'absence de quorum le 3 juin dernier - le mercredi 30 juin, à 11 heures, au siège du comité, 13, avenue de la Grande-Armée, Paris-16<sup>e</sup>. Ordre du jour : modifications des statuts.

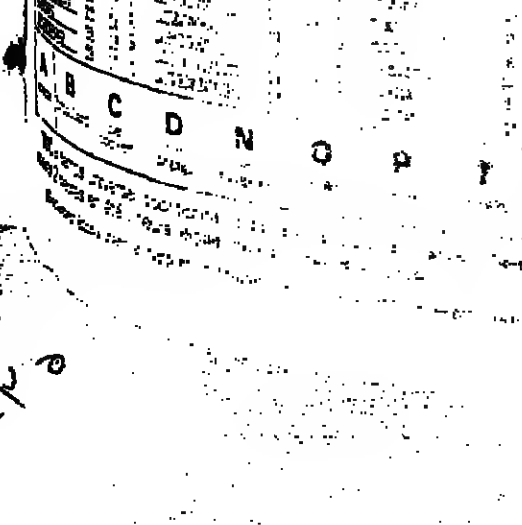
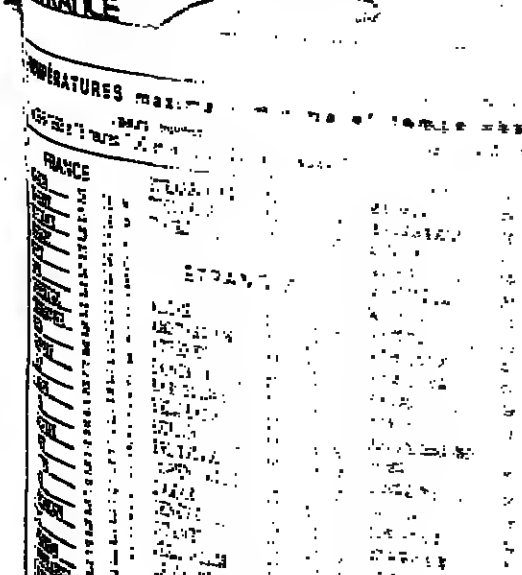
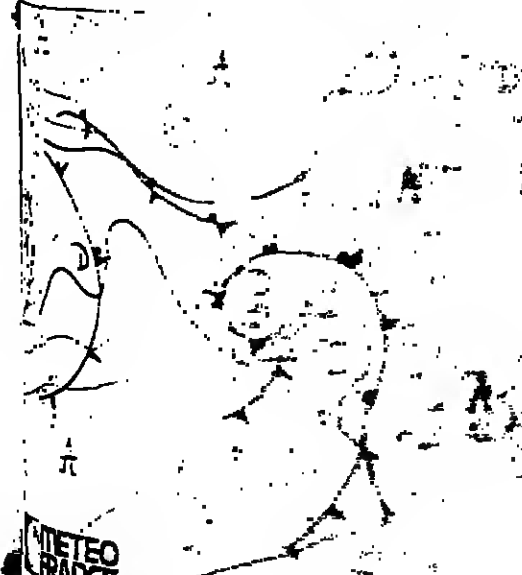
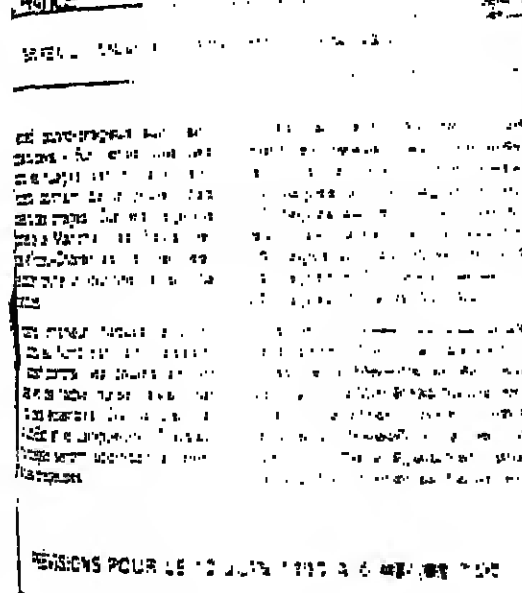
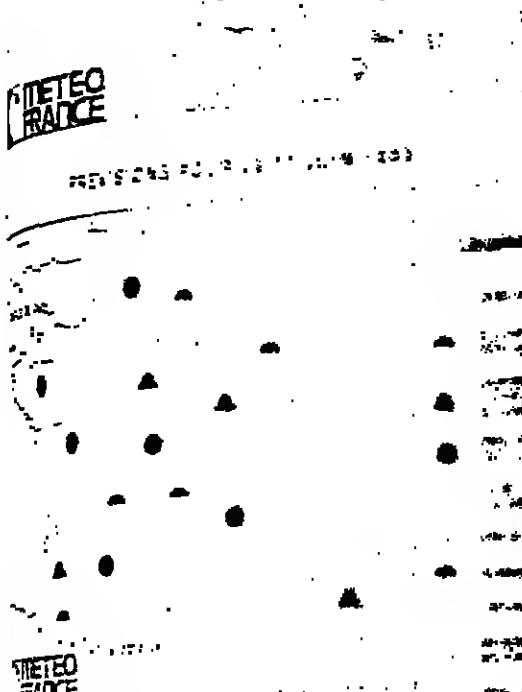
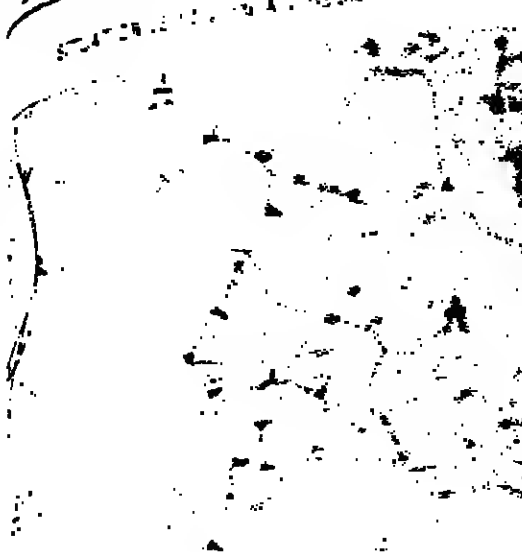
Centre Modem, bibliothèque Modem, samedi 12 juin 1993, à 17 heures, 52, rue René-Boulanger, Paris-10<sup>e</sup>, présentation, en français, du livre de Rachel Estel. Dans la langue de personne, poésie plurielle de l'urbanisme.

## THÈSES

Tarif Étudiants

60 F la ligne H.T.

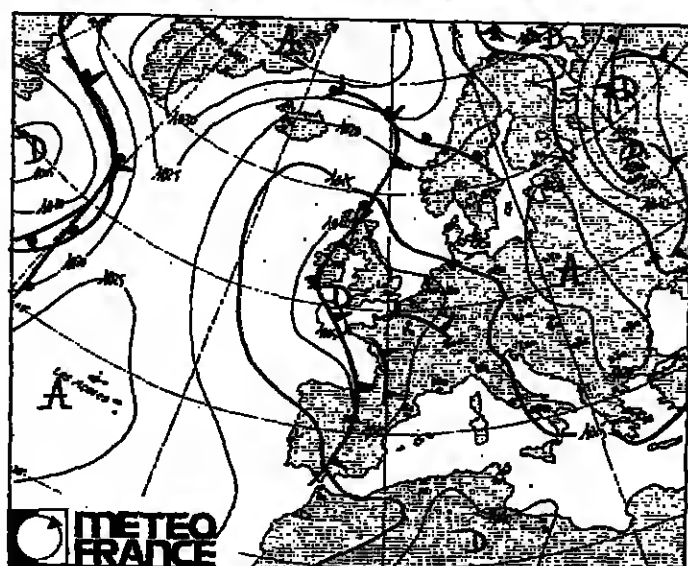
## MÉTÉOROLOGIE



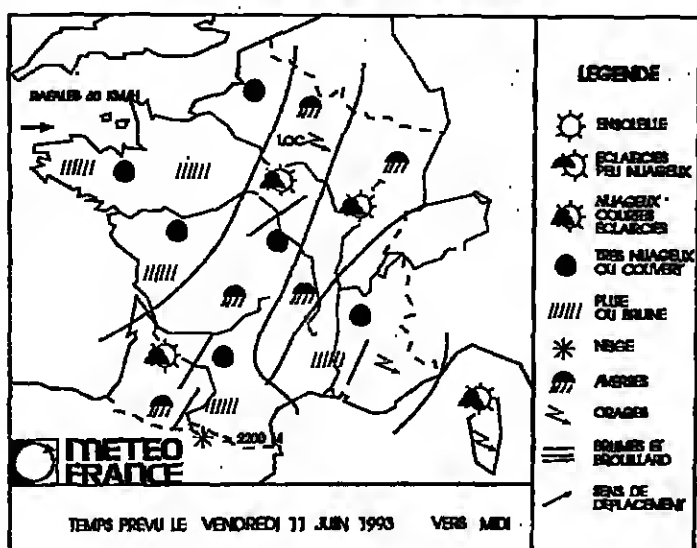


# MÉTÉOROLOGIE

SITUATION LE 10 JUIN À 0 HEURE TUC



PRÉVISIONS POUR LE 11 JUIN 1993



Vendredi : pluie-orages sur l'ensemble du pays. Sur l'ensemble des régions, les nuages seront souvent menaçants, donnant de la pluie, des orages ou des orages. Sur les côtes, les nuages seront plus rares et de faible durée, avec quelques éclaircies. Sur le Centre-Est, le Sud-Est et le Languedoc-Roussillon, les nuages seront abondants, avec des pluies orageuses.

Les températures seront généralement en baisse : les minimales seront le plus souvent comprises entre 13 degrés et 16 degrés, mais encore 18 degrés sur le littoral méditerranéen ; les maximales ne dépasseront pas 18 degrés sur les côtes de la Manche, 19 degrés à 23 degrés ailleurs, jusqu'à 26 degrés dans le Sud-Est.

PRÉVISIONS POUR LE 12 JUIN 1993 À 0 HEURE TUC



TEMPÉRATURES maximales - minimales et temps observés le 10-6-93

| FRANCE       |         | ÉTRANGER     |         |
|--------------|---------|--------------|---------|
| ALGER        | 25 18 N | ALGER        | 27 15 D |
| BARCELONE    | 24 16 P | AMSTERDAM    | 22 17 N |
| BORDAUX      | 23 17 N | ATHÈNES      | 29 22 D |
| BRESCIA      | 23 16 C | BANGKOK      | 32 25 N |
| CAEN         | 24 14 N | BARCELONE    | 26 18 C |
| CHERBOURG    | 25 15 C | BELGRADE     | 27 13 D |
| CLERMONT-FR  | 25 16 N | BERLIN       | 24 16 N |
| COCOTTE      | 25 17 P | BIRMINGHAM   | 20 18 D |
| DIJON        | 25 17 C | BOULOGNE     | 22 12 D |
| GENÈVE       | 25 17 C | BRUXELLES    | 22 12 D |
| LYON         | 25 17 C | CAEN         | 25 17 C |
| MARSEILLE    | 25 17 C | CHERBOURG    | 25 17 C |
| NANTES       | 25 17 C | CLERMONT-FR  | 25 17 C |
| NICE         | 25 17 C | COCOTTE      | 25 17 P |
| PARIS-MONT   | 25 17 C | DIJON        | 25 17 C |
| PERPIGNAN    | 25 17 C | GENÈVE       | 25 17 C |
| POitiers-PNR | 25 17 C | LYON         | 25 17 C |
| RENNES       | 25 17 C | MARSEILLE    | 25 17 C |
| ST-DENIS     | 25 17 C | NANTES       | 25 17 C |
|              |         | NICE         | 25 17 C |
|              |         | PARIS-MONT   | 25 17 C |
|              |         | PERPIGNAN    | 25 17 C |
|              |         | POitiers-PNR | 25 17 C |
|              |         | RENNES       | 25 17 C |
|              |         | ST-DENIS     | 25 17 C |

TUC = temps universel coordonné, c'est-à-dire pour la France : heure légale moins 2 heures en été ; heure légale moins 1 heure en hiver.  
(Document établi avec le support technique officiel de la Météorologie nationale.)

# RADIO-TÉLÉVISION

IMAGES

DANIEL SCHNEIDERMAN

## Tintin chez les mafias russes

DES policiers erraient dans les rues de Moscou, à la recherche de la petite Tintin. En l'occurrence, enfonçant la porte de l'appartement d'un « semi-grossiste », on avait bien trouvé « une fille à poil », mais le poids n'y était pas.

Conscient de cette lacune, un proxénète moscovite se fit donc une joie de faire visiter son « chapeau » à Michel Honorin, et même, un soir de « repos du guerrier », se « détacha » des environs. Pour des raisons certainement honorables, la caméra s'accrocha aussi longuement que nécessaire à une parfaite information des téléspectateurs sur le « chapeau », en tenue légère, vauré dans la fumée des blondes et les bulles de champagne. « On croit rêver ! », s'exclama Honorin. C'est l'Empire du Milieu. Celui que dénonce Boris Eltsine ! » Pau susceptible, le chapeau pousse l'hospitalité jusqu'à entonner, en l'honneur des visiteurs, une chanson de Pétia Kas, *Mon mec à moi* (en français).

Restait une question. Comment donc Honorin avait-il infiltré mafieux et policiers, qui tous nous faisaient partager leur quotidien avec une cordialité confondante ? Puisqu'on nous expliquait que nous nous trouvions dans un pays où tout s'achète, par le plus grand des hasards cette cordialité n'avait-elle pu être, elle aussi, monnayée ? Si oui, au rythme où l'on nous dévoile les turpitudes russes - vu par les documentaires télévisés, Moscou n'est peuplée ces temps-ci que de truands azarbaïdjanais, de policiers corrompus et de filles rêvant de pays à dévotion, - l'exploitation des télévisions étrangères est sur le point de devenir l'activité la plus rentable de la mafia et de la police russes.

Sommes-nous même certains que policiers et escarpes n'ont pas déjà uni leurs efforts pour scier une mafia de camion-pilote à l'usage des télévisions étrangères, sur le mobile des façades d'usines au temps béri de Tintin chez les Soviets ?

Les programmes complets de radio et de télévision sont publiés chaque semaine dans notre supplément daté dimanche-lundi. Signification des symboles : ► signalé dans « le Monde radio-télévision » ; ◊ Film à éviter ; ■■ On peut voir ; ■■■ Ne pas manquer ; ■■■■ Chef-d'œuvre ou classique.

## Jeudi 10 juin

- TF 1**
- 20.50 Série : Ven Loc, le tïc de Marseille. De Claude Berdo.
- 22.25 Sport : Football. Match amical : France A-Colombie, en direct de Fort-de-France ; à 22.30, Coup d'envoi ; à 23.15, Mi-temps ; à 23.30, 2<sup>e</sup> mi-temps.
- 0.25 Divertissement : le Bébête Show.
- 0.30 Journal et Météo.
- FRANCE 2**
- 20.50 ► Magazine : Envoyé spécial. Spécial sciences. Octobre rouge : La goût du futur.
- 22.30 Documentaire : Les enfants du Vél d'Hiv. De Maurice Frydland.
- 23.15 Journal et Météo.
- 0.10 Magazine : Le Cercle de minuit. Présenté par Michel Field. Invité : Claude Lévi-Strauss.
- FRANCE 3**
- 20.45 Cinéma : Comme un torrent. ■■ Film américain de Vincente Minnelli (1958).
- 23.05 Journal et Météo.
- 23.35 Magazine : Pégase. A l'occasion du Salon du Bourget.
- CANAL PLUS**
- 20.35 Cinéma : L'Homme de ma vie. ■■ Français de Jean-Charles Tacchella (1992).
- 22.10 Flash d'informations.
- 22.20 Cinéma : Thelma et Louise. ■■■ Film américain de Ridley Scott (1991) (v.o.).
- 0.25 Cinéma : Akira. ◊ Film d'animation japonais de Katsuhiro Otomo (1988).
- ARTE**
- 20.40 Soirée thématique : Feux et images de faux. Soirée proposée par François Ninet et Alain Jaubert.
- 20.45 Si la télé le dit c'est que c'est vrai. Télé-montage de François Ninet.
- 21.00 Cinéma : La Femme au portrait. ■■■ Film américain de Fritz Lang (1944). Avec Edward G. Robinson, Joan Bennett, Raymond Messier (v.o.).
- 22.35 Documentaire : L'Effet Koulechev. De François Ninet.
- 23.05 Reportage : Vendre la guerre. De Neil Docherty.
- 23.30 Documentaire : La Disparition. Montage d'Alain Jaubert.
- 23.40 Documentaire : Les leçons de dame Nature. De François Ninet.
- 23.50 Court métrage : L'Ambassade. De Chris Marker.
- 0.10 Documentaire : Zeri, le coup d'œil de l'expert. D'Alain Jaubert.
- Cinéma d'animation : Snark.** M. de Claudia Semper Soto.
- M 6**
- 20.45 Cinéma : Outsiders. ■■ Film américain de Francis Ford Coppola (1983).
- 22.30 Téléfilm : L'Invasion des cocons. De Fred Olen Ray.
- 0.00 Informations : Six minutes première heure.
- 0.10 Magazine : Culture rock. La sage des monstres du hard rock.
- 0.35 Magazine : Fréquentar.
- FRANCE-CULTURE**
- 20.30 Dramatique. En attendant le gibet, de Paul Chénévère.
- 21.30 Profils perdus. Eugène Claudius-Petit.
- 22.40 Les Nuits magnétiques.
- 0.05 Du jour au lendemain.
- 0.50 Musique : Code.FT
- FRANCE-MUSIQUE**
- 20.30 Concert (donné le 13 septembre lors du festival de Montreux) : Wendenack Lidor (Der Engel, Stehe still, im Treibhaus, Schmerzen, Träume), de Wagner ; Les Créatures de Prométhée, ballet op. 43, de Beethoven, par l'Orchestre symphonique de la radio de Bâle.
- 23.09 Ainsi la nuit. Sonate pour violon et piano op. 36, de Paganini ; Romance pour flûte et piano, de Honegger ; Sonate pour violon et piano n° 2 en la majeur op. 94 bis, de Prokofiev ; Petite suite pour deux flûtes et piano, de Honegger ; Quatuor à cordes op. 35, de Chausson.
- 0.33 L'Heure bleue.

## Vendredi 11 juin

- TF 1**
- 15.20 Série : Hawaii, police d'Etat.
- 18.20 Jeu : Une famille en or.
- 18.45 Club Dorothée.
- 17.50 Série : Le Miel et les Abeilles.
- 20.20 Série : Hélène et les garçons.
- 18.50 Magazine : Coucou, c'est nous ! Invité : Jean-Pierre Darroussin.
- 19.50 Divertissement : le Bébête Show.
- 20.00 Journal et Météo.
- 20.45 Magazine : Les Marches de la gloire. Emission consacrée aux enfants. La cheuchue ; Les enfants renapetteurs ; L'enfant à la ferme ; Pour une silhouette ; Les petits princes ; La maternelle ; La période.
- 22.30 Magazine : Ushuala. Tendite : L'homme aux vases ; Les papillons du Michou ; L'été blanc.
- 23.35 Divertissement : Sexy Oingo.
- 0.05 Chapeau maison et bottes de cuir.
- FRANCE 2**
- 15.20 Variétés : La Chanson aux chansons. Emission présentée par Pascal Sevran. Au soleil de l'opéra.
- 16.20 Jeu : Des chiffres et des lettres.
- 18.45 Magazine : Giga.
- 18.25 Série : L'Equipe du Pony Express.
- 19.20 Jeu : Que le meilleur gagne plus.
- 20.00 Journal, Journal des courses et Météo.
- 20.50 ► Téléfilm : L'Homme dans la nuit. De Claude Boissol.
- 22.35 Magazine : Bouillon de culture. Présenté par Bernard Pivot. La culture italienne.
- 0.00 Journal et Météo.
- 0.20 Cinéma : Mystery Train. ■■■■ Film américain de Jim Jarmusch (1989) (v.o.).
- FRANCE 3**
- 15.00 Feuilleton : Dynastie.
- 15.50 Série : La croisière s'arrête.
- 18.40 Magazine : Zapper n'est pas jouer. Invité : Hugues Aufray.
- 18.00 Magazine : Une pêche d'enfer. Invité : David Glick.
- 18.25 Jeu : Questions pour un champion.
- 18.50 Un livre, un jour. La Peinture de Pompéi.
- 19.00 Le 19-20 de l'information. De 18.08 à 19.31, le journal de la région.
- 20.05 Jeu : Hugobère (et à 20.40).
- 20.15 Divertissement : La Classe.
- 20.45 Magazine : Thalassa.
- CANAL PLUS**
- 15.10 Documentaire : Le Cheving-gum, cet inconnu. De Françoise Lavie.
- 16.00 Cinéma : Lucky Luke. ◊ Film américain de Terence Hill (1991).
- 17.35 Le Journal du cinéma.
- 18.00 Canaille peluche.
- En clair jusqu'à 20.05**
- 18.30 Le Top.
- 19.20 Série : Yam-tam.
- 19.22 Magazine : Nulle part ailleurs.
- 20.05 Sport : Athlétisme. Réunion de Saint-Denis, en direct.
- 21.55 Flash d'informations.
- 22.00 Johnny, juin 93. Interview de Claude Lévi-Strauss.
- 22.30 Canal Johnny : Première Partie. Divertissement : Canal Johnny. La nuit Hallyday. Les Guignols.
- 23.40 Cinéma : Johnny Hallyday, j'ai tout donné. ■■ Film français de François Reichenbach (1972).
- ARTE**
- Sur le câble jusqu'à 19.00**
- 17.00 Cinéma d'animation : The Tune. De Bill Plympton. Suivi de : Food de Jan Svankmajer ; The Invisible Man in Blind Love, de Pascal Vuong ; Une mission éphémère, de Piotr Kamler ; Secrets of the City, de Cathy Linley ; Semper Idem, de Joachim Suck (rediff.).
- 19.00 Magazine : Rencontre. Gert Stephan Troller/Hans-Dieter Grabe.
- 19.30 Documentaire : Palettes. D'Alain Jaubert. La Sœur de l'Immobilier. La Ruse, de Siméon Chardin.
- 20.00 Documentaire : Alechinsky sur Rhône. De Pierre Coulibert.
- 20.30 8 1/2 Journal.
- 20.40 Magazine : Transif.
- Cinéma d'animation : Snark.** M. de Claudia Semper Soto.
- M 6**
- 14.15 Magazine : Destination musique. Elas.
- 17.00 Variétés : Multitop.
- 17.30 Série : Les Aventures de Tintin. La Crabe aux pinces d'or (1<sup>re</sup> partie).
- 18.00 Série : L'Homme de fer.
- 19.00 Série : Les Rues de San-Francisco. Six minutes d'informations, Météo.
- 20.00 Série : Cosby Show.
- 20.35 Magazine : Capital.
- 20.45 Téléfilm : Hollywood Detective. De William A. Graham.
- 22.30 Série : Mission impossible. L'Accident.
- 23.25 Magazine : Les Enquêtes de Capital. Présenté par Emmanuel Chén.
- 23.50 Magazine : Emotions.
- 0.20 Informations : Six minutes première heure.
- 0.30 Magazine : Rapline.
- FRANCE-CULTURE**
- 20.30 Radio archives. Boris Vian.
- 21.32 Musique : Black end Blue. Le jazz et l'esthétique. Avec Christian Béthune.
- 22.40 Les Nuits magnétiques. Sept jours et six nuits, ou le temps d'un retour au pays natal (4). Du jour au lendemain. Dans la bibliothèque de... Jacques Mounier.
- 0.05 Musique : Code.
- 0.50 Musique : Code.
- FRANCE-MUSIQUE**
- 20.05 Concert (en direct de Francfort) : Concerto pour piano et orchestre, de Scriabine ; Ivan le terrible, de Prokofiev, par le Chœur d'enfants de la radio danoise, l'Orchestre symphonique de la radio de Francfort, dir. Dmitri Khatenko.
- 23.09 Jazz club.
- 1.05 Papillons de nuit.



Après la publication d'une lettre dans le «Times»

## Le financier George Soros fait baisser le mark

Le deutschemark a fortement baissé, mercredi 9 juin, à la suite des déclarations très pessimistes du financier new-yorkais d'origine hongroise, George Soros, sur l'avenir du mark (lire page 20 notre rubrique *Marchés financiers*). Le cours de la monnaie allemande aat passé de 1,8250 deutschemark mardi 8 juin au soir à 1,8350 DM mercredi. Dans une lettre ouverte au quotidien britannique *Times*, le fondateur du Quantum Fund (le *Monde* date 18-17 mai) a prédit que la récession qui s'est abattue sur l'Allemagne forcera la Bundesbank à changer sa politi-

que après le départ de son président, Helmut Schlesinger, en septembre. «Les marchés ont commencé à anticiper l'inévitable, et la Bundesbank finira par capituler», affirme George Soros. «Plus elle attend, plus la réduction des taux devra être forte», a ajouté M. Soros. Ces propos alarmants se sont accompagnés de déclarations louangeuses pour la France, mieux armée avec une inflation promise à «des taux d'intérêt à long terme substantiellement plus bas que ceux de l'Allemagne».

Une dizaine de personnes gardées à vue

## Coup de filet contre la secte des Enfants de Dieu

La gendarmerie a procédé, mercredi 9 juin, à un vaste coup de filet dans plusieurs villes de France, dans le cadre d'une information ouverte en 1981 sur la secte des Enfants de Dieu, officiellement dissoute en 1978. Au total, 140 enfants et 50 adultes, soupçonnés de pratiques sexuelles illégales, ont été interpellés, notamment à Eguilles (Bouches-du-Rhône).

MARSEILLE

de notre correspondant régional  
L'affaire a pour origine une procédure de renseignements judiciaires effectuée, à la fin de 1990,

par la brigade de gendarmerie de Peyrolles (Bouches-du-Rhône), au sujet d'un groupe d'enfants et d'adultes installé sur cette commune des environs d'Aix-en-Provence. Cette procédure tendait à démontrer que ce groupe, d'inspiration religieuse, était l'héritier de la secte des Enfants de Dieu et se livrait, selon les témoignages d'anciens adeptes, à des pratiques sexuelles répréhensibles.

Le parquet d'Aix-en-Provence avait alors ouvert une information judiciaire pour proxénétisme aggravé à l'égard de mineurs. Une longue enquête, confiée à la brigade de recherches de la compagnie de gendarmerie d'Aix-en-Provence, allait se dérouler, tant sur le territoire national qu'à l'étranger,

notamment en Grande-Bretagne, en Espagne et aux États-Unis.

Cependant, à la fin de 1992, l'enquête avait été écartée et les diverses communautés installées en France s'étaient toutes déplacées en Espagne de quelques mois. Les gendarmes avaient dû reprendre leurs investigations jusqu'à un coup de filet lancé, mercredi 9 juin, sur l'ensemble du pays avec la collaboration des sections de recherches de gendarmerie de Lyon, Toulouse, Agen, Metz, Paris et des compagnies de Cannes, Nice, Givors, Auch, Thionville et Nantes.

A Eguilles, les gendarmes ont interpellé, dans une grande maison située à l'écart du village, une dizaine d'adultes et près de cinquante enfants âgés, pour la plu-

part de moins de dix ans, dont une famille composée du père, de la mère et de dix enfants. Aucun enfant n'est scolarisé.

Aucune «infraction grave» n'a cependant été relevée par les gendarmes qui ont agi dans le cadre d'une nouvelle commission rogatoire élargie visant les chefs supplémentaires d'incitation de mineurs à la débauche, attentats à la pudeur et séquestration de personnes. Les adultes ont été placés en garde à vue tandis que les enfants ont été, provisoirement, confiés à la direction des interventions sanitaires et sociales (DISS) des Bouches-du-Rhône.

G. P.

Réunissant plusieurs compagnies dont Total

## Un consortium pétrolier occidental signe un accord de prospection au Kazakhstan

Un consortium réunissant plusieurs compagnies pétrolières occidentales, dont le français Total, a signé, mercredi 9 juin, avec les autorités du Kazakhstan, en CEI (Communauté des États indépendants), un accord préliminaire portant sur l'exploration des réserves de la mer Caspienne. Le projet, qui réunit également British Gas, British Petroleum, Statoil, Mobil, Shell et AGIP, serait l'un des plus grands chantiers de couverture sismique du monde. Une fois l'accord définitif signé – vraisemblablement à l'automne –, les travaux de prospection devraient durer trois ans.

Le projet du consortium fait suite à plusieurs accords avec des compagnies pétrolières occidentales au Kazakhstan, dont les réserves pétrolières sont encore largement inexploitées. Ainsi, les négociations, entamées depuis quatre ans, entre le Kazakh-

tan et l'américain Chevron ont-elles enfin abouti à un accord définitif, le 6 avril. Alors que le site de Tengiz (dans la région d'Atyrau, au bord de la mer Caspienne) produit déjà du brut, Chevron participera au développement de Tengiz 2 et 3 et obtiendra des droits de prospection sur le gisement adjacent de Korolet. Les responsables de Chevron espèrent porter la production journalière de 60 000 à 700 000 barils/jour. Ils devraient investir 5 milliards de dollars au cours des prochaines années, et jusqu'à 20 milliards sur quarante ans. Les réserves de Tengiz sont estimées à 25 milliards de barils, celles de la mer Caspienne entre 40 et 60 milliards.

Elf-Aquitaine a, pour sa part, conclu, en février, un accord d'exploration-production sur le site de Temir, dont les réserves atteindraient 1,2 milliard de barils. Le premier

forage devrait avoir lieu en octobre. La production sera partagée entre Elf et son partenaire kazakh. L'italien AGIP et British Gas se sont vu attribuer, en juillet 1992, une concession située à Karachaganak, qui est déjà en exploitation.

Pour devenir une véritable puissance pétrolière, le Kazakhstan devra surmonter un handicap majeur : son enclavement. Jusqu'à présent, le pétrole transitait par la Russie, mais les Occidentaux souhaitent le voir emprunter de nouvelles voies. Les rumeurs, qui courent depuis le début de juin, selon lesquelles les exportations de pétrole des sociétés mixtes travaillant sur le territoire russe seraient interrompues, justifient cette volonté. Un projet d'oléoduc passant par la mer Noire est à l'étude, de même qu'un projet de partenariat avec l'Iran – qui ferait transiter le brut par la mer Caspienne.

F. L.

## Charles Pasqua va relancer les cellules départementales contre le racisme

STRASBOURG

de notre correspondant

Le ministère de l'intérieur va relancer, sous une forme allégée, les cellules départementales de lutte contre le racisme, l'antisémitisme et la xénophobie, dont trois avaient été créées en novembre 1990 dans le Nord, les Bouches-du-Rhône et le Bas-Rhin. A Strasbourg, où le préfet, Jean-Pierre Delpoint, a réuni sans attendre la cellule existante, mercredi 9 juin, Patrick Gaubert, chargé de mission auprès de Charles Pasqua pour la lutte contre le racisme, a précisé les missions de ces groupes : «Permettre une véritable radioscopie des problèmes de racisme spécifiques à chaque département et essayer de les résoudre en instaurant un dialogue entre les représentants des ministères concernés, ceux des administrations territoriales, les élus, les associations, les organisations antiracistes et les citoyens».

Ainsi, gendarmes et policiers ont indiqué à la cellule du Bas-Rhin qu'ils avaient relevé trente-sept infractions à caractère raciste ou antisémite en 1992 et dix-huit pour le premier trimestre 1993 dans le département. Ce sont, essentiellement, des actes de vandalisme dans des cimetières juifs, des injures téléphoniques adressées aux responsables de communautés et les violences de groupes de skinheads à Strasbourg. Gilbert Enzive, maire (PS) de Sélestat, a demandé une plus grande vigilance des parquets vis-à-vis des écrits racistes : «Ils attendent trop souvent le dépôt d'une plainte par une association alors qu'ils peuvent poursuivre d'office».

La cellule strasbourgeoise a surtout reflété la réelle inquiétude devant la future législation sur le code de la nationalité et sur les conditions d'entrée et de séjour des étrangers. Ces réformes, a jugé le pasteur Michel Weckel, représentant de la CIMADE (l'association de solidarité protestante), «ont porté atteinte à la cohésion sociale et précariser la situation de tous les étrangers en France». «Les étrangers en situation régulière n'ont rien à craindre», a assuré Patrick Gaubert, la politique de régulation des flux migratoires n'est ni raciste ni xénophobe.

JACQUES FORTIER

## Famille d'amour...

Dans le panoptique sectaire, Les Enfants de Dieu, qui se font aussi appeler «Famille d'amour» ou «La famille», sont l'un des groupes les plus durs et pervers. Ils sont nés dans les milieux hippies de San Francisco, à la fin des années 60, à l'initiative d'un pasteur en rupture de ban avec son Église méthodiste, David Brandt Berg, surnommé Moïse David. Son objectif était de «porter le vrai message de l'Évangile à la jeunesse désillusionnée, droguée et révoltée des États-Unis». Les spécialistes de cette secte ignorent aujourd'hui où se trouve Moïse David, âgé de soixante-quatorze ans, réputé pour sa forte conformation d'athlète, et même s'il est encore vivant.

Chassés des États-Unis au début des années 70, la secte – qui compte aujourd'hui environ onze mille membres – a essaimé dans plusieurs pays du monde, notamment au Japon et aux Philippines, où se trouvent ses nouveaux quartiers généraux. En France aussi, elle débarque, en 1972, précédée et suivie de «tubes» comme *My love is love*, *Liberty*, *Dance*, *Dance*, *Dance*, écrits et chantés par Monty et le groupe Les Enfants de Dieu. Demis Roussos était également proche de la secte.

Les Enfants de Dieu sont officiellement dissous en France depuis décembre 1978 pour incitation à la prostitution. L'un des dogmes les plus ancrés de la secte est la liberté sexuelle totale et l'une de ses pratiques les plus constantes le *fifty-fifty*, qui consistait à aller à la pêche aux nouveaux adeptes grâce aux charmes de jolies filles.

Elle est divisée en «colonies» (500 dans le monde), portant toutes des noms bibliques, d'une douzaine de membres chacune – plus d'une centaine au Japon –, dirigées par un «berger», hiérarchiquement organisées et supervisées par des «évêques», des «archevêques» et des «ministres» qui sont les enfants mêmes de Moïse David. Le nouvel adepte doit renoncer à son travail ou à l'école, quitter sa famille, ses amis, ses biens, promettre de donner tout ce qu'il gagne, suivre des séances de formation de plusieurs heures par jour, sans contacts avec l'extérieur.

## Des pratiques codifiées

Il doit mémoriser, de manière intensive, des versets entiers de la Bible. Mais celle-ci a été peu à peu remplacée comme source d'enseignement et de propagande par les textes mêmes de Moïse David. Celui-ci se fait passer pour prophète. Ses fidèles lui doivent tout. Il publie régulièrement des lettres dont le seul titre donne la mesure de son extravagance : *Monte la mamelle, le Regard d'amour, Vase-y mamen, brûle ton soutien-gorge*, etc.

Mais ce divertissement littéraire serait bien inoffensif s'il n'était accompagné de pratiques pédopédophiles, de strip-teases collectifs, de rapports sexuels sans aucun moyen de contraception ni de protection. Seuls les jeunes gens et filles de moins de quinze ans sont soumis à l'obligation du coït interrompu. Toutes ces pratiques sont consignées dans le *Basic Training Handbook* de

Moïse David. Le journal japonais *Shukan Bunshun* a publié le témoignage de Merry, dix-neuf ans, petite fille de David Berg. Victime de pratiques incestueuses de la part de son propre grand-père, après dénonciation, elle fut envoyée dans un camp de redressement de la secte à Macao.

Elle a pu s'enfuir et se réfugier en Californie. Le scandale ainsi soulevé, ajouté aux commissions de quelques généraux philippins sous Marcos, ont convaincu les autorités de Manille d'interdire, le 25 mars dernier, la Famille d'amour. Mais à cette date, tous les membres avaient déjà pris leur *flag-bag* (sac de fuite) et en quelques jours avaient disparu. La «disparition» volontaire ou involontaire, comme sanction, est également l'une des pratiques favorites de cette secte. Un médecin du *Manila*, ancien adepte, s'est plaint d'avoir eu de retrouver son fils, après un voyage à Osaka, le 4 septembre 1992.

Le coup de filet qui vient de se produire en France contre des responsables de cette secte dangereuse semble faire partie d'une action de police internationale, qui devrait aussi bientôt porter ses fruits en Espagne. Il faut noter que Les Enfants de Dieu ont souvent bénéficié de l'aide de l'Église de scientologie. Celle-ci vient de susciter la création à Strasbourg de la Fédération internationale des religions et philosophies minoritaires (FIRPM), qui regroupe précisément scientologues, Enfants de Dieu, moonistes, radicaux, etc.

HENRI TINCO

## SOMMAIRE

| DÉBATS   |          |
|--|----------|
| Pologne : «L'Europe centrale et la Communauté européenne» ; «L'exception d'inconstitutionnalité», par Georges Vedel et François Luchaire ; «Plus de chômage, plus de créateurs», par Jean Cardonnel..... | 2        |
| ÉTRANGER   |          |
| Le conflit dans l'ex-Yougoslavie.....  | 3        |
| Grande-Bretagne : l'ancien chancelier de l'Échiquier accuse John Major de gouverner à courte vue.....  | 4        |
| Italie : M. Andreotti est accusé par un nouveau rapport d'avoir commandité un meurtre.....   | 4        |
| Somalie : préparatifs d'une opération de l'ONU contre le général Aidid.....  | 6        |
| POLITIQUE  |          |
| Le Sénat a adopté le collectif budgétaire.....   | 7        |
| A l'Assemblée nationale, les députés RPR «sont-Maastricht» ont exprimé leur réserve sur la réforme de la Banque de France.....   | 8        |
| POINT/Les étrangers et le loi.....   | 9        |
| SOCIÉTÉ  |          |
| Médecine : la professeur Monaghan propose un nouveau traitement contre le sida.....  | 10       |
| Justice : l'affaire du sang contaminé devant la cour d'appel de Paris ; au procès des initiés de l'affaire Pechiney-Triangle.....  | 12       |
| L'avocat de Paul Touvier assure que son client est toujours en France.....   | 12       |
| CULTURE  |          |
| Cinéma : <i>Tout ça... pour ça</i> , de Claude Lelouch ; l'odeur de la papaye verte, de Tran Anh Hung.....   | 14       |
| Théâtre : <i>Le Pédant</i> , de Strindberg ; à l'Odéon.....  | 15       |
| ÉCONOMIE   |          |
| La 40 <sup>e</sup> Salon International du Bourgeois.....   | 17       |
| Les négociations sur le régime de l'assurance-chômage.....   | 19       |
| L'industrie de l'armement a perdu vingt mille emplois en 1992.....   | 19       |
| Vie des entreprises.....   | 20       |
| COMMUNICATION  |          |
| Jean Miot élu président de la Fédération nationale de la presse.....   | 22       |
| Un colloque à l'Arche de la Défense sur les pouvoirs éditoriaux de l'image.....  | 22       |
| LE MONDE DES LIVRES  |          |
| «Casanova d'un seul bloc» : Histoires littéraires, par François Bont.....  | 23       |
| «D'autres mondes», par Nicole Zand.....  | 23       |
| «Nivert, voyageur avec bagages» : La libération moderne.....   | 23       |
| «Le feuillet de Pierre Laplace» : «Le mélange des eaux».....   | 25 à 32  |
| Services   |          |
| Abonnements.....   | 2        |
| Annonces classées.....   | 20       |
| Carnet.....  | 22       |
| Expositions.....   | 16       |
| Loto.....  | 22       |
| Marchés financiers.....  | 20 et 21 |
| Météorologie.....  | 23       |
| Mots croisés.....  | 15       |
| Phobie.....  | 17       |
| Radio-Télévision.....  | 23       |
| Le télématique du Monde : 3615 LEMONDE.....  | 3615 LM  |
| Ce numéro comporte un cahier «Le Monde des livres» : folios 25 à 32.....   |          |
| Le numéro du «Monde» daté 10 juin 1993 a été tiré à 473 361 exemplaires.....   |          |

## Demain dans «le Monde»

## «Espace européen» : relève politique en Allemagne

Pour la première fois de sa longue histoire, le Parti social-démocrate allemand fait directement appel à ses adhérents pour désigner son président. Trois «petits enfants» de Willy Brandt se disputent l'honneur d'engager l'opposition allemande sur la voie du renouveau.

## «Sans visa» : Yémen, café contre kat

Avec le conseil d'un arboriculteur français, le Yémen réunit des essais de gagner la bataille du café contre les «feuilles maudites» d'une drogue douce, le kat.

SCIENCE & VIE

Aviation 1993

LE BATALE

CE QUI VA CHANGER DANS NOS FORCES ARMÉES

LA BOUSSE DE LA DÉFENSE EUROPÉENNE

STATISTIQUES DES ARMES

SPECIAL

EN VENTE PARTOUT

## Casanova

«Casanova» est un roman de Michel Houellebecq, paru chez Grasset.



## La promesse

LES LAUX VIOLENTES

LA RÉPONSE

La promesse est un roman de Michel Houellebecq, paru chez Grasset.



مكتبة النخيل

Le Monde

Le Monde • Vendredi 11 juin 1993 25

## DES LIVRES

### Casanova d'un seul bloc

Les « Mémoires », ces « Mille et Une Nuits » d'Occident, racontent une performance alchimique dont chacun rêve mais que peu atteignent : faire de sa vie un roman

MÉMOIRES  
de Casanova.  
Arles, 2008 p., 295 F.

Enfin ! Enfin une édition en un seul volume des *Mémoires* de Casanova, l'équivalent d'A la recherche du temps perdu, huit millions de signes, et quels signes ! Enfin un seul bloc de fêrre qui méritait d'être aménagé, soit, mais pas censuré ! L'affaire est complexe, mais finalement assez simple. Casanova (mort en 1798) écrivait un français souvent maladroite. Le manuscrit se retrouve en Allemagne, il est d'abord traduit en allemand. Puis, en 1826, publication en « bon français », mais avec attentions, voyages, additions intempestives. Le manuscrit original, lui, attend (1) pour être connu. D'où, maintenant, nécessité d'adopter un principe unique d'édition : lisibilité de la mise au point grammaticale, et intercalation entre crochets, dans le récit, des points de censure. Voilà qui est fait, et bien fait. Le résultat est proprement fabuleux.

Jean Laforgue, le professeur français qui a « mis en forme » les *Mémoires* ou l'*Histoire de ma vie*, est un excellent exemple de goût scrupuleux et de retouillage laïque. C'est tout le dix-neuvième siècle qui s'exprime à travers lui et qui vient ainsi, fasciné, sérieux, s'allonger avec ferveur sur le divan de Casanova. Laforgue connaît bien sa langue, mais il ne faudrait pas que, en se dévotant beaucoup grâce à un autre, elle en dise trop. Voici sa première intervention : « Quant aux femmes, j'ai toujours trouvé suave l'odeur de celles que j'ai aimées. » Casanova, pourtant, a écrit : « J'ai toujours trouvé que celle que j'aimais sentait bon, et plus sa transpiration était forte, plus elle me semblait suave. » Cette répression de la transpiration est tout un programme.

De même, pour la nourriture. Casanova ne cache pas ce qu'il appelle ses « gros goûts » : gibier, rôtis, foie d'anguille, crabes, huîtres, fromages décomposés, le tout arrosé de champagne, de bourgogne, de grava. Laforgue préférera le plus souvent parler de « soupers délicieux ». Casanova se décrit-il en mouvement, pieds nus, la nuit, pour ne pas faire de bruit ?



Tiepolo : « Carnaval à Venise, le masque ».

Laforgue, immédiatement, prend froid, et met à son héros des « pantalons légers ».

Nous assistons ainsi, par petites touches, ou parfois par paragraphes entiers, à l'habillage supportable du corps qui hante les imaginations coupables et déprimées depuis la disparition du dix-huitième siècle. Le corps trop cru, trop présent, trop en relief, voilà le danger. L'aventure d'un corps singulier, non collectivisable, ses gestes, ses initiatives, ses postures déclenchent une inquiétude permanente (Baudelaire et Flaubert en ont su quelque chose, sans parler des péripéties souterraines du texte de Sade).

Certes, Laforgue est globalement honnête : il sait qu'il participe à un exploit littéraire (succès garanti), il aime son modèle, il l'admire. Mais il ne peut s'empêcher d'intervenir, et c'est cela qui est pour nous si passionnant. Car Laforgue est un bien-pensant toujours actuel. Le mot « jésuite », par exemple, le fait frémir, il en rajoute dans le sarcasme, là où Casanova se contente de l'ironie. Le souvenir de la

monarchie est une blessure ouverte. Comment concilier le fait que Casanova est ouvertement hostile à la Terreur, et regrette, après tout, l'Ancien Régime, avec ses aventures subversives qui, donc, devraient aller dans le bon sens, celui de l'histoire ?

On laissera passer l'apologie de Louis XV (« Louis XV avait la plus belle tête qu'il soit possible de voir, et la portait avec autant de grâce que de majesté »), mais on supprimera la diatribe contre le peuple français qui a massacré sa noblesse,

ce peuple qui, comme l'a dit Voltaire, est « le plus abominable de tous » et qui ressemble à un « caméléon qui prend toutes les couleurs et est susceptible de tout ce qu'un chef peut lui faire faire en bon ou en mauvais ». Les odeurs, la courtoisie, les opinions politiques : cela se surveille. Si Casanova écrit « le bas peuple de Paris », on lui fera dire « le bon peuple ».

Philippe Sollers  
Lire la suite page 27

#### HISTOIRES LITTÉRAIRES

par François Bott

#### Le crépuscule des héros

Trois ans après les *Trois Mousquetaires*, Eugène d'Aurillac publie une biographie de D'Artagnan. Il voulait donner une version plus proche de la vérité historique. Comment retracer le « véritable héros » d'une légende gasconne ? Certains écrivains sont déjà des personnages de roman lorsqu'ils naissent.

Page 26

#### D'AUTRES MONDES

par Nicole Zand

#### Nivat, voyageur avec bagages

Georges Nivat est l'un des plus grands spécialistes de la littérature et de la civilisation russes. L'été dernier il a fait son premier voyage en Russie profonde. Il livre ses impressions sur cette Russie de l'en l. Parallèlement, il publie un recueil d'articles politiques et littéraires.

Page 26

#### LE FEUILLETON

de Pierre Lepape

#### Le mélange des eaux

Après Borges en « Pléiade », voici un nouveau monument argentin : mille pages de nouvelles de Cortázar. Les deux écrivains aimaient les textes brefs et le genre fantastique. Cortázar écrivait pour changer la vie. La réalité seule l'intéressait, mais une réalité que l'imagination délimitait des limites de l'habitude.

Page 32

### La promesse et le poème

Un recueil et un essai de Jean-Louis Chrétien pour tenter d'approcher le sens de la parole

Parmi les eaux violentes  
de Jean-Louis Chrétien.  
Mercure de France, 66 p., 110 F.

L'Appel et la Réponse  
de Jean-Louis Chrétien.  
Ed. de Minuit, 154 p., 129 F.

La poésie, comme « connaissance maternelle », « promesse tremblante ». En s'exprimant ainsi, Jean-Louis Chrétien ne cherchait pas à donner de la poésie une définition vague et brumeuse (1). Il indiquait simplement l'espace particulier dans lequel les mots se font poème, le moment originel où la parole devient cette forme inattendue, surprenante, pour celui qui écrit comme pour celui qui lit. De la rencontre étonnante, dans un jour qui se lève, de cette connaissance et de cette promesse naît la beauté du poème.

Le troisième recueil de Jean-Louis Chrétien (2) témoigne pleinement d'une telle rencontre. Loin d'être la preuve d'une sûreté dans le maniement de la langue, la beauté émane de ce tremblement même ; elle est cette lumière d'aube, fragile et incertaine. Tremblement que l'image poétique, l'agencement des mots et des vers portent et suscitent, donnent à entendre. Ainsi, s'il y a une pro-

gression, si l'émotion grandit, ce n'est pas dans la direction d'une assurance acquise et renforcée ou de quelque savoir-faire technique, mais dans un sens opposé : celui de la fragilité et du vacillement dont la naissance, la promesse du jour, sont le symbole.

« Trop tard l'aventurant sur les falaises de l'insomnie / sans provision de parole. » Chez Jean-Louis Chrétien la fragilité frôle et côtoie sans cesse le terrible. « Parmi les eaux violentes », la voix est menacée, la parole précaire. Comme sont précaires l'existence elle-même, et notre relation au monde. L'instant où le chant trouve sa juste modulation et celui où il se brise, devient insaisissable, se confondent. Dire et ne pouvoir dire, nommer et affronter une parole qui se dérobe, sont les figures jumelles du poème.

La forme poétique elle-même rend compte de cette menace. Les mots sont brefs, simples. Les choses du monde, les motifs de l'affection et du désir sont nommés. Les images se succèdent, celles du gel, du givre, de la vitre où de la neige, pour exprimer cette précarité extrême : « un léger souffle sur la vitre / son visage disparaît » ; « et si venait la neige tu signerais / de quelques pas de moins en moins pesants » ; « reconnaîtrais-tu s'il revient le pas

neigeux du péril ». Ce même « péril », cette « splendeur immémoriale à jamais accablée » dont il est question dans un autre poème, sont au cœur d'un second livre de Jean-Louis Chrétien, un essai, publié cet automne.

Aucune confusion n'est possible. *L'Appel et la Réponse*, pas davantage que les précédents ouvrages de Jean-Louis Chrétien, n'est un commentaire philosophique écrit en marge du poème. Et si l'auteur donne à sa pensée la forme d'une méditation, s'il emprunte les vites de l'analyse phénoménologique, il ne poétise nullement, au détriment de la rigueur, sa démonstration. Ce qui relie ces deux modes d'expression est d'un autre ordre. Un point de convergence, ou de fuite, constitue leur horizon commun.

« Comment penser l'appel qui nous fait parler ? Comment penser la parole qui répond, et n'entend qu'en répondant ? » Ces questions, si elles regardent la poésie, ne se limitent pas à elle. Quatre thèmes balisent cette approche à la fois philosophique et théologique de la parole proposée par Jean-Louis Chrétien : l'appel qui contient la beauté (selon la tradition platonicienne) et qui incline au chant, à la prière ou à l'adoration (3) ; la question de la « voix visible » et l'opposition du voir et de l'enten-

dre ; la relation entre voix intérieure (celle du démon de Socrate ou du Verbe chrétien) et voix charnelle ; le corps qui « écoute » dans le toucher, selon Aristote.

La parole ainsi n'est pas première, elle est « réponse » à une sollicitation, une requête, qu'elle soit celle de Dieu, de la beauté, ou du monde. « L'importance de chaque chose et la muette supplication, les muettes instances qu'elles font qu'on les parle ». Cette citation de Francis Ponge rétablit le lien — mais qui aurait pu le croire rompu ? — entre la parole et sa source, entre l'appel et la réponse. Lien douloureux, menacé, dont le poème demeure la plus haute expression, la plus émouvante promesse.

Patrick Kéchichian

Lire également  
notre ensemble consacré  
à la poésie page 28.

(1) *Robis 90* (n° 34, octobre 1990)  
(2) *Après Traversées de l'imminence* (L'Harmattan, 1989) et *Lein des premiers fleuves* (La Différence, 1990).

(3) Sur le thème de la prière, signalons le beau texte de J.-L. Chrétien, *La Parole béniée*, publié dans l'ouvrage collectif *Phénoménologie et théologie* (avec des contributions de Michel Henry, Paul Ricœur et Jean-Luc Marion) paru en octobre 1992 chez Grégoire (160 p., 99 F.).

### Pierrette Fleutiaux

### SAUVÉE !

nouvelles

«Un écrivain d'une violente originalité.»  
Hugo Marsan / Le Monde

«Elle transforme les situations  
les plus ordinaires en apocalypses,  
tantôt drôles, tantôt tragiques.  
Lire Fleutiaux, c'est tenter chaque fois  
une aventure incroyable.»

Jérôme Garcin / L'Événement du Jeudi

«Les personnages de Pierrette Fleutiaux,  
toujours au fond du désespoir et au bord  
de l'asphyxie, en sortent en extrêmes  
dans un monde effarant  
qui est pourtant bien le nôtre.»  
Claire Devaux / Libération

nrf

GALLIMARD



D'ARTAGNAN

d'Eugène d'Auriac.  
La Table Ronde, 328 p., 45 F.

ANTHOLOGIE DE LA  
LITTÉRATURE FRANÇAISE  
XVII<sup>e</sup> siècle

Composée, présentée et annotée  
par Simone Bertière  
et Lucette Vidal.  
Le Livre de poche, 796 p., 48 F.

**B**ALTASAR GRACIAN (1601-1658) était sans doute le moins candide des Espagnols et le plus désabusé des jésuites. « Il n'y a plus de héros en ce monde, ni même leur souvenir », affirmait-il en 1650, dans son roman élogique, *le Criticon* (1). Toutes les époques disent peut-être la même chose. Elles se plaignent de leurs rhumatismes ou de la monotonie de l'existence. Mais Gracian mettait, dans ses propos, davantage de rigueur et d'apreté. Il ajoutait que l'on avait « perdu le modèle » qui servait à « fabriquer » les héros. « Ce siècle, assurait-il, n'est pas un siècle de grands hommes, ni dans les armes ni dans les lettres. » Pourtant, les gens d'à côté (les voisins de France) lui démontraient le contraire.

Descartes, qui venait de mourir, était rendu pensif de nombreuses générations avec son « cogito », ses manières de cavalier ou d'aventurier et la vie turbulente qu'il avait menée, avant de s'enfermer dans son poêle, pour philosopher (2). L'auteur du *Discours de la Méthode* avait marié le caractère des armes et de celle des lettres. Pour les armes seulement, il y avait aussi d'Artagnan, le cher mousquetaire. Combien de jeunes rêveuses allaient croire, grâce à lui, que l'existence se résumait dans les chevauchées, les amours, les intrigues, les fastes et l'amitié ! Sans oublier cette ombre de mélancolie dont

perle Roger Nimier et qui rehausse le reste... Le dernier roman de celui-ci s'intitulait *D'Artagnan amoureux*. C'était son livre-testament. « Il n'y a que les routes pour calmer la vie », disait-il. Or, il mourut en septembre 1982, sur l'autoroute de l'Ouest...

**EUGÈNE D'AURIAC** publie sa biographie de d'Artagnan en 1947, trois ans après *les Trois Mousquetaires* de Dumas. Dans sa préface, il reconnaissait l'éclat et le brio d'Alexandre, mais il déconseillait de le lire pour y chercher la vérité historique. De son côté, il s'était efforcé de rétablir celle-ci. Il avait essayé de retracer fidèlement la carrière du capitaine-lieutenant des mousquetaires, d'après les « annales du temps » et les *Mémoires de Monsieur d'Artagnan*, par Courtiz de Sandras. Cependant, les « sources » de d'Auriac étaient moins sûres, qu'il ne le pensait.

Né en 1844 ou 1847, Courtiz de Sandras avait peut-être rencontré d'Artagnan dans les années 1860, mais on pouvait le soupçonner d'envie, lui aussi, d'avoir « arrangé » quelquefois la vérité. Avec le capitaine-lieutenant, il est très difficile de démêler l'Histoire et le fiction, comme l'écrivait Gilbert Sigaux, le préfacier des *Mémoires* (3). Certains faits sont déjà des personnages de roman lorsqu'ils naissent. D'Artagnan faisait partie de cette catégorie très particulière... Il s'appelait, en réalité,

HISTOIRES LITTÉRAIRES

par François Bott

Le crépuscule des héros



Charles de Batz-Castellmore. Il emprunta son nom de mousquetaire à son grand-père maternel, le seigneur d'Artagnan. Sigaux le fait naître en 1613 ou 1615, et d'Auriac en 1623 (la même année que Pascal). Tout le monde raconte qu'il mourut à la bataille de Maastricht, le dimanche 25 juin 1673 (le même année que Molière). Entre-temps, il semble vivre pour illustrer le « caractère national » et nourrir nos rêveries futures... Evidemment, d'Auriac ne saurait être comparé avec Dumas. Il rend tout de même

très bien l'allégresse de Charles, quand ce jeune homme du Sud-Ouest quitta les paysages de son enfance pour aller découvrir Paris. Beaucoup de gens éprouvèrent, par la suite, ce genre d'allégresse. Elle dure ce qu'elle peut, mais c'est une vieille habitude française.

D'Artagnan ne savait pas plus réprimer ses emportements que ses enthousiasmes, venant d'une province « où la modération serait considérée comme la première vertu, si elle y pouvait exister ». La formule est jolie. D'Auriac donne également une

belle définition de l'héros, en terminant son portrait du capitaine-lieutenant : « C'était une de ces physionomies à part, avec lesquelles tout est possible. Il était de ces hommes qui entrent dans les événements, tandis que d'autres les laissent passer ; il luttait où les autres avaient soin de s'effacer. »

**E**N 1664, c'était d'Artagnan qui commandait l'escorte de Nicolas Fouquet, pendant la procès du surintendant des finances. M<sup>re</sup> de Sévigné raconte qu'elle s'était postée dans une maison pour voir passer le prisonnier. Car elle était une amie de Fouquet, et celui-ci l'avait même courtisée naguère. « M. d'Artagnan était auprès de lui, dit-elle, cinquante mousquetaires derrière à trente ou quarante pas. Il paraissait assez rêveur. Pour moi, quand je l'ai aperçu, les jambes m'ont tremblé. (...) M. d'Artagnan l'a poussé et lui a fait remarquer que nous étions là. » Charles de Batz-Castellmore connut sans doute quelques-uns des écrivains que l'on retrouve dans la récente *Anthologie du XVII<sup>e</sup> siècle*. Pourquoi ne pas rêver à cet instant qu'il rencontre Descartes si justement ? Comme la chère narquoise...

Les auteurs de cette *anthologie* divisent le siècle en quatre périodes. La première, de 1600 à 1630, fut marquée, disent-ils, par le conflit entre « l'ordre » et « le libéral ». La seconde (1630-1660) fut celle des « choix décisifs ». La troisième

(1660-1685) vit le triomphe de « l'autorité monarchique » et du « classicisme ». La quatrième (1685-1715) prépara les Lumières et le réveil de l'esprit critique. De certains mouvements, comme la Fronde ou Mai 68, on se demande s'ils furent le début ou la conclusion de quelque chose. La Fronde (1648-1652) rassemble, sans doute, les dernières espérances de la liberté « aristocratique ». Ce fut, en quelque sorte, l'ultime « représentation » des héros. Et, dans le domaine philosophique, le pessimisme de Pascal évinça l'« allégresse » et l'optimisme de Descartes, avant que celui-ci ne revienne à la mode, vers la fin du siècle, par l'entremise de Fontenelle...

Cette anthologie réunit les « stars » et les figurants ou les seconds rôles. Il est intéressant de découvrir ou de mieux connaître ces derniers. Des gens comme Guez de Balzac, François Maynard ou Pierre Bayle. Dans sa *Profession de foi littéraire*, Guez de Balzac rappelait que la langue française ne supportait pas les « ornements ». « Sa pureté, affirmait-il, est si ennemie de la licence des autres qu'il se fait souvent un vice français d'une vertu étrangère. » Maynard faisait l'éloge des plaisirs terrestres et déclarait qu'il voulait « mourir au cabaret ». Quant à Bayle, il soutenait que la naissance ou le mort des princes n'étaient que des petites choses dans les affaires du Ciel et de l'Univers. Il écrivait cela au commencement des années 1680. Il préférait déjà les Lumières.

(1) Les éditions Le Passager viennent de publier des extraits du *Criticon*. Traduction, préface et notes de Benoît Pégibon (160 p., 35 F., 7 rue des Cadenettes, Nantes).

(2) La Table Ronde a réédité récemment la *Vie de Monsieur Descartes* d'Adrien Baillet (306 p., 45 F.).

(3) Mercure de France, collection « Le Temps retrouvé », 1987.

IMPRESSIONS DE RUSSIE, L'AN UN

de Georges Nivat. Ed. de Fallois/L'Age d'homme, 132 p., 95 F.

RUSSIE-EUROPE

La fin du schisme. Etudes littéraires et politiques  
de Georges Nivat. L'Age d'homme, 810 p., 240 F.

**C**OMMENT parler de la Russie, une Russie qui découvre la liberté, alors que nulle personne sensée ne se risque plus trop à faire des prédictions ou des analyses ? Alors que les Russes écarquillent les yeux en nous voyant recevoir Gorbatchev comme un tsar... Deux livres paraissent en même temps qui viendront fort opportunément nourrir notre connaissance (et notre ignorance) de la Russie et du soviétisme. Avant. Pendant. Après. Maintenant. Sept ans d'articles, de chroniques et d'études littéraires et politiques qui sont un peu comme la « Journal d'un intellectuel », que Georges Nivat aurait tenu de la perestroïka au putsch d'août 1991.

Professeur de littérature et civilisation russes à l'université de Genève depuis 1972, Nivat est un des grands slavistes français contemporains. Traducteur de Baly, de Sinavski, spécialiste et admirateur de Soljenitsyne, savant connaisseur et amoureux passionné de la Russie et des Russes, il nous livre là ses bagages pourrait-on dire : une énorme malle, pleine de tout son bien (intellectuel) patiemment accumulé et un bagage à main, un livre de voyage qui est une sorte de modeste compte rendu toujours neuf, toujours passionnant, de son séjour de deux mois dans diverses régions de la Russie profonde.

L'été dernier, il a fait, pour la première fois de sa vie, un voyage en Russie. En Russie non soviétique. Il est vrai qu'il connaissait bien le pays où, depuis 1956, il avait fait de nombreux séjours, notamment deux fois en tant qu'étudiant « non sans quelques péripéties ». Expulsé en 1960, il n'avait pu y revenir qu'en 1972. En septembre-octobre 1992, en l'an un, le première année d'une Russie sans empire et sans communisme, il est parti pour des lieux jusque-là interdits aux étrangers. En Crimée, Haute-Volga, et même à Moscou. Et nous rapporte ce qu'il a vu.

**P**REMIÈRE étape sur la frontière symbolique de l'Europe et de l'Asie : Iekaterinbourg, devenu Sverdlovsk, avant de reprendre son ancien nom. La « ville maudite » du massacre de la famille du tsar dans la maison Ipatiev, qui se dressait jusqu'en 1976 à l'endroit le plus beau de la ville et qui fut abattue par la municipalité sur instruction de Moscou parce qu'il commença à y avoir un culte autour des victimes. « Cette municipalité avait à sa tête celui qui fut longtemps le « patron » de Sverdlovsk, et qui monta à Moscou en 1984, Boris Eltsine », note Nivat parmi des quantités de choses vues : les appartements constructivistes des années 30, sans cuisine « parce qu'il fallait libérer les femmes de l'esclavage domestique » ! Mais aussi, à côté de cette « cité radieuse », la gare en néoclassique stalinien, les méfies, les millionnaires en dollars et les tueurs à gages, les artistes, l'intelligentsia et la revue littéraire *Oural*, l'usine secrète qui fabrique, en pleine ville, des armes chimiques et biologiques... Les accidents sont restés secrets.

Se deuxième pause sera Koktebel en Crimée — un mythe ! — la station balnéaire des intellectuels où est indienne la maison du poète Max Volochine, qui s'était installé là en 1912, et où venaient Tsvetaïeva, Mandelstam, Goumiléïv ; mais où apparaît une nouvelle classe

D'AUTRES MONDES

par Nicole Zand



Nivat, voyageur  
avec bagages

de nouveaux riches qui prend la place des écrivains épuisés depuis que l'Union ne subvient plus à leurs besoins. Quelques Tatars tentent de revenir, renouvelant la tatarophobie des paysans attisés par l'ancienne nomenklatura qui s'est fait réélire dans cette Crimée qui est désormais, à cause d'un caprice de Khrouchtchev, à l'étranger, en Ukraine.

A Moscou, ce qu'il nomme « les Moscou », il retrouve l'ancien et le nouveau, l'intelligentsia moscovite désenchantée qui brûle le héros Eltsine qu'elle avait adoré, le dollar monnaie étalon qui valait 200 roubles à son arrivée en septembre, 380 en octobre (1 000 aux dernières nouvelles !), les rues débaptisées où les chauffeurs se perdent dans les nouveaux anciens noms, les théâtres désertés, les bannières célébrant le 600<sup>e</sup> anniversaire de saint Serge de Radonège qui ont pris la place de celles du régime précédent. « Ainsi une iconostase remplace l'autre », écrit-il. Eternel recommencement puisque Lénine avait pris place dans le coin des icônes !

Profondément religieux, Nivat, le Genevois d'adoption qui pratique l'orthodoxie en protestant, a parcouru la haute Volga en s'émerveillant de la renaissance de l'Eglise dans les monastères et les petites villes de cette autre Russie, rappelant le mémoire du père Men, assassiné il y a deux ans et dont le successeur, l'igoumène Ignati, un philosophe, vient de fonder un monastère dont la vocation est l'ouverture aux autres croyants, aux non-croyants. Quant à Philaret, métropolite de Kiev, « un moine marié, un évêque pratiquant la simonie, un actif persécuteur des moines dissidents, il a été, Dieu merci, démis de ses fonctions et réduit à l'état laïc par un synode de l'Eglise orthodoxe », écrit-il avec humour.

**C**AR l'Ironie n'est pas absente dans ce livre de voyage ainsi que dans ce « monument » dans lequel, en vingt parties, Georges Nivat a réuni une centaine de ses articles, classés plus ou moins arbitrairement en vue de répondre à la question du titre sur la « fin du schisme russe ». Même s'il est bien évident que, au fond de lui-même, il a déjà répondu. Et l'on retrouve là l'élève, le disciple toujours fidèle à Pierre Pascal, le normalien chrétien et socialiste qui, dès son premier séjour en 1910, s'était passionné pour la Russie. « Et qui croyait à la fin du schisme en 1917 », ricane volontiers Michel Heller, l'historien qui ne veut pas croire.

Mais pourquoi ne pas avoir donné les dates et les références de ces textes d'une ampleur inégale, qui sont soit des études pour des revues, soit de simples critiques d'ouvrages récemment parus ? On ne pouvait pas écrire de la même façon en 1986 qu'en 1992, et la manque de références complique sans raison une lecture pleine de trouvailles ! Nivat avait déjà publié un recueil d'articles sous le titre *Vers la fin du mythe russe* (L'Age d'homme, 1988). Le « mythe », expliquait-il, c'était l'idée, lancée par les penseurs slavophiles, et développée par les populistes et tolstoïens, puis reprise au vingtième siècle par l'idéologie kéninienne, que la Russie, préservée des maux occidentaux (capitalisme, individualisme), « avait une sorte de prédestination pour la poursuite de la justice ». Le « fol-en-Marx » succédait tout naturellement au « fol-en-Dieu ». C'était Rainer Maria Rilke qui avait écrit : « Il y a un certain pays : Dieu. La Russie lui est contiguë. »

Est-ce la fin du schisme ? Lequel ? Le rapprochement avec la Serbie semblerait prouver le contraire... Maintenant que la Russie est libérée du communisme, réduite à elle-même comme elle ne l'a jamais été, il s'agit de savoir si la Russie va mettre fin à la longue parenthèse qui l'avait isolée de l'Europe, demande l'auteur dans cette somme composite qui balaye tout, culture et politique, mystique et croyance, à travers Gogol, Oblomov, Tolstoï, Tchekhov, mais aussi Leroy-Beaulieu, Pierre Pascal, Isaiah Berlin, Viatcheslav Ivanov, Chalamov, Zinoviev et son « ratorium » et exalte la position d'un Soljenitsyne partisan d'une Russie délestée de ses éléments non slaves. « La coupure a toujours existé », dit le philosophe Iouri Senokossov dans le numéro spécial de la revue *Autrement*. Nous sommes complètement différents des Européens. Et si l'on ajoute qu'il n'y a rien de plus mystérieux pour un Russe que lui-même, on a une idée du gouffre qui nous sépare de vous. Les Européens sont un minimum capables de se définir. Les Russes, non (1). » Et la foi russe avait-elle disparu pendant cette éclipse sans Dieu ? Slavophile idéologue, il fait un acte de foi en la renaissance spirituelle de la Russie.

(1) *Autrement* « Quelle Russie ? Les racines et les rêves d'une société dépaylée », sous la direction d'Anne Coldefy-Faucard, 280 p., 129 F.

Le libertin moderne



Le retour de Nava



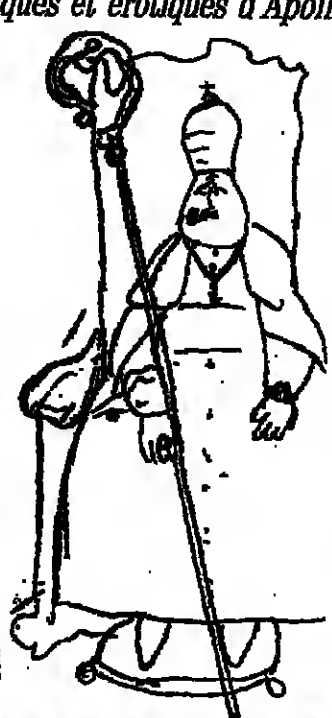
مكتبة النهر

LE MONDE DES LIVRES  
LITTÉRATURE FRANÇAISE

# Le libertin moderne

Les écrits politiques et érotiques d'Apollinaire en Pléiade

**OEUVRES EN PROSE COMPLÈTES**  
de Guillaume Apollinaire.  
Tome III, textes établis, présentés et annotés par Pierre Casargues et Michel Décaudin, Gallimard, Bibliothèque de la Pléiade, 1620 p., 440 F jusqu'au 31 juillet, 490 F ensuite.



Picasso : « Partrait-charge d'Apollinaire en pope » (1908).

Les Onze Mille Verges sont l'un des grands romans politiques du vingtième siècle. Dans ce *Gil Blas* moderne, pérégrinations du prince Vibescu et de son valet Cornabou de Paris à Port-Arthur, sont exposés fort en détail quelques questions essentielles, la faiblesse de l'empire russe, la supériorité du Japon, le désordre français, la duplicité de l'âme allemande et le fanatisme meurtrier des Serbes. A Bucarest, le prince assiste à une messe noire. Les conjurés du « complot antimacaronique de Serbie », « saisisant des libras, jurant la mort d'Alexandre Obrenovitch et de sa femme Draga Machine ». Quelque temps plus tard, « le roi de Serbie et sa femme furent assassinés à Belgrade. Leur meurtre appartient à l'histoire et il a été déjà diversement jugé. La guerre entre le Japon et la Russie éclata ensuite. » Il faudrait des pages pour analyser autant qu'elles le méritent les allusions militaires, diplomatiques et psychologiques du roman.

Absurdité, dites-vous ? Mystification ? Les Onze Mille Verges, objectez-vous, ne sont qu'affabulations grivoises, fatras d'obscénités et délirantes bouffonneries. Oui. Justement. C'est aussi un livre pornographique et la grandeur et la justesse du livre tiennent à ce mixte. Qu'est-ce qui s'accrocherait mieux à l'obscénité des plaisirs, hétérosexuels, homosexuels, bisexuels, aux exercices de bestialité, de nécrophilie, de sadisme, de masochisme et d'exhibitionnisme, qui scandent l'ouvrage que l'obscénité de la politique et des affaires et la description des passions furieuses qui font frémir les héros ?

Apollinaire est sûr le motif — comme les peintres qu'il soutient. Il est même dans le motif. Il le pénétre, il veut à toute force savoir ce qu'il y a à l'intérieur, dans les têtes et les ventres. Il n'hésite devant aucune expérience. Il pousse au plus loin l'abandon du savoir, allant jusqu'à plonger dans les abîmes les plus ténébreux de la fureur et de la haine. Son héros, Vibescu, meurt châté pour avoir poussé un peu trop loin ses essais d'analyse. Il est puni pour avoir poussé un peu trop loin une dissection in vivo. Allégorie du roman-

[l'assimiler] et décrit les Cent Vingt Journées de Sodome comme la « classification rigoureuse et scientifique de toutes les passions dans leurs rapports avec l'instinct sexuel ». Il rapporte encore que Restif de La Bretonne traita le marquis d'« infâme disséqueur à vis ». On ne saurait mieux définir l'objet véritable d'un livre, quand son auteur refuse de se compromettre dans le commerce, le boniment et la naïveté, comme il est de règle d'ordinaire ; quand il veut savoir et comprendre plutôt que charmer et vendre.

Apollinaire ne cesse de vouloir savoir et comprendre. Quand il n'écrit ni poèmes ni romans, il fait œuvre de chroniqueur dans les quotidiens et les mensuels. Les échos, critiques, anecdotes, portraits, observations variées et notes bibliographiques qu'il a rédigés de 1901 à sa mort constituent, avec les romans dits érotiques, le volume qui parait. Dans une prodigieuse diversité tout s'y coïncide et se téléscopie, la découverte des poèmes tongouses, les Futuristes, les récits du front, l'« historique des relations entre la Russie et le Japon », l'apologie de Baudelaire, la grève des chemins de fer en Amérique et la question dynastique en Albanie. Il se risque dans le catholicisme dédaignant des connaissances et méconnaissances que les journaux diffusaient. Il s'y égare quelquefois, prisonnier du chaos des nouvelles planétaires, drames, journaux, histoire, géographie, folles de toutes parts.

C'est sans doute de mépriser au nom d'un idéal que le roman d'Apollinaire est une « grande littérature » ces exercices de journalisme universel, indices d'une curiosité incessante, efforts d'une cervelle pour penser l'état du monde. Les éditeurs d'Apollinaire ont eu cent fois raison de ne pas négliger le recueil de son temps, rassemblant les éléments qui l'aidèrent, peut-être, à y voir un peu plus clair. Regarder, mesurer, scruter, c'est l'obsession de l'écrivain, et c'est aussi celle de Picasso, son alter ego, son semblable.

Quand Mony Vibescu meurt flagellé, il ne reste de son cadavre qu'une « loge informe, sorte de chair à saucisse où l'on ne distinguait plus rien, sauf le visage qui avait été soigneusement respecté et où les yeux vitreux grands ouverts semblaient contempler la majesté divine dans l'au-delà ». Voir, voir encore, jusqu'au dernier instant...

Philippe Dagen

# Casanova d'un seul bloc

Suite de la page 25

Mais ce sont évidemment les précisions de désir sexuel qui sont les plus épineuses. A propos d'une femme qui vient de tomber, Laforque écrit que Casanova « répare d'une main chaste le désordre que la chute avait occasionné à sa toilette ». Qu'en termes galanis ces choses-là sont dites. Casanova, lui, est allé « baisser vite ses jupes qui avaient été à ma vue toutes ses merveilles secrètes ». Pas de main chaste, on le voit, mais un prompt regard.

Laforque « craint le mariage comme le feu ». Est-ce pour ne pas choquer M<sup>me</sup> Laforque qu'il ne reproduit pas la phrase de Casanova : « Je crains le mariage plus que la mort » ? Plus abruptement, il ne faut pas monter deux des principales héroïnes des *Mémoires*, M<sup>me</sup> M. et C. C. (les deux amies de l'une des périodes les plus heureuses de la vie de Casanova, dans son casin de Venise), dans une séquence comme celle-ci : « Elles commencent leurs travaux avec une fureur pareille à celle de deux tigresses qui paraissent vouloir se dévorer. » En tout cas, pas question d'imprimer ceci : « Nous nous sommes trouvés tous les trois du même sexe dans tous les vices que nous excédâmes. » Après une orgie, il paraît naturel à Laforque de faire ressentir à Casanova du « dégoût ». Rien de tel.

## Un enchantement constant

Si Casanova écrit : « Sur d'une pleine jouissance à la fin du jour, je me livrai à toute ma gaieté naturelle », Laforque corrige : « Sur d'être heureux... » Une femme, pour Laforque, ne saurait être représentée couchée sur le dos en train de se « masturber ». Non : elle sera « dans l'acte de se faire illusion ». Voilà, en effet, comment une main reste chaste. De même, on dira « onanisme » là où Casanova emploie ce mot merveilleux : « masturbation ». On évitera des notations sur « le féroce viscère qui (...) donne des convulsions à celle-ci. J'ai devenir folle celle-là, fait devenir l'autre dévote ».

Casanova aime les femmes : il les décrit comme il les aime. Laforque les respecte : c'est un féministe qui les craint. Pas question non plus que Casanova parle de taches suspectes sur sa culotte : on lui nettoie ça. En revanche, on le dotera, de temps en temps, de formules morales. La correction n'arrive parfois au ravissement. M<sup>me</sup> M. « Cette femme religieuse, esprit fort, libertine et joueuse, admirable en tout ce qu'elle faisait » envoie une lettre d'amour à son Casanova. Version Laforque : « Je lance mille baisers qui se perdent dans l'air. » Casanova (et c'est tellement plus beau) : « Je baise l'air, croyant que tu y es. »

D'où vient, cependant, l'enchantement constant à lire, même dans la version Laforque (même, ou plutôt grâce à, puisque c'est la meilleure version malgré tout), les *Mémoires*, ces *Mille et Une Nuits d'Occident* ? C'est qu'il s'agit simplement d'un des plus beaux romans de tous les temps, racontant une performance alchimique dont chacun rêve mais que peu atteignent : faire de sa vie un roman. Si les romans servent à imaginer les vies qu'on n'a pas eues, Casanova, lui, peut affirmer tranquillement : « Ma vie est ma matière, ma matière est ma vie. » Et quelle matière !

« En me rappelant les plaisirs que j'ai eus, je les renouvelle, j'en jouis une seconde fois, et je ris des peines que j'ai endurées et que je ne sens plus. Membre de l'univers, je parle à l'air, et je me figure rendre compte de ma gestion, comme un maître d'hôtel le rend à son maître avant de disparaître. » (Notez que Casanova ne dit pas que le maître doit disparaître.) Il s'est organisé une fête de tous les instants, rien ne l'empêche, rien ne le contraint, ses maladies mêmes et ses fiascos l'intéressent ou l'amuse ; et toujours, partout, à l'improviste, des femmes

sont là pour rentrer dans son tourbillon magnétique.

Comme par hasard, ce sont souvent des sœurs, des amies, quand cela ne va pas jusqu'à la mère et la fille. « Je n'ai jamais pu concevoir comment un père pouvait aimer tendrement sa charmante fille sans avoir du moins une fois couché avec elle. Cette impuissance de conception m'a toujours convaincu, et me convainc encore avec plus de force aujourd'hui, que mon esprit et ma matière ne font qu'une seule substance. » Formidable déclaration d'inceste revendiqué (et d'ailleurs pratiqué et raconté, lors d'une nuit farnesque, à Naples). Il faut insister : « Les incestes, sujets éternels des tragédies grecques, au lieu de me faire pleurer, me font rire. » Voilà de quoi troubler ou scandaliser à jamais toutes les sociétés, quelles qu'elles soient.

Les aventures de Casanova, l'aimantation qu'elles dégagent, viennent sans doute de cette « substance » qui les constitue. A cause d'elle, et de la détestation de la mort qu'elle entraîne, les portes s'ouvrent, les ennemis disparaissent, les hasards heureux se multiplient, les évasions de prison sont possibles, les parties de jeu tournent bien, la folie est utilisée et vaincue, la raison (ou du moins une certaine raison supérieure) triomphe. L'histoire « magique » avec la marquise d'Urfé (qui attend de Casanova, super-sorcier, d'être transformée en homme) est une des plus ahurissantes jamais vécues. Chateaubriand, Casanova ? Sans doute, quand il le faut, mais éblouissant qui s'avoue, précisant chaque fois la vraie cause des crédulités (comme Freud, au fond, mais en plus comique).

Il rencontre des stars ? Pas de problèmes. Voltaire ? On lui récite l'Arioste, on le fait pleurer. Rousseau ? Manque de charme, ne sait pas rire. Frédéric de Prusse ? Saute d'un sujet à un autre, n'écoute pas les réponses qu'on lui fait. Catherine de Russie ? On voyage avec elle. Le cardinal de Bernis ? C'est

un ami de débauche, à Venise. Le pape ? Il vous donne la même décoration qu'à Mozart, en passant. A propos de pape, la métaphysique de Casanova a encore de quoi surprendre. Il commence ainsi ses *Mémoires* : « La doctrine des stoïciens et de toute autre secte sur la force du destin est une chimère de l'imagination qui tient à l'athéisme. Je suis non seulement monothéiste, mais chrétien fortifié par la philosophie, qui n'a jamais rien gâté. »

La Providence, dit-il encore, l'a toujours exaucé dans ses prières. « Le désespoir n'est que la prière le fait disparaître et, quand l'homme a prié, il éprouve de la confiance et il agit. » Casanova en train de prier : quel tableau ! Étonnante profession de foi, en tout cas, pour l'homme qui jette en même temps à la face de ses semblables cette phrase destinée à être comprise par ceux qui « à force de demeurer dans le feu sont devenus salamandres » : « Rien ne pourra faire que je ne me sois amusé. »

Casanova est présent. C'est nous qui avons dérivé loin de lui et, de toute évidence, dans une impasse fatale. Un jour, à Paris, il est à l'Opéra, dans une loge voisine de celle de M<sup>me</sup> de Pompadour. La bonne société s'amuse de son français approximatif, par exemple qu'il dise ne pas avoir froid chez lui parce que ses fenêtres sont bien « calfeutrées ». Il intrigue, on lui demande d'où il vient : « De Venise ». Madame de Pompadour : « De Venise ? Vous venez vraiment de là-bas ? » Casanova : « Venise n'est pas là-bas, Madame, mais là-haut. » Cette réflexion insolente frappe les spectateurs. Le soir même, Paris est à lui.

Philippe Sollers

« L'édition de 1960, née de l'association de l'éditeur original de Casanova, Borel et de l'éditeur français Plon, offre « l'édition du manuscrit », avec réimpression en facsimilé de la collection « Borel » (Robert Laffont). Elle reprend la version intégrale et non réécrite du texte de Casanova.

# Le retour de Navarre

Un roman nostalgique et satirique d'un écrivain qui renoue avec le meilleur de sa veine

**POUDRE D'OR**  
d'Yves Navarre.  
Flammarion, 191 p., 89 F.

Yves Navarre a renoncé à ses longues confessions navrées empreintes d'un narcissisme noir. Renouant avec le meilleur de sa veine romanesque, il crée un personnage, Wanderlust, qui endosse toutes ses hantises. Wanderlust vit seul dans la loge de l'ancien Théâtre des acacias, où il « jadis dirigé une compagnie avec Cécile Seriat, une actrice, son amante. Il lui voue depuis sa disparition une adoration intacte, retrouve, dans le moindre recoin du théâtre désert qu'il arpente, l'écho de sa voix pleine de gouaille et de majesté et les reflets de son allure éclatante.

Mais, après l'heure éblouissante de l'amour et des succès, est venu le temps du déclin quand ils ont été l'un et l'autre victimes de la « loi du miel vivant au fiel » de la critique, qui a voulu les démolir et, par sa violence, a laissé Cécile sans voix. Pour lui ériger de sémeler dans la conscience de sa débâcle, Wanderlust l'a tuée et enterrée dans un sarcophage placé sous la scène du théâtre.

Ce qui pourrait apparaître comme une concession de l'écrivain au mélodrame est en réalité un glissement de la fiction vers l'irréalité funèbre d'un « conte d'enfer » qui a transformé Wanderlust en spectateur de sa propre vie.

Avec une candeur têtue, une pureté intraitable, Wanderlust s'efforce à demeurer le gardien ébloui de leur passé, comme s'il lutait contre l'amertume qui risquerait de corrompre la lumière de la part d'utopie qu'ils ont gardée jusqu'au bout, de tenir cette « poudre d'or » que, selon la formule de Cécile, les personnages qu'ils interprétaient laissaient, la représentation finie, retomber en eux.

Pour exprimer la dignité mélancolique de Wanderlust, Yves Navarre a trouvé le ton juste — de lyrisme sombre, émaillé parfois d'humour étriqué, de dérision émue, de sarcasmes, qui n'est que l'envers ironique du regret. Wanderlust se veut aussi la sentinelle d'un quartier du vieux Paris qui est en train de s'éteindre autour du vieux théâtre.

La circularité nostalgique du récit ne dévie que lors des visites que Wanderlust rend à des figurants de la comédie sociale ; M. Cas, un vieux Rastignac de la politique auquel il apprend à pleurer la voix ; son ennemi Lebrun Picard, qu'il initie à l'art dramatique ; la baronne Berck qui, le mercredi, tient salon dans sa chambre bleue, telle une M<sup>me</sup> Verdurin, au bout du rouleau, perdant un à un ses gigolos de pacotille.

Le roman bascule dans la satire sociale, mais Yves Navarre évite la caricature car, même parmi la bête mondaine, on peut « tamiser encore », jusqu'à retrouver les

traces de la poudre d'or d'une dignité enfouie. C'est avec panache que la haronne se suicide, et, dominant son scribe clinquant, adresse, avant de mourir, une lettre-pamphlet à tout un siècle dont elle dénonce le « détournement d'esprit ». Cette sortie de scène achève de marquer la fin d'une époque aux yeux de Wanderlust, rompu par son renvoi de l'école des malentendus qu'il parvenait, grâce à son dévouement, à sauver parfois du silence.

Quand on a franchi le cap des désempolements, on peut éprouver la tentation de s'effacer à son tour ou bien connaître un mouvement de rébellion contre son propre instinct de commémoratif. Cette impulsion de vie même Wanderlust qui, en brandant tout de son passé, s'est enfin délivré de sa piété funèbre, vers Olga, l'ancienne serveuse du Zanzibar. Ce n'est pas pour le romancier une résurrection artificielle, le prétexte à un happy end de commande : c'est juste une fin de partie plus lumineuse que les personnages ne l'auraient jamais imaginée eux-mêmes. Ils croient simplement que la toile peut se lever encore, qu'ils sont capables d'allier leurs solitudes, et de partir pour une ultime tournée de la vie en jouant ensemble aux enfants du Paradis.

Jean-Noël Pancrazi

## LE NOUVEAU CHAPSAL

Madeleine Chapsal s'est fait une spécialité de ces romans confidences où des femmes se croient maîtresses de leur existence, et où il suffit d'une rencontre pour tout remettre en question. Toutes les femmes s'y retrouvent : c'est ce qui fait son succès.

Danièle Mazingarbe, madame Figaro

Madeleine Chapsal

Suzanne et la province

Fayard

374 p. 130 F

**JIM HARRISON**

Sera à la librairie

**L'ARBRE A LETTRES**

le mardi 15 juin

à partir de 18 heures

12 rue

du Faubourg Saint-Antoine

75002 Paris - Tél. 01 46 45 45 74



## AU FIL DES LECTURES

par Dimitris Alexakis

## Renard et la soif du divin

André Alter, dans une étude parue en 1988, évoquait, pour caractériser l'œuvre de Jean-Claude Renard, « le double thème haldéinien de la soif du divin et de la difficulté de l'approche, de la saisie de Dieu ». Ce double thème dirige encore, sous une forme peut-être plus dansée que dans les précédentes recueils du poète, les textes composés de *Ce puits que rien n'épuise*.

Composée à la poésie d'un Pierre Emmanuel, dont elle reste, à bien des égards, très proche (la filiation de Hölderlin est là pour l'attester), l'œuvre de Jean-Claude Renard se distingue par l'immense réserve de joie, d'acquiescement au monde, qu'elle recèle.

La poésie ne trouve pas sa source dans une supplication solitaire, mais dans un pays de lumière, de « vignes », de « paradis », qui met la plénitude à la portée de l'homme. L'un des plus beaux poèmes de ce recueil (l'un de ceux, également, qui s'éloignent le plus des longues strophes lyriques qu'affectionne Jean-Claude Renard) semble près d'apporter une réponse aux incertitudes du croyant. Ce texte qui interroge la spécificité de l'écriture poétique occupe le centre de l'ouvrage : La nuit m'ennuie / Je l'ai ennuie. L'été m'exhale / J'ai exhalé l'été. L'amour me cherche / J'ai cherché l'amour. Le Dieu me logeant / J'ai logé le Dieu.

► *Ce puits que rien n'épuise*, de Jean-Claude Renard. Seuil, 119 p., 85 F.

## Musique de Suied

Le texte intitulé *D'une autre vie* résume à lui seul, en ouverture du recueil, les différentes composantes de la poésie d'Alain Suied : l'auteur y emploie un vocabulaire simple et semble privilégier le travail du rythme sur l'invention verbale. Une retenue naturelle guide cette écriture mesurée, souvent lente : une sorte de neutralité, de distance, qui n'étouffe pas l'émotion, mais paraît au contraire prolonger celle-ci. « Il y a / un espace neutre / au bout de nos larmes ».

La volonté de ménager, à l'intérieur du poème des places de silence nuit parfois à la musicalité de certains de ces textes — musicalité qui distingue pourtant les passages les plus réussis du recueil. L'auteur évoque « la secrète, l'arbitraire, ordonnance de la mort » ; il come avec justesse la fragilité d'une écriture trouvée se source dans « l'illusion intime / qui nous tient lieu de ciel ».

Il ne cesse, surtout, de rappeler la présence d'un interlocuteur singulier, auquel le poème, comme une « demande », ou comme une « lettre », est adressé. « Tu ne me verras pas / mourir. (...) / Tu ne me verras pas / rejoindre / le vide, au centre / de nos rêves sans tain ». S'adresser à autrui, comme la fait ce poète à chaque page, reste le seul moyen de « briser », pour reprendre l'expression de Franz Kafka, « la mer gelée qui est en nous ».

► *Ce qui écoute en nous, suivi de l'Objet du poème*, d'Alain Suied. Ed. Arfuyen, 78 p., 75 F.

## Godel et la langue de bois

« Toutes les langues sont des langues de bois... » Le nouveau recueil de Vahé Godel semble prendre au mot cette formule de Dominique Grandmont. A un langage poétique qui, sous prétexte de nous protéger des « heurts » et des « secousses » de la « réalité rugueuse », nous « isole », nous « réduit au silence », nous « étouffe lentement », l'auteur de ce livre oppose sa propre langue, une langue « élandesque » dont il aurait forgé porteur et fenêtré, et qui serait ouverte à tous les vents.

L'une des images les plus inventives du livre semble justement mettre en scène l'opposition entre une langue brute, inachevée, et une langue corsetée, polie et convenue : « Je crie / j'ai beau crier / cœur noir du frêne, cœur soufre du tilleul, cœur glauque du platane, cœur sèpe du rouvre, l'écho me répond : solive, mortaise, portance, colombage, hampe, hautbois, sabot, figure de proue, corneille... ».

La texte intitulé *Nocturne*, qui entrelace différents sens d'un même mot, mêle l'alexandrin au langage parlé : « — Mais quelle épaisse nuit tout à coup m'environne ? / — Nuptiale est toute nuit pour la femme subtile. / (...) / — La nuit porte conseil. / — Trop de prudence nuit. / — Où donc en est la nuit ? ».

► *De plus belle*, de Vahé Godel. Ed. de La Différence, 106 p., 79 F.

## Tâche discret

L'écriture de Pierre-Alain Tâche nous retient d'abord par sa discrétion. Mais le véritable motif, le véritable objet de l'écriture, ce sont les versants montagneux de Suisse romande, les « prés bruns » où grandit « l'ombre du bétail ». « Je n'y peux rien : l'angle enfin soudé des versants dessine / un éventail ; et l'air rosé, puis mauve, y tend / de bas en haut devant le vide, une étoile de neige / où le montagne se ressource entièrement, puis s'éteint ».

La maîtrise formelle dont témoigne l'auteur n'est pour but, on le voit, que de cerner l'objet de l'écriture de la façon la plus sensible, la plus attentive possible. Le travail de Martine Clerc, qui signe les illustrations accompagnant les cinq sections du recueil, révèle un même souci d'effacement. L'unité de ces courts poèmes n'est esquissée au prix d'aucun artifice : elle résulte à la fois d'une intuition soudaine et d'une familiarité réelle avec un paysage, comme si, pour Pierre-Alain Tâche, le maître de la découverte, ou du miracle, poétique était l'expérience quotidienne elle-même.

► *Noctes de rocher*, de Pierre-Alain Tâche. Illustrations de Martine Clerc. Editions Empreintes (Lausanne), 69 p.

## LE CHEMIN DU CAP,

de Jean-Pierre Lemaire,

Gallimard, 130 p., 80 F.

## DES ANIMAUX PLUS OU MOINS FAMILIERS,

de James Sacré,

Ed. André Dimanche, 74 p., 90 F.

## LA POÉSIE COMMENT DIRE ?

de James Sacré,

Ed. André Dimanche, 196 p., 150 F.

## DANS LA BOUCHE MORTE,

de Bruno Grégoire,

Obsidiane, 70 p., 70 F.

Une certaine perversion de l'esprit conduit à voir dans la simplicité une inacceptable médiocrité, à considérer la pauvreté comme un motif légitime d'exclusion. Perversion particulièrement prise dans le domaine poétique, où elle s'exerce pour condamner au ricanement ou au mépris celui qui veut chanter le simple et s'en enchanter, celui qui prête attention à la figure du pauvre comme à la figure même de l'homme. Jean-Pierre Lemaire, qui publie aujourd'hui son cinquième livre de poèmes, n'échappe pas à cette haineuse surveillance.

Fidèle comme l'est, d'une autre manière, Jean Grosjean, à la tradition lyrique et chrétienne qui traverse la poésie française depuis quatre siècles, Lemaire se nourrit des images — principalement bibliques et évangéliques — des sentiments et de la morale qui ont enrichi cette tradition. Cette double référence, qui permet d'entretenir le subjectif et une certaine vision du monde, de considérer l'intimité comme une dimension secrète de l'universel, serait donc devenue caduque. Mais il y a aussi une tradition du ricanement et de la malveillance qui ne sont pas l'épave des modernes. L'histoire du



mépris est ancienne. Aujourd'hui comme hier, il suffit de la récusar, et de s'écarter.

S'attacher à la simplicité du monde n'est évidemment pas une garantie de valeur poétique. Mais celle-ci doit se mesurer à l'aide d'instruments adéquats et on être jugé de l'extérieur. Constatant retenu, se refusant les facilités et les séductions des langages trop ornés, le lyrisme de Jean-Pierre Lemaire dessine la frontière frêle et tremblante qui sépare et relie le visible et l'invisible, entre « deux soleils / dont l'un tarde à s'éteindre et l'autre à rayonner ». *La main du présent* est offerte, accessible.

Chez Lemaire, l'image, souvent descriptive, pauvre, dissimulant ses attrait, trouve place dans un développement poétique presque narratif. Prague, l'Espagne, des paysages de montagne ou de Provence sont baignés d'histoire autant que de sens. La sensibilité

se fait morale, « vulnérable, vivante ».

Les mêmes qui jugent mièvre la poésie de Jean-Pierre Lemaire devraient, en usant de critères équivalents — c'est-à-dire aussi stupides — ranger James Sacré dans la catégorie des poètes prosaïques, ou même vulgaires. Ils commettraient, là encore, une funeste erreur. James Sacré, né en 1939 et auteur d'une œuvre abondante, dispersée chez de nombreux éditeurs, est un poète infiniment précieux. Sa délicatesse peut bien être âpre et rugueuse, ne pas s'effaroucher des choses basses ou grossières, elle n'en est pas moins certaine.

Que trouve-t-on dans la poésie de James Sacré ? L'enfance à vif, et pour tout paysage la réalité immédiate de la terre, nue et odorante, sensuelle et argileuse ; la quête d'un bonheur éternel ; le plaisir auquel la langue poétique, baroque et naïve (mais savamment travail-

lée) cherche à donner un corps... « Quel bonheur ? Le bonheur naît dans la rencontre d'un grès (pluie, maison délabrée) et d'objets. Un encier est immédiate — une sentence et des pommes rouges : demandent-ils un poème ? Leur présence est-elle vraie ? J'écris bien ce poème où pèse le temps que j'envisage ? »

En même temps que ce recueil de poèmes, James Sacré publie, sous le titre *La Poésie comment dire ?*, un ensemble de textes — prose et poèmes — qui sont comme les prolegomènes d'un art poétique. Mais là aussi le mot est trop noble, inconvenant. Encre, et singulièrement de la poésie, est une manière de vivre, un choix d'existence (mais choisit-on jamais ?). Cela ne se justifie pas, tout juste peut-on tenter d'accompagner le choix d'une réflexion. Celle de Sacré est particulièrement utile, intelligente, roborative, désignant « le poème comme un geste intime qui pense à l'autre. Dans la nuit ».

Dans la collection « Les solitudes », qui affirme comme l'une des meilleures dans le domaine poétique, Bruno Grégoire publie son premier recueil important, *Dans la bouche morte*. Nous sommes, ici encore, dans l'un des (nombreux) territoires du lyrisme. Mais à l'inverse de Lemaire, dans la proximité de poètes comme Jacques Dupin ou Jean-Claude Schneider, Bruno Grégoire cherche la tension plus que la retenue. Tension de la forme d'abord, qui resserre le poème, toujours bref, autour d'un réseau d'images rares, maritimes ou aériennes ; tension surtout de l'inspiration, angoissée, blessée, qui veut dérober en silence, au mutisme menaçant, encore une parole : « Prends racine où fut dévastée la nuit — / O épouse l'éternité des feuilles / sous les pas circulaires qu'oublie ton bourreau ».

P. K.

## Lumière d'Analys

## L'OMBRE QUI BATIT

de Dimitri T. Analis.

Dessins de Bazaine.

Obsidiane, 56 p., 60 F.

Dimitri T. Analis aime accom-

pagner ses poèmes de gravures ou de lithographies, souvent dues à Faszianos. Des dessins de Bazaine, où s'affrontent le noir et le blanc, rythment son quatorzième recueil, *L'ombre qui batit* : une ombre mouvante, souvent menaçante, mais qui parfois adoucit un paysage trop nu, des routes poussiéreuses, un port méditerranéen écrasé de lumière, « Mer de minium sur fond de bauxite / Douleur inexprimable ».

Monique Petitlon

## Les dits de Nathalie

## SONNETS DISPARS

Sévis de

Cinq autres sonnets, une

table et deux amplifications

de Nathalie Georges.

La Différence, 46 p., 59 F.

Dès son premier recueil (*Quatorze poèmes dont quatre adresses et trois tombeaux*) Nathalie Georges e su, avec une grâce savante, renouveler des formes anciennes, jouer de mille dits et mélodies. C'est en utilisant d'abord le sonnet qu'elle essaie, dans son deuxième recueil, de « boiter juste » (pour reprendre la citation de Lacan placée en ex-

gée) : sonnets trompeurs, « dispar », où les mots « s'effacent », se consomment, jusqu'à devenir sarmets de cendre.

« Nous entrons dans de nouveaux hasards » : comme si les vers, pour confirmer ce mot de Talleyrand, qui ouvre la seconde partie du recueil, trouvaient à l'insu du poète, donnant naissance à des aveux masqués. « Un chant hésite et se trahit / Perdue embue de densité / Mes certitudes assourdies / Où soif est descellée du mot / Solf où seuls s'essouffent déchaux / Des dits d'amplitude amoindrie ».

M. P.

## Les songes de Joubert

## LA MAIN DE FEU

de Jean Joubert.

Grasset, 120 p., 70 F.

Romancier grave et généreux

(l'Homme de sable a obtenu le prix Renaudot en 1975), auteur de nouvelles et de livres pour la jeunesse, Jean Joubert a publié cinq recueils depuis celui qui regroupait ses *Poèmes, 1955-1975* (Grasset, Prix de l'Académie Mallarmé 1978). *La main de feu* laisse d'abord entrevoir une « autre rive », que frôle « l'écriture du songe » : la pointe de la plume, sur la feuille blanche, fraic son chemin entre ombre et

clarté, entre deux vertiges. « Etroit le temps, menue la trace / comme d'insecte sur le sable ».

« Passé le pont », c'est une marche nocturne, sur territoire onirique, dans des bois brûlés, sous la violence du vent. La deuxième section du recueil, *L'arrière-saison*, laisse place à la sensualité mélancolique de l'été indien, à un tendre bestiaire — renard, écureuil, — à la couleur rousse d'une forêt d'automne dans le Maine, au torrent obscur où germent les poèmes qui ne sont jamais nés et « se sont brûlés, dissous, perdus ».

M. P.

## Les grincements de Delbourg

## TOSOGGANS

de Patrice Delbourg.

Cahiers du Sens, Le Nouvel

Athlone, 110 p., 118 F.

Les fleurs, les petits oiseaux, les coeurs tendres douloureux aux épanchements énamourés, ne les cherchez pas sur les pistes glissantes du pere d'attraction de Patrice Delbourg. Il erre ailleurs. Beaucoup plus loin qui est tout proche : dans Paris et toutes les grandes cités qui hantent les paumées des nuits quand la quête d'amour n'est que « filature d'organismes ».

D'un poète, on dit qu'il chante. Delbourg grince. Il ne rugit ni ne tonitru, il grince des mots et des dents. Il lacère en forme. Sa musique syncopée e le rythme de ses autres vies que l'acbe dissiper. Il condense l'image et d'être réduite, elle se fait plus dense. De Clieby à La Villette, de Clignancourt à Bercy, il pose, sur la lueur blafarde des bûches de passage et des trottoirs de pluie que marquent les néons lugubres, une poésie paradoxale de lumière. C'est qu'il grince la tendresse. Et le poème la fait nôtre, de la

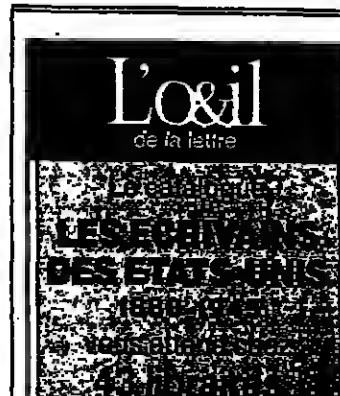
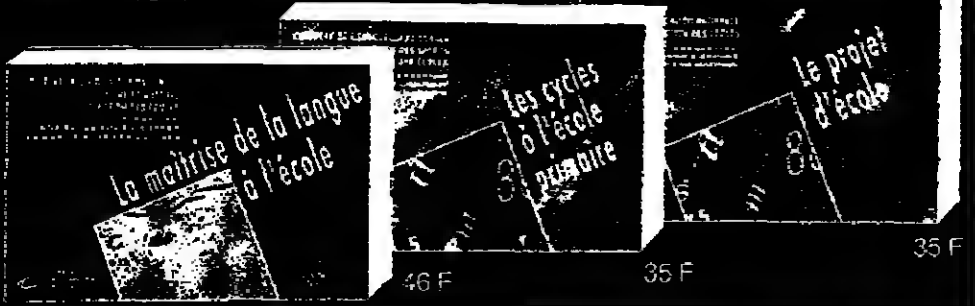
triste fête foraine et ses odeurs de gaulre aux désolantes contre-allées de l'avenue Foch, des rues animées le jour que la nuit métamorphose en bavres des solitudes aux ruelles qui ne vivent que dans l'obscurité.

Cet univers a son poète. Les grands ne sont pas tous morts. Avec un vocabulaire de tous les jours qui n'exclut pas le virtuosité, Delbourg nous fait entendre le battement du coeur méconnu des villes. Il serait dommage de rester sourd.

Pierre-Robert Leclercq

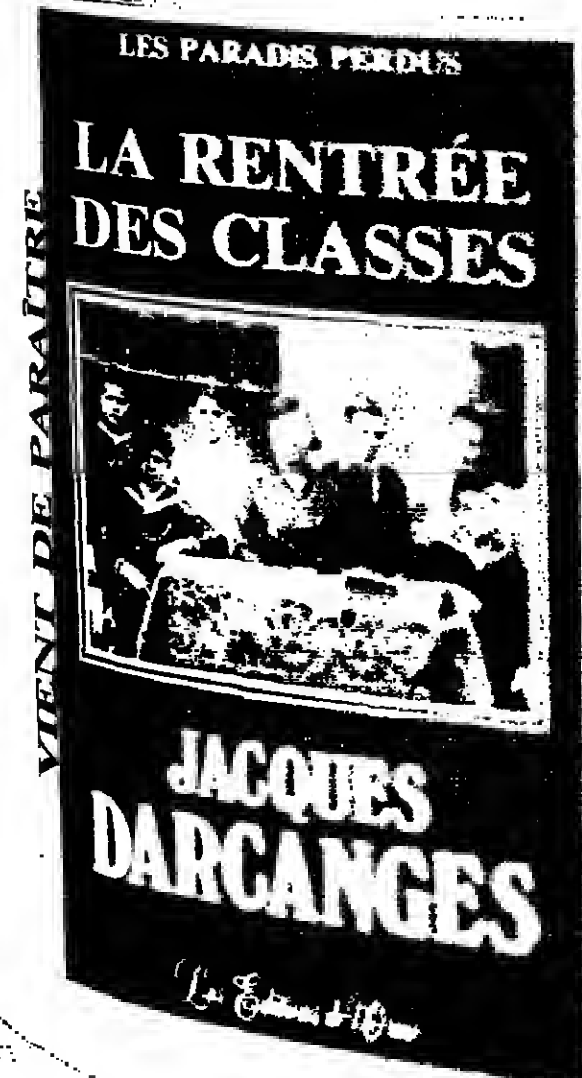
## L'ÉCOLE PRIMAIRE ÉVOLUE

Collection  
Une école pour l'enfant  
Des outils pour les maîtres  
CNDP/SAVOIR LIVRE  
MINISTÈRE DE L'ÉDUCATION  
NATIONALE  
HACHETTE ÉDUCATION  
En vente chez votre libraire  
ou dans les CDDP/CRDP  
Diffusion Hachette



Les incertitudes de Da

Les colloques de Cerny





LE MONDE DES LIVRES  
ACTUALITÉS

## Les incertitudes de Dar-Rambo

Inaugurée en grande pompe en 1991, la Maison Rimbaud, « vitrine » de la France au Yémen, multiplie les avatars

A l'automne 1991, pas moins de deux ministres français — Roland Dumas et Jack Lang — entourés de quelques figures parisiennes et d'officiels yéménites, dans la ci-devant possession britannique, l'Espace culturel et poétique franco-yéménite (« Le Monde des livres » du 15 novembre 1991). « Espace » installé, ou plutôt devant l'être, dans une ancienne maison de commerce coloniale d'assez belle facture, récemment « redécouverte »; Rimbaud est supposé y avoir séjourné plusieurs fois entre 1880 et 1891.

Tant les écrits impécatoires du poète contre « l'affreux trou d'Aden » où « on devient un imbécile total en peu d'années » (1) que l'absence de moyens adéquats dépeints par Paris ou encore l'impréparation du public adonné qui avait confondu « l'homme aux semelles de vent » (Rimbaud selon Verlaine) avec le roi de la gonflette du cinéma américain, Rambo, pouvaient laisser sceptique.

Qu'en était-il, ce printemps, derrière la façade de Dar-Rambo (la Maison Rimbaud), le coin de l'écrivain et celui du héros de cinéma s'écrivant et se prononçant en arabe de la même façon, dont s'échelle la chance d'attirer l'attention, il y a dix-sept mois ? Le rez-de-chaussée, vaste salle à arcades prévue comme « vitrine »

de l'Espace avec livres, films et expositions, est vide et fermé. Les étages supérieurs devant abriter l'administration et des studios pour les poètes de passage sont toujours occupés par la chambre de commerce d'Aden qui, jusqu'à présent, a refusé de déguerpir.

A la faveur de la réunification des deux Yémen, en 1990, et de la fin du marxisme-léninisme sud-yéménite, la famille musulmane Naaman, qui avait racheté, en 1964, la Maison Rimbaud à son propriétaire de l'époque, un négociant juif d'Aden, Nasyeh Tarabouni, avant de la voir nationalisée après l'indépendance du Yémen du Sud en 1967, vient, par une décision judiciaire, de récupérer son bien confisqué.

Beau joueur, le gouvernement de Sanaa a aussitôt décidé de louer pour dix ans le bâtiment à Ibrahim Naaman qui a, en principe, accepté. Les Yéménites ont mis l'immeuble « à la disposition de la France ». Le nouvel ambassadeur de France au Yémen, Marcel Laugel, vieux routier du monde arabe, dont il parle la langue et connaît la psychologie, a compris qu'il fallait sans attendre « honorer la parole française ». Au moment où la majorité socialiste sortait de la stupeur des Yéménites, de fermer la mission médicale que Paris entretenait depuis quarante ans à Taizé, une des trois grandes agglomérations yéménites, c'est de haute lutte que l'ambassade de France à

Sanaa a obtenu 2 millions de francs pour le projet Rimbaud. M. Laugel a donc chargé José-Marie Bel, auteur d'une thèse sur l'architecture yéménite et coprésident, avec l'académicien des sciences Théodore Monod, de l'Association pour le patrimoine archéologique et culturel du Yémen (2), d'aménager sans tarder Dar-Rambo.

Bien que le terme d'« Espace poétique » soit déjà gravé au fronton de l'édifice, il n'abrite, en principe, moins pompeusement, que l'Alliance française et autres activités francophones actuellement confinées dans un faubourg adéquat. La gigantesque montagne domoienne Aden a accouché d'un sourire... Modestement, M<sup>me</sup> Bel prévoit l'achèvement de la réfection de la salle d'exposition de la Maison Rimbaud pour octobre. D'autres travaux suivront si la chambre de commerce se rend... Si les crédits ne sont pas coupés par le Quai...

Décidément le négociant ne réussira jamais à Rimbaud...

Jean-Pierre Péroncel-Hugoz

(1) Dictionnaire Rimbaud, de C. Jeanne, Belfort, 1991. Le poète inconnu : « Extrême montagne et mer/Extrême rouille et écorce/Extrême l'Aden ». (2) Dans la littérature, traduit de l'arabe par Philippe Delarbre (éd. Tarabouni, rue du Fort, 36170 Saint-Benoît-du-Sault).

(2) APAY, 4, rue du Mont-Louis, 75011 Paris. Tél. : 43-57-93-62.

## Les mésaventures de La Cécilia

Une structure originale qui fait la promotion d'ouvrages à faible ou moyen tirage mise en péril par une querelle de pouvoir

La Cécilia a bien failli mourir d'une querelle entre hommes. Ce n'est pourtant pas d'une histoire amoureuse qu'il s'agit, mais d'un conflit d'affaires autour d'une société en plein bouleversement. Créée à Saint-Pierre-des-Corps, près de Tours, il y a bientôt sept ans, La Cécilia est une structure originale alliant une librairie et un petit réseau de représentants. Une assez jolie réussite, mise en péril par la mésaventure entre les salariés et le principal investisseur.

Le père de cette belle en triste état est Christophe Hordé, un jeune homme de trente-trois ans réputé pour être un commercial de talent. En décembre 1986, il commence par monter une coopérative de diffusion d'ouvrages auprès des bibliothèques de lecture publique. Travaillant en liaison avec des petits éditeurs, il fait la promotion d'ouvrages à faible ou moyen tirage, qui ne sont pas toujours bien mis en valeur dans les circuits habituels de vente du livre. Progressivement, son affaire se développe, ses fournisseurs deviennent plus nombreux et son équipe s'agrandit. En 1989, une librairie implantée dans le vieux Tours vient compléter le dispositif. La Cécilia se met aussi à proposer des expositions et des ateliers de lecture, ce qui lui permet de développer son réseau de bibliothèques.

Bientôt, cependant, l'essor financier qu'elle connaît, la Cécilia, « Les fonds de roulement étaient insuffisants », explique Christophe Hordé. Les clients ne payaient plus et les fournisseurs ne lui versaient pas à temps. Il fallait donc trouver un moyen de faire rentrer l'argent. Les basarades de la politique faisaient bico les choses, c'est sur les bords du conseil municipal de Saint-Pierre-des-Corps, où il siège, que le patron de La Cécilia va trouver

un associé. Jacques Lhommet, lui aussi élu du PS, dispose justement d'une somme assez importante à placer.

Où s'entend donc entre gens de la même famille politique et, début 1992, Jacques Lhommet investit près de 1 million de francs dans la société. Lesquels fonds sont en partie réinjectés dans le rachat d'une librairie de Lille possédant une solide trésorerie et une implantation intéressante. Jacques Lhommet est actionnaire à 55 % de La Cécilia, dont Christophe Hordé devient le directeur général. Le chiffre d'affaires se gonfle, les effectifs aussi : dix personnes à Tours, puis à Lille et quatre représentations. Très vite, pourtant, les relations se dégradent entre les partenaires.

### La société Recto Verso

Jacques Lhommet accuse Christophe Hordé d'avoir créé, fin 1992, une société parallèle baptisée Recto Verso, destinée à éditer des livres en gros caractères. Une structure qui aurait utilisé les moyens de La Cécilia à ses fins propres. « Il y a eu abus de confiance », affirme-t-il. Les factures de Recto Verso porteraient le numéro de téléphone de La Cécilia, le contact commercial était la secrétaire de La Cécilia. « Surtout, M. Lhommet n'apprécie pas que deux salariés de la société dont il détient la majorité des parts soient devenus actionnaires de Recto Verso. Il dénonce les méthodes de voyou de Christophe Hordé » qu'il a fini par pousser dehors au mois d'avril, licencié par la FNEC occasion trois salariés embauchés d'avoir participé au lancement de Recto Verso.

Cette décision a mis le feu aux poudres dans une équipe déjà très opposée aux façons de voir de M. Lhommet, selon Christophe

Hordé. « M. Lhommet n'avait pas de vrai pouvoir à La Cécilia, il n'était pas reconnu », déclare M. Hordé. Il est vrai que j'ai été léger en ne séparant pas totalement La Cécilia de Recto Verso, mais, à terme, la seconde structure devait servir la première en assumant une partie des charges fixes. L'ensemble des salariés se sont mis en grève avec occupation des locaux le 23 avril et pour une semaine, puis ont repris le mouvement le 15 mai.

Un certain nombre de clients ont aussitôt fait savoir qu'ils cessaient leur collaboration avec la société pour protester contre la révocation de Christophe Hordé, tandis que les banques ont tiré leur révérence. Dépourvue de crédit bancaire et de la confiance de ses fournisseurs, La Cécilia s'est transformée en une baraque éventrée, livrée à la tempête. Les salariés ont occupé les locaux pendant près de trois semaines, M. Lhommet se trouvant en situation délicate pour demander leur expulsion, compte tenu de sa qualité d'élé socialiste.

Le 4 juin, un accord a finalement été signé, stipulant que Jacques Lhommet se portait acquiescent de la totalité des parts de La Cécilia. Neuf des dix salariés de Tours, ainsi que trois des quatre représentants quitteront la société avec six mois de salaire. L'investisseur souligne qu'il veut encore sauver ce qui peut l'être, et Christophe Hordé pourrait devenir le salarié d'une autre structure de diffusion créée par les éditeurs qui étaient ses fournisseurs habituels. Reste que, en un temps où beaucoup de libraires ferment boutique pour des raisons d'asphyxie économique, il est triste de voir ainsi tanguer une maison qui ne manquait pas d'oxygène.

Raphaëlle Rérolle

## Les colloques de Cerisy

Comme chaque été, l'Association des Amis de Pouégy-Cerisy organise, au centre culturel international de Cerisy-la-Salle, plusieurs rencontres et ateliers.

14 au 21 juin : « L'esthétique de Kant » (H. Frenet).

23 au 30 juin : « Espaces publics : esthétiques de la démocratie » (J. Joseph).

2 au 11 juillet : « La modernité en question : Habermas, Rorty » (P. Gaillard et J. Poulain).

13 au 20 juillet : « Chateaubriand aujourd'hui » (J.-C. Berchet et P. Berthier) et « Jacques Maritain face à la modernité » (M. Bressollette et R. Mougel).

23 au 30 juillet : « Marguerite Duras » (A. Vinciguerra).

2 au 12 août : « L'île des merveilles : images et fonctions » (G. Chaudes et D. Reig) et « La technique : principes d'analyse » (J. Ricardou).

14 au 21 août : « La transculture pour une théorie de l'adaptation » (A. Gaudreault et T. Groszestein) et « Gaëtan Gatian de Clémenceville » (S. Tisseron).

23 au 30 août : « Schreber revisité » (D. Devroese, Z. Lothane et J. Schott).

1<sup>er</sup> au 8 septembre : « Des origines et des conséquences des processus d'extermination » (J. Gillebert et P. Wilgowski).

13 au 18 septembre : « Les lettres, « un gai savoir », XIV-XVIII<sup>e</sup> siècle » (E. Bury et P. J. Salazar, avec le concours de Marc Fumaroli).

30 septembre au 3 octobre : « Autour de Goethe de Montbray, les écrivains normands du XI<sup>e</sup> siècle », sous la présidence de Lucien Musset (P. Boas, J. Decaux, M. Dossat, D. Husson et F. Neveu).

7 au 10 octobre : « Stéréotypes, textes, modernité » (P. Barbier et A. Goulet).

► Renseignements : Centre culturel international de Cerisy-la-Salle, 50210 Cerisy-la-Salle, tél. (16) 33-46-91-66, fax 33-46-11-39, nu à Paris écrire au CCIC, 27, rue de Boulevarde, 75016 Paris, tél. (16-1) 45-20-42-03.

### EN BREF

► Soutien à l'écrivain Vuk Draskovic. — La FNEC et « Le Monde des livres » organisent une rencontre en faveur de l'écrivain serbe emprisonné Vuk Draskovic, vendredi 11 juin à 17 h 30 dans les locaux de la FNEC, à Paris, Pascal Bruckner, Ivan Djuric, Alain Finkielkraut, André Glucksmann, Predrag Matvejevic, Edgar Morin, Daniel Roudiez, Jorge Semprun et Vidosav Stevanovic seront réunis autour de l'auteur du *Contes*, ouvrage paru chez Jean-Claude Lattès.

► Le marché de la poésie. — Pour la onzième année consécutive, le marché de la poésie aura lieu place Saint-Sulpice, à Paris, du 24 au 27 juin. Placée, cette année, sous le signe de la négritude, la manifestation doit regrouper quelque 400 éditeurs de différents pays.

► Prix littéraires. — Le vingt-cinquième prix de l'amitié franco-arabe a été remis aux éditions Actes Sud, pour saluer les efforts de diffusion de la littérature arabe contemporaine faits par cette maison en direction du public francophone. Par ailleurs, le prix Apollinaire (poésie) a été attribué à l'écrivain antillais René Despreux pour l'anthologie personnelle *René Despreux*, publiée par Actes Sud. Le prix du Quartier latin a été décerné à Hervé Le Tellier pour *Le Voleur de nostalgie* (Seghers, coll. « Mots »).

► La correspondance de Michel Butor. — Michel Butor vient de faire don à la Bibliothèque nationale de quarante ans de correspondance (de 1950 à 1993). « Un témoignage de premier plan sur le milieu culturel français de la deuxième moitié du vingtième siècle », selon le conservateur Florence Calu, directeur du département des manuscrits. On trouvera en effet plus de vingt mille lettres de correspondants aussi divers qu'André Breton, Nathalie Sarraute, Pierre Alechinsky, Roland Barthes, Pierre Klossowski et autres peintres, écrivains, philosophes ou scientifiques.

### STAGELANGAISUSA

Dans une grande université de Californie ou de Floride. Départs possibles tous les 2 mois. annuels (8 mois) : 50.000 F env., semestriels (4 mois) : 28.000 F env. Cours, logement, repas inclus. University Studies in America CEPES 42, avenue Bosquet 75007 PARIS (1) 45 50 28 28

### Le Monde PUBLICITÉ LITTÉRAIRE

Renseignements : 46-62-74-43

### LES PARADIS PERDUS

## LA RENTRÉE DES CLASSES



## JACQUES DARGANGES

Les Éditions de l'Éclat

VIENT DE PARAÎTRE

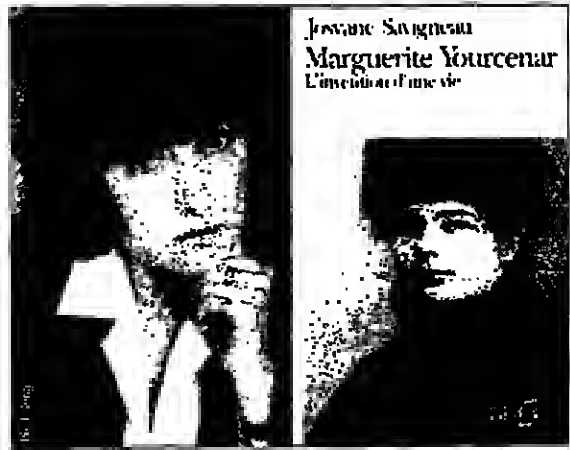
DISTRIBUTION CLISTIQUE

« Écrire la biographie de Marguerite Yourcenar, c'est d'abord tracer le cours d'une liberté buissonnière échappant à toutes les conventions, sociales, familiales ou littéraires... Eclairer d'une lumière nouvelle la genèse d'une œuvre unique... Jusqu'au bout, Marguerite Yourcenar aura tenu le rôle-titre d'un grand roman qu'elle aura inventé : sa vie. »

Josyane Savigneau

MARGUERITE

## YOURCENAR



Josyane Savigneau Marguerite Yourcenar L'écriture d'une vie

folio

2500 TITRES.  
2500 RAISONS  
DE CHOISIR  
FOLIO.



## PUBLICATION JUDICIAIRE

Arrêt de la Cour d'Appel de Paris (1<sup>re</sup> Chambre, Section concurrence) en date du 11 mars 1993, relatif au recours formé par la Société France Loisirs contre une décision du Conseil de la Concurrence.

Arrêt de la Cour d'Appel de Paris (1<sup>re</sup> Chambre, Section concurrence) en date du 11 mars 1993, relatif au recours formé par la Société France Loisirs contre une décision du Conseil de la Concurrence.

Par arrêt du 10 mars 1993, la Cour de cassation, chambre commerciale, financière et économique, a cassé l'arrêt rendu le 21 mai 1990 par la Cour de cassation, chambre commerciale, financière et économique, qui avait rejeté le recours formé par la Société France Loisirs contre la décision du Conseil de la Concurrence n° 89-D-41, en date du 28 novembre 1989, relative à la situation de la concurrence dans le secteur de la vente de livres par clubs.

Par une décision du 28 novembre 1989, le Conseil a enjoint à la Société FRANCE LOISIRS de modifier certains de ses modes de distribution, de limiter l'application de la clause d'exclusivité aux seules ventes par abonnement, correspondance et envoi direct, de supprimer la clause par laquelle l'éditeur s'engage à livrer toute demande de livre et d'offrir publiquement un livre gratuit pendant la période d'essai.

La Société FRANCE LOISIRS a fait appel de cette décision. Elle a soutenu que, sur le marché spécifique de la vente de livres par club, FRANCE LOISIRS occupait une position dominante dont elle avait abusé.

Par l'arrêt du 21 mai 1990, la Cour de cassation, chambre commerciale, financière et économique, a rejeté le recours, à l'exception de la partie relative au droit de distribution, qui a été renvoyée devant la Cour d'Appel de Paris.

La Cour a constaté que, sur le marché de la vente de livres par club, FRANCE LOISIRS occupait une position dominante dont elle avait abusé.

Sur la question de la position dominante, le Conseil de la Concurrence a constaté que FRANCE LOISIRS occupait une position dominante sur le marché de la vente de livres par club.

Sur la question de l'abus de position dominante, le Conseil de la Concurrence a constaté que FRANCE LOISIRS a abusé de sa position dominante.

Sur la question de la sanction, le Conseil de la Concurrence a constaté que FRANCE LOISIRS a abusé de sa position dominante.

Sur la question de la sanction, le Conseil de la Concurrence a constaté que FRANCE LOISIRS a abusé de sa position dominante.

Sur la question de la sanction, le Conseil de la Concurrence a constaté que FRANCE LOISIRS a abusé de sa position dominante.

Sur la question de la sanction, le Conseil de la Concurrence a constaté que FRANCE LOISIRS a abusé de sa position dominante.

Sur la question de la sanction, le Conseil de la Concurrence a constaté que FRANCE LOISIRS a abusé de sa position dominante.

Sur la question de la sanction, le Conseil de la Concurrence a constaté que FRANCE LOISIRS a abusé de sa position dominante.

Sur la question de la sanction, le Conseil de la Concurrence a constaté que FRANCE LOISIRS a abusé de sa position dominante.

Sur la question de la sanction, le Conseil de la Concurrence a constaté que FRANCE LOISIRS a abusé de sa position dominante.

Sur la question de la sanction, le Conseil de la Concurrence a constaté que FRANCE LOISIRS a abusé de sa position dominante.

Sur la question de la sanction, le Conseil de la Concurrence a constaté que FRANCE LOISIRS a abusé de sa position dominante.

Sur la question de la sanction, le Conseil de la Concurrence a constaté que FRANCE LOISIRS a abusé de sa position dominante.

Sur la question de la sanction, le Conseil de la Concurrence a constaté que FRANCE LOISIRS a abusé de sa position dominante.

Sur la question de la sanction, le Conseil de la Concurrence a constaté que FRANCE LOISIRS a abusé de sa position dominante.

Sur la question de la sanction, le Conseil de la Concurrence a constaté que FRANCE LOISIRS a abusé de sa position dominante.

Sur la question de la sanction, le Conseil de la Concurrence a constaté que FRANCE LOISIRS a abusé de sa position dominante.

Sur la question de la sanction, le Conseil de la Concurrence a constaté que FRANCE LOISIRS a abusé de sa position dominante.

Sur la question de la sanction, le Conseil de la Concurrence a constaté que FRANCE LOISIRS a abusé de sa position dominante.

Sur la question de la sanction, le Conseil de la Concurrence a constaté que FRANCE LOISIRS a abusé de sa position dominante.

Sur la question de la sanction, le Conseil de la Concurrence a constaté que FRANCE LOISIRS a abusé de sa position dominante.

Sur la question de la sanction, le Conseil de la Concurrence a constaté que FRANCE LOISIRS a abusé de sa position dominante.

Sur la question de la sanction, le Conseil de la Concurrence a constaté que FRANCE LOISIRS a abusé de sa position dominante.

Sur la question de la sanction, le Conseil de la Concurrence a constaté que FRANCE LOISIRS a abusé de sa position dominante.

Sur la question de la sanction, le Conseil de la Concurrence a constaté que FRANCE LOISIRS a abusé de sa position dominante.

Sur la question de la sanction, le Conseil de la Concurrence a constaté que FRANCE LOISIRS a abusé de sa position dominante.

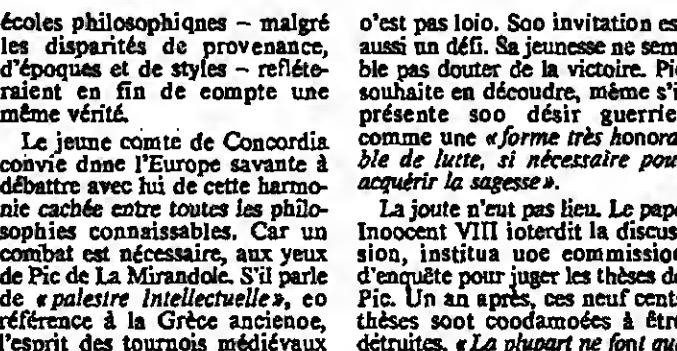
Sur la question de la sanction, le Conseil de la Concurrence a constaté que FRANCE LOISIRS a abusé de sa position dominante.

Pic de La



*par Roger-Pol Droit*

# Pic de La Mirandole pétulant et sage



**ŒUVRES PHILOSOPHIQUES**  
de Jean Pic de La Mirandole.  
Texte latin, traduction et notes  
par Olivier Boulnois  
et Giuseppe Tognon,  
Presses universitaires de France,  
coll. « Epiméthée ». 314 p., 260 F.

Pourrait, le jeune comte de Mirandole et Concordia c'est pas simplement un rat de bibliothèque, pourra d'un gigantesque appât de lecture et d'un estomac si robuste que les plus lourds traités scolastiques ne le gâtent pas. Cet érudit précoce a belle tournure. Et il est à la tête d'une des plus grandes fortunes de l'Italie en ce Quattrocento florissant. Il aime l'amour, mais s'abstient, non seulement de flâner, mais aussi de la philosophie. Il s'y voue avec une constance et une gravité qui, dans sa situation, tour à tour émeuvent et surprennent. Sa courte existence (il meurt à trente et ans, proba-

La concordance n'est pas l'assimilation ni la confusion des doctrines. Elle repose au contraire sur la conviction que se trouve « dans chaque école quelque chose de remarquable qui lui est commun avec aucune autre ». C'est pourquoi il faut les connaître toutes, o'co délaissier aucune, ouvrir sans cesse le champ de la philosophie à de nouvelles sagesse, jusqu'alors inconnues ou tombées dans l'oubli. Cet accueil encyclopédique doit mettre en lumière la secrète harmonie reliant à leur insu les pensées en apparence les plus opposées. Une fois dépourvues de l'essentiel, réduites à leur noyau fondamental, toutes les

Le jeune comte de Concordia  
convie d'ne l'Europe savante à  
débattre avec lui de cette harmo-  
nie cachée entre toutes les philo-  
sophies connaisables. Car un  
combat est nécessaire, aux yeux  
de Pic de la Mirandole. S'il parle  
de «palestre intellectuelle», co-  
référence à la Grèce ancienne,  
l'esprit des tournois médiévaux

La joute n'eut pas lieu. Le pape Innocent VIII interdit la discussion, institua une commission d'enquête pour juger les thèses de Pic. Un an après, ces neuf cents thèses sont condamnées à être détruites. « La plupart ne sont que

Sa longue lettre sur le style des philosophes, adressée à Ermolao Barbaro qui leur reprochait leur inélégance, est un réquisitoire contre les charmes trompeurs des tournures littéraires dans le domaine de l'analyse philosophique. Ce document, traduit pour

Cette clé étant supposée unique, et ce savoir secret partout identique, la tentative de Pie pour ouvrir effectivement la philosophie à d'autres traditions de pensée se solde par un échec. Car c'est toujours un credo chrétien que Pie de La Mirandole prétend retrouver dans le secret des traités les plus étrangers au christianisme. Au début des temps modernes, son mérite est d'avoir donné une extension nouvelle à cette démarche qui fut avant lui celle des Pères de l'Eglise, et que d'autres par la suite prolongent jusqu'à nos jours. C'est également sa limite.

(1) Traduction de P.- M. Cordier in *Jean Pic de La Mirandole ou la plus pure figure de l'humanisme chrétien*, Desclée de Brouwer, 1958.

**Sur la sanction des critiques :**  
Considérant que, en raison du seul grief retenu à la charge de FRANCELOISIRS, de son incidence économique limitative de la concurrence, non contestée, qu'elle s'est conformée aussitôt à l'implication du Conseil, le principe incriminé sera sanctionné par la publication intégrale de la présente décision dans les périodiques qui seront désignés ;  
Que les sommes qui seront retenues par le Trésor porteront

LE CROFFIER.  
LE PREMIER PRESIDENT.

Car ce n'est pas seulement un texte lumineux, dont le charme et l'élégance contrastent avec la sécheresse des thèses rassemblées sous le titre de *Conclusions*. Pie de La Mirandole y expose une conception de la nature et de la liberté humaines qui peut paraître résolument moderne. Ce qui rend l'homme admirable, à ses yeux, c'est ce effet qu'il doit se créer lui-même. La « nature » de l'homme n'en est pas une : elle ne contient rien, sauf la capacité de s'inventer, et par là de tout devenir, du bestial au divin.

**COLLECTIF** (sous la direction de Jacques Perrin) : *Rimbaud au Japon. Découverte dans la biographie de Rimbaud ?* Non, actes d'un colloque qui s'est tenu à la fin du « l'année Rimbaud » à l'Alliance française de Sendai, avec plusieurs universitaires japonais et français, dont Hiroo Yuzasa, Toru Sato, J. L. Steinmetz et A. Buisine, et les écrivains Alain Jouffroy et Pierre-Jean Rémy. (Presses universitaires de Lille, 1988 p. 110 F.)

**L'œil**  
de la lettre

**LE NOUVEAU  
CATALOGUE**  
est disponible chez  
**43 libraires**  
Lisez sur demande au  
73, rue du Montparnasse - 75014-Paris



LE FEUILLETON

Pierre Lepape

**L**E printemps est argentin. Comme se faisant face surgissent deux monuments consacrés l'un à Jorge Luis Borges (le Monde des livres du 14 mai), l'autre à Julio Cortazar, les deux géants argentins de la littérature hispanique du XX<sup>e</sup> siècle. On s'est déjà ramené pour en faire des thèses que l'un et l'autre trouvaient dans le texte court, le nouveau, leur mode d'expression préféré — même si Cortazar a été aussi l'immense romancier de *Marella* — et que leur exploration du monde et des mots les e transportés également vers cet autre côté des choses qu'on nomme, faute de mieux, le fantastique. Ils sont morts loin de leur pays, à deux années de distance, Borges à Genève en 1986, Cortazar, en 1984, en France où il avait choisi de vivre depuis très longtemps et dont il était devenu citoyen.

Leurs routes ne se sont pas croisées longtemps; leurs tempéraments sinon leurs goûts s'opposaient. Borges lisait la vie dans les livres et rêvait d'un univers qui serait une immense bibliothèque; Cortazar écrivait des livres pour changer la vie, pour en exalter toutes les manifestations; il était révolutionnaire. Mario Vargas Llosa, qui préface l'édition intégrale des nouvelles de Cortazar, affirme que l'écrivain s'est converti à la révolution après mai 68, il en donne pour preuve qu'après Cortazar n'avait qu'une différence et mépris pour la politique.

Il serait plus juste de dire qu'à un moment de sa vie Cortazar a estimé qu'il devait prendre le risque d'engager sa propre entreprise révolutionnaire dans un mouvement historique, celui du communisme et du soutien à Cuba. Une expérience dont il soulignait avec humour les ambiguïtés; dans un des récits sousoisément autobiographiques qui composent *Un certain Lucas*, il nous raconte la manière dont il résiste à ses camarades lorsqu'ils lui demandent d'écrire des livres dont le message soit intelligible pour le plus grand nombre: « On ne connaît pas de limites à l'imagination si ce ne sont celles du verbe; langage et invention sont des frères ennemis, et de ce combat naît la littérature, la rencontre dialectique de la muse et du scribe, l'indécidable cherchant parole, la parole se refusant à dire jusqu'à ce que nous lui tordions le cou et que le scribe et sa muse se reconvoient en cet instant étrange que plus tard nous appellerons *Vejlejo* ou *Mala-kovski* ».

Cortazar propose donc aux militants un pacte de renoncement mutuel aux conquêtes les plus extrêmes afin que les contacts avec notre prochain atteignent les effets maximum. Si nous

**NOUVELLES 1945-1982**  
de Julio Cortazar.  
Traduit de l'espagnol (Argentine)  
par Laure Guille-Bataillon,  
Françoise Campo-Timal,  
et Françoise Rosset,  
préface  
de Mario Vargas Llosa,  
Gallimard, 1038 p., 290 F.

depuis son premier recueil de poèmes, *Prasencia*, publié à Buenos-Aires en 1938 sous le pseudonyme de Julio Denis, il a choisi son air de travail: par la marge où l'on flotte dans une liberté indistincte, mais le limite qu'il s'agit de repousser. Il se veut pionnier, homme des nouvelles frontières offertes à la conscience et à la sensibilité de l'humanité. L'intérêt littéraire de l'énorme compilation des *Nouvelles* n'est évidemment pas dans le rassemblement en un seul volume des onze recueils déjà parus et restitués dans l'ordre chronologique de leur publication originale, mais dans les vingt-cinq pages de nouvelles inédites, écrites entre 1937 et 1945. A cette date, Cortazar les avait réunies en recueil, *L'autre rive*, « pour clore un cycle et en affronter librement un nouveau, moins maladroite ».

**L**E sentiment de la maladresse l'écrivain avait emporté et l'écrivain avait remis ces douze textes dans ses cartons. Sa première nouvelle publiée, *Maison occupée*, paraitra en 1948 dans *Los Angeles de Buenos Aires*, le revue que dirigeait J.L. Borges. *L'autre rive* ne frappe pas précisément par ses gaucheries; en revanche, on est surpris d'y voir déjà tout formé l'espace littéraire de Cortazar. C'est un embryon parfait qu'il n'y a plus qu'à nourrir pour qu'il grandisse et dont on devine à la conformation de certains de ses membres qu'il deviendra géant.

D'emblée, dès les premiers mots du premier texte, Cortazar s'installe dans le répertoire fantastique: « Tous les fantômes avaient que Duggu Van était un vampire. » Nous voilà, parsons-nous, en terrain connu: imaginaire gothique, pintes de sang et frissons morbides. Et puis quelque chose dans le récit glisse sans qu'on y prenne garde, Duggu Van le vampire se comporte en amoureux de sa victime, elle-même

renonçons, nous, à la création verbale à son niveau le plus haut et la plus rare, vous renonçons, vous, à la science et à la technologie sous leur forme également vertigineuse et rare, par exemple les ordinateurs et les avions à réaction. De l'humour et une solide logique de l'absurde et voilà périmées des tonnes de dissertations sur les pièges de l'engagement et le littérarisme populaire. Seules les conquêtes les plus extrêmes intéressent Cortazar. Depuis qu'il écrit,

amoureuse peut-être, plutôt qu'en amateur de saignée. Et le fantastique change de nature: c'est la réalité, la réalité seule qui intéresse Cortazar, mais une réalité que l'imagination déformait enfin des limites que l'habitude, l'histoire, les catégories masquées du seul entendement lui imposent.

L'écriture agit comme une libération: il ne s'agit jamais d'introduire arbitrairement de l'irrationnel pour détruire la machine — cette forme banale, mécanique, et finalement inutile et ennuyeuse du fantastique — mais au contraire d'explorer par la voie de tous les sens ce monde que notre intelligence sait fini, mais dont notre corps affirme l'infini.

C'est une entreprise à devenir fou. Mettre en marche à la fois et intensément sa vue, son odorat, son toucher, son goût, son ouïe et ordonner à son cerveau de synthétiser tout cela peut conduire à des accidents de la raison; surtout si, en même temps, on veut aussi intégrer à ce sentiment total de la vie le temps dans toutes ses dimensions objectives et subjectives, la peur, le

l'autoroute du Sud. A quelques kilomètres de Paris, en modifiant simplement les données de base du tourisme, il fait la découverte d'une planète inconnue.

**N**OUS voici aux antipodes de l'idéalisme borghésien, aux antipodes des rigueurs de l'abstraction. Visible ou encore invisible, tout ce qui existe doit entrer dans le livre. L'incohérence est l'obstacle que chaque nouvelle de Cortazar doit surmonter: comment faire se tenir ensemble, dans une séquence lisible et compréhensible, deux, trois ou quatre morceaux de réalité que l'expérience banale, la logique commune et le langage quotidien tiennent hermétiquement séparés? Dans leur méfiance de la littérature, les surréalistes inventaient un merveilleux de bricolage, un culte, profondément religieux, à des idées de juxtaposition: la rencontre du parapluie et de la machine à coudre sur une table de dissection. Cortazar prend l'exact contre-pied de ces jeux de société: la littérature est ce qui doit accomplir le mélange des eaux, lier et mêler l'inconnu et le déjà connu, les mots habituels et les images inédites, les cartes anciennes et les terres vierges.

La tâche est évidemment malaisée, écorbative. Les mots ne s'y prêtent que contraints et forcés. Leur nature première est de définir, or « tout ce qui est défini implique un renoncement aux multiples aspects où se complait la volonté divine ». Il convient donc pour les libérer de leur fonction de garde-fou d'inventer mille ruses, de les épuiser dans des jeux, de les égarer dans des constructions piranésiennes, de les soumettre à d'allégres écorbatives de maquillage ou à d'impitoyables exercices d'essoufflement.

Parfois, bien sûr, chaque rivière demeure dans son lit, l'écrivain ne parvient pas à ouvrir de passage; la nouvelle raconte des choses bizarres, voilà tout. Souvent, le plus souvent, à force d'invention, le sorcier de la Remington parvient à nous délivrer de ce qu'il nomme l'état Tupac-Amaru, celui de nos prisons et de nos frustrations ordinaires: « Il s'agit d'une dissension entre l'âme et le corps, d'un désir de faire une chose et son contraire, d'être à la fois à gauche et à droite. » Pourquoi céder à l'âme plutôt qu'au corps, au corps plutôt qu'à l'âme, pourquoi accepter la mutilation du choix, une rive au détriment de l'autre quand le miracle d'un texte nous fait cadeau de l'impossible: marcher enfin dans deux directions opposées, dans plusieurs dimensions à la fois. Enfin libres.

# Le mélange des eaux

désir, le mort et beaucoup d'autres choses encore. La logique n'y suffit plus: « Votre intelligence est telle que, incapable de vivre à l'intérieur de votre cerveau, elle a dû se chercher une issue », dit un personnage de *Puzzle*. D'autant qu'à l'expérience les femmes « longues chaînes de raison » chères à Descartes se révèlent assez décevantes et peu opérationnelles: elles ne permettent guère de découvrir que ce que l'on sait déjà. Or, explique Cortazar, « il n'y a pas un univers mais des millions et des millions d'univers imbriqués les uns dans les autres, et dans chacun d'eux cinq, dix, quatorze univers distincts et différents ».

La réalité la plus banale, la plus ordinaire est toujours à la jonction de plusieurs mondes. Dans un de ses derniers livres, *Les Autonomes de la cosmoroute*, Cortazar raconte, en reportage, l'odyssée, effective, qu'il a entreprise: un mois d'être de repos en stations-service le long de

# Les étranges rencontres de Madame Auster

Dans le premier roman de Siri Hustvedt, un personnage de « Léviathan » devient l'héroïne de quatre récits qui s'emboîtent, se répondent et renvoient indéfiniment les uns aux autres

**LES YEUX BANDÉS**  
(The Blindfold)  
de Siri Hustvedt.  
Traduit de l'anglais (Etats-Unis)  
par Christine Le Bauf,  
Actes Sud, 216 p., 120 F.

Siri Hustvedt présente cette amusante singularité d'avoir été elle-même personnage de roman avant d'écrire son premier récit. Les fervents lecteurs de Paul Auster se rappellent peut-être avoir rencontré Siri, cette « blonde grande et mince, d'une beauté rayonnante » qui apparaît dans *Cité de verre*, au début de la *Trilogie new-yorkaise* (1). Ils l'auront reconnue, devenue Iris dans *Léviathan* (2), la seule femme sans histoire capable d'apporter un équilibre au narrateur. Dans la vie ordinaire, Siri Hustvedt ressemble trait pour trait au personnage d'Auster: « Un maître quatre-vingts, un ravissant visage scandinave et les yeux bleus les plus joyeux qu'on puisse trouver entre le ciel et l'enfer... » Le maître et son modèle se sont rencontrés lors d'une lecture de poésie à New-York, à laquelle assistait aussi Don DeLillo. C'était l'un de ces « hasards nécessaires » chers à Auster. Peu de temps après, ils s'épousaient.

Coincidence des rencontres, forces obscures qui peuvent changer le cours d'une vie, jeux d'influences entre les êtres: tels sont justement les thèmes des *Yeux bandés*, un premier roman que Siri Hustvedt dédie à... Paul Auster. S'agit-il d'ailleurs d'un roman ou d'un recueil de nouvelles? L'auteur s'en soucie peu: « En terminant la première histoire, dit-elle, je savais que j'allais écrire un livre d'amour d'Iris et construire les morceaux d'un puzzle qui devraient forcément s'assembler. »

Ainsi l'Iris du *Léviathan*, cette jeune étudiante arrivée du Minne-



« Un ravissant visage scandinave et les yeux bleus les plus joyeux qu'on puisse trouver entre le ciel et l'enfer... » (Paul Auster)

sota, est-elle devenue l'héroïne de quatre récits qui s'emboîtent, se répondent, et renvoient indéfiniment les uns aux autres, par le jeu de personnages qui, sous divers masques, passent d'une histoire à une autre. Avec elle, le lecteur se trouve entraîné dans une série de rencontres étranges, réelles ou fictives, mais toujours extrêmement troublantes, au point que toutes menacent de faire vaciller l'identité profonde de la narratrice.

Mr Morning, un individu bizarre qui la paye soixante dollars pour décrire des objets ayant appartenu à une morte; George, le photo-

graphe silencieux capable de la briser psychologiquement par un seul et obsédant portrait; Mrs O., « la timbrée », qui semble vouloir attirer à sa vie; Paris, le critique d'art, le gnome hideux, toujours sur son chemin; le professeur Rose qui lui fait traduire de l'allemand les fantasmies d'un garçonnet vicieux, en proie à mille pulsions sadiques... tous les personnages qui entourent Iris contribuent à entretenir cette atmosphère de menace planante, de déséquilibre étrange qui enveloppe tout le roman. Et chaque rencontre provoque un ébranlement nerveux si profond qu'il jette la narratrice

dans une sorte de fièvre pouvant aller jusqu'à l'épave, la folie, la névrose.

« J'ai voulu cerner au plus près ce sentiment de malaise qui surgit quelquefois entre les êtres », explique Siri Hustvedt. La volonté de manipulation qui altère toute relation entre les personnages, le plaisir pervers qui en découle, la cruauté tapie derrière chaque geste, les tentations violentes aussi délicieuses qu'incontrôlables, posent aussi la « question du mal, partout présente dans le livre ».

Tout comme la fascination pour les marginaux et les détraqués de New-York, l'attraction irrésistible pour les quartiers malsains et les bars loucheux. Et si, au lieu de basculer dans le gouffre, c'est elle, finalement, qui fait tomber le professeur Rose dans ses bras, il n'y a qu'une explication, toujours la même. Seul le hasard est roi. Tout peut arriver.

A sa sortie aux Etats-Unis, le *New York Times* saluait « la voix contemporaine, lucide et profondément originale » qui s'exprime dans ce premier livre. Il était nécessaire de le rapprocher d'Harold Pinter et de Peter Handke? N'est-ce pas, au contraire, l'atmosphère singulière de ce roman qui retient le lecteur? Ce quelque chose d'obscur et d'inquiétant qui affleure partout, derrière la banalité du réel? Chez Siri Hustvedt, on est dans le noir, infirme. On bâtonne, on se perd, on se heurte à des inconnus, toujours à cause de ce « blindfold », ce bandeau invisible qui nous cache les yeux. Et l'on sort du livre comme d'une partie de colin-maillard: vaguement étourdi, saisi soudain par un léger vertige.

Florence Noiville

(1) Actes Sud, 1987.  
(2) Actes Sud, 1993.  
« A signaler la parution de *Le Carnet rouge* de Paul Auster, douze textes courts sur les hasards du destin. (Actes sud, 62 p., 35 F.)

**JO Clartés**

**VUK DRASKOVITCH**

**Le Couteau**

336 p. 135 F

**Vuk Draskovitch**

**Le Couteau**

**Vuk Draskovitch**  
combat au cœur du dispositif totalitaire.

André Glucksmann - Gêble

David... s'appelle parfois Soljenitsyne. Ou bien Walesa... Ces derniers temps il est de retour sur terre... C'est Vuk Draskovitch.

Franz-Olivier Giesbert - Le Figaro

Un roman terriblement prophétique.

Gilles Deleuze  
Le Journal du Dimanche

Un grand livre du repentir et de la réconciliation.

Gerard de Cortanze  
Le Figaro magazine

Un réquisitoire contre le fanatisme.

Christophe Urbanowicz  
Le Quotidien de Paris

Une leçon d'histoire... une épopée, une explication et un manifeste.

Jean-Baptiste Miché  
Le Nouvel Observateur

## Convulsions cambodgiennes

Les cambodgiens ont subi pendant des années les pires traitements. Ils ont été torturés, assassinés, déportés. Ils ont été réduits à l'état de bestes. Ils ont été traités comme des chiens. Ils ont été traités comme des animaux. Ils ont été traités comme des objets. Ils ont été traités comme des choses. Ils ont été traités comme des meubles. Ils ont été traités comme des jouets. Ils ont été traités comme des jouets de guerre. Ils ont été traités comme des jouets de guerre.

## Trois miliciens par des « ca »

Les miliciens ont été traités comme des chiens. Ils ont été traités comme des animaux. Ils ont été traités comme des objets. Ils ont été traités comme des choses. Ils ont été traités comme des meubles. Ils ont été traités comme des jouets. Ils ont été traités comme des jouets de guerre. Ils ont été traités comme des jouets de guerre.

## Des militaires amér

Les militaires américains ont été traités comme des chiens. Ils ont été traités comme des animaux. Ils ont été traités comme des objets. Ils ont été traités comme des choses. Ils ont été traités comme des meubles. Ils ont été traités comme des jouets. Ils ont été traités comme des jouets de guerre. Ils ont été traités comme des jouets de guerre.

## Releve polit

Les politiciens ont été traités comme des chiens. Ils ont été traités comme des animaux. Ils ont été traités comme des objets. Ils ont été traités comme des choses. Ils ont été traités comme des meubles. Ils ont été traités comme des jouets. Ils ont été traités comme des jouets de guerre. Ils ont été traités comme des jouets de guerre.

## Le retour des civils au

Les civils ont été traités comme des chiens. Ils ont été traités comme des animaux. Ils ont été traités comme des objets. Ils ont été traités comme des choses. Ils ont été traités comme des meubles. Ils ont été traités comme des jouets. Ils ont été traités comme des jouets de guerre. Ils ont été traités comme des jouets de guerre.

## Le malaise dans l'arm

Les armées ont été traités comme des chiens. Ils ont été traités comme des animaux. Ils ont été traités comme des objets. Ils ont été traités comme des choses. Ils ont été traités comme des meubles. Ils ont été traités comme des jouets. Ils ont été traités comme des jouets de guerre. Ils ont été traités comme des jouets de guerre.

## Pechiney pourrait au n de Saint-Gobain

Pechiney a été traitée comme des chiens. Elle a été traitée comme des animaux. Elle a été traitée comme des objets. Elle a été traitée comme des choses. Elle a été traitée comme des meubles. Elle a été traitée comme des jouets. Elle a été traitée comme des jouets de guerre. Elle a été traitée comme des jouets de guerre.

## Les sujets de philosop

Les philosophes ont été traités comme des chiens. Ils ont été traités comme des animaux. Ils ont été traités comme des objets. Ils ont été traités comme des choses. Ils ont été traités comme des meubles. Ils ont été traités comme des jouets. Ils ont été traités comme des jouets de guerre. Ils ont été traités comme des jouets de guerre.